LE

COMTE KOSTIA

DERNIÈRE PARTIE.[1]

XVIII.

Le lendemain (c'était le second dimanche de septembre), Gilbert sortit vers dix heures du matin et dirigea ses pas du côté d'un réduit solitaire et sauvage qui lui semblait propice à ses rêveries. C'était une étroite clairière, au bord d'une petite mare desséchée par les ardeurs de l'été, et près de laquelle il avait souvent déjà herborisé pour Stéphane. Entre des massifs d'arbres qui s'écartaient de toutes parts, sous un pan de ciel bleu, un fond de limon noirâtre inégal et crevassé, des herbages, des scirpes, des joncs flétris; çà et là quelques flaques d'eau croupissante dont la surface était ridée par les ébats de l'araignée aquatique; plus loin, une grande touffe de longs roseaux empanachés qui frissonnaient au moindre souffle et berçaient sur leurs quenouilles tremblantes des papillons rouges assoupis et des libellules rêveuses; sur les berges escarpées de la mare, des fleurs tristes, des épiaires, le trèfle d'eau, le plantain des sables; dans un coin, un saule aux racines déchaussées, qui se penchait sur l'étang tari comme pour y chercher son image disparue; alentour, des orties, des ronces, des bruyères sèches, des genêts défleuris; cette atmosphère moite et épaisse qui est propre aux lieux humides, la lumière du jour légèrement voilée par les

(1) Voyez la *Revue* du 1er et du 15 juin, du 1er et du 15 juillet.

vapeurs de la terre, une odeur de plantes en fermentation, de longs silences interrompus par des bruits sourds; un air d'abandon, de désœuvrement, de lassitude, la langueur mélancolique d'une vie qui s'éteint et qui se regrette,... et comme le ressouvenir de quelque chose qui fut et ne renaîtra jamais... Jamais! c'est bien là le mot que murmurait tout bas aux oreilles de Gilbert cette agreste solitude. Jamais! se répétait-il à lui-même, et son cœur était oppressé par le sentiment de l'irréparable. Il s'assit sur le gazon, à quelques pas du saule, et, les coudes appuyés sur ses genoux, la tête dans ses mains, il se plongea dans une longue et douloureuse méditation.

Je dirai tout : il ressentait par intervalles au fond de son être, tout au fond, le frémissement d'une joie secrète qu'il n'eût osé se confesser; mais c'était là un mouvement passager de son âme qu'il ne réussissait pas à démêler au milieu du tourbillon qui l'agitait. Et puis dans un tel moment il ne songeait guère à se demander ce qu'il pouvait sentir ou ne pas sentir. Son esprit était ailleurs. Tantôt il cherchait à se représenter toutes les phases successives de cette douloureuse existence dont il possédait désormais la clé, tantôt il éprouvait une tendre admiration pour l'énergie et la souplesse de cette jeune âme dont une infortune sans nom n'avait pu briser le ressort. Et maintenant l'abandonner, rompre des nœuds si étroits et si doux, n'était-ce pas la condamner au désespoir, la livrer en proie à la violence de ses passions exaltées par le malheur? Ne devait-il pas tenter au moins de lui arracher du cœur cette flèche fatale, ce funeste amour qui était à ses yeux un péril, une extravagance, une calamité?... Et de réflexion en réflexion, d'inquiétude en inquiétude, il en revenait toujours à déplorer son propre aveuglement. Les bizarreries de conduite de Stéphane, certaines saillies de caractère, l'abandon passionné de son langage, sa figure, ses cheveux, ses regards, les grâces de son sourire, comment ne s'était-il pas rendu à tant d'indices qui combattaient son erreur? Et ce manque de pénétration qui procédait du tour peu romanesque de son esprit, il le taxait de grossièreté de sens et se l'imputait à crime...

Il était profondément enfoncé dans sa rêverie quand le cri d'un corbeau le réveilla. Il rouvrit les yeux, et lorsqu'il eut perdu de vue l'oiseau croassant qui traversa la clairière à tire-d'aile, il regarda un instant un beau papillon diapré qui voltigeait autour du saule; puis, apercevant dans l'herbe, à la portée de sa main, une jolie parnassie de marais, il la détacha soigneusement du sol avec sa racine et se mit à l'observer d'un œil attentif. Il admirait la teinte pourprée de son pistil et l'or de ses étamines qui se mariaient agréablement à l'éclatante blancheur de la corolle, et il se surprit à dire : — Voilà une charmante fleur que je n'ai pas encore montrée à mon

Stéphane; il faut que je la lui porte... — Mais aussitôt, revenant à lui-même et jetant au loin avec dépit l'innocente fleurette, il s'écria: — O destinée, que vos jeux sont bizarres!

— Oui, la destinée est bizarre! lui répondit une voix qui ne lui était pas inconnue, et avant qu'il eût le temps de se retourner, le docteur Vladimir s'était assis à ses côtés.

Vladimir Paulitch avait fort bien employé sa matinée. Au sortir du lit, il avait reçu en audience privée le grand Fritz, qui, n'osant s'adresser directement à son maître, dont les sourcils le faisaient trembler, était venu prier le docteur de recevoir ses révélations et de vouloir bien les transmettre à son excellence. Sitôt que, d'un ton échauffé et mystérieux, il se fut ouvert de son important secret : — Il n'y a rien là d'étonnant, lui avait répondu froidement Vladimir. Ce jeune homme est somnambule, et la conclusion de votre petite histoire, c'est qu'il faut faire griller sa fenêtre. J'en parlerai au comte Kostia. — Sur quoi Fritz s'était retiré la tête basse, fort capot du tour que prenait l'aventure. Après son départ, Vladimir Paulitch avait eu la fantaisie d'aller se promener sur le monticule gazonné, et chemin faisant il se disait : — Mes soupçons seraient-ils donc fondés? — Il avait passé une heure parmi les rochers, étudiant les lieux, examinant l'aspect du château de ce côté-là et tout particulièrement les divers accidens de la toiture. Comme il contemplait la tour carrée qu'habitait Stéphane, il la vit paraître à sa croisée et y demeurer quelques instans, les yeux attachés sur la tourelle de Gilbert. — Oh! pour le coup, je sais à quoi m'en tenir! se dit-il; mais, pour risquer ainsi sa tête, il faut que notre idéaliste soit éperdument amoureux. Il ira bien jusqu'au bout de son rôle. Tâchons de le voir et de lui parler. — En remontant au château, Vladimir avait vu Gilbert s'enfoncer dans les bois, et, sans être aperçu, il l'avait suivi de loin.

— Oui, la destinée est bizarre! répéta-t-il, et il faut ou lui résister en face et la braver résolûment, ou se soumettre humblement à ses caprices et faire le mort. Il n'y a que cela de raisonnable, et les demi-mesures sont le propre des sots. Quant à moi, j'ai toujours été partisan du *sequere Deum* que j'interprète ainsi : abandonne-toi aux impulsions de la fortune, et marche devant toi les yeux bandés.

Et comme Gilbert ne répondait mot : — Oserais-je vous demander, poursuivit-il, ce qui vous faisait dire tout à l'heure que les jeux de la fortune sont bizarres?

— Je pensais, répondit tranquillement Gilbert, à l'empereur Constantin le Grand, lequel, comme vous savez...

— Ah! c'est trop fort, interrompit Vladimir. Eh quoi! par une

belle matinée, au milieu des bois, en face d'une petite mare desséchée qui ne manque pas de poésie, assis dans l'herbe et une jolie fleur blanche à la main, c'était l'empereur Constantin qui faisait le sujet de vos méditations? Quant à moi, je n'ai pas la tête aussi rassise, et je vous confesserai que tantôt, en rôdant parmi ces fourrés, je n'étais occupé que des jeux bizarres de ma propre destinée, et, chose singulière, j'éprouvais le besoin de les conter à quelqu'un.

— Vous m'étonnez, repartit Gilbert; je ne vous croyais pas si expansif.

— Et qui de nous, reprit Vladimir, ne dément jamais son caractère? En Russie, les devoirs de mon état m'obligent d'être obscur, ténébreux, cousu de mystères de la tête aux pieds, un grand pontife de la science ne parlant que par sentences et d'un ton d'oracle; mais ici je ne suis plus tenu de faire mon métier, et par une réaction de la nature, me trouvant seul dans un bois avec un homme de sens et de cœur, la langue me démange comme à une pie borgne. Voyons, si je vous racontais mon histoire, me promettez-vous d'être discret?

— Sans doute. Pourtant, s'il vous faut à tout prix un confident, à quoi tient-il que, lié comme vous l'êtes avec le comte Kostia...

— Ah! justement, quand vous saurez mon histoire, vous comprendrez par quelle raison, dans mes tête-à-tête avec Kostia Petrovitch, je lui parle souvent de lui et rarement de moi.

Là-dessus Vladimir Paulitch retroussa ses manchettes, et montrant ses poignets à Gilbert : — Regardez bien! lui dit-il. Ne voyez-vous là aucune marque, aucune cicatrice?

— J'ai beau regarder...

— C'est bizarre. Il y a pourtant quarante années que je porte les menottes, car tel que vous me voyez, moi Vladimir Paulitch, moi l'un des premiers médecins de la Russie, moi le savant physiologiste, je suis le rebut de la terre, je suis l'égal d'Ivan; en quatre mots, je suis un serf!

— Vous, un serf! s'écria Gilbert stupéfait.

— Ne vous étonnez pas trop; ces aventures-là sont communes en Russie, dit Vladimir Paulitch en souriant du bout des lèvres. Et il reprit : — Oui, monsieur, je suis un des serfs du comte Kostia, et jugez si je lui suis reconnaissant de ce qu'il lui a plu dans sa bonté de façonner, avec l'humble argile dont la nature avait pétri l'un de ses moujiks, la glorieuse statue du docteur Vladimir Paulitch? Cependant de toutes les faveurs dont il m'a comblé, celle qui me touche le plus, c'est que, grâce à sa discrétion, tout à l'heure encore il n'y avait dans le monde que deux hommes, lui et moi, qui me connussent pour ce que je suis. Depuis deux minutes, il y en a trois.

« Mes parens, poursuivit-il, étaient des paysans de l'Ukraine, et

mon premier métier fut de garder les moutons; mais j'étais né médecin. Un malade, homme ou mouton, était à mon sens le plus intéressant des spectacles. Je me procurai quelques livres, j'acquis une légère teinture d'anatomie et de chimie, et tour à tour je faisais des dissections ou je recherchais des simples, dont j'expérimentais les vertus avec une ardeur infatigable. Pauvre, dénué de toutes ressources, élevé dès l'enfance dans de sottes superstitions dont j'avais peine à m'affranchir, vivant au milieu d'hommes grossiers, ignorans, avilis par l'esclavage, rien ne put me rebuter, me décourager. Je me sentais né pour déchiffrer le grand livre de la nature et pour lui arracher ses secrets. J'eus le bonheur de découvrir des spécifiques contre le tac et la clavelée. Cela me rendit célèbre trois lieues à la ronde. Après les quadrupèdes, je m'essayai sur les bipèdes. J'opérai quelques cures heureuses. On venait de toutes parts me consulter. Fier comme Artaban, le petit berger, assis à l'ombre d'un arbre, rendait ses infaillibles oracles, et on l'en croyait d'autant plus volontiers que la nature avait mis dans ses yeux ces regards obscurs et voilés dont le mystère impose aux sots. La terre à laquelle j'appartenais était possédée par une vieille parente du comte Kostia. A sa mort, elle lui laissa son bien. Il vint visiter son nouveau domaine; il entendit parler de moi, me fit appeler auprès de lui, m'interrogea, fut frappé de mes dons naturels et de mon génie précoce. Il projetait déjà de fonder un hôpital dans celui de ses villages où est sa résidence d'été, il pensa qu'il pourrait un jour tirer parti de moi. Je pars avec lui, il m'emmène à Moscou. Cachant à tout le monde ma situation, il me fait instruire avec le plus grand soin. Maîtres, livres, argent, j'avais tout à foison. Ma félicité était si grande que j'osais à peine y croire, et il m'arrivait parfois de me mordre le doigt pour m'assurer que je ne rêvais pas. Quand j'eus vingt ans, Kostia Petrovitch me fit entrer à l'école de médecine; quelques années plus tard, je dirigeais son hôpital et une maison de santé qu'il fonda par mon conseil. Mes talens et mon bonheur ne tardèrent pas à me faire connaître. On parla de moi à Moscou; j'y fus appelé en consultation. Me voilà en passe de faire fortune et, ce qui me touchait davantage, recherché, fêté, courtisé, adulé! Le petit berger, le *moujik* était devenu roi et plus que roi, car un médecin qui a la main heureuse est adoré comme un dieu par ses cliens, et je ne crois pas qu'une jolie femme gratifie ses amans de la moitié des sourires qu'elle prodigue à pleines lèvres au magicien de qui dépendent sa vie et sa jeunesse. Dans ce temps-là, monsieur, j'étais encore dévot. Jugez de la place que tenait le comte Kostia dans mes prières, et avec quelle ferveur je le recommandais à l'intercession des saints et de la bienheureuse Marie... La prospérité a néanmoins ceci de mauvais,

qu'elle porte l'homme à se méconnaître. Enivré de ma gloire et de mes succès, j'oubliai trop ma jeunesse et mes moutons, et cet oubli pensa me perdre. Je fus appelé à donner des soins à un officier de cavalerie retiré du service. Il avait une fille qui se nommait Pauline; elle était belle et charmante. Je me croyais insensible à l'amour, et cependant à peine l'eus-je entrevue que je m'épris pour elle d'une violente passion. Songez que j'avais vécu jusqu'alors dans une continence de moine ascétique; la science avait été mon adorée et superbe maîtresse. Quand les passions s'allument dans un cœur chaste, elles y deviennent des fureurs. J'aimais Pauline avec rage, avec idolâtrie. Un jour elle me fit comprendre que ma folie ne lui déplaisait point. Je me déclarai à son père, j'obtins son agrément, et pensai mourir de bonheur. Le lendemain, j'allai trouver le comte Kostia, je lui contai mon aventure, je le suppliai de m'affranchir. Il se mit à rire, me remontra qu'une telle extravagance était indigne de moi. Le mariage n'était point mon fait. Une femme, des enfans, bagage inutile dans ma vie! Les petits bonheurs et les petits tracas du foyer domestique éteindraient le feu de mon génie, tueraient en moi l'esprit de recherche et l'audace de la pensée. D'ailleurs ma passion était-elle sérieuse? De l'humeur dont il me connaissait, j'étais incapable d'aimer. C'était un méchant tour que me jouait mon imagination. Que je demeurasse huit jours sans voir Pauline, et ma guérison était assurée!... Pour toute réponse, je me précipitai à ses pieds, je collai ma bouche sur ses mains, j'arrosai de larmes ses genoux, je baisai la terre devant lui... Il riait toujours, et finit par me demander en ricanant si, pour posséder Pauline, il était nécessaire de l'épouser.

« Mon amour était un culte. A ces paroles insultantes, la colère me prit; je me répandis en imprécations, en menaces. Bientôt pourtant, rendu à moi-même, je le conjurai d'excuser mes emportemens, et, reprenant le langage d'une servile humilité, je m'efforçai d'amollir par mes larmes ce cœur de bronze. Peines perdues! il demeurait inflexible. Je me roulais sur le plancher en m'arrachant les cheveux. Et lui de rire toujours!... Ce dut être, monsieur, une scène curieuse. Représentez-vous qu'à cette époque j'étais assez recherché dans ma mise. J'avais un jabot brodé, de fort belles manchettes en point d'Alençon; je portais des bagues à tous les doigts, et mon habit était de la dernière fraîcheur et d'une coupe fort élégante. Songez aussi que d'habitude mon maintien, ma démarche, mon air de tête respiraient la hauteur et l'arrogance. Les parvenus ont beau faire, ils se décèlent toujours. J'avais le verbe haut, le ton dominateur; je m'enveloppais de mystérieuses obscurités que déchiraient par instans les éclairs de mon génie, et comme j'avais accompli quelques guérisons extraordinaires qui ressemblaient fort à des miracles ou à des tours

de sorcier, mes poses d'hiérophante ne semblaient point trop déplacées, et j'avais des dévots qui encourageaient les licences de mon orgueil par l'excès de leur humilité... Et voilà que tout à coup cet homme d'importance, ce miraculeux personnage, il était là, couché à plat ventre, implorant la merci d'un maître inexorable, et il se tordait comme un ver de terre sous le pied qui lui broyait le cœur!... Enfin Kostia Petrovitch perdit patience; il me saisit dans ses puissantes mains, me remit sur mes pieds, et, me poussant violemment contre la muraille : Vladimir Paulitch, s'écria-t-il d'une voix tonnante, fais-moi grâce de tes contorsions de femmelette et rappelle-toi qui je suis et qui tu es. Un jour j'aperçus sur le grand chemin un méchant morceau de charbon; je le ramassai, au risque de me salir les doigts, et, comme je suis un peu chimiste, je le mis dans mon creuset et le convertis en diamant. Et au moment où je viens de sertir mon bijou et où je le porte en bague à mon doigt, tu me demandes de m'en défaire! Ah! mon fils, sur mon honneur, je ne sais à quoi il tient que je ne te renvoie vers tes moutons. Allons, fais un effort sur ta passion, sois raisonnable, rentre en toi-même. Attends ma mort, mon testament t'affranchira; mais jusque-là, ne t'en déplaise, tu seras ma chose et ma propriété. Garde-toi de l'oublier, ou je te brise en morceaux comme ce verre!... — Et, saisissant une fiole sur la table, il la lança contre la muraille et la fit voler en éclats...

« En ce moment-là, monsieur, le comte Kostiä montrait un peu trop de vivacité, mais au fond il avait raison. Était-il juste qu'il perdît tout le fruit de ses peines? Pensez-y, ce lui était une grande jouissance d'orgueil que de pouvoir se dire : Le grand docteur si fêté, si admiré, il est ma chose et ma propriété... Son mot était juste; il me portait en bague à son doigt. Et puis il prévoyait l'avenir. Voilà deux années de suite qu'il lui a suffi de remuer le bout de son index pour que j'accourusse en hâte du fond de la Russie soulager ses pauvres nerfs tourmentés. Vous savez comme est fait le cœur de l'homme. S'il avait eu l'imprudence de m'affranchir, l'an dernier je serais venu par bon procédé; mais cette fois-ci... »

Pendant que Vladimir parlait, Gilbert se disait en lui-même : Cet homme est bien le compatriote du comte Leminof. — Et puis, se rappelant l'aimable et généreux Moscovite avec lequel il avait été lié autrefois, il concluait équitablement que la Russie est grande, et que, la nature se plaisant aux contrastes, ce grand pays produit tour à tour les âmes les plus dures ou les plus tendres qui soient au monde.

« Encore un coup, poursuivit Vladimir, le comte Kostia avait raison; le malheur est que la passion n'entend pas raison. Je le quittai

la mort dans l'âme, mais fermement résolu à lui tenir tête et à pousser ma pointe. Vous voyez que dans cette occasion j'observais mal la grande maxime *sequere fatum*. Je me flattais de surmonter le courant. Vaine illusion! Mais si l'on n'en avait point, serait-on amoureux?... Pauline habitait une petite ville située à deux lieues de notre village. Dès que j'avais quelque loisir, je montais à cheval et volais auprès d'elle. Le surlendemain de la terrible scène, je fis avec cette aimable fille et son père une promenade en voiture. Comme nous allions sortir de ville, je fus saisi d'un subit tressaillement... Je venais d'apercevoir sur le trottoir le comte Kostia, qui, tenant sous son bras sa canne à pommeau d'or, s'acheminait paisiblement à notre rencontre. Il me reconnut, sourit agréablement, et fit signe au cocher d'arrêter ses chevaux et à moi de descendre. — Peste de l'indiscret! Fouette, cocher! s'écria gaîment Pauline... — Mais j'avais déjà ouvert la portière... Excusez-moi, lui dis-je, je suis à vous dans un instant... Et en disant ces mots j'étais si pâle qu'elle pâlit aussi, comme assaillie d'un sinistre pressentiment. Kostia Petrovitch ne me retint pas longtemps. Après m'avoir salué avec une politesse cérémonieuse, il me dit d'un ton goguenard : Vladimir, elle est, ma foi, charmante. Ce qui me chagrine, c'est que, si ton mariage n'est pas rompu avant ce soir, demain cette jolie fille apprendra de moi qui tu es... Et là-dessus, me saluant de nouveau, il s'éloigna en fredonnant une ariette...

« L'argent, monsieur, m'avait toujours paru si peu de chose auprès de la gloire et de la science, et d'ailleurs mon amour pour Pauline était si pur de tout alliage, que je n'avais jamais eu l'idée de m'informer de sa fortune ni de la dot qu'elle devait m'apporter. Le soir de ce même jour, comme nous prenions le thé en famille dans le salon de mon futur beau-père, j'affectai de mettre sur le tapis cette importante question, et je fis paraître des vues si intéressées et une si sordide cupidité que le vieil officier finit par s'en indigner. Pauline a l'âme fière; elle nous écouta quelque temps en silence, puis, se levant, elle m'écrasa d'un regard de mépris, et, le bras étendu, me montra du doigt la porte... Ce diable de regard, monsieur, je ne l'ai pas oublié, il m'a longtemps poursuivi; aujourd'hui encore il m'arrive de le voir en rêve...

« En rentrant chez moi, j'essayai de me tuer; mais je m'y pris maladroitement, je me manquai. Ce sont de ces choses où l'on ne réussit jamais du premier coup. Ce qui m'empêcha de recommencer, c'est que le *sequere fatum* me revint à la mémoire. Je dis aux flots qui battaient ma poitrine épuisée : — Emportez-moi où il vous plaira! vous êtes mes maîtres, je suis votre esclave... — Et croyez-moi, monsieur, cette douloureuse mésaventure ne laissa pas de

me profiter. Elle me fit faire de salutaires réflexions. Pour la première fois je m'avisai de réfléchir, je dépouillai mon esprit de tous les préjugés qui lui restaient, je pris congé de toutes les chimères, je vis le monde et la vie tels qu'ils sont, et je prononçai que le ciel est vide. Mes manières ne tardèrent pas à se ressentir de l'assagissement de mon esprit. Plus d'arrogance, adieu les forfanteries. Je n'abdiquai pas mon orgueil, mais il devint plus traitable et plus commode; il renonça à piaffer, à faire la roue; le paon se changea en un homme de bonne compagnie. Et voilà, monsieur, à quoi sert l'expérience, assistée du *sequere fatum*. Elle m'a rendu sage, honnête homme et athée... Aussi peu de temps après je disais un beau matin au comte Kostia : — De tous vos bienfaits, le plus précieux fut de me délivrer de Pauline. Cette femme m'aurait perdu. Ah! comte Kostia, comme je ris dans ma barbe en me ressouvenant des ridicules litanies dont je régalai un jour vos oreilles! Vous me connaissiez bien. Amour de tête, feu de paille! Kostia Petrovitch, grâce à vous, mon esprit a acquis des clartés dont il vous aura une reconnaissance éternelle... — Cette déclaration le toucha, il m'en aima davantage. Il a toujours eu un faible pour les hommes qui entendent raison. Jusqu'alors, en dépit des marques d'affection qu'il me prodiguait, il m'avait toujours fait sentir la distance qui était entre nous. A partir de ce jour, j'entrai dans son intimité, je participai à ses secrets, et ce qui resserra encore notre amitié, c'est que j'eus un jour occasion de lui sauver la vie au péril de la mienne! »

— Et Pauline? dit le curieux et sympathique Gilbert.

— Ah! Pauline vous intéresse!... Rassurez-vous. Six mois après notre rupture, elle fit un riche mariage. Elle habite encore sa petite ville; elle est heureuse et n'a rien perdu de sa beauté. Je la rencontre quelquefois dans la rue en compagnie de son mari et de ses enfans, et j'ai le plaisir de la voir détourner la tête... Et moi aussi, monsieur, j'ai des enfans; ce sont mes élèves. On les appelle à Moscou *les petits Vladimir*, et l'un d'eux deviendra un jour un grand Vladimir. Je lui ai révélé tous mes secrets, car je ne veux pas qu'ils meurent avec moi, et ma fin pourrait bien être proche. J'ai encore un important travail à mettre au net; aussitôt ma besogne achevée, que la mort me prenne! La vie du petit berger de l'Ukraine a été trop agitée pour durer longtemps. Courte et bonne, voilà ma devise.

Et à ces mots, se penchant brusquement vers Gilbert et le regardant dans le blanc des yeux : A propos, lui dit-il, pensiez-vous réellement à Constantin l'empereur quand vous vous êtes écrié : O destinée, que vos jeux sont bizarres?

Peu s'en fallut que Gilbert ne se laissât déconcerter par cette vive apostrophe; mais il fut prompt à se remettre. — Ah! ah! pensait-il,

ce n'est pas pour rien que tu m'as conté ton histoire; tu avais des intentions. Qui sait si ce n'est point le comte Leminof qui t'a chargé de me confesser?

Vladimir déploya pour faire parler Gilbert tout ce qu'il possédait d'habileté; ses questions insidieuses ne tarissaient pas : Gilbert demeura impénétrable. De temps en temps ils se regardaient fixement l'un l'autre, chacun cherchant à troubler son adversaire et à surprendre son secret; mais en vain leurs regards croisaient le fer, ils étaient tous les deux si sûrs à la parade que pas une botte ne portait. Enfin Vladimir perdit patience. — Mon cher monsieur, s'écria-t-il, j'ai la faiblesse d'ajouter foi aux songes, et j'en ai fait un l'autre nuit qui m'a fort troublé. Je rêvai que le comte Kostia avait une fille et qu'il la rendait fort malheureuse parce qu'elle avait le double tort de n'être pas sa fille et de ressembler comme deux gouttes d'eau à une femme dont il ne chérissait pas le souvenir. Vous voyez que les rêves sont aussi bizarres que les jeux de la fortune. Ce qui est plus grave, c'est que le malheur et la beauté de cette enfant avaient fortement touché votre cœur et que vous aviez conçu pour elle une vive passion. — Que faut-il faire? me dites-vous un jour. — Alors je vous contai mon histoire, et je vous dis : Vous voyez de quelle trempe est le caractère de Kostia Petrovitch. N'espérez pas le flechir, il se ferait un jeu de vous briser le cœur. Si j'avais été aussi amoureux que vous l'êtes, j'aurais enlevé Pauline et me serais enfui avec elle au bout du monde. Un enlèvement! voilà votre seule ressource. Et notez... (c'est dans mon rêve que je vous parlais ainsi), et notez que si vous exécutez heureusement ce hardi coup de main, le comte, d'abord furieux de voir sa victime lui échapper, finira certainement par en prendre son parti. La vue de cette enfant lui fait horreur; la tyrannie même qu'il exerce sur elle l'agite, et porte le désordre dans ses nerfs. Dès qu'elle l'aura quitté, il respirera plus librement, se portera mieux et pardonnera au ravisseur qui aura délivré sa vie du ferment de haine qui la troublait. Alors vous pourrez traiter avec lui, et je serai bien trompé si votre chère maîtresse tarde à devenir votre femme... C'est ainsi, je vous le répète, que je vous parlais dans mon rêve, et j'ajoutai : Ne perdez pas un instant; il y a péril en la demeure. Kostia Petrovitch a conçu des soupçons; demain peut-être il sera trop tard!...

— Et là-dessus vous vous êtes réveillé, interrompit Gilbert en éclatant de rire. — Puis se levant : — Vos rêves n'ont pas le sens commun, mon cher docteur, car, sans compter que M. Leminof n'a pas de fille, le don d'aimer m'a été refusé par la nature, et le seul enlèvement dont je sois capable, c'est celui des taches d'encre d'un in-folio. Avec un peu de chlore, voyez-vous... — Puis, ayant fait

quelques pas pour ramasser la parnassie qu'il avait jetée loin de lui : — Parlons de choses plus sérieuses, continua-t-il en reprenant avec Vladimir le sentier qui conduisait au château. Cette jolie fleur n'est-elle pas une capparidée? et n'est-il pas vrai que les capparidées?...

Chemin faisant, ils ne s'entretinrent que d'étamines hypogynes. Arrivés à l'entrée de la terrasse, ils se séparèrent amicalement. Vladimir regarda Gilbert s'éloigner, et il murmura entre ses dents : — Ah! tu n'as pas voulu parler, tu me refuses ta confiance et tu n'enlèves que les taches d'encre! Alors que ta destinée s'accomplisse!

Dirai-je tous les mouvemens divers qui agitaient le cœur de Gilbert? On les devinera sans peine. A toutes les inquiétudes qui le dévoraient, il venait de s'en ajouter une autre plus poignante encore, la crainte que tout ne fût découvert. — En dépit de mes précautions, se disait-il, quelque espion aposté par le comte m'aurait-il aperçu courant sur les toits? Il n'y a pas d'apparence. Je croirais plutôt que les yeux de lynx de Vladimir Paulitch ont su lire sur le visage de Stéphane. A table, il l'observe curieusement. Peut-être aussi mes regards m'ont-ils trahi. Cet esprit, grossier dans sa subtilité, a pris pour un amour vulgaire la tendre et généreuse pitié que m'inspirait une grande infortune. Sans doute il s'en est ouvert au comte, et c'est par son ordre qu'il a tenté de forcer ma confiance et de m'arracher des aveux. Stéphane! Stéphane! tous mes efforts n'auront-ils donc abouti qu'à faire fondre sur votre tête de nouveaux malheurs?... — Ce qui le calma un peu, ce fut la réflexion qu'il fit qu'elle l'avait autorisé de son propre mouvement à demeurer au moins deux semaines sans retourner auprès d'elle. — D'ici là, pensait-il, j'aviserai à quelque expédient. Il importe avant tout de faire perdre la piste à ce basset qui est sur nos traces. Aussi bien n'est-il plus ici pour longtemps. Son départ me sera un grand soulagement, car c'est un dangereux personnage. Pourvu seulement que Stéphane soit sage!

Le dîner se passa bien; Vladimir n'y parut pas. Le comte fut gai, aimable. Stéphane, quoique très pâle, était aussi calme que les jours précédens, et ses regards n'essayèrent pas de rencontrer ceux de Gilbert, qui sentit diminuer ses alarmes; mais, quand on se fut levé de table, Kostia Petrovitch étant sorti de la chambre le premier, sa fille eut le temps, avant de le suivre, de se retourner vivement, de tirer de sa manche un petit papier roulé et de le jeter aux pieds de Gilbert, qui le ramassa. Quelle ne fut pas sa douleur quand, après s'être enfermé à double tour dans sa rotonde, il lut les lignes suivantes : « L'esprit de ténèbres est rentré en moi! Je n'ai pu fermer l'œil la nuit dernière. J'ai la tête en feu. J'ai peur, je doute, je me

désespère. Mon Gilbert, il faut à tout prix que je te voie ce soir, car il n'est rien dont je ne me sente capable. O mon admirable ami! viens du moins me consoler, viens ôter de devant mes yeux le couteau qui est resté ouvert sur ma table... »

Gilbert passa deux heures dans une indescriptible angoisse. Tant qu'il fit jour, il demeura debout accoudé sur la tablette de basalte, espérant toujours que Stéphane paraîtrait à sa fenêtre et qu'il pourrait l'entretenir par signes; mais il attendit en vain. Et déjà la nuit commençait à s'épaissir. Il délibérait, il balançait, il hésitait. Enfin dans ce combat intérieur une pensée finit par dominer toutes les autres. Il croyait voir Stéphane échevelée, le désespoir dans les yeux, il croyait voir aussi dans ses mains un couteau dont la lame effilée jetait dans la nuit de funèbres éclairs... Épouvanté de ces horribles images, il ferme son cœur à tous les conseils de la prudence, il suspend son échelle, il descend, il traverse les toits, enjambe la fenêtre, s'élance dans la chambre... Stéphane l'attendait, accroupie aux pieds des saints. Elle se lève, bondit, saisit avec un geste convulsif le couteau qui était sur la table, en dirige la pointe vers son cœur, et s'écrie d'une voix vibrante : — Gilbert, pour la première et la dernière fois, m'aimes-tu?... — Effrayé, tremblant, hors de lui, Gilbert lui ouvre ses bras. Elle rejette le poignard loin d'elle, pousse un cri de joie, de délire, s'élance d'un bond vers son ami, l'enlace de ses bras, et se suspendant à ses lèvres, elle s'écrie : — Il m'aime! il m'aime! Je suis sauvée!... — Gilbert, tout en lui rendant ses caresses, cherche à calmer sa fièvre et ses emportemens... Mais tout à coup il a pâli. De l'alcôve voisine vient de sortir un soupir pareil à celui qu'il entendit une nuit dans l'un des corridors du château. — Nous sommes perdus! murmure-t-il d'une voix étouffée. On est venu nous surprendre. — Mais elle, se cramponnant à lui, et le visage illuminé d'une joie insensée : — Tu m'aimes, je suis heureuse. Que m'importe le reste?...

En cet instant, la porte de l'alcôve s'ouvre, et le comte Kostia paraît sur le seuil, terrible, menaçant, la lèvre contractée par un sinistre sourire. A cette vue, sa fille releva lentement la tête, puis elle fit quelques pas au-devant de lui, et pour la première fois elle osa regarder en face ce père qui, depuis tant d'années, la tenait ployée et frissonnante sous sa main de fer. Alors, semblable à une jeune lionne au poil hérissé, faisant flotter sur ses épaules ses cheveux en désordre, le corps frémissant, les sourcils froncés, l'œil en feu, d'une voix sombre et rauque : — Ah! vraiment, c'est donc bien vous, monsieur! s'écria-t-elle; soyez le bienvenu!... Vous ici, grand Dieu! En vérité, ces murailles doivent être surprises de vous voir... Oui, entendez-moi, vieilles murailles sourdes, l'homme que vous voyez là

sur le seuil de cette porte, c'est mon père! Ah! dites-moi, ne l'auriez-vous pas deviné à la tendresse qui paraît dans ses regards, à ce sourire plein de bonté qui se dessine sur ses lèvres?... — Et elle ajouta : — Père dénaturé, vous souvient-il encore que vous aviez jadis une fille? Cherchez bien, vous la retrouverez peut-être au fond de vos souvenirs... Eh bien! cette fille que vous aviez tuée, elle vient de sortir de son cercueil, et celui qui l'a ressuscitée, c'est l'homme que voici!... — Et, s'exaltant toujours plus : — Oh! comme je l'aime, cet homme divin! et en l'aimant, fille attentive à vous complaire, qu'ai-je fait autre chose que d'exécuter vos volontés? car enfin n'est-ce pas vous-même qui un jour m'avez précipitée à ses genoux?... J'y suis restée!...

Mais à ces mots, épuisée par l'excès de son émotion, ses forces l'abandonnèrent : elle poussa un cri, ferma les yeux, s'affaissa sur elle-même. Cependant Gilbert s'était déjà élancé vers elle : il l'enleva dans ses bras et la déposa inanimée dans un fauteuil; puis il se plaça devant elle, lui faisant un rempart de son corps. Quand il reporta ses regards sur le comte, il ne put s'empêcher de frémir, car il crut revoir le somnambule! Les traits de Kostia Petrovitch s'étaient décomposés, ses yeux étaient injectés de sang, et ses prunelles ardentes et fixes semblaient près de sortir de leurs orbites. Il se baissa lentement et ramassa le couteau, après quoi il demeura quelque temps immobile, sans donner aucun signe de vie, si ce n'est que par intervalles il passait sa langue sur ses lèvres, comme pour apaiser la soif de sang qui le consumait... Enfin il se mit en marche, la tête haute, le bras et le couteau suspendus en l'air, et ne demandant qu'à frapper. Alors, le voyant venir à lui, Gilbert recouvra tout son calme, et il s'écria d'une voix claire et forte : — Comte Leminof, rappelez à vous votre raison, qui est près de vous échapper!...

Et comme l'effroyable fantôme avançait toujours, il découvrit brusquement sa poitrine, et s'écria d'une voix plus forte encore : — Comte Kostia, frappe, voici mon cœur! Mais tes coups n'arriveront pas jusqu'à moi,... le spectre de Morlof est entre nous.

A ces paroles, le comte poussa un rugissement de bête fauve, suivi d'un gémissement long et plaintif. Un combat terrible s'engagea en lui; son front crispé, les mouvemens convulsifs qui agitaient son corps par saccades, et les flots d'écume qui débordaient sur ses lèvres témoignaient de la violence de l'effort qu'il se faisait. Enfin la raison l'emporta; son bras retomba et laissa échapper le couteau, les muscles de son visage se détendirent, ses traits reprirent par degrés leur expression naturelle; il se retourna du côté de l'alcôve et s'écria : — Ivan, viens donner des soins à ta jeune maîtresse, qui s'est évanouie.

Ivan parut. Qui se chargera de peindre le regard qu'il jeta à Gilbert? Cependant le comte était rentré dans l'alcôve; il en rapporta une bougie éteinte qu'il ralluma tranquillement, puis avec un geste aisé : — Mon cher monsieur, dit-il à Gilbert, il me semble que nous sommes de trop ici. Veuillez sortir avec moi par l'escalier, car à Dieu ne plaise que vous retourniez chez vous par-dessus les toits. S'il vous arrivait malheur, Byzance et moi, nous en serions inconsolables!

Gilbert était ainsi fait qu'en ce moment M. Leminof lui inspirait plus de pitié que de colère. Il obéit, et, le précédant de quelques pas, il traversa l'alcôve et le vestibule et descendit l'escalier. Quand il fut à l'entrée du corridor, se retournant et s'adossant contre la muraille : — J'aurais deux mots à vous dire, murmura-t-il tristement.

Le comte, s'arrêtant sur la dernière marche, s'accouda nonchalamment sur la balustrade et lui répondit en souriant : — Parlez, je suis prêt à vous entendre; vous savez que j'ai toujours du plaisir à causer avec vous.

— Je vous supplie, lui dit Gilbert, de pardonner à votre fille l'amertume de son langage. Elle parlait dans le délire. Je vous jure qu'au fond de son cœur elle vous respecte, et que vous n'auriez qu'à le vouloir pour qu'elle vous aimât comme un père.

M. Leminof ne répondit que par un haussement d'épaules qui signifiait : Que m'importe?

— Je tiens à vous dire encore, reprit Gilbert, que votre colère doit retomber tout entière sur moi seul. C'est moi qui suis allé trouver cette enfant, qui me haïssait; je l'ai contrainte de me recevoir, je lui ai imposé mes soins, et je n'ai eu ni cesse ni repos que je n'eusse gagné son affection.

Le comte haussa encore les épaules, comme pour dire : Je vous en crois, mais en quoi cela change-t-il la situation?

— Quant à moi, poursuivit Gilbert, je vous affirme, sur mon honneur, qu'hier seulement j'ai arraché à votre fille son secret.

Le comte lui répondit : — Je vous crois sans peine; mais dites-moi, je vous prie, est-il vrai qu'à cette heure vous aimez cette petite fille comme elle vous aime?

Gilbert réfléchit un instant, puis, ne prenant conseil que des intérêts et de la dignité de Stéphane, il répondit : — Oui, j'ai conçu pour elle une pure et chaste passion.

Une joie ironique parut sur le visage du comte. — A merveille! dit-il; c'est tout ce que je désirais savoir. Nous n'avons plus rien à nous dire.

Gilbert redressa la tête : — Un mot encore, monsieur! s'écria-t-il. Je ne vous quitte pas avant que vous m'ayez juré que vous ne tou-

cherez pas à l'un des cheveux de votre fille, et que vous ne vous vengerez pas sur elle de ma généreuse imprudence!

— Peste! dit le comte en riant, vous le prenez sur un ton superbe; mais je vous dois de la reconnaissance. Tantôt votre sang-froid m'a empêché de commettre un crime qui eût été une sottise, car il n'y a que les sots qui se vengent à coups de couteau. Aussi je vous accorderai plus encore que vous ne demandez. Désormais ma fille n'aura plus à se plaindre de moi, et je m'occuperai paternellement de son bonheur. Il lui déplaît d'être sous la garde d'Ivan, il ne sera plus que son humble serviteur. J'entends qu'elle soit libre comme l'air, et toutes ses fantaisies me seront sacrées. Je commencerai par lui rendre son cheval, s'il n'est pas encore vendu. Je ferai plus, je lui permettrai de reprendre les vêtemens de son sexe; mais je mets à tant de faveurs deux conditions : la première, c'est que vous resterez ici au moins six mois encore; la seconde, c'est que vous n'essaierez ni de voir ma poupée, ni de lui parler, ni de lui écrire sans mon agrément.

Gilbert poussa un profond soupir. — Je vous le jure sur mon honneur! répondit-il.

— Donnant, donnant! reprit M. Leminof. J'ai votre parole, et j'y crois comme à mot d'Évangile.

Quand le comte rentra dans son cabinet, le docteur Vladimir, qui l'attendait avec impatience, l'examina des pieds à la tête, comme s'il eût cherché à découvrir sur ses vêtemens ou sur ses mains quelque tache de sang; puis, comprimant son émotion : — Eh bien! lui dit-il froidement, comment l'affaire s'est-elle passée?

— Fort bien! dit le comte en se jetant dans un fauteuil. Je n'ai tué personne. La raison de ce jeune homme m'a rendu la mienne.

Vladimir Paulitch pâlit. — Ainsi, dit-il avec un sourire forcé, cet audacieux séducteur en a été quitte pour une algarade!

— Vous n'avez pas le sens commun, Vladimir Paulitch! Que parlez-vous de séduction? Les Gilbert sont pour vous une énigme. Ils ne sont pas nés sous la même planète que les docteurs Vladimir et les comtes Leminof. Il y a là dedans de l'humanitaire, du chevalier errant, de la sœur grise, du saint Vincent de Paul! Avec cela, notre philanthrope a la passion des marionnettes, et dès son arrivée il me prévint qu'il s'entendait à les faire jouer. Il faut croire qu'il a voulu se donner à lui-même la représentation de quelque *acte sacramentel*, de quelque mystère du moyen âge. La pièce a bien débuté. Les personnages principaux étaient la foi, l'espérance et la charité. Par malheur, l'amour s'est mis de la partie, et le mystère s'est transformé en un drame de cape et d'épée. J'en suis fâché pour lui; ces drames-là finissent toujours mal.

— Vous vous trompez, comte Kostia, répondit ironiquement Vladimir; ils se terminent souvent par un mariage.

— Vladimir Paulitch, s'écria le comte en frappant du pied, tu as le don de m'exaspérer. Aujourd'hui tu as passé plus d'une heure à souffler dans mon âme le feu de la vengeance. Tu hais ce jeune homme. Je crois, sur mon honneur, que tu es jaloux de lui. Crains-tu donc que je ne le mette dans mon testament au lieu et place du petit berger de l'Ukraine?... Penses-en ce qu'il te plaira, mon cher docteur; ce qui est certain, c'est que si j'avais eu l'affreuse maladresse de tuer cet aimable compagnon de mes études, dans ce moment je le pleurerais avec des larmes de sang, car, je ne sais qu'y faire, il m'est cher en dépit de tout; mais qui aime bien châtie bien, et je ne puis m'empêcher de le plaindre en songeant à toutes les souffrances que je lui vais faire endurer. Là-dessus va te coucher, docteur. Demain matin, tu t'en iras de ton pied léger à trois lieues d'ici, de l'autre côté de la montagne, jusqu'à une jolie auberge dont je t'indiquerai le chemin. Je m'y rendrai à cheval. J'ai besoin d'exercice et de distraction. Nous nous retrouverons là et dînerons ensemble. Entre la poire et le fromage, nous causerons physiologie, et tu te mettras en quatre pour me divertir.

— Mais y pensez-vous? s'écria Vladimir surpris au dernier point. Vous allez permettre à ces deux amans...

— Oh! le pauvre esprit en dépit de sa sagesse! interrompit le comte. En matière de vengeances, tu ne connais que le calicot et la cotonnade. Moi, je me plais à ourdir les miennes avec des fils d'or et de soie!

Étant rentré dans sa chambre, Vladimir Paulitch se dit à lui-même : — Ces deux hommes sont par trop raisonnables. La pièce ne marche pas. Il faut que je me charge du dénoûment.

XIX.

Ivan entra de grand matin dans la chambre de Gilbert. La figure du pauvre serf faisait peine à voir. Il avait les yeux rouges et gonflés, et tous ses traits étaient bouffis. Partout sur son visage on apercevait la marque sanglante de ses ongles, dont il avait labouré son front et ses joues. Il prévint Gilbert que vers midi le comte Kostia sortirait avec Vladimir Paulitch et serait absent le reste du jour. « Il me laissera ici pour vous surveiller et lui rendre compte à son retour de tout ce que j'aurai vu et entendu. Je ne suis pas méchant; mais, après ce qui s'est passé, vous seriez fou d'attendre de moi la moindre complaisance. Mes yeux, mes oreilles et ma langue feront leur devoir. Sachez d'ailleurs que le *bârine* est aujourd'hui d'une humeur

très sombre. Il a les lèvres blanches, et il passe fréquemment sa main gauche sur ses sourcils, ce qui est un signe certain que son âme est à l'orage.

— Mon cher Ivan, répondit Gilbert, moi aussi je serai absent tout le jour; comme tu le vois, ton office de surveillant en sera plus facile.

Ivan poussa un soupir de soulagement. Il lui sembla qu'une montagne tombait de dessus sa poitrine. — Je vois avec joie, dit-il, que vous vous repentez de votre péché et que vous promettez d'être plus sage à l'avenir. Ah! si mon jeune père pouvait entendre raison comme vous!

— Ton jeune père, comme tu l'appelles, sera aussi raisonnable que moi. Mais fais-moi la grâce de me dire...

— Oh! rassurez-vous; son évanouissement n'a pas été long. A peine m'étais-je approché de lui qu'il a rouvert les yeux et m'a demandé si vous étiez encore vivant. Sur ma réponse il s'est écrié : — Ah! mon Dieu! que je suis heureux! Il a la vie sauve et il m'aime! — En parlant ainsi, il a voulu se lever; mais il était si faible qu'il est retombé. Alors je l'ai transporté sur son lit, et il m'a dit : « Ivan, voilà quatre nuits que je n'ai fermé l'œil... » Et à ces mots il a souri, et au milieu de son sourire il s'est endormi. Il dort encore.

— Pour que Stéphane soit sage, reprit Gilbert, il faut qu'elle s'occupe, qu'elle travaille des doigts et de l'esprit... Tiens, prends cette fleur blanche, ajouta-t-il en lui présentant la parnassie qu'il avait cueillie la veille. Tu lui diras de ma part de la peindre aujourd'hui dans son herbier.

Et comme Ivan examinait la plante d'un air de défiance : — Va, ne crains rien! Je n'y ai point caché de billet. Je suis un homme d'honneur, mon cher Ivan, et je ne reprends jamais ma parole.

Ivan enfouit la fleur dans une de ses manches, et il sortit en murmurant : — Comment tout cela finira-t-il? Ah! puisse la très sainte Trinité regarder enfin en pitié cette maison, ou nous sommes tous perdus!

Gilbert sortit. Laissant sur sa droite le plateau et ses épais fourrés, il gagna la grande route et suivit longtemps le bord du Rhin. Il passa toute la journée à courir. Mille pensées lui roulaient confusément dans l'esprit; mais il en revenait toujours à se dire : — J'y perdrai la vie ou je sauverai cette enfant!

Comme le soleil commençait à décliner vers l'horizon, il retourna au château. Il chercha le père Alexis, il le trouva dans la chapelle. Le bon père avait appris d'Ivan ce qui s'était passé la veille. Il adressa les plus vifs reproches à Gilbert; toutefois, après avoir entendu ses explications, il se radoucit, et d'un ton d'indulgence grondeuse il lui rappela le vieux proverbe : « A chacun son métier. » Les bœufs,

ajouta-t-il, sont nés pour tirer la charrue, les oiseaux pour voler, les abeilles pour faire du miel; la vocation des Gilbert est de lire de gros livres et d'en faire, celle des père Alexis d'édifier et de consoler leur prochain. Tu as empiété sur mon emploi, tu as voulu courir sur mes brisées. Et à quoi ont abouti tes efforts? A gâter ma besogne. N'avais-tu donc pas remarqué comme cette enfant se portait mieux depuis deux mois, comme elle était plus tranquille, plus douce, plus résignée? Je l'avais si bien prêchée qu'elle avait fini par entendre raison. Et toi, tu es venu lui mettre en tête une folle amourette qui vous coûtera à tous les deux bien des larmes!

Mais là-dessus, lui saisissant le bras avec force : — Et quel besoin avions-nous de ton aide, le bon Dieu et moi? Avais-tu donc oublié?... Ouvre les yeux, regarde! Aujourd'hui, mon enfant, aujourd'hui même j'ai mis la dernière main à mon grand ouvrage.

Et il lui montrait du doigt deux longues files de figures blêmes, surmontées de nimbes d'or, que deux lampes suspendues à la voûte éclairaient d'un jour mystérieux. Puis, semblable à un général qui fait le dénombrement de ses troupes : — Regarde ces trois barbes blanches, lui disait-il; c'est Isaïe, c'est Jérémie, c'est Ezéchiel. De ce côté, voilà les saints guerriers martyrs. Voilà saint Procope, voilà saint Théodore, qui brûla le temple de Cybèle... Sa torche n'est pas si bien éteinte qu'elle ne se puisse rallumer... Et ces archanges qui sont là, penses-tu que leurs bras soient engourdis et que leurs épées se soient à jamais endormies dans leurs fourreaux?

Et à ces mots, tombant à genoux : — Et vous, sainte mère de Dieu, souffrez que votre indigne serviteur vous somme de tenir votre parole! Que votre droite auguste paraisse enfin! Qu'à la vue de votre sourcil froncé il s'accomplisse un mystère d'épouvante et de larmes dans les cœurs endurcis! Que le col de l'orgueilleux soit brisé, et que sa tête altière, courbée par le souffle de vos lèvres comme par un vent de tempête, ploie jusqu'à terre, et balaie de ses cheveux la poussière de ce parvis!

En ce moment, on entendit une voix qui criait : — Père Alexis, père Alexis, où êtes-vous? — Le prêtre pâlit, frissonna. Il essaya en vain de se relever, l'un de ses genoux resta cloué au sol. — Ah! mon enfant, s'écria-t-il, n'as-tu pas entendu une voix divine qui me répondait?

Mais, l'aidant à se remettre sur ses pieds, Gilbert lui dit avec un sourire triste : — Il n'y a rien de divin dans cette voix-là. Elle a un accent provençal fort prononcé, et, si je ne me trompe, c'est celle du cuisinier Jasmin, qui est là dans la cour, une lanterne à la main, et qui vous appelle.

— Tu as peut-être raison, lui répondit le bon père en secouant la

tête et passant la main sur son front baigné de sueur. Allons voir ce que nous veut ce cher Jasmin. Peut-être m'apporte-t-il mon dîner. Je l'avais pourtant prévenu que je me proposais de jeûner aujourd'hui.

Jasmin ne les vit pas plus tôt sortir de la chapelle qu'il accourut vers eux et dit au pope : — Je ne sais, mon père, ce qui vient d'arriver à Ivan; mais tantôt j'étais entré dans sa loge pour lui porter son repas, je l'ai trouvé étendu sur son lit. Je l'ai appelé, je l'ai secoué, impossible de le réveiller.

Un frisson parcourut tout le corps de Gilbert. S'emparant de la lanterne de Jasmin, il s'élança à la course, et en deux secondes il fut auprès d'Ivan. Jasmin avait dit vrai : le serf dormait d'un profond et pesant sommeil. A force de le tirer par le bras, Gilbert réussit à lui faire ouvrir un œil; mais il le referma bientôt, se tourna vers la muraille et se rendormit de plus belle.

— Il faut qu'on lui ait donné un narcotique! dit Gilbert, parlant à l'oreille du père Alexis, qui venait de le rejoindre. Puis, s'adressant à Jasmin, qui avait suivi le pope : — Personne n'est-il venu ici cette après-midi?

— Je vous demande pardon, dit le cuisinier. Le docteur Vladimir est revenu de la promenade vers cinq heures. Cela m'a fort surpris, le comte Kostia m'ayant prévenu avant de partir que M. Stéphane seul dînerait ici aujourd'hui.

— Et dans ce moment le docteur est-il à table?

— Pardon, pardon! Il n'a pas voulu dîner. Il m'a dit, par manière de plaisanterie, qu'avant peu il s'en irait faire un repas qui l'attendait dans l'autre monde.

— Mais où est-il donc? Dans son cabinet?

— Au bout de deux heures, il est sorti accompagné de M. Stéphane.

— Et de quel côté sont-ils allés? s'écria Gilbert en lui secouant violemment le bras.

— Ah! pardon, monsieur, prenez garde! Vous allez me disloquer le bras! répondit le gros Provençal.

— Jasmin, mon bon Jasmin, réponds-moi donc : où sont-ils allés?

— Ah! je m'en souviens; ils ont pris le chemin des bois.

Et Gilbert de courir. Le père Alexis eut beau lui crier : — Attends-moi, mon enfant, je t'accompagnerai. Je suis un homme de bon conseil... — Autant en emportait le vent. Gilbert était déjà dans les bois.

La tête nue, pâle, hors d'haleine, il courait à toutes jambes. La nuit était venue, et la lune commençait d'argenter les feuillages qui frémissaient au souffle du vent. Gilbert était aveugle aux clartés de

la lune, il était sourd aux soupirs du vent. Il n'entendait rien qu'un bruit décroissant de pas dans le lointain, il ne voyait rien qu'un nuage de sang qui flottait devant ses yeux et lui marquait son chemin; la seule pensée qui se fît jour dans son esprit, en proie aux ténèbres, était celle-ci : — Je n'ai pas compris cet homme; c'est une alliance offensive qu'il me proposait hier. J'ai refusé de le venger, il se venge lui-même, et un serf russe qui se venge est capable de tout...

Et il courait, courait toujours; il eût couru jusqu'au bout du monde, si, à l'un des coudes du chemin, il n'eût aperçu tout à coup Stéphane à quelques pas devant lui, éclairée de la lune, immobile et debout. Gilbert s'arrêta, étendit les bras, poussa un cri. Elle tressaillit, se retourna, et, courant à lui : — Gilbert, s'écria-t-elle, m'aimes-tu?

Il ne lui répondit qu'en la pressant contre sa poitrine, et, apercevant en ce moment le docteur Vladimir, qui était assis sur le rebord du fossé, la tête dans ses mains : — Cet homme ici, avec vous!... balbutia-t-il.

— Je ne sais, dit-elle d'une voix tremblante, si c'est un fou ou un scélérat; mais ce qui est sûr, c'est qu'il va mourir, car il s'est empoisonné.

— Que dites-vous donc? fit Gilbert en contemplant d'un œil effaré la face morne du docteur, que la lune éclairait en plein: ah! je vous en conjure, expliquez-moi...

— Que sais-je? dit-elle. Depuis hier soir, je crois rêver. Il me semble cependant que cet homme est venu me trouver dans ma chambre. Il avait eu la précaution d'endormir Ivan... J'étais triste à mourir. Il m'a persuadé que vous, mon Gilbert, vous m'attendiez à l'un des carrefours de cette forêt pour vous enfuir avec moi dans une contrée lointaine... Partons! partons! me suis-je écriée; mais, chemin faisant, j'ai réfléchi, j'ai conçu des soupçons, et à ce tournant de la route j'ai dit à mon sinistre compagnon : Amenez-moi mon Gilbert ici, je ne vais pas plus loin!... Alors il m'a regardée avec des yeux effrayans, et je crois qu'il m'a dit : Que m'importe ton Gilbert? Suis-moi, ou tu es morte!... Et en parlant ainsi il fouillait dans son sein, comme pour y chercher une arme cachée; mais, si je ne me trompe, je l'ai regardé fixement en croisant les bras, et je lui ai dit : Tue-moi, mais tu ne me feras pas faire un pas de plus!...

Vladimir releva la tête. — Que les ressemblances sont trompeuses! dit-il d'une voix sourde. J'ai connu autrefois une femme qui avait le même tour de visage, et un soir, par la seule puissance de mon regard, je l'obligeai de tomber à mes pieds en s'écriant : —

Vladimir Paulitch, fais de moi ce qu'il te plaira!... Mais votre jeune amie a l'âme faite d'une bien autre étoffe. Vous me croirez si vous voulez, monsieur, le fait est que son charmant visage me frappa subitement d'un respect involontaire. Il me sembla que sa tête était ornée d'un bandeau royal. Son front respirait une noble fierté, la colère gonflait ses narines, et pendant qu'un sourire de mépris errait sur ses lèvres, ses regards annonçaient la candeur d'une âme aussi pure que le rayon de lune qui nous éclaire!... A cette vue, je me suis pris à penser à la femme dont je vous parlais hier, j'ai conçu un mouvement d'horreur pour le guet-apens que j'avais prémédité, et moi, docteur Vladimir, je me suis prosterné aux pieds de cette enfant en lui disant : Pardonne-moi, je suis un misérable!... Après quoi j'ai avalé une assez forte dose d'un poison de ma composition auquel je ne connais point d'antidote, et dans deux heures d'ici je ne serai plus.

— Gilbert le regardait fixement : — Ah! grand Dieu! pensait-il, ce n'est pas la vie de Stéphane, c'est son honneur qui était en danger! Mais le miracle promis s'est opéré; seulement ce n'est pas celui qu'attendait le père Alexis, puisqu'il a été l'œuvre du Dieu de la nature.

Stéphane s'approcha de lui, et, joignant les mains : — Gilbert, Gilbert, murmura-t-elle, fuyons, fuyons ensemble, il en est temps encore!

Mais lui : — Je devine tout!

Et se tournant vers Vladimir : — Monsieur, suivez-moi! lui dit-il d'un ton d'autorité. Il est bon que le comte Kostia recueille vos derniers soupirs.

Vladimir réfléchit un instant, puis, se levant : — Vous avez raison, il faut que je le revoie avant de mourir; mais donnez-moi le bras, car le poison commence à opérer, et j'ai les jambes fort engourdies.

Ils se mirent en marche. Stéphane les précédait de quelques pas. Par intervalles, Vladimir s'écriait : — Mourir! ne plus respirer! ne plus voir le soleil! ne plus se souvenir! oublier tout!... Et il ajoutait : —Une seule chose trouble mon bonheur; je ne suis pas assez vengé!

Enfin la voix expira sur ses lèvres et les jambes lui manquèrent. Il fallut que Gilbert le chargeât sur son épaule. Il était près de succomber sous le faix, quand il vit venir à lui le père Alexis tout essoufflé. Il ne lui laissa pas le temps de reprendre haleine : — Prenez cet homme par les pieds! lui cria-t-il. Je le soutiendrai par les épaules. En route, mon bon père, en route! Il y va de notre vie à tous!

Le père Alexis s'empressa de faire ce que Gilbert lui demandait. Ils se remirent en route. Ils marchaient tous la tête basse et se renfermaient dans un funèbre silence, à l'exception de Stéphane, qui,

sa barrette enfoncée sur ses yeux, prononçait par instans des mots sans suite, et tour à tour observait Gilbert à la dérobée ou échangeait de mornes regards avec la lune. Arrivés au château, ils traversèrent la cour, montèrent l'escalier sans rencontrer personne; mais en entrant dans le vestibule du premier étage, dont toutes les lanternes étaient allumées, ils entendirent un bruit de pas dans le corridor qui conduisait à la tour carrée. — M. Leminof est de retour! dit Gilbert en tressaillant. Père Alexis, transportez cet homme dans sa chambre. Je vais parler au comte. Dans un instant je vous l'amènerai.

Et, saisissant Stéphane par le bras : — Au nom du ciel, éloignez-vous, lui dit-il à l'oreille. Descendez sur la terrasse, tenez-vous cachée! Il ne faut pas que votre père vous voie avant de m'avoir entendu!

— Crois-tu donc que j'aie peur? répondit-elle.

Et, lui échappant, elle s'élança à la course dans le corridor.

Cependant le père Alexis venait d'entrer dans la chambre de Vladimir Paulitch, qu'il soutenait avec peine dans ses bras tremblans. Au moment où il le déposait sur son lit, une voix arriva jusqu'à eux, qui proférait ces mots terribles : — Ah! c'est trop me braver!... Qu'elle périsse!

Et un cri aigu déchira les airs, suivi du bruit sourd d'un corps qui tombait lourdement sur le carreau.

Le père Alexis saisit Vladimir à la gorge. — Ce n'était pas assez de la mère, s'écria-t-il, tu viens de tuer la fille!

Puis, lâchant prise, il s'élança éperdu hors de la chambre.

Vladimir se mit sur son séant. Une joie atroce illuminait son visage, et, recouvrant l'usage de la parole : — Ma vengeance est complète! murmura-t-il.

Mais à ces mots un gémissement lui échappa; le poison commençait à lui brûler les entrailles. Pourtant il oublia sa souffrance quand il vit paraître le comte, suivi du pope, et tenant à la main une épée qu'il jeta dans un coin. — Comte Kostia, s'écria le mourant, qu'as-tu fait de ta fille?

— Je l'ai tuée, répondit-il d'un ton bref en l'interrogeant du regard.

Vladimir garda un instant le silence. — Mon bon maître, reprit-il, te souvient-il de cette Pauline que j'aimais? Te souvient-il aussi de m'avoir vu me rouler à tes pieds en te criant : Grâce! grâce pour elle et pour moi? Mon bon maître, aurais-tu oublié ce coin de rue où tu me dis un jour : Cette femme est charmante; mais si votre mariage n'est pas rompu avant ce soir, demain elle apprendra de moi qui tu es?... Ce jour-là, Kostia Petrovitch, vous aviez l'air heureux et souriant... Dites, Kostia Petrovitch, vous en souvient-il?

Le comte ne répondit que par un sourire dédaigneux.

— O le plus simple et le plus crédule des hommes! poursuivit Vladimir, comment avez-vous pu penser que je viderais jusqu'à la lie ce calice de douleur et de honte, et que je ne me vengerais pas de celui qui avait souri en me le faisant boire?

— Six mois plus tard, tu me sauvas la vie! fit le comte en haussant légèrement les épaules.

— C'est que tes jours m'étaient chers. Tu ne connais donc pas les tendresses de la haine! Je voulais que tu vécusses et que ta vie fût un enfer...

Et il ajouta d'une voix haletante : — L'amant de la comtesse Olga,... c'était moi.

Le comte chancela comme frappé de la foudre. Il s'appuya au dossier d'une chaise pour ne pas tomber; puis, s'élançant vers la table, il se saisit d'un carafon plein d'eau, et, buvant à même, il le vida d'un seul trait. Alors d'un ton convulsif : — Tu mens! dit-il. La comtesse Olga n'a pu se donner à un serf!

— Un peu plus de mémoire, Kostia Petrovitch. Vous oubliez qu'à ses yeux je n'étais pas un serf, mais un docteur illustre, une façon de grand homme... Cependant je te veux consoler. La comtesse Olga ne m'aimait pas plus que je ne l'aimais. Mes regards mystérieux, mes menaces avaient comme ensorcelé cette pauvre tête; elle était mourante de peur dans mes bras, et quand au sortir d'un si doux entretien elle m'eut entendu m'écrier : « Olga Vassilievna, votre amant est un serf!... » à ce coup, elle pensa mourir de honte et d'horreur.

Le comte jeta à son serf un regard d'indicible dégoût, et, faisant un effort surhumain pour lui adresser une fois encore la parole : — Impossible! dit-il. Cette lettre que tu m'adressas à Paris...

— Je craignais que votre déshonneur ne vous demeurât caché, et d'ailleurs que m'importait de vivre?

M. Leminof se tourna vers le prêtre, qui était resté debout au fond de la chambre. — Père Alexis, cet homme dit-il vrai?

Le pope s'inclina silencieusement.

— Et c'est ainsi, prêtre imbécile, que tu as enduré mort et martyre pour prolonger les jours d'un ver de terre!

— Je me souciais peu de sa vie, répondit-il avec dignité, mais beaucoup de ma conscience et de l'inviolable mystère de la confession.

— Et deux années de suite tu as souffert, sans m'en avertir, que mon ennemi mortel vînt loger sous mon toit?

— J'ignorais son histoire et qu'il eût des raisons de vous haïr. Je m'imaginais qu'une folle passion l'avait rendu traître à l'amitié, et que dans son repentir il cherchait à expier sa faute par les soins empressés dont il vous entourait.

— Pauvre hère! fit le comte en l'écrasant d'un regard de pitié.

Alors Vladimir reprit d'une voix de plus en plus faible : — Depuis

l'heure maudite où j'ai rampé à tes pieds sans pouvoir attendrir par mes larmes ton cœur de pierre, j'avais pris la vie en dégoût. Sentir que je t'appartenais, c'était un supplice de tous les instans! Que si tu me demandes pourquoi j'ai si longtemps différé ma mort, je te répondrai que puisque tu avais une fille, ma vengeance n'était pas complète. Je l'ai laissée grandir, cette enfant; mais, quand l'horloge du destin a sonné l'heure que j'attendais, le courage m'a subitement failli, et j'ai conçu des scrupules dont tu me vois encore étonné... Que dis-je? je bénis ma faiblesse, puisque je t'ai ramené ici une victime pure et sans tache, et que sa virginale innocence ajoute à l'horreur de ton forfait... Ah! dis-moi, le fer dont tu lui as déchiré le cœur n'est-il pas celui dont tu transperças Morlof? Oh! l'épée véritablement prédestinée!

L'œil du comte Kostia s'illumina. Il eut comme un pressentiment qu'il allait enfin être délivré de ce doute fatal qui depuis tant d'années empoisonnait sa vie, et attachant sur Vladimir ses yeux de vautour : — Cette enfant, dit-il, n'était pas ma fille.

Vladimir déboucla son col, en déchira la doublure avec ses ongles, en retira un papier plié en huit qu'il jeta aux pieds du comte : — Ramasse cette lettre! lui cria-t-il. L'écriture t'en est connue. Je voulais te la faire tenir par ta fille déshonorée. Va la lire près de ta fille morte.

M. Leminof ramassa la lettre, la déplia et la lut jusqu'au bout d'un regard ferme et calme. Les premières lignes en étaient ainsi conçues:

« Vil *moujik*, tes embrassemens impurs m'ont rendue mère. Sois heureux et fier. Tu m'as révélé que la maternité peut être une torture. Dans mon ignorante simplicité, je n'avais connu jusqu'à ce jour que celle qui est une ivresse, un orgueil, une vertu, celle que Dieu et son église regardent avec complaisance, celle que les anges abritent de leurs ailes blanches. Quand pour la première fois je sentis mon Stéphan et ma Stéphane remuer dans mon sein, mes entrailles tressaillirent d'allégresse, et je ne pus trouver assez de paroles pour bénir le ciel qui récompensait enfin une attente de six années; mais à cette heure ce n'est pas un enfant que je porte dans mon sein, c'est un crime, et je voudrais l'en arracher avec des tenailles et te le jeter tout fumant à la face... »

Cette lettre de quatre pages répandit la lumière et porta la conviction dans l'esprit du comte Kostia. — Elle était bien ma fille, dit-il froidement... Heureusement je ne l'ai pas tuée.

Il sortit de la chambre, et l'instant d'après il reparut accompagné de Gilbert et portant dans ses bras sa fille échevelée et blême, mais vivante. Il s'avança jusqu'au milieu de la chambre. Là, comme se parlant à lui-même : — Ce jeune homme est mon bon génie. Il m'a arraché mon épée. Dieu soit loué! il nous a sauvés, elle et moi. Cette

chère enfant a eu peur; elle est tombée à la renverse, mais elle ne s'est fait aucun mal. Vous le voyez bien, elle est vivante, elle a les yeux ouverts, elle entend, elle respire. Demain elle sourira,... demain nous serons tous heureux.

Puis, l'entraînant au chevet du lit et appelant à lui Gilbert, il mit leurs mains droites l'une dans l'autre, et debout derrière eux, étreignant leurs épaules de ses bras puissans, passant son cou entre leurs deux têtes, il les força malgré eux de s'incliner avec lui sur le moribond.

Gilbert et Stéphane fermaient les yeux. Ceux du comte et de Vladimir étaient tout grands ouverts et s'entre-dévoraient. Les prunelles du maître flamboyaient comme des torches; celles du serf étaient caves, vitreuses, et l'épouvante les remplissait, mêlée à l'horreur du sépulcre. Comme pétrifié, il murmurait d'une voix mourante : — Je me suis perdu. J'ai défait mon œuvre. Demain, demain, ils seront heureux... Un dernier regard chargé de haine jaillit de son œil, qu'envahissait déjà l'ombre éternelle, après quoi tous ses traits se contractèrent, sa bouche se tordit, et, ayant poussé un effroyable cri, il rendit l'âme.

Alors le comte se redressa lentement. Ses deux bras, dont il tenait les deux jeunes gens serrés comme dans un étau vivant, se détendirent, et Stéphane se laissa tomber sur le sein de Gilbert. Interdite, sans couleur, l'œil effaré, ivre à la fois de joie et de terreur, se cramponnant à son ami comme fait un naufragé à sa planche de salut : — Dans la vie à laquelle vous me condamnez, mon père, dit-elle d'une voix indistincte, les joies sont aussi terribles que les douleurs!

Le comte dit à Gilbert : — Rassurez-la, qu'elle se remette de son émotion. Elle est à vous, je vous l'ai donnée; ne craignez pas que je vous la reprenne... Puis se retournant vers le lit : — Quelle rude épine la mort vient de m'arracher du cœur!

En dépit de tant d'émotions tragiques, le père Alexis était content et ne songeait pas à s'en cacher. Il allait et venait, il remuait les meubles, il passait sa main sur sa barbe, il se frappait la poitrine à tour de bras, et bientôt, dans le transport de sa passion, il se jeta sur Stéphane, il se jeta sur Gilbert, il les caressa, il les embrassa. Enfin, s'étant précipité au chevet du lit funèbre, sous les yeux du comte, il prit la tête du mort entre ses deux mains et le baisa à la bouche et sur les deux joues en lui disant : — Mon pauvre frère, tu as peut-être été plus malheureux que coupable. Puisse Dieu, dans l'insondable mystère de ses miséricordes infinies, te donner un jour comme moi le baiser de paix!

Et aussitôt s'agenouillant : — Sainte mère de Dieu, soyez bénie! s'écria-t-il. Vous en avez fait plus que je n'osais vous demander.

Au même instant, Ivan, enfin sorti de sa longue léthargie, apparut sur le seuil de la porte. Pendant quelques minutes, il y demeura cloué par l'étonnement et promena autour de lui des regards éperdus; puis, se jetant aux pieds de son maître en s'arrachant les cheveux : — Seigneur père, je ne suis pas un traître! Cet homme avait mêlé dans mon thé je ne sais quelle drogue qui m'a endormi. Seigneur père, tuez-moi, mais ne me dites pas que je suis un traître.

— Relève-toi, repartit gaîment le comte; relève-toi, te dis-je! Je ne te tuerai point. Je ne tue personne, moi. Mon fils, tu es un vieil outil rouillé. Veux-tu savoir ce que je ferai de toi? Je te glisserai dans la corbeille de noce de Mme Gilbert Savile!

XX.

Stéphane passa tout le jour suivant renfermée dans sa tour. Une heure avant le dîner, M. Leminof se rendit auprès d'elle. Lorsqu'il entra, elle était occupée à peindre. Elle se leva et vint à sa rencontre. Le comte lui prit la main, qu'il pressa galamment sur ses lèvres; puis, lui offrant son bras, il la conduisit vers le canapé, où il prit place à côté d'elle. Pendant quelques instans, elle le contempla en silence, et tout à coup elle se prit à trembler de tout son corps. — L'homme qui est assis là est mon père, pensait-elle, et sans Gilbert c'était mon assassin. — Le comte fronça légèrement les sourcils. Il prévoyait une scène de larmes, d'explications orageuses, d'effusions sentimentales, et il avait en horreur les larmes, les explications et le sentiment.

— Ma chère enfant, lui dit-il d'un ton brusque et dégagé, pendant les six années qui viennent de s'écouler, vous n'avez guère eu à vous louer de ma tendresse; mais quand nous disserterions là-dessus jusqu'à demain, de quoi cela vous servirait-il? Qu'il vous suffise de savoir que, trompé par de faux indices, je ne vous considérais pas comme ma fille. Hier soir, un heureux incident m'a tiré de cette fâcheuse erreur, et il n'est pas à craindre que j'y retombe. Oublions donc le passé et ne nous occupons que de l'avenir.

Stéphane s'était promptement remise de son trouble, et elle répondit à son père d'un ton enjoué : — Veuillez croire que je suis la plus grande oublieuse du monde, pour peu qu'on m'y aide.

M. Leminof fut si enchanté de sa réponse et de son enjouement qu'il lui donna trois petites tapes d'amitié sur la joue droite.

— Du reste, poursuivit-elle, vous m'avez surprise dans un moment de fort belle humeur. J'ai fait aujourd'hui une découverte qui me ravit. Je me suis aperçue que j'avais une âme forte et, pour trancher le mot, un grand caractère.

— Vous en doutiez? dit le comte en souriant.

— Je me savais violente, très violente; mais ce n'est pas la même chose. Depuis quelques semaines, — permettez-moi de ne pas préciser la date, — je vivais dans un tel tourbillon d'émotions que je n'avais pas le temps de me reconnaître; mon cœur battait trop vite, j'avais la fièvre. Hier soir, en fixant ma destinée, vous avez rendu le calme à mon âme, et cette nuit ce ne sont pas des spectres qui sont venus s'asseoir à mon chevet, mais une grave et tranquille personne dont le visage m'était tout nouveau, et à laquelle ayant demandé son nom : — Je suis ta raison, — m'a-t-elle répondu. Sur quoi nous nous sommes embrassées, et nous sommes devenues bien vite bonnes amies.

— Vous êtes charmante, ma chère, fit le comte. Rapportez-moi fidèlement, je vous prie, ce qu'a bien pu vous dire votre raison.

— D'où sortez-vous? lui ai-je demandé. — D'un coin de cette chambre, m'a-t-elle répondu. — Par où y êtes-vous entrée? — Par la fenêtre, sur les pas de votre grand ami... — Il faut vous dire, monsieur...

— Appelez-moi votre père.

— Je vous disais, mon père, que lorsque mon grand ami vint visiter pour la première fois Stéphane, il était escorté d'une troupe d'esprits célestes dont l'un s'appelait l'Espoir, un autre la Santé, un autre la Joie...

— Un autre l'Amour, interrompit le comte.

— Je vous remercie de le nommer pour moi. La Raison formait l'arrière-garde, et tout d'abord, à ce qu'elle m'a conté, elle fut si effarouchée du bruit que faisait l'Amour, et des airs de maître qu'il se donnait, qu'elle courut se tapir dans un petit coin, en attendant son heure.

— Elle est patiente parce qu'elle est éternelle, dit M. Leminof. Or, dites-moi, pour se rattraper, elle vous a sûrement adressé une verte et longue mercuriale?

— Courte, mais bonne. Elle m'a représenté qu'au mépris de ma dignité et du bon sens je n'avais pas craint de dire à mon grand ami : — Si vous ne m'aimez pas, je me tue! — et qu'en me répondant : — Je vous aime! — il m'avait traitée comme une folle furieuse dont on flatte les lubies pour la calmer. Bref, elle a si bien parlé, et ce qu'elle disait s'accordait si bien encore avec l'air du personnage, avec ses façons d'agir, avec ses regards compatissans, avec sa tendresse mélancolique, que je me suis laissé convaincre, et j'ai passé condamnation. J'ai mal dormi, et mon réveil a été triste; mais ma raison m'a donné la force de recourir au grand remède que m'a souvent recommandé mon grand ami : j'ai occupé mon esprit, je me suis mise à peindre, si bien que, touchée de ma docilité, cette bonne personne m'a voulu tenir compagnie et qu'elle est

venue s'installer au fond de la jolie corolle blanche dont mon pinceau s'efforçait de rendre le port et la nuance. Elle s'y est accroupie, les jambes croisées sous elle et les mains jointes par-dessus la tête, comme font les petites filles russes quand elles méditent, celles du moins que j'ai l'avantage de connaître. Il est certain que c'est dans cette posture que je croyais la voir, et je lui disais : — Parlez-moi donc! — Mais elle avait tant discouru pendant la nuit qu'elle donna la parole à la parnassie, et cette fleurette de marais me conta longuement son histoire... — J'ai gagné mon procès, me disait-elle, puisque j'ai fleuri; et cependant, comme tous les plaideurs, que de lenteurs ne dus-je pas essuyer! — Elle me remontra aussi que ces grandes rapidités de fortune qui éblouissent parfois les hommes et les petites filles russes sont trompeuses, que *chi va piano va sano*, et que les bonheurs durables se font pièce par pièce, au jour le jour, comme les plantes des bois et les soleils eux-mêmes. Quand elle eut tout dit, il s'éleva du fond de sa corolle une autre voix qui murmurait : — Gilbert ne t'aime pas encore; mais je te jure qu'un jour il t'aimera. — O ma chère raison! m'écriai-je, je vous prends au mot!.. — Et dans ce moment je me sentais si calme que je fus saisie d'un bel accès d'enthousiasme pour votre fille. — Tu as une âme forte, me disais-je, tu as un grand caractère! — Et je courus m'embrasser dans mon miroir.

M. Leminof était charmé, ravi, émerveillé. — Moi qui appréhendais si fort cette entrevue! pensait-il. Je m'attendais à des larmes, à des syncopes, avec des coups de griffe pour intermède. Il est certain qu'elle est charmante et que ce Gilbert est un sorcier!

— Vous faites bien d'en croire votre raison sur parole! dit-il. Votre grand ami est un grand original; je veux croire pourtant qu'il n'est pas aveugle, et vous êtes belle, ma chère enfant. A vrai dire, vous avez les yeux battus et des joues un peu maigres et toutes pâlottes. Prenons patience : le bonheur...

— Il est des pâleurs qui ne s'effacent pas, interrompit-elle. Mon cœur oubliera tout, mais je crains que mon visage ne se souvienne toujours. Après tout, qu'importe? ajouta-t-elle avec gaîté. S'il me trouve trop pâle, je mettrai du rouge.

— Je vous le défends! s'écria le comte en reprenant son air de despote. Votre mère avait l'insupportable manie du peinturlurage. Point de pots de rouge chez moi; car s'il faut tout vous dire, ma chère, ce que j'aime le mieux en vous, c'est votre pâleur même. Elle sera votre cachet; je ne suis pas fâché que vous en ayez un.

Stéphane ne lui répondit pas; mais se levant et frappant ses mains l'une contre l'autre : — Allons, envoyez-moi bien vite dans un pensionnat où j'achèverai mon éducation. J'y apprendrai à marcher, à m'asseoir, à me coiffer, à remuer la tête avec grâce, à toucher un

éventail sans le casser... Dans les premiers temps, j'aurai l'air d'un garçon déguisé; mais je me formerai bientôt, et dans un an je ne serai plus pour lui le petit homme à la tunique noire, et il m'aimera!

— Bien qu'en matière de grâces vous n'ayez rien à apprendre, lui répondit son père, qui était redevenu un modèle de galanterie paternelle, je ferai tout ce qui vous plaira. Aussi bien êtes-vous fort jeunette; vous n'avez pas dix-sept ans encore. Ce n'est pas l'hiver ni ses glaces. D'ailleurs vous devez avoir besoin de changer d'air et de mettre quelque distance entre vous et ce donjon, ces corridors et la sombre figure de votre père.

— Vous ne me faites plus peur, lui répondit-elle; cependant, comme vous, je trouve bon que nous demeurions quelque temps sans nous voir.

— Je suis charmé que nous soyons d'accord, dit-il. J'ai toujours pensé que dans la vie comme dans le style il est important de ménager les transitions.

Il se leva à son tour et s'approcha de la table où l'herbier peint était demeuré ouvert. Il était enchanté de trouver sa fille si raisonnable, car il chérissait la raison des autres; mais le bon vouloir dont il se sentait porté pour elle se compliqua d'estime et d'admiration quand il eut passé les yeux sur l'herbier. Il savait considérer et goûter le talent dans tous les genres. — Quelle découverte je viens de faire! s'écria-t-il. Quoi! ma chère enfant, c'est vous qui avez fait ces charmantes peintures? Quelle finesse dans le trait! quelle vérité de coloris! Vous avez des yeux et des doigts d'artiste... Où donc avez-vous pris votre talent? Votre mère, à qui vous ressemblez si fort de visage, n'en avait pas l'ombre. Je suis bien trompé si elle a jamais peint autre chose que son visage... Voilà une renoncule qui est un chef-d'œuvre. C'est la nature même prise sur le fait.

Et il regardait sa fille avec des yeux presque tendres,... je dis presque, car le récit que j'achève n'appartient point à la *légende dorée;* puis, couvrant de sa main le nom d'une plante écrit au bas de la page : — Comment appelez-vous cette fleur brunâtre? — Stéphane se prit à rire : — Mon cher monsieur, lui dit-elle, c'est le *gnaphalium sylvaticum*. Ce mot vient du grec. *Gnapto* (je carde), *gnapheus* (cardeur), *gnaphalon* (de la bourre, du duvet). Les fruits des gnaphales sont cotonneux. Et maintenant désirez-vous savoir le nom de la famille, son histoire? Vous n'avez qu'à parler, je suis prête à vous satisfaire.

— Vous me faites marcher de surprise en surprise. Figurez-vous que je vous croyais incapable de lier deux idées! Quelle furieuse injustice je vous faisais là!... Ah çà! dites-moi, la botanique était donc l'un de ces esprits célestes que votre grand ami...

— C'est le premier que Gilbert m'ait présenté. Je le reçus d'abord

assez mal; mais peu à peu je découvris qu'il était du plus charmant commerce. L'idée de Gilbert était que pour se bien porter Stéphane devait s'occuper d'autre chose que de Stéphane, et, ce qui est singulier, Stéphane s'est décidée à l'en croire.

— Il avait mille fois raison. C'est jouer dans ce monde un sot personnage que de passer son temps à se pêcher à la ligne, et je vous admire infiniment tous les deux, lui pour vous avoir prêché une si sage morale, vous pour avoir souffert qu'il vous la prêchât. Et Dieu sait tous les livres qu'il vous a fait lire!

— Ah! s'écria-t-elle, qu'il me demande ma vie, je la lui donnerai; mais de me faire lire autre chose que ses pattes de mouche, je l'en défie.

— Comment donc? dit le comte étonné. Il me semble que dans votre enfance vous étiez une grande liseuse.

— Apprenez que depuis bientôt trois ans j'ai pris la lettre moulée en aversion.

— Et pourquoi cela?

— Je vous le dirai franchement : parce que vous l'aimez trop.

— Ingrate! dit-il. Vous n'y pensez pas. Si je n'adorais les in-folio, votre grand ami serait resté dans son grand Paris, et vous, ma chère...

— Et moi, je ne serais plus de ce monde! interrompit-elle avec un sourire amer... Puis, recouvrant aussitôt sa gaîté : Oui, vous dites bien, je suis fort obligée aux in-folio. Aussi, pour leur mieux témoigner ma reconnaissance respectueuse, je me garderai d'y toucher, de peur de les user, et j'étendrai même ma tendre sollicitude jusque sur les in-douze et les in-trente-deux.

— Moi, je sais bien, dit le comte, qui vous a dégoûtée de la lecture : c'est le père Alexis. Ce pauvre sire...

Mais elle, se redressant : — Ne dites plus de mal de ce bon père. Il a fait hier soir une grande chose... Il a embrassé sous vos yeux le cadavre de votre ennemi que vous aviez le tort d'insulter!

Le comte se mordit le bout de la moustache; mais de l'humeur dont elle l'avait mis, il ne s'offensa point de la liberté de son langage. — Avec tes attitudes de reine, lui disait-il à part soi, avec tes grands airs, tes grandes manières, tes grands gestes et tes coups de griffe, tu es bien mon sang, mes entrailles te reconnaissent.

— Allons dîner, lui dit-il en lui offrant le bras.

— Voulez-vous me faire un plaisir? répondit-elle d'un ton caressant. Faites-moi monter ici une aile de poulet. Je voudrais ne revoir mon grand ami que pour lui faire mes adieux. Vous lui direz que j'ai la migraine; mais ne lui parlez pas, je vous prie, de mes réflexions ni de mes projets. Je suis curieuse de le voir venir. Et d'ailleurs si par aventure il s'était mis subitement à m'aimer...

— Je l'ai vu ce matin, dit le comte, et je ne dois pas vous dissimuler qu'il était tranquille comme une image.

Stéphane poussa un soupir. — O ma chère raison! dit-elle, venez-moi en aide!

— Adieu, ma chère enfant, lui dit son père. Sur mon honneur, il y a une petite fille russe dont je suis depuis un quart d'heure l'admirateur passionné.

— Un peu d'affection ferait mieux mon compte, lui répondit-elle. Et comme il s'inclinait pour lui prendre la main et la baiser, elle le prévint et se jeta dans ses bras. Par bonheur, elle baissait la tête et elle ne vit pas l'air d'hésitation, d'angoisse et de répugnance farouche qui se peignit tout à coup sur le visage du comte. Il lui couvrit précipitamment la figure de ses deux mains, et alors, n'apercevant plus que le haut de sa tête et ses cheveux : — Ils sont d'une nuance plus foncée, murmura-t-il, et à deux reprises il les effleura de ses lèvres.

En redescendant l'escalier, il se disait : — Elle est très remarquable, ma fille. Hier elle a fait rentrer d'un regard dans la poussière l'infâme qui menaçait son honneur; aujourd'hui elle est calme, sensée, elle ne pleurniche point, ne fait point de scènes; elle plaisante, elle s'entretient avec sa raison, elle peint. Et quel facile et délicat pinceau! Elle a de l'esprit, du courage, de la flamme dans le regard. Comme il faut se défier des ressemblances! Cette pauvre Olga n'avait ni talent, ni bon sens, ni caractère. C'était une jolie perruche qui passait ses journées à lustrer son plumage... Et puis décidément les cheveux de l'autre sont plus foncés.

Le jour suivant, sur la fin de la matinée, on enterra Vladimir Paulitch. Le comte et Gilbert accompagnèrent son corps jusqu'à sa dernière demeure. Quand la première pelletée de terre tomba sur le cercueil avec ce retentissement creux et rauque qui est comme le cri de l'éternité engloutissant sa proie, l'œil du comte Kostia s'alluma, et il en jaillit un éclair; mais il se hâta d'abaisser ses paupières sur ses ardentes prunelles, et il dissimula sous un air de gravité et de recueillement l'émotion délicieuse qui faisait palpiter sa poitrine. La cérémonie achevée, comme il avait atteint déjà les dernières maisons du village, il pria Gilbert de l'attendre, retourna sur ses pas, rentra dans le cimetière, que les fossoyeurs venaient de quitter, et, se tenant immobile au milieu du tertre sous lequel dormait Vladimir, il demeura quelques instans en contemplation les bras croisés, le sourire aux lèvres, jusqu'à ce qu'ayant craché sur la terre, il s'écria dans le terrible langage de Job : — Le sépulcre est ta maison. Dresse ton lit dans les ténèbres. Meurtrier de Morlof, crie à la fosse : Tu es mon père! — crie aux vers : Vous êtes ma mère et mes sœurs! Tes espérances sont descendues avec toi dans les profondeurs du tombeau, et ensemble vous vous reposerez dans la poussière!

S'éloignant ensuite du cimetière à pas lents, il rejoignit Gilbert, et comme il gravissait avec lui le chemin pavé qui montait au château : — Mon cher Gilbert, lui dit-il avec une brusquerie amicale, j'espère que vous n'avez pas de préjugés et que vous ne voyez aucun inconvénient à posséder un jour quelque cent mille écus de rente. Notez bien qu'en vous donnant ma fille, c'est moi qui suis l'obligé; j'ai une dette considérable à lui payer; vous seul pouvez l'acquitter pour moi. D'ailleurs je m'assure ainsi de votre personne. Vous ne me quitterez plus. Nous passerons nos jours à lire du grec ensemble. Il n'y a que cela de sérieux dans la vie.

— Veuillez, monsieur, repartit Gilbert, mander votre fille auprès de vous; c'est en sa présence que je vous répondrai.

Sitôt qu'ils furent entrés dans le cabinet du comte et que Stéphane les eut rejoints : — Comte Kostia, reprit Gilbert, c'est une vérité de bon sens qu'un amour réciproque est la seule excuse valable d'une union disproportionnée. Or, si je suis assuré d'aimer passionnément votre fille, oserai-je dire en sa présence que je ne suis pas également certain de ses sentimens pour moi? L'amour est un choix et une préférence. Vivant dans la solitude et dans une étroite réclusion, elle ne m'a point choisi, elle ne m'a pu préférer à personne. Une bienheureuse fatalité que je bénirai toujours, quel qu'en puisse être le dénoûment, a voulu que je fusse son consolateur et, s'il m'est permis de le dire, l'instrument de son salut. Ne prend-elle point pour de l'amour la reconnaissance que mon dévouement a inspirée à son noble cœur? Est-il sûr que, rendue à la liberté, le hasard ne lui fera pas rencontrer dès ses premiers pas dans le monde quelque objet plus digne de son affection? Et ne dois-je pas craindre que, faisant quelque jour des comparaisons terribles pour moi?... Ah! monsieur, cette épreuve que je redoute, qu'elle consente à la faire avant de m'engager sa foi! Fournissez-lui des occasions de fréquenter et d'observer le monde, et qu'elle décide si, parmi les empressemens que lui attirera sa beauté, il n'en est point qu'elle préfère aux hommages de son Gilbert! Si, dans un an, j'ai gagné mon procès et que son cœur m'appartienne encore, je m'abandonnerai sans scrupule à la tendresse que je lui ai vouée, et mon orgueilleuse félicité ne sera égalée que par ma gratitude!

Pendant ce discours, Stéphane avait échangé plus d'un regard avec son père. — Ne l'avais-je pas deviné? lui dit-elle en se levant. Il ne m'aime pas encore. Je suis toujours pour lui le petit homme à la tunique de velours noir... — Et comme Gilbert se récriait : — Oh! ne craignez pas que je me tue! lui dit-elle en souriant; le temps des empoisonnemens et des coups de poignard est passé. Homme de peu de foi, qui craignez de marcher sur les eaux, je vous guérirai de votre incrédulité; mais si le médecin vous fait souffrir, ne

vous en prenez qu'à vous-même. Imprudent! vous venez de me faire un affront superflu. Si, comme les bienséances l'exigeaient, vous m'aviez laissée parler la première, vous m'auriez entendue demander moi-même à mon père l'ajournement de mon bonheur. J'ai beaucoup réfléchi depuis vingt-quatre heures, et j'ai décidé qu'avant de se marier une fille qui se respecte doit avoir appris à danser et à faire la révérence... Gilbert, Gilbert, votre précipitation pourrait vous être fatale. Songez que vous venez de m'offenser, songez aussi qu'un jour vous m'aimerez. Cela est écrit là-haut. Que penseriez-vous si dans ce temps-là je m'écriais à mon tour : Je ne suis pas certaine de sa tendresse, mettons-la à l'épreuve?... Gilbert, les femmes sont vindicatives, et vous ne doutez pas, je pense, que la fille de mon père ne se connaisse en vengeances... Mais rassure-toi, je suis généreuse. Attends sans crainte le 14 septembre de l'an prochain; ce jour-là, je te le jure, il se célébrera dans deux cœurs une fête dont les anges mêmes seront jaloux!

A ces mots elle lui tendit la main; mais, comme il la voulait porter à ses lèvres, elle la retira vivement, et, relevant la tête avec fierté : — Ne te presse pas tant! lui dit-elle; un jour, tu peux m'en croire, tu la baiseras en pleurant et à genoux!

Et, le saluant d'un sourire, elle s'élança hors de la chambre.

Le comte serra la main de Gilbert. — Vous êtes, lui dit-il, le plus galant homme du monde; mais les femmes sont les femmes! Vous jouez gros jeu, je vous en préviens. A vos risques et périls!

XXI.

FRAGMENS DU JOURNAL DE GILBERT.

Paris, 20 septembre.

Petite fontaine, petite fontaine, c'est à l'entrée de votre grotte rustique, c'est au bruit de votre onde bouillonnante que le destin a tracé les premières lignes du chapitre le plus marquant de ma vie. Que dis-je? un chapitre! ne s'agit-il pas d'une vie tout entière?...

27 septembre.

En arrivant aux enfers, Ulysse immola des brebis et un bélier noir, et, ayant creusé une fosse avec son épée, il la remplit du sang ruisselant des victimes. Alors accourut des profondeurs de l'Érèbe le pâle essaim des ombres vaines, et elles vinrent tournoyer autour du héros, vagues et flottantes à l'égal des songes, sans voix, sans couleur, sans visage, sans mémoire, et comme dépossédées d'elles-mêmes et délaissées de leur âme; mais, quand Ulysse leur eut permis

de se pencher sur la fosse pour y boire, la vie rentra en elles, et des paroles de vérité descendirent de leurs lèvres...

Dieu a placé de ses mains dans la poitrine des grands hommes un calice sanglant, et, comme un bon berger menant ses ouailles, il conduit à ce divin abreuvoir le long troupeau des filles du ciel, des idées invisibles, impalpables et immortelles. Aussitôt que ces fantômes ont bu quelques gouttes de ce sang miraculeux, ils prennent un corps, un visage, et les hommes voient avec étonnement passer au milieu d'eux de rayonnantes figures, qui, le doigt levé vers le ciel, leur racontent les secrets de l'avenir.

Mais si, pour accomplir de tels prodiges, il est besoin du cœur d'un grand homme, une vertu moins puissante, mais semblable, est attachée à tous les cœurs nobles et sincères. Ne sentons-nous pas, nous les petits de ce monde, ne sentons-nous pas à de certaines heures rôder mystérieusement autour de nous des ombres gémissantes qui nous demandent à vivre? Approchons de leurs lèvres cette coupe enchantée que nous portons dans notre sein; pour n'être qu'un vase d'argile, elle n'en est pas moins l'ouvrage de l'artiste suprême. Après s'y être désaltérées, les augustes mendiantes que le ciel nous envoie n'éblouiront pas le monde de leur gloire, mais elles la révéleront à celui-là même qui aura étanché leur soif.

Filles du ciel, ô mes fantômes adorés, vous que j'appelais autrefois d'un nom familier que désormais je ne vous redonnerai plus, un jour, chastes colombes, un jour, vous êtes venues vous presser autour de la coupe encore pleine de mon cœur, et vous y avez bu la vie à longs traits. Et maintenant, quand je suis seul et que je me parle à moi-même, il est des voix qui me répondent...

1er octobre.

En quittant le père Alexis, je lui dis : — Mon père, à ma connaissance vous avez fait deux miracles que j'admire infiniment. Un jour on vous a mis à la torture pour vous faire parler, et vous n'avez pas parlé. Un autre jour, sous les yeux d'un homme dont vous avez sujet de redouter la colère, vous avez embrassé son plus cruel ennemi, qui expirait dans les convulsions. En cet instant, l'infortuné avait encore un souffle de vie; il a senti vos lèvres se presser sur sa bouche, et une sérénité mystérieuse s'est répandue soudain sur son visage. Mon père, voilà deux miracles bien authentiques. Quant aux autres...

30 octobre.

Elle est à Munich, non dans un pensionnat, mais chez une amie de son père, la baronne de N... Elle vit, dit-elle, dans un tourbillon auquel elle a peine à s'accoutumer.

3 novembre.

Je travaille beaucoup, mais non sans distraction. Ah! qu'il m'arrive souvent d'oublier Byzance, mes paperasses et mon encrier!... Ce que je vois sans cesse, c'est un vieux château bâti sur le roc, de grands bois sombres, un précipice, une petite fontaine, des toits escarpés, des pignons, des cheminées, des girouettes, et un fleuve aux ondes argentées scintillant à la lumière des étoiles. Et au milieu de tout cela passe et repasse devant moi une petite tunique de velours noir qui joue dans mes rêves les personnages les plus divers. Tantôt c'est un garçonnet à l'humeur sauvage, à l'œil dur et hautain, qui galope sur un cheval alezan en coupant l'air de sa cravache; puis tout à coup je vois venir à moi un pauvre enfant, pâli par la douleur, qui s'assied à mes pieds et laisse reposer sa tête sur mes genoux. Bientôt, se redressant, l'enfant se transforme en une jeune fille impétueuse, à l'œil enflammé, agitant dans l'air un couteau. Et enfin je la revois telle qu'elle m'est apparue peu d'instans avant mon départ. — Ah! vous le voyez bien, disait-elle à son père, il ne m'aime pas encore!... — Non, ce n'était plus *lui*, c'était bien une femme qui parlait.

3 janvier.

Dans sa dernière lettre, elle m'apprend qu'elle a déjà cassé trois éventails. L'autre jour, elle a eu un accès d'humeur... « Ah! si j'avais eu sous la main la houssine que vous savez! »

15 janvier.

Elle a assisté à un bal de la cour. Elle s'y est amusée. « Je me sentais jolie, et les complimens ne m'ont pas manqué. » Gilbert, vous savez aujourd'hui ce que c'est que la jalousie.

16 avril.

L'amour! l'amour!... Ah! c'est de ce matin seulement que je le connais! A onze heures, on m'a remis une boîte. Mes mains tremblaient en l'ouvrant. La boîte renfermait un médaillon, le médaillon renfermait un portrait. Au bas du portrait étaient inscrits ces mots: *Nouvel épisode des métamorphoses d'un lis.* Quelle explosion subite s'est faite dans mon cœur!... Oui, c'est elle, c'est bien elle!... Ses cheveux, ses yeux, sa bouche, je reconnais tout, hors la robe de satin blanc... Et cependant je n'aurais jamais imaginé qu'elle fût si belle! Le bonheur a mis la dernière main à ses grâces, et le voile qui assombrissait son visage s'en est détaché pour toujours... Tu es donc à moi! Tu m'appartiens, tu es mon bien, tu es mon joyau, tu es ma couronne! Et cela est juste, car tu es mon œuvre, ma création. C'est moi qui ai soufflé dans ta poitrine le feu de la vie, c'est

moi qui ai ressuscité ton sourire, c'est moi qui ai découvert le ciel à tes regards; mais, malgré mes titres, suis-je digne de te posséder?... J'ai passé trois heures à errer dans les allées les moins fréquentées du bois. Près de succomber sous mon bonheur, je me traînais d'un pas chancelant, comme un invalide de la joie : une vapeur dorée flottait devant mes yeux, et mes pensées s'égaraient dans les vagues royaumes de la folie.

30 juillet.

Depuis près d'un mois, elle ne m'a pas écrit! Mon Dieu! qu'est-il arrivé? Que se passe-t-il?

9 août.

Je viens de recevoir ce billet : « Gilbert, jurez-moi que, quoi qu'il arrive, je puis compter sur votre amitié. Si vous ne m'en donniez l'assurance, je serais la plus malheureuse des femmes. » J'ai répondu : « Oui, je vous le jure en pleurant. »

17 août.

Voici sa réponse : « Je vous remercie de votre promesse; je vous remercie aussi de vos larmes, que le temps séchera. Attendez quelques jours encore, et vous saurez tout! »

18 août.

Quel terrible pouvoir possède la passion, de nous glacer subitement d'indifférence pour tout ce qui occupait et charmait notre esprit, d'anéantir en nous et hors de nous tout ce qui n'est pas elle, d'offusquer à nos yeux le monde des vivans et de nous plonger dans des espaces imaginaires peuplés de larves et de spectres!... O vous, les filles de mon esprit, je n'ai plus d'yeux pour vous voir, je n'ai plus d'oreilles pour vous entendre! Je n'entends, je ne vois que l'idole de mon âme. Elle passe et repasse devant moi, appuyée au bras d'un autre, et elle lui offre son cœur dans un sourire.

21 août.

De quoi puis-je donc l'accuser? N'est-ce pas moi-même qui l'ai dégagée de la foi qu'elle m'avait jurée? Était-ce donc une comédie que je jouais? Hélas! je prévoyais ce qui arrive, et c'est pour cela que j'ai tenu à éprouver son cœur. L'événement condamne notre amour; mais où est son crime? où est sa perfidie?

10 septembre.

Je suis en proie à des défaillances, à des accablemens si profonds, qu'il me semble que le souffle va me manquer.

13 septembre.

Hier j'ai trouvé parmi des décombres une plante de jusquiame.

C'est à mon tour, pensais-je, de regarder cette triste fleur d'un œil de complaisance et de souhaiter qu'elle pût verser la mort dans mon sein... Mais non, je vivrai, je supporterai vaillamment ma peine, je sauverai ma dignité, je consommerai l'œuvre de mon dévouement. Quand je la reverrai, je collerai si bien à mon visage le masque de l'amitié qu'il lui sera impossible de ne s'y pas tromper. Je veux qu'elle soit heureuse. Je lui cacherai mes larmes, je contemplerai sa joie le sourire aux lèvres, et pas une plainte, pas un murmure, pas un soupir échappé de ma poitrine ne troublera la sérénité de sa conscience...

14 septembre au matin.

Je crains de n'avoir pas la force de vivre. Gilbert, rappelle à toi la raison qui t'abandonne!

Même jour, à minuit.

... O cruelle! c'était donc une épreuve, une vengeance!... Quand la porte s'est ouverte et que je l'ai vue paraître, je suis tombé à genoux. Et elle de s'approcher lentement. — J'avais juré de vous rendre un peu fou! — Et, avançant toujours, elle m'a tendu une petite main blanche que j'ai arrosée de mes larmes. — A genoux et en pleurant, — me disait-elle à voix basse. Et elle ajouta plus bas encore : — Moi à genoux, toi debout, c'était le monde renversé; il fallait bien que cela changeât... — Et j'ai senti ses lèvres se coller sur mon front... En ce moment le comte est entré : — Mon cher Gilbert, m'a-t-il dit, je vous félicite. Sur ma foi! vous avez de la chance!

XXII.

Après avoir demeuré un hiver au Geierfels, ils sont tous partis pour Constantinople. C'est sur les lieux qu'il faut écrire l'histoire de Byzance. Cette année, ils ont passé la belle saison à Ménémen, sur les bords de l'Hermus, à quelques lieues de Smyrne, dans une charmante maison qu'un banquier grec de leur connaissance avait mise à leur disposition. Au moment où j'écris, ils sont de retour à Péra. L'an prochain, ils visiteront la Perse. Stéphane était d'avis qu'on poussât jusqu'au Caboul. Pourquoi pas jusqu'au Thibet? Qui vivra verra!

Ivan a été affranchi, et il a *pris ce que Dieu lui envoyait;* mais il est fermement décidé à finir ses jours auprès de son ancien *bârine*. Le père Alexis a encore toutes ses dents, et il en fait bon usage. Est-il besoin d'ajouter qu'il peint toujours à tour de bras? Dernièrement il a décoré de figures apocalyptiques la modeste église grecque de Ménémen. Son bonheur n'est cependant pas sans nuage; il craint que les fresques immortelles du Geierfels ne se détériorent par l'humidité

et les gelées; aussi se promet-il de les aller restaurer avant qu'il soit peu. Le comte Kostia se porte bien, mais c'est à la condition d'être sans cesse occupé. Dans ses furies de travail, il met parfois son gendre sur les dents. L'histoire de Byzance est en bon train; le premier volume est sous presse : avis aux amateurs! Kostia Petrovitch donne d'ailleurs beaucoup d'exercice à son corps. Sitôt qu'il sent que son humeur se brouille, c'est par un excès de fatigue qu'il se guérit. Du reste, il traite sa fille avec une irréprochable courtoisie, qui jamais ne se dément; mais toute sa tendresse est pour le petit Kostia qu'elle a mis au monde il y a dix mois, et dont il se flatte d'être un jour le Mentor. En attendant, il le dorlote, il le choie, il le gâte à plaisir. Il faut savoir que, par une bizarrerie très fréquente de la nature, cet enfant est tout le portrait de son grand-père. Il est né avec des pommettes assez saillantes et avec une paire de gros sourcils qui vont s'épaississant de jour en jour. C'est un certificat qui en vaut un autre.

Stéphane a toujours une sainte horreur pour la lettre moulée; c'est une maladie dont elle ne guérira pas. En revanche elle aime d'amour tendre son bel herbier, qui fait l'admiration des connaisseurs et qu'elle se promet d'enrichir de toutes les plantes du Caboul. Gilbert fait souvent jouer ses marionnettes devant sa femme. Un soir que ce spectacle l'avait ravie d'admiration, elle lui récita avec feu les derniers vers du poème des *Métamorphoses :* « Que ce jour nous soit cher! A la fleur succèdent les fruits. L'amour sacré enfante en nous l'unité des sentimens et des pensées, de telle sorte que, confondues dans une harmonieuse contemplation, nos deux âmes découvrent ensemble les demeures éthérées! »

Cependant les plantes ont beau fleurir et fructifier, elles ne renoncent pas à leurs feuilles et à leurs racines. Le printemps dernier, le comte Kostia et son gendre firent une excursion à Pergame, et en partant ils s'engagèrent à être de retour à Ménémen le quatrième jour, vers le milieu de la matinée; mais, dans des pays où il n'y a pas de chemins, on n'arrive pas à point nommé, et les voyageurs se firent attendre. Stéphane s'inquiète, se tourmente, rêve brigands et précipices : elle rudoie le père Alexis, qui cherchait à la rassurer; elle menace d'un soufflet le pauvre Ivan, qui lui récitait un proverbe russe sur la patience. Enfin, perdant le sens, elle ordonne qu'on lui amène un cheval, et quand Gilbert arriva vers midi, il la trouva qui partait à bride abattue pour se mettre à sa recherche, et qui s'en allait courir des solitudes suspectes sans autre protecteur qu'un méchant pistolet de poche. Il la gronda sur sa déraison, comme on peut croire. Elle se fâcha, s'emporta, frappa du pied et courut s'enfermer à double tour dans sa chambre; mais après vingt minutes elle en ressortit le front serein, et tout fut dit.

Quelques heures plus tard, peu avant le coucher du soleil, vous la pouvez voir assise au milieu de la vérandah qui règne sur le devant de la maison. Elle est vêtue d'un peignoir oriental couleur vert pistache, orné de broderies d'or et de dentelles. Sa taille, mince et souple comme un jonc, est serrée par une écharpe de crêpe amarante, aux bouts flottans et aux longues franges. Ses pieds mignons sont chaussés de babouches à bouffettes. Un collier de perles enlace son cou blanc comme la neige et fait au tour. Chaque jour elle change de coiffure. Aujourd'hui elle a relevé ses cheveux en couronne au-dessus de son front. D'une main elle tient un éventail, de l'autre une houssine. Dans ce monde, on ne saurait prendre trop de précautions. La voilà qui se blottit et se pelotonne dans le coin d'une causeuse avec la grâce fantasque d'une jolie chatte angora. A ses pieds sont couchés deux chevreaux, l'un de couleur mordorée, l'autre d'un gris argenté, chevreaux tels qu'il ne s'en voit que dans les pays du soleil. Devant ses yeux, un beau jardin fleuri. Par-delà le jardin, un cimetière turc planté de cyprès et de térébinthes d'où sortent des roucoulemens de tourterelles. Le ciel est d'un bleu ardent au zénith; il est presque vert à l'horizon.

Stéphane appelle Ivan, qui ratissait une allée. — Pour le consoler, offrez-lui un verre de raki! Versez jusqu'au bord! dit-elle au père Alexis. J'ai été un peu vive ce matin. Hélas! mon pauvre Ivan, ce n'est peut-être pas la dernière fois.

Dans ce moment, apercevant Gilbert : — Venez vite ici! lui cria-t-elle. Asseyez-vous près de moi; j'ai une histoire à vous conter. Elle vous paraîtra aussi neuve qu'intéressante.

Et quand il se fut assis, agitant son éventail :

— Figurez-vous qu'il y avait une fois dans l'une des tours d'un vieux château un pauvre enfant qu'un tyran farouche se plaisait à persécuter. Il était si triste, si triste, qu'il était en danger de mourir ou de devenir fou. Heureusement arriva dans le château un aimable et vaillant chevalier, l'un de ces chevaliers policés qui savent la botanique, le grec et la langue des marionnettes. Ce chevalier était compatissant, et il eut pitié de l'enfant. Il était brave, et il risqua ses jours pour pénétrer dans le donjon où languissait le petit captif. Il était sage, et il lui fit part d'un peu de sa sagesse. Il avait de l'adresse et du sang-froid, et il lui sauva jusqu'à deux fois la vie. Et voilà comment il se fit que le pauvre enfant ne mourut pas, et que je suis aujourd'hui la plus heureuse femme de l'univers... Qu'en dites-vous? N'est-ce pas que mon conte est joli?

— Oh! que voilà mal raisonner! s'écria le père Alexis, qui à trois pas de là fumait paisiblement un narghilé en sablant à petits coups un excellent vin de la commanderie. Vous êtes un esprit superficiel,

ma chère fille, et vous ne discernez que les causes secondes. Il fallait dire que, dans ce château où végétait le pauvre enfant, il y avait un brave homme de prêtre qui savait peindre, et qui, au milieu de ce siècle de barbarie, était seul à représenter les saines traditions du grand art. Et ce brave prêtre passa un contrat avec la sainte mère de Dieu, et quand il eut peint à fresque les grandes murailles blanches d'une chapelle, il prit la liberté de lui dire : — J'ai tenu ma parole, ne tiendrez-vous pas la vôtre? — Et aussitôt il s'opéra un miracle, et les fers du pauvre enfant furent brisés. Ce n'est pas tout encore : il se trouva que cet enfant était une jeune fille, et qu'elle était aimée d'un jeune homme qu'elle devait épouser après un an d'absence. Le vieux prêtre, qui avait assez vécu pour se défier beaucoup des femmes, s'avisa de remettre à notre fillette une image en miniature où il avait peint de sa main deux cœurs traversés d'une flèche, et il lui dit : — Ma fille, porte sur toi ce médaillon, regarde-le chaque soir et chaque matin. C'est une amulette qui te rendra fidèle à tes premières amours! — Elle prit l'image, et voilà comment il se fait que nous sommes aujourd'hui les plus fortunés mortels de la terre, fumant d'excellent tabac, buvant du vin de Chypre, sans soucis, sans chagrins, et devisant agréablement en face d'un joli jardin et sous un beau ciel qui est bleu là-haut et vert là-bas.

Sur ces entrefaites, le comte Kostia parut un sarcloir à la main, et comme il avait entendu la péroraison du père Alexis : — Cela est fort bien dit, seigneur Pangloss! s'écria-t-il en le secouant par la barbe; mais il faut cultiver son jardin.

— Et la peinture! répliqua le bon père sans s'émouvoir.

— Et notre raison! murmura Gilbert en regardant sa femme entre deux yeux.

— J'y consens, repartit-elle, à une condition, c'est que nous croirons toujours à la folie de l'amitié!

Et s'élançant d'un bond loin de la causeuse, elle s'écria de son air tragique d'autrefois : — O ma chère folie! je me tuerai le jour où je n'entendrai plus tinter vos charmans grelots!...

Et cela dit, elle fit une triple pirouette sur la pointe de son pied droit. Les chevreaux épouvantés lui répondirent en agitant leurs sonnettes...

Ami lecteur, j'ai sujet de croire qu'elle ne se tuera pas, et j'en suis ravi. Je n'ai jamais goûté le proverbe qui dit que « les plus courtes folies sont les meilleures. » Il en est de divines; le point est de choisir.

VICTOR CHERBULIEZ.

UN PROJET

DE MARIAGE ROYAL

ÉTUDE HISTORIQUE.

SECONDE PARTIE.[1]

VI.

Trois jours après leur arrivée à Madrid (2), le prince et Buckingham, écrivant ensemble, selon leur étrange coutume, et signant tous deux leur lettre, rendirent ainsi compte au roi Jacques de leur début à la cour d'Espagne :

« Cher père et compère,

« Nous sommes arrivés ici vendredi dernier, à cinq heures du soir, en parfaite santé. Nous ne vous en avons pas informé plus tôt, sachant que vous seriez bien aise de savoir comment nous avions été reçus, aussi bien que notre arrivée. Nous nous sommes décidés à démasquer sur-le-champ l'amoureux, car, les ports ayant été promptement ouverts, les courriers faisaient derrière nous une telle hâte que tout aurait été découvert ici au bout de douze heures, et il valait mieux qu'on nous en sût gré à nous qu'à un postillon. Le lendemain matin nous avons fait appeler Gondomar, qui s'est rendu aussitôt chez le comte d'Olivarez, et m'a sans délai obtenu, à moi votre chien Steenie, une audience particulière du roi. Quand je suis revenu à mon logis, le comte d'Olivarez seul m'y a accompagné pour saluer le prince au nom du roi. Nous avons eu le lendemain une visite particulière du roi, de la reine, de l'infante, de don Carlos et du

(1) Voyez la première partie dans la *Revue* du 15 juillet dernier.
(2) Le 10 (20) mars 1623.

cardinal, au vu et su de tout le monde, et je puis bien dire que cette visite particulière n'a été ignorée de personne, car là se trouvaient le nonce du pape, l'ambassadeur de l'empereur, l'ambassadeur de France, et les rues étaient remplies de gardes et de peuple; devant le carrosse du roi marchaient les principaux de la noblesse, et après venaient les dames de la cour. Nous étions dans un carrosse invisible, car il n'était permis à personne de le remarquer, quoique tout le monde le vît. Ce cortége passa et repassa trois fois auprès de nous; mais, avant que nous nous retirassions, le comte d'Olivarez vint dans notre carrosse et nous ramena chez nous, disant que le roi mourait d'envie de voir notre amoureux. Il me prit alors dans son propre carrosse pour me conduire au roi; nous le trouvâmes se promenant dans les rues, l'épée au côté et le visage caché sous son manteau. Le roi monta dans le carrosse et se rendit à un lieu déterminé où il trouva l'amoureux, et tout se passa entre eux avec beaucoup de complimens et de courtoisie. Vous voyez par ceci combien ce roi est touché du voyage de votre fils, et certes, à en juger par les démonstrations extérieures et les discours généraux, nous avons droit de reprocher à nos ambassadeurs de ne vous en avoir pas dit assez plutôt que de vous en avoir trop dit. Pour conclure, nous trouvons le comte d'Olivarez si ravi de notre voyage, et il est d'une telle courtoisie, que nous prions votre majesté de lui écrire la plus aimable lettre de remercîmens. Il nous a dit, pas plus tard que ce matin, que si le pape ne voulait pas accorder une dispense pour que l'infante devînt la femme de ton fils, on la lui donnerait comme sa maîtresse, et il a écrit aujourd'hui même au cardinal Ludovisi, neveu du pape, que le roi d'Angleterre, en envoyant ici son fils, avait imposé au roi d'Espagne de telles obligations qu'il suppliait le pape d'accorder en hâte la dispense, ledit roi n'ayant rien dans son royaume qu'il vous pût refuser. Nous devons vous dire encore que le nonce du pape travaille contre nous aussi malicieusement et aussi activement qu'il peut; mais il reçoit des réponses si rudes que nous espérons qu'il en sera bientôt las. En résumé, nous croyons que le pape répugnera beaucoup à accorder la dispense, et s'il ne veut pas l'accorder, nous voudrions fort savoir de vous jusqu'à quel point nous pourrions vous engager quant à la reconnaissance du pouvoir spécial du pape, car nous penchons à croire que, si vous vouliez le reconnaître comme chef principal sous Christ, alors le mariage se ferait sans lui. En vous demandant votre bénédiction, nous restons

« De votre majesté l'humble et obéissant fils et serviteur,

« CHARLES.

« Et votre humble esclave et chien,

« STEENIE.

« Madrid, le 10 (20) mars 1623.

« Au meilleur des pères et des maîtres. »

A côté de cette lettre, modèle de fatuité familière et étourdie, je place la relation espagnole du même incident, telle qu'elle fut écrite à la même époque, et qu'elle se trouve dans les archives de Simancas :

« Sans qu'on eût connaissance de la venue du prince de Galles, il arriva soudainement à cette cour le 17 mars 1623, à dix heures du soir, accompagné seulement du marquis de Buckingham, chevalier de la Jarretière, conseiller d'état et grand-écuyer du roi de la Grande-Bretagne, grand-amiral d'Angleterre, et qui a le gouvernement des affaires de ce royaume. Il descendit à la maison du comte de Bristol, ambassadeur extraordinaire dudit roi auprès de cette cour, et fut bientôt rejoint par les autres personnes de sa suite, qui étaient sept en tout. Le premier qui apprit ce soir-là l'arrivée du prince fut le comte de Gondomar, qui en informa aussitôt le seigneur comte d'Olivarez; et quoiqu'on s'efforçât de tenir le fait caché jusqu'à ce que l'on comprît bien l'intention et le désir du prince, cela ne se put, et la nouvelle fut divulguée par l'arrivée d'un courrier qu'avait expédié de Londres don Carlos Coloma, ambassadeur extraordinaire de notre roi en Angleterre, et qui arriva le 18 mars, porteur de lettres pour sa majesté.

« Le même jour, samedi, à six heures du soir, le marquis de Buckingham, dans un carrosse du roi notre seigneur, alla trouver le comte d'Olivarez, qui lui donna la bienvenue en termes très amicaux et courtois, et, après avoir conversé quelque temps, le comte monta en voiture avec le marquis, et alla visiter le prince au nom du roi son maître. Le comte s'acquitta de cette commission avec la prudence qu'on devait attendre d'un homme qui sert sa majesté avec tant d'intelligence, de zèle et d'amour.

« Le roi notre seigneur, en témoignage de la joie que lui causait justement la venue d'un tel hôte, sortit en public le dimanche suivant, 19 mars, ayant dans son carrosse la reine notre souveraine et nos seigneurs l'infante Marie et les infans Carlos et Fernand. Le cortége fut grand ce jour-là, tant des dames de la reine et de son altesse l'infante que de la noblesse et des principaux de la ville et des gens de la maison du roi. Leurs majestés se rendirent aux *Recoletos Agustinos* en passant par la *Calle Major*. A la porte de Guadalajara se tenaient, enfoncés dans leur carrosse, le prince de Galles et le marquis de Buckingham, les ambassadeurs extraordinaire et ordinaire d'Angleterre, et le comte de Gondomar, qui était resté auprès du prince depuis son arrivée. Au moment où le carrosse de leurs majestés rencontra celui du prince, le roi notre seigneur salua les ambassadeurs de son chapeau, dans la forme accoutumée, et sans autre démonstration, et il continua sa promenade. Le prince, traversant plusieurs rues, s'arrêta près de *San-Geronimo*, et leurs ma-

jestés, prenant par le haut, allèrent aux *Recoletos*, où elles firent leurs prières. Le prince, prenant place près de là, attendit le retour des carrosses, qui arrivèrent, la nuit étant survenue, avec un grand nombre de torches allumées, ce qui était un brillant spectacle. Le concours des gens à cheval, à pied et en voiture fut, ce jour-là, des plus grands qu'on eût vus dans cette cour, et la satisfaction de tous répondait à la démarche du prince. Leurs majestés rentrèrent assez tard au palais, et le prince dans sa demeure, où se rendit aussitôt le seigneur comte d'Olivarez, pour régler l'entrevue secrète de sa majesté avec le prince. Elle eut lieu au Prado, le même soir, à minuit. Avec le roi notre seigneur étaient le marquis de Buckingham et le seigneur comte d'Olivarez, et avec le prince l'ambassadeur extraordinaire d'Angleterre et le comte de Gondomar. A la rencontre des carrosses, sa majesté et le prince descendirent tous deux en même temps. Le roi notre seigneur reçut le prince avec de grandes démonstrations de bon vouloir et de courtoisie, et le prince se montra très content de voir sa majesté et d'avoir passé une si agréable journée. Il y eut entre eux lutte de politesses, surtout lorsqu'ils eurent à monter dans le carrosse de sa majesté, où le prince resta comme en visite. Le prince ne voulait pas monter le premier, et le roi insistait, disant qu'il devait le traiter comme son hôte. A la fin, le prince monta le premier, assurant sa majesté qu'en cela il n'obéissait pas au roi son père. Sa majesté lui donna la droite dans le carrosse, ce à quoi le prince consentit, non sans résistance. Ils s'entretinrent longtemps, se traitant de *majesté* et d'*altesse*, et il y eut entre eux de grands complimens pour reprendre chacun au même moment son carrosse, car sa majesté ne permit pas qu'il en fût autrement.

« Le roi notre seigneur, de l'avis du seigneur comte d'Olivarez, qui s'est conduit dans toute cette affaire avec une notable prudence et convenance, ordonna qu'on préparât la réception publique et l'hospitalité dues à un si grand prince, qui venait à sa cour sans vouloir y paraître le fils d'un roi pour qui sa majesté professe une sincère amitié. Pendant qu'on faisait ces préparatifs, sa majesté et le prince eurent plusieurs entrevues, et des deux parts on s'envoya plusieurs messages de grande courtoisie. Sa majesté trouva convenable que le prince fît son entrée publique par *San-Geronimo*, et pour que rien ne manquât aux égards solennels dus à un si haut personnage, elle suspendit, pour le temps qu'il passerait à sa cour, certaines lois qu'elle avait rendues, peu de jours auparavant, en matière somptuaire. Elle ordonna en outre que les détenus pour fautes légères, soit dans sa capitale, soit dans son royaume, fussent mis en liberté. »

Le contraste était grand entre les cours et les personnes mises ainsi brusquement en présence : deux souverains, l'un indolent et

incapable, l'autre indécis et pusillanime, essayant, non-seulement de faire vivre en paix, mais de marier, dans la personne de leurs enfans, deux politiques contraires; deux favoris, l'un arrogant, l'autre fourbe, tous deux vaniteux, chargés, l'un de poursuivre effectivement ce mariage, l'autre de l'éluder en ayant l'air de le désirer : d'un côté une réserve solennelle, de l'autre une hardiesse présomptueuse. A coup sûr il y avait là de quoi susciter et alimenter, dans une telle négociation, des complications, des obscurités, des alternatives et des lenteurs infinies. Ce fut en effet le spectacle qu'offrit la cour de Madrid tant que Charles et Buckingham y prolongèrent leur aventureux séjour.

Au début, le contraste ne parut guère, et ce ne fut d'abord à Madrid que joie et fêtes; cette résolution inattendue du prince anglais, ce voyage secret et rapide à travers la France, la figure et les manières élégantes et dignes de Charles, la personne et l'aventure également chevaleresques, avaient saisi et charmé l'imagination des Espagnols : « Je n'ai jamais vu la gravité espagnole plus complétement mise de côté, écrivit lord Bristol, ni aucun homme plus ravi que ne fut le roi quand il apprit que le prince était là... Le comte d'Olivarez tomba à genoux, s'écriant : — Nous n'avons plus qu'à jeter l'infante dans ses bras, — et se tournant vers Buckingham : — Maintenant nos maîtres peuvent se partager le monde. » L'émotion publique répondait à la satisfaction royale, et des circonstances fortuites vinrent encore la rendre plus générale et plus vive : depuis sept mois avant l'arrivée de Charles, l'Espagne souffrait de la sécheresse; une pluie abondante arriva en même temps que lui, et donna à la nature le plus fécond aspect et aux hommes les plus belles espérances. Jusque dans les rues de Madrid, la superstition populaire vit des augures favorables; quand Charles fut logé au palais du roi, un pigeon vint se percher habituellement auprès des fenêtres de son appartement sans qu'on sût ce qui l'y attirait. Aussi quand, le 27 mars, Charles traversa solennellement la ville pour aller prendre auprès du roi sa demeure, toutes les classes de la population l'accueillirent avec la même faveur; les plus riches tentures, les plus beaux tableaux ornaient la façade des maisons; des gradins partout dressés étaient couverts de spectateurs; on récitait sur le passage du cortége des discours et des vers à l'honneur du prince; Lope de Véga le célébra dans une chanson dont le refrain retentissait partout :

Carlos Estuardo soy,
Que, siendo amor mi guia,
Al cielo d'España voy
Por ver my estrella Maria.

« Je suis Charles Stuart qui, prenant l'amour pour guide, viens sous le ciel d'Espagne pour voir Marie, mon astre. »

Arrivé au palais, le prince y fut logé splendidement; le roi lui remit une clé d'or qui ouvrait ses appartemens particuliers; la reine, cette princesse Élisabeth de France dont Henri IV aurait voulu lui donner la main, lui envoya des présens choisis avec une délicatesse féminine et une magnificence royale; la ville fut illuminée pendant trois jours; les promenades, les hommages publics, les combats de taureaux, les fêtes de tout genre se succédèrent sans relâche; à la cour et dans le pays, tous avaient à cœur de témoigner au prince leur confiance et leur espérance.

La surprise est un plaisir puissant sur les peuples, mais c'est un plaisir qui s'use vite et qui se tourne aisément en exigence ou en ennui. Les affaires d'ailleurs reparaissent bientôt au-dessus des plaisirs avec leurs difficultés et leurs lenteurs. Au milieu des caresses qu'on lui prodiguait, Charles écrivait au roi son père : « Pour notre grande affaire, nous les trouvons, à en juger par les apparences, aussi désireux que nous-mêmes de la conclure; cependant ils soupirent encore après notre conversion, car, disent-ils, il n'y a point de ferme amitié sans union dans la religion; mais ils mettent toujours la main de l'infante hors de question, et de notre côté nous en faisons autant pour la religion, disant que ni notre conscience ni le temps actuel ne se prêtent à leur désir. Nous vous assurons du reste que, ni dans les choses spirituelles, ni dans les choses temporelles, on ne nous demande rien que ce qui est déjà convenu... Pour conclure, nous n'avons jamais vu l'affaire en meilleure voie qu'elle n'est maintenant; nous vous conjurons donc humblement de ne point perdre de temps pour nous envoyer les vaisseaux, afin que nous puissions vous demander bientôt en personne ce que nous vous demandons par lettre, votre bénédiction. »

Jacques répondit (1) à son fils et à Buckingham : « Mes chers enfans, Dieu vous bénisse pour les bonnes nouvelles que j'ai reçues de vous hier, qui était le jour de mon couronnement. J'ai écrit au comte d'Olivarez une lettre pleine de remercîmens et de douceurs, comme vous le désiriez; mais vous avez mis à la fin de la vôtre une phrase très refroidissante, savoir que le nonce est opposé à notre affaire, d'où vous concluez que le pape l'est également. Souvenez-vous bien qu'en Espagne ils n'ont jamais mis en doute que la dispense serait accordée; ils en ont réglé eux-mêmes les conditions spirituelles; je les ai acceptées; ils les ont envoyées à Rome, et leur consulte de théologiens a déclaré qu'à ces conditions le pape pouvait, bien plus, que, pour le bien de la chrétienté, il devait accorder la dispense. Remettez-leur ces faits sous les yeux. Je ne sais ce que vous voulez dire quand vous me parlez de reconnaître la suprématie

(1) Le 25 mars (4 avril) 1623.

spirituelle du pape. Je suis sûr que, pour rien au monde, vous ne voudriez que je renonçasse à ma religion; tout ce que je puis deviner de votre avis, c'est que vous faites allusion à un passage de mon livre contre le cardinal Bellarmin, dans lequel, si le pape veut renoncer à sa divinité et à son usurpation sur les rois, j'offre de le reconnaître comme l'évêque-chef auquel tous les appels ecclésiastiques doivent être soumis en dernier ressort. Ce sont mes propres paroles que je vous répète, et c'est le dernier terme auquel ma conscience me permette d'aller, car je ne suis pas un monsieur qui change de religion comme on change de chemise quand on vient du jeu de paume.

« Quant à la souveraineté temporelle du pape sur l'état de Rome, je n'y fais non plus aucune objection; qu'il soit, au nom de Dieu, le premier entre les évêques et le prince des évêques, mais comme saint Pierre était le prince des apôtres. »

La confiance de Charles et de Buckingham dans leur prochain succès ne tarda pas à être ébranlée. Les principales conditions du mariage déjà convenues entre les deux souverains étaient que l'infante et sa maison auraient en Angleterre le libre et plein exercice de la religion catholique, que l'éducation des enfans issus de ce mariage resterait entre les mains de leur mère jusqu'à l'âge de sept ans, et qu'ils ne perdraient point, fussent-ils catholiques, leur droit de succession au trône; qu'aucun prêtre catholique ne serait mis à mort pour avoir exercé son ministère spirituel; enfin que les lois de rigueur qui existaient en Angleterre contre les catholiques en général ne seraient pas effectivement exécutées. C'était sur ces bases que la dispense papale avait été demandée. Dans la négociation suivie à Rome à ce sujet par l'agent du roi Jacques comme par l'ambassadeur d'Espagne, le pape Grégoire XV avait ajouté à ces conditions diverses demandes nouvelles : Jacques avait accordé les unes, contesté les autres, et quoiqu'au départ du prince de Galles pour l'Espagne, rien n'eût encore été définitivement réglé, on se croyait, on voulait du moins se croire d'accord. Cependant Charles et Buckingham (1) écrivirent au roi Jacques : « Nous sommes bien fâchés de ne pouvoir vous annoncer l'arrivée de la dispense. Elle est certainement accordée, certainement aussi elle est en route pour venir ici; mais elle est chargée de quelques nouvelles conditions qu'il sera facile, nous l'espérons, de faire écarter. Ils demandent deux ans de plus pour l'éducation des enfans, qu'il ne soit exigé de tous vos sujets catholiques romains aucun autre serment que celui qui sera prêté par les serviteurs de l'infante, et qu'ils puissent tous aller librement à son église... Quant au second point, notre réponse sera que le serment

(1) Le 22 avril (2 mai) 1623.

a été réglé par acte du parlement, et que vous ne pouvez l'abroger sans le consentement de votre peuple. Nous espérons aussi leur faire comprendre qu'outre les inconvéniens et l'ennui que cela causerait à l'infante elle-même, il n'y aurait aucun avantage pour les catholiques, et qu'il leur vaut mieux avoir le libre exercice de leur culte dans leurs propres maisons qu'aller publiquement à son église, car, s'ils se réunissent tous dans un centre, leur nombre paraîtra bien plus grand, le public sera bien plus méfiant, et leur sécurité bien moindre. Ceci n'est rien moins d'ailleurs que demander à mots couverts la liberté de conscience, qu'il n'est ni dans votre intention ni dans votre pouvoir d'accorder. »

Le prince et les négociateurs anglais s'efforcèrent en vain d'écarter les nouvelles demandes du pape et de s'entendre avec les Espagnols à des termes précis. Le 29 avril (9 mai), Charles écrivit au roi son père : « Je m'aperçois que, si je n'ai pas à montrer une pièce signée de votre majesté et où vous vous engagiez à faire tout ce que je promettrai en votre nom, l'affaire traînera encore bien longtemps. Je supplie donc humblement votre majesté de m'envoyer un acte portant : « Nous promettons, sur notre parole de roi, d'accomplir ponctuellement tout ce que notre fils promettra en notre nom. » Je reconnais, sire, que je vous demande là une ample confiance, et si la nécessité ne m'y contraignait pas, je ne l'oserais jamais; mais j'espère que votre majesté n'aura pas à s'en repentir. » Et à cette lettre de Charles, Buckingham, écrivant cette fois à part et pour son compte, ajouta : « C'est à cause de son extrême désir de vous revoir bientôt que votre fils vous écrit ainsi; il croit que, si vous lui envoyez cette pièce signée de vous, les Espagnols, quand même (ce qu'il n'aperçoit pas encore) ils voudraient susciter de nouveaux délais, seraient fort embarrassés. Vous ne pouvez douter de la discrétion de votre enfant, et quant à ma fidélité, je mourrais plutôt que d'y porter la moindre atteinte. »

Jacques leur répondit (1) à tous deux ensemble : « Mes chers enfans, j'ai reçu hier soir, par deux courriers différens, vos deux paquets. Je vous avais écrit la veille mon opinion sur les trois conditions ajoutées à la dispense. Je vous envoie aujourd'hui, mon enfant, le pouvoir que vous désirez. Je ne refuserai pas de mettre, dans mon seul fils et dans mon meilleur serviteur, une confiance même étrange. Je sais que, tels que vous êtes tous deux, vous ne promettrez jamais en mon nom rien qui ne soit d'accord avec ma conscience, mon honneur et ma sûreté. Je les remets pleinement entre les mains de l'un ou de l'autre de vous. Ma précédente lettre vous montrera ma pensée, et maintenant je vous remets ce plein pouvoir, priant Dieu qu'il

(1) Le 11 (21) mai 1623.

vous bénisse, et qu'après un bon succès là-bas il vous ramène promptement et heureusement ici, dans les bras de votre cher père. »

Plus la négociation se prolongeait, plus la fausse situation mutuelle des trois souverains qui y étaient engagés devenait évidente : ils se demandaient réciproquement un acte de respect pour la liberté religieuse qu'au fond et en principe aucun d'eux ne reconnaissait et n'entendait accorder. Le roi d'Angleterre voulait que son fils épousât une princesse catholique tout en restant exclusivement protestans, lui, son fils et son peuple. Le roi d'Espagne voulait que sa fille et tous les serviteurs personnels de sa fille restassent hautement catholiques tout en vivant dans une famille et chez un peuple protestans, et tout en excluant absolument lui-même les protestans de ses états. Le pape réclamait, pour les catholiques d'Angleterre, la pleine liberté de conscience, tout en l'interdisant péremptoirement partout où il dominait, et en sommant le roi d'Angleterre de rentrer, lui et son peuple, sous le joug de l'église unique et souveraine. « Telle est, dit Adam Smith, l'insolence naturelle du cœur de l'homme qu'il ne se résigne à accepter les bons moyens qu'après avoir épuisé les mauvais. » A cette profonde remarque, j'ajoute que les hommes chérissent et maintiennent avec bien plus d'obstination le pouvoir qu'ils possèdent illégitimement que celui qui leur appartient à bon droit; l'instinct de la vérité les poursuit au sein de l'erreur; ils pressentent que, s'ils laissent échapper ce qu'ils n'ont pas droit de garder, ils ne le retrouveront jamais. D'ailleurs ce que les hommes possèdent au-delà de leur droit satisfait seul l'orgueil humain, toujours mécontent quand il n'obtient que ce qui lui est dû. Ces passions ou plutôt ces infirmités morales jetaient à chaque pas, dans la négociation que je retrace, toute sorte d'entraves, et dans ce travail diplomatique la situation du roi Jacques était la plus mauvaise, car c'était lui qui désirait le plus vivement le succès et qui avait le plus d'incohérences à accepter et de sacrifices à faire pour l'obtenir.

Le peuple espagnol, de son côté, ne conservait déjà plus, six semaines après l'arrivée du prince Charles, l'enthousiasme qu'elle lui avait d'abord inspiré : on avait vu dans cette éclatante démarche et dans le mariage qu'elle annonçait un triomphe de la foi comme de la politique espagnole; « le prince de Galles, disait-on partout, va se faire catholique. » Charles dissipa promptement cette confiance; en même temps qu'il témoignait pour l'église romaine un grand respect, il ne laissait, sur sa fidélité à l'église anglicane, ouverture à aucun doute. « Je suis venu, disait-il, chercher en Espagne une femme, non une religion. » Il tenait ce langage avec cette dignité un peu sèche et hautaine qui lui était naturelle, et à mesure qu'il se montrait plus fermement Anglais, la faveur espagnole se retirait de lui.

Quoi que les courtisans contemporains prissent plaisir à en dire et qu'en aient répété depuis les historiens, la relation du prince avec l'infante elle-même n'était pas en meilleur progrès. « Nous avons omis dans notre dernière lettre ce qu'il y a de plus essentiel, écrivait Buckingham au roi Jacques dix jours après son arrivée à Madrid et avec sa familiarité hardie : nous ne vous avons pas dit combien votre fille, sa femme et ma souveraine maîtresse, nous plaît; sans flatterie, je crois qu'il n'y a pas au monde une plus charmante créature. *Baby Charles* lui-même en est touché au cœur, déclare que tout ce qu'il a vu n'est rien auprès d'elle, et jure que, si on ne la lui donne pas, il y aura des coups. » Buckingham en disait plus que son prince et lui-même n'en pensaient. L'infante Marie-Anne avait alors dix-sept ans; petite, assez grasse, elle avait les cheveux blonds, le teint plutôt flamand qu'espagnol, et les lèvres un peu fortes, selon le type de la maison d'Autriche. Rien ne donne lieu de croire qu'elle fût d'un esprit très animé et développé; comme on devait s'y attendre, elle était avec le prince à la fois curieuse et embarrassée. Il n'eut d'abord avec elle que des rapports rares et courts; même quand, logé au palais, il la vit de plus près et plus souvent, l'étiquette de la cour et les mœurs espagnoles ne permettaient pas entre eux ces communications fréquentes et franches où les jeunes cœurs se révèlent et s'éprennent. Charles faisait à l'infante une cour assidue; il l'attendait pour la voir à l'entrée et à la sortie des églises; au théâtre de la cour, il arrêtait complaisamment sur elle ses regards; il se plaisait à courir et à emporter la bague devant elle. Informé un jour qu'elle devait aller à la *Casa di campo* pour cueillir des fleurs, il se leva de grand matin, et, suivi d'un seul confident, Endymion Porter, il pénétra dans la maison et le jardin. Ne trouvant pas *la dame de ses pensées*, dit le chroniqueur, il arriva à un enclos particulier dont un mur et une grosse porte fermaient l'entrée. Charles escalada le mur et sauta dans l'enceinte; l'infante poussa un cri et s'enfuit; le vieux serviteur qui l'accompagnait tomba à genoux, conjurant le prince de ne pas compromettre l'honneur et la sûreté de ses cheveux blancs. Charles était respectueux et réservé : pendant tout son séjour à Madrid, il continua d'être avec l'infante galant et empressé; mais ni ses actes, ni ses lettres, ni les documens contemporains ne témoignent que son cœur ait été sérieusement engagé, et dans cette négociation l'amour ne vint point en aide à la politique.

Un fâcheux et grave embarras, provenant des personnes, s'ajouta pour Charles aux difficultés politiques de la situation. Par ses prétentions, sa présomption, son arrogance, l'étalage de son luxe, le sans-gêne de ses manières et la licence de ses mœurs, Buckingham

déplut souverainement aux Espagnols. « Il restait quelquefois couvert quand son prince était tête nue, et assis quand son prince était debout; tout à coup et n'importe devant qui, il faisait des pas de danse ou marmottait entre ses dents des fins de sonnet. » Ennemi de lord Bristol, à qui la cour d'Espagne portait estime et confiance, il fut bientôt en aussi mauvais termes avec le comte d'Olivarez. Comme ils discutaient un jour entre eux la possibilité que le prince de Galles se fît catholique, Olivarez dit que Buckingham lui en avait donné l'espérance : « C'est faux! s'écria Buckingham, et je suis prêt à le soutenir de la façon qui vous conviendra! » Soit prudence, soit respect pour le prince qui était présent, Olivarez se contint; mais il voua de ce jour à Buckingham une haine profonde. Il en eut, selon quelques récits du temps, un motif encore plus personnel et plus intime. Buckingham fit, dit-on, à la comtesse d'Olivarez une cour téméraire, et en obtint un rendez-vous; mais, quand vinrent le jour et l'heure de la rencontre, la comtesse, saisissant cette occasion de venger son mari, fit trouver à sa place une fille de profession honteuse, et Buckingham, qui se fût peut-être vanté de sa bonne fortune, n'eut qu'à bien cacher sa mésaventure. Invraisemblable en soi, car la comtesse d'Olivarez, bossue et laide, au dire des contemporains, était déjà à cette époque d'un âge assez avancé, l'anecdote est démentie par les témoignages les plus authentiques. Quoi qu'il en soit, Buckingham devint à la cour et dans Madrid l'objet d'une antipathie de plus en plus prononcée : le roi Philippe IV le traitait avec une extrême froideur; le conseil d'état espagnol trouva irréguliers ses titres pour prendre part à la négociation, et lui en contesta le droit; on allait jusqu'à dire « qu'on aimerait mieux jeter l'infante dans un puits que la mettre entre ses mains. » Les Anglais de sa suite étaient encore plus impertinens que lui : ils se moquaient de l'orgueil espagnol dans la pauvreté espagnole; ils passaient leur temps à jouer aux cartes, ne trouvant, disaient-ils, à Madrid rien de plus agréable à faire; ils affichaient pour les croyances et les cérémonies religieuses de l'Espagne un mépris ironique, et unissaient ainsi dans une même aversion pour eux le clergé, la cour et le peuple.

Cependant la négociation pour la dispense papale suivait à Rome son cours : les 20 avril et 19 mai 1623, Grégoire XV écrivit au prince Charles et à Buckingham des lettres caressantes, n'entrant avec eux dans aucune discussion sur les conditions de la dispense qu'on lui demandait, mais se félicitant qu'ils ne cherchassent le mariage espagnol que comme une preuve qu'ils étaient disposés à rentrer dans le sein de l'église catholique, et les pressant d'aller jusqu'au bout de la voie où ils marchaient. Le 20 juin, Charles répondit au pape, sans prendre aucun engagement précis, mais en termes respectueux et doux :

« Que votre sainteté soit bien persuadée que nous nous abstiendrons de tout acte qui témoignerait d'un sentiment de haine pour la religion catholique romaine; nous saisirons bien plutôt toutes les occasions de dissiper, par des procédés loyaux et bienveillans, les dispositions et les méfiances sinistres, afin que, de même que nous confessons tous une seule et même Trinité et un seul et même Christ crucifié, nous puissions nous unir tous dans une seule et même foi. » En même temps que s'échangeait cette correspondance, le projet d'articles à l'adoption desquels le pape attachait la concession de la dispense arriva à Madrid.

Ce projet était loin de se borner aux conditions d'abord indiquées et que le roi Jacques s'était montré prêt à consentir; il allait même au-delà des premières demandes qu'avait exprimées la cour de Madrid. Non-seulement l'infante et tous ses serviteurs devaient avoir dans le palais le libre et plein exercice de leur culte, mais à Londres et partout où elle ferait sa résidence une église spacieuse et publique devait être ouverte, où seraient célébrés tous les offices de la religion catholique. L'éducation des enfans royaux devait rester jusqu'à l'âge, non plus de sept, mais de dix ans, entre les mains de leur mère. Les personnes attachées au service de l'infante ne devaient être sujettes à aucune des lois rendues en Angleterre contre les catholiques; les ecclésiastiques de sa maison ne devaient être justiciables que de leur supérieur ecclésiastique, et si quelque juge séculier anglais faisait arrêter un de ces ecclésiastiques pour un délit quelconque, il devait le remettre au supérieur ecclésiastique, qui procéderait contre lui selon le droit canon. Un traité en vingt-cinq articles, conclu entre les deux souverains, réglait les détails et l'exécution de ces conditions diverses. Indépendamment de ce traité, et par quatre articles secrets, le roi Jacques devait s'engager : 1° à ne plus faire exécuter à l'avenir, sous quelque cause ou prétexte que ce pût être, directement ni indirectement, les lois rendues en Angleterre contre les catholiques; 2° à faire tout ce qui serait en son pouvoir pour faire révoquer par le parlement lesdites lois; 3° à ne plus sanctionner désormais aucune loi pareille, et à assurer dans les maisons particulières, tant en Écosse et en Irlande qu'en Angleterre, une perpétuelle tolérance de la religion catholique; 4° à ne jamais tenter, directement ni indirectement, de détourner l'infante de sa foi, et à ne jamais traiter ni permettre qu'on traitât devant elle aucune question contraire aux préceptes de l'église catholique. Outre ces stipulations royales, le prince Charles devait s'engager personnellement à faire en sorte que les lois d'Angleterre contre les catholiques fussent abrogées dans trois ans, à obtenir du roi son père que l'éducation de ses enfans restât jusqu'à l'âge de douze ans entre les mains de leur mère, et à écouter lui-même, toutes les fois que l'infante le

désirerait, les théologiens catholiques qui l'entretiendraient de leur religion. Enfin, et sans que ceci fût exprimé dans aucun article public ou secret, le gouvernement espagnol annonça l'intention de ne conclure définitivement le mariage que lorsque le roi d'Angleterre aurait accepté sous serment tout ce qu'on lui demandait, et de ne laisser partir l'infante pour l'Angleterre qu'au printemps de l'année suivante, lorsque les dispositions du traité en faveur des catholiques seraient d'une façon incontestable en voie d'accomplissement.

La plupart de ces dispositions n'avaient rien que de juste en soi et de conforme au droit moral et au bon sens; mais elles étaient en contradiction flagrante avec les lois, les idées et les passions anglaises, et elles exigeaient de la protestante Angleterre ce que les nations catholiques, l'Espagne en tête, n'accordaient point aux protestans. Aussi, quand les articles de ce traité commencèrent à être connus ou seulement soupçonnés en Angleterre, l'émotion publique fut extrême : de toutes parts on réclamait, on déplorait, on refusait de croire que le roi et le prince pussent jamais consentir à de telles conditions. L'archevêque de Cantorbéry, George Abbott, prélat populaire, de convictions sincères et de mœurs douces, crut de son devoir d'adresser au roi une remontrance pleine de prédictions sinistres. A Madrid, Charles et Buckingham firent un effort pour faire atténuer ce que les nouvelles exigences du pape avaient de plus difficile à faire accepter ou plutôt subir par le parlement et le peuple anglais; mais ils y réussirent si peu et ils sentaient si bien eux-mêmes le péril d'un tel traité, qu'en le transmettant au roi Jacques (1), ils lui dirent : « Si vous vous effarouchez de la clause secrète par laquelle vous promettez que, dans trois ans, le parlement révoquera les lois pénales contre les papistes, nous vous ferons observer que, dans notre opinion, lorsque vous aurez fait de votre mieux pour obtenir ce résultat, si vos efforts ne sont pas efficaces, vous n'aurez pas manqué à votre parole, car ce que vous promettez, c'est que vous ferez pour réussir tout ce qui sera en votre pouvoir (2). »

(1) Le 6 (16) juin 1623.

(2) Je joins ici la traduction d'une conférence du prince de Galles avec le comte d'Olivarez et le conseil de Philippe IV, qui montre quelles étaient les difficultés de la négociation avec la cour de Rome. Ce document est tiré des archives de Simancas.

Note remise à la cour de Madrid par son altesse le prince de Galles au sujet des additions faites par la cour de Rome aux articles qui lui avaient été envoyés de Madrid en demandant la dispense pour le mariage.

« Sa majesté catholique et ses ministres ayant traité avec son altesse le prince de Galles de la sécurité que pourrait avoir sa majesté pour prêter le serment que sa sainteté exige, serment par lequel sa majesté s'obligerait à insister jusqu'à obtenir du parle-

Ce subterfuge ne rassura nullement le roi Jacques; il attendait le retour prochain de son fils, amenant avec lui l'infante; sa flotte, sous les ordres du comte de Rutland, était prête à mettre à la voile pour aller les chercher. Lorsqu'il apprit à quelles conditions le mariage

ment d'Angleterre, dans le terme d'une année, l'exécution de ce qui a été convenu en faveur des catholiques,

« Son altesse promit de ne rien négliger pour en arriver là, et pour faire différer l'exécution des lois publiées contre les catholiques, en attendant que le parlement les abrogeât. Et les ministres de sa majesté, ayant prié son altesse de vouloir bien fixer l'époque vers laquelle le parlement approuverait les propositions de sa majesté catholique, son altesse promit sur parole que le parlement les approuverait dans trois ou six mois ou une année, lorsque l'occasion se présenterait, mais irrévocablement dans le terme de trois ans.

« Le comte d'Olivarez et les autres ministres de sa majesté, d'accord avec son altesse, ayant trouvé que certains articles du traité fait entre les deux rois et envoyé à Rome avaient subi quelques changemens par ordre du pape, et supposant que le nonce aurait la faculté d'approuver les explications et modifications exigées à raison de leur sévérité, cherchèrent ensemble la manière d'aplanir les difficultés survenues par les demandes de sa sainteté. Les changemens exprimés étaient les suivans :

« 1° Au lieu de dire : « que les femmes choisies pour allaiter les enfans de leurs altesses *pourraient* être catholiques et devraient être nommées par l'infante, » le pape veut qu'il soit dit : « devraient être catholiques ; »

« 2° Qu'il soit permis à tout catholique romain des royaumes et domaines de sa majesté le roi de la Grande-Bretagne d'entrer librement à l'oratoire, chapelle ou église de la sérénissime infante, et d'y assister aux offices divins;

« 3° Que les susdits catholiques, vassaux de sa majesté, ne prêtent d'autre serment que celui dont la formule a été insérée, pour les gens de l'infante, dans le contrat de mariage;

« 4° Que les enfans soient élevés sous la surveillance directe de l'infante jusqu'à l'âge de douze ans.

« Sur le premier point, son altesse fit observer combien la susdite clause d'exclusion pourrait amener d'inconvéniens et de mécontentemens dans le royaume d'Angleterre, et qu'en accordant à la sérénissime infante le droit de nommer les nourrices, on accède à la demande du pape, car il est clair que l'infante les choisira de sa religion.

« Sur le second point, après avoir représenté tous les inconvéniens qu'une trop grande affluence de monde pourrait causer au service du roi son père et aux catholiques eux-mêmes, son altesse a fait observer qu'il n'était pas absolument nécessaire d'accéder à la demande du pape, attendu que les catholiques étaient libres de célébrer chez eux les offices divins. Toutefois, désirant faire connaître qu'il était très disposé à aplanir toutes les difficultés, son altesse promit que l'on tolérerait la présence des catholiques à l'église de l'infante, et elle se chargea d'arranger tout pour le mieux, afin que personne n'eût à se plaindre; mais son altesse assura qu'il était impossible d'accorder à tous la liberté d'aller au susdit oratoire, chapelle ou église, car autrement il s'ensuivrait que l'exercice de la religion romaine serait publiquement toléré, ce qui, selon sa majesté catholique elle-même, ne devait pas se proposer, vu l'opposition formelle du roi de la Grande-Bretagne.

« 5° Son altesse fit aussi comprendre que la formule du serment que l'on devait demander aux catholiques leur était plutôt désavantageuse, les déclarant incapables, par cela, de toutes les fonctions publiques qui exigent un serment, et comme on avait déjà arrêté qu'on ne pourrait leur en demander contre leur conscience et religion, il n'y avait aucun motif pour faire prêter un nouveau serment à tous ceux qui n'appartiendraien

était définitivement attaché, il écrivit à Charles et à Buckingham (1) : « Votre lettre, que m'a remise Cottington, m'a porté un coup mortel; je crains bien que mes jours n'en soient abrégés; je ne sais comment satisfaire ici à l'attente du peuple, ni que dire à notre conseil; la flotte attend depuis quinze jours un bon vent; il faut que je retienne Rutland et tous ceux qui sont à bord, quel motif en donnerai-je? Vous me demandez mon avis et mes ordres en cas qu'ils ne veuillent rien changer à leur résolution; mon avis est, en un seul mot, que vous reveniez promptement, si on vous permet de partir, et que vous laissiez là tout traité. Et je dis cela, quelque garantie

point à la maison de l'infante. Son altesse fit remarquer en outre combien il était inconvenant que le pape ordonnât pareille chose et dictât la formule du serment de fidélité dû au roi de la Grande-Bretagne par ses vassaux.

« Quant à la quatrième proposition, relativement à l'éducation des enfans sous la surveillance de l'infante jusqu'à l'âge de douze ans, son altesse rappela qu'en premier lieu on avait fixé l'âge de sept ans, et qu'après de vives instances le roi son père avait accordé trois ans de plus, déclarant qu'il en resterait là. Son altesse ajouta que, d'après la coutume d'Angleterre, les fils des rois ne sont pas aussi longtemps sous la surveillance de leur mère, et qu'il était évident qu'en ceci il ne pouvait rien accorder; il promit néanmoins d'intercéder auprès du roi son père pour obtenir cette faveur qu'il n'hésiterait point à concéder, si cela était absolument en son pouvoir.

« Son altesse crut avoir ainsi donné toute satisfaction à sa majesté et à ses ministres, non-seulement en ce qui regardait les difficultés énoncées ci-dessus, mais encore par le zèle qu'il avait déployé pour les aplanir et arriver à un heureux résultat. Le comte d'Olivarez l'affermit dans son opinion, assurant qu'à son avis son altesse avait accédé à tout ce que consciencieusement on pouvait exiger de lui.

« Son altesse attendait la résolution de sa majesté catholique, lorsque le marquis de Monte-Claros et le comte de Gondomar sont venus le prévenir que le nonce avait déclaré qu'on ne pouvait rien changer de ce qui avait été fait à Rome, et que lui, nonce de sa sainteté, se verrait contraint à refuser la dispense, ce qui par conséquent empêcherait de passer outre, si les articles subissaient la moindre modification. Les susdits ministres, sans excepter le comte d'Olivarez, ont avoué que jusqu'alors ils avaient été dans la confiance que le nonce aurait la faculté d'approuver des changemens devenus absolument nécessaires. Le comte (poussé par son zèle afin de surmonter toutes les difficultés) a donné à son altesse le conseil de choisir un des moyens suivans : 1° faire en sorte que le roi de la Grande-Bretagne approuve les articles tels qu'ils ont été envoyés de Rome; 2° dépêcher quelqu'un à Rome, de la part de sa majesté catholique, afin de persuader à sa sainteté qu'elle s'en tienne aux propositions faites par son altesse le prince, pour procéder ainsi au mariage.

« Cependant son altesse a jugé que les deux moyens proposés par le comte d'Olivarez offraient aussi de trop grandes difficultés à surmonter : il a prié sa majesté de vouloir bien en indiquer un troisième, et de faire toutes les concessions possibles pour arriver à une bonne et prompte solution, de quoi son altesse lui saura gré. Si on ne peut trouver ce troisième moyen, son altesse s'en tiendra aux indications du comte d'Olivarez, d'après les conseils duquel il prie sa majesté de vouloir bien intercéder en sa faveur auprès de sa sainteté. Et puisqu'il faut absolument avoir recours aux moyens ci-dessus indiqués, son altesse demande à sa majesté la permission de partir tout de suite, car il n'est pas douteux que par sa présence il n'obtienne quelques concessions du roi son père, et il prie sa majesté de faire expédier à Rome sans perte de temps. »

(1) Le 14 (24) juin 1623.

qu'on vous offre, car je crains que vous ne revoyiez jamais votre vieux père, si vous ne le voyez pas avant l'hiver. Hélas! je me repens bien maintenant de vous avoir laissé partir; je ne me soucie ni du mariage, ni de rien, pourvu que je vous serre encore une fois dans mes bras. Dieu le fasse, Dieu le fasse, Dieu le fasse! *Amen, amen, amen.* Je proteste que vous serez aussi bien venus que si vous aviez fait toutes les affaires pour lesquelles vous êtes partis. Que je vous presse encore une fois dans mes bras, et que Dieu vous bénisse tous deux, mon unique et cher fils, mon meilleur et cher serviteur! Et que j'aie le plus tôt possible de vos nouvelles, si vous tenez à ma vie! Et que Dieu vous donne un heureux et joyeux retour dans les bras de votre cher père! »

Après s'être ainsi lamenté et avoir quelque temps hésité, plutôt peut-être pour bien constater devant le peuple anglais son déplaisir que par un doute sérieux, Jacques se décida néanmoins à signer, sous serment, les articles proposés, tant secrets que publics, et à faire signer les articles publics par les membres de son conseil, comme on le lui demandait. La cérémonie fut solennelle; le roi, ses conseillers, les principaux officiers de sa cour et les deux ambassadeurs d'Espagne, don Carlos de Coloma et don Juan, marquis de Jnojosa, l'un ambassadeur ordinaire, l'autre extraordinaire, se réunirent le 20 (30) juillet dans la chapelle de Whitehall; lecture fut faite des vingt-cinq articles du traité, le roi et les ambassadeurs assis et découverts; le roi, à genoux, en jura la fidèle observation, et les ambassadeurs reçurent son serment au nom de leur maître. Vint ensuite un hymne d'actions de grâces, puis un banquet dans lequel le roi Jacques porta lui-même deux santés, l'une au roi d'Espagne, l'autre au succès de leurs affaires communes. Les membres du conseil prêtèrent à leur tour, dans la salle de leurs réunions, serment d'observer aussi les articles que le roi venait de jurer : « Serment conditionnel, déclara l'archevêque de Cantorbéry, George Abbott, et valable seulement pourvu que le prince épouse l'infante, et que tous les engagemens pris à ce sujet par le roi d'Espagne soient exactement accomplis. » Le soir du même jour, dans son cabinet particulier et en présence des ambassadeurs espagnols, Jacques jura l'observation des quatre articles secrets. « Et maintenant, dit-il, tous les diables d'enfer ne parviendraient pas à empêcher le mariage. »

En entendant cette parole, l'un des assistans, protestant zélé dans le cœur, dit tout bas à son voisin : « Il n'y a plus un diable en enfer, ils sont tous allés en Espagne pour faire ce mariage. »

Le lendemain (1), Jacques écrivit à son fils et à Buckingham : « Mes

(1) 21 (31) juillet 1623.

chers garçons, pendant que j'étais hier soir, avec les ambassadeurs, occupé de prêter mon serment particulier après avoir prêté le matin mon serment public avec grande solennité, Audover a paru à ma porte comme un fantôme et m'a remis vos lettres. Puisque la chose ne peut pas se passer autrement, il faut bien que je m'en contente; mais ce procédé est un déshonneur pour moi, et il m'impose une double charge, puisqu'il faudra que j'envoie deux flottes. S'ils ne veulent pas envoyer ici l'infante avant le mois de mars, qu'ils l'envoient, au nom de Dieu! par leur propre flotte. Leurs ambassadeurs parlent hautement contre ce délai et protestent qu'ils écriront sérieusement pour faire changer cette résolution. Si cela ne se peut pas, pressez vous-même vos affaires; la flotte sera à vos ordres dès que la saison et le vent lui permettront de partir, et mon messager vous porte des pouvoirs pour traiter au sujet du Palatinat et de la Hollande. En attendant, mon cher enfant, faites signer le contrat et obtenez les meilleures assurances possibles qu'on nous enverra l'infante l'année prochaine; mais sur ma bénédiction n'en faites pas votre femme en Espagne, à moins que vous ne soyez sûr de l'emmener avec vous. Et n'oubliez pas de leur faire tenir leurs engagemens quant à la dot, sans quoi nous ferons banqueroute, mon garçon et moi. »

Avant d'avoir reçu cette lettre du roi son père et de pouvoir dire à Madrid qu'il avait consenti aux articles proposés et prêté le serment désiré, Charles avait fait de vains efforts pour obtenir que le gouvernement espagnol changeât, quant au départ de l'infante, ses dispositions dilatoires; il annonça (1) au comte d'Olivarez que le roi son père lui ordonnait péremptoirement de retourner à Londres, et il lui demanda « en termes tristes et doux » par quel moyen il pourrait obéir à cet ordre sans ruiner l'affaire du mariage? « Il y a deux bons moyens d'en finir, lui dit Olivarez, et un mauvais. Les deux bons sont, l'un, que vous vous convertissiez, l'autre que nous agissions avec vous en pleine confiance et que nous remettions toutes choses, y compris l'infante, entre vos mains; le mauvais, c'est que nous persistions à marchander et que nous nous en tenions à nos conditions aussi longtemps que nous le pourrons. » Quant au premier moyen, écrivit Charles à son père, nous l'avons absolument rejeté; le comte d'Olivarez nous a avoué que, s'il était le roi, il adopterait le second, et il le pourrait faire, car il est le roi; mais il craint d'avoir à souffrir plus tard dans sa personne, si les choses ne tournent pas bien. Il reconnaît que le dernier moyen est impraticable, puisque votre ordre de retour est formel. — En résumé, dit Buckingham en continuant la lettre, le comte nous a promis d'y réfléchir, et quand

(1) Le 27 juin (7 juillet) 1624.

moi, votre chien, je l'ai reconduit à la porte, il m'a dit de prendre courage, et votre fils aussi. Notre avis est que le plus longtemps que nous puissions rester encore ici sans emmener en partant l'infante avec nous, c'est un mois, et cela tout au plus. Si nous ne nous croyons pas sûrs du succès, attendez-nous plus tôt. »

Le gouvernement espagnol avait un prétexte spécieux pour recommencer, malgré ses bonnes paroles, à faire traîner l'affaire en longueur. Le pape Grégoire XV mourut le 8 juillet 1623, et un mois après, le 6 août, Urbain VIII fut élu pour lui succéder. On déclara à Rome et à Madrid que sa ratification de la dispense provisoirement accordée par son prédécesseur était indispensable, et on entra en négociation avec lui pour l'obtenir.

Cependant, lorsqu'on apprit à Madrid que le roi Jacques avait juré tous les articles proposés et que les mesures favorables aux catholiques commençaient à s'exécuter, l'obstination et la réserve espagnoles se relâchèrent un peu; les articles préliminaires du mariage furent rédigés et officiellement acceptés par le roi Philippe IV, qui se porta caution du roi Jacques pour l'accomplissement des promesses faites en faveur des catholiques. On annonça que les fiançailles auraient lieu le 29 août suivant. Charles fut autorisé à voir l'infante plus souvent et plus librement. « Elle assiste publiquement avec moi au théâtre, écrivait-il (1) au roi son père, et dans deux ou trois jours elle prendra rang comme princesse d'Angleterre. » Deux grandes fêtes publiques, un combat de taureaux et un brillant jeu de cannes, furent données à Madrid en l'honneur de l'union prochaine; l'infante y parut « avec les couleurs du prince de Galles, en blanc, comme une colombe sans tache, ainsi qu'il convient à la majesté de l'Angleterre. » — « Nous n'avons pas été oisifs, écrivaient le 29 juillet (8 août) au roi Jacques son fils et son favori; nous pouvons maintenant vous dire avec certitude que le 29 août nous nous mettrons en route et que nous espérons emmener avec nous l'infante. Pourtant, s'ils ne voulaient pas la laisser partir avant le printemps, que notre contrat soit signé ou non, nous prions humblement votre majesté de laisser la décision de ce point à notre discrétion; nous sommes sur les lieux, nous voyons les choses de plus près et mieux sous leur vrai jour que vous ne pouvez le faire, vous et votre conseil. En tout cas, il n'y aura point de mariage que l'infante ne vienne avec nous, et nous pouvons dès à présent vous donner le plaisir de savoir que nous avons déjà convaincu le comte d'Olivarez qu'il convient qu'elle parte avec nous avant l'hiver; il fait faire des préparatifs pour son voyage; il forme sa maison : ce sont ses propres paroles qu'il nous chassera d'Espagne aussitôt qu'il pourra. Vous n'avez, quant à vous,

(1) Le 15 (25) juillet 1623.

rien de plus à faire que de nous envoyer l'ordre péremptoire de partir; veuillez le faire le plus tôt possible, non que nous craignions d'en avoir besoin, mais afin que votre fils (qui a témoigné pour la personne de l'infante beaucoup d'affection) puisse, à la faveur de votre ordre, se montrer pressé de partir sans passer pour un froid amant.»

Si Buckingham eût été moins léger et moins présomptueux, il n'aurait pas témoigné tant de confiance. Le lendemain même du jour où, de concert avec son prince, il se montrait si sûr de son prochain succès, il rendit au roi Jacques un compte détaillé des démarches qu'il venait de faire pour l'obtenir, et son récit seul prouve que ce succès était bien plus incertain qu'il ne se plaisait à le croire et à le dire : « Au milieu de la joie de cette cour, quand elle a su que ces propositions étaient acceptées, nous avons pensé, écrivait-il, que le moment était opportun pour mettre à l'épreuve leur bon vouloir et pour presser le départ immédiat de l'infante. Le prince m'a envoyé au comte d'Olivarez, pour lui en exposer les raisons. Je lui ai dit d'abord que cela prolongerait vos jours, à vous qui aviez si bien mérité de l'Espagne dans cette affaire et dans tant d'autres. Cela tournerait d'ailleurs à l'honneur du prince, qui autrement ne laisserait pas d'avoir à souffrir. L'infante gagnerait ainsi plus tôt les cœurs de votre peuple, ce qui permettrait de faire plus tôt aussi et plus aisément ce qu'elle désire et ce qu'ils désirent eux-mêmes en faveur des catholiques. En agissant autrement, nous n'atteindrions que l'un des deux buts pour lesquels nous sommes venus en Espagne; nous contracterions mariage, mais non pas amitié, ce qui ressemblerait beaucoup à l'alliance française. Les affaires de la chrétienté seraient d'ailleurs, si nous emmenions l'infante, plus promptement et plus aisément réglées. Si le comte avait en vue quelque avantage d'état qu'il se flattât d'obtenir au printemps prochain, je me faisais fort de lui prouver qu'il l'obtiendrait bien mieux à présent que lorsqu'en nous témoignant sa défiance il aurait éveillé la nôtre. J'ajoutai que votre majesté avait eu cette année de lourdes charges, et que ce délai les aggraverait pour les deux royaumes. Enfin je le priai de penser à mon pauvre petit intérêt à moi, qui avais emmené d'Angleterre notre prince parfaitement libre, et qui l'y ramènerais lié par un contrat et hors d'état d'avoir des héritiers jusqu'à ce qu'il plût à l'Espagne de lui donner sa femme. Si je n'étais pas le fidèle ami et serviteur du comte, je ne pourrais, lui dis-je, penser sans horreur et sans effroi à une telle responsabilité. Le comte m'interrompit souvent en murmurant et grommelant, et à la fin il me dit que je l'avais ensorcelé. Je suis sûr que, s'il y avait entre nous un sorcier, il y avait aussi un diable. De lui, j'allai à sa femme, qui, pour vous le dire en passant, est la meilleure femme du monde, ce qui me fait croire que tous les favoris ont de bonnes femmes. Je dis à la com-

tesse ce que j'avais fait; elle m'en approuva et me promit son assistance. Trois ou quatre jours après, le prince me renvoya conjurer le comte de former la maison de l'infante et de donner les ordres nécessaires pour leur voyage. Le comte me demanda quel jour le prince voulait partir, et indiqua lui-même notre 29 août, ce que le prince accepta. Deux ou trois jours après, la comtesse d'Olivarez me fit appeler, et je la trouvai désolée. L'infante lui avait dit, me dit-elle, que le prince voulait partir sans elle, et elle avait tant d'humeur de le voir si peu soucieux d'elle, qu'elle ne voulait pas être fiancée avant le jour où il quitterait Madrid. Le moyen de réparer cela, me dit la comtesse, était d'aller au comte et de remettre toute l'affaire entre les mains du roi d'Espagne en lui déclarant que le prince resterait plutôt ici sept ans que de partir sans sa maîtresse, tant elle possédait son cœur. Si je voyais que cette démarche ne fît point d'effet, le prince alors pourrait partir quand il voudrait, selon l'ordre de votre majesté. Je me rendis avec cette offre chez le comte d'Olivarez, qui me reçut comme un chien. Je demandai le lendemain une audience à l'infante pour la sonder. Votre majesté, lui dis-je, m'avait ordonné de lui rendre compte de tout ce qu'elle avait fait. Vous aviez surmonté bien des difficultés pour déterminer votre conseil à adopter les articles, et vous les aviez adoptés vous-même uniquement à cause d'elle. Vous aviez donné des ordres pour leur prompte exécution, et après avoir tout fait pour faire sa conquête, sans doute ses vertus vous feraient faire encore bien davantage. Cela dit, j'entretins l'infante de la résolution du prince, et je l'assurai qu'il n'avait jamais parlé de partir que pour obtenir plus tôt sa main; mais il n'osait plus renouveler ses instances, les voyant si mal interprétées, à moins qu'elle ne tînt pour convenu qu'il ne partirait jamais sans elle. Ceci lui plut fort... J'espère n'avoir pas mal fait en agissant ainsi; ce dont je suis sûr, c'est que cela n'a pas nui à notre affaire, car ce matin la comtesse d'Olivarez m'a fait dire que le roi, l'infante et le comte étaient parfaitement contens, et maintenant le prince se tient pour assuré de partir bientôt et d'emmener avec lui l'infante. »

Dès qu'il eut reçu ces lettres, Jacques fit ce que lui demandaient son fils et son favori : « Je vous ai donné, il y a déjà longtemps, leur écrivit-il (1), l'ordre de ne pas perdre de temps là où vous êtes et d'amener promptement ici votre maîtresse, ce qui est mon sincère désir, ou bien, si cela ne se pouvait pas, de revenir sans elle plutôt que de traîner plus longtemps à Madrid. J'ai de pressantes raisons de vous renouveler cet ordre. Je vous enjoins donc, au nom de ma bénédiction, de revenir promptement, avec elle ou sans elle.

(1) Le 10 (20) août 1623.

Je sais que votre amour pour elle vous a seul fait tarder à exécuter mon premier commandement, et c'est, j'en conviens, ma première joie en ce monde que vous l'aimiez ainsi; mais la nécessité de mes affaires me contraint à vous dire que vous devez mettre l'obéissance à un père au-dessus de l'amour pour une maîtresse. Que Dieu vous bénisse! »

Si la cour de Madrid eût vraiment souhaité le mariage, cette menace du prompt départ du prince de Galles, soit qu'il emmenât ou n'emmenât pas avec lui l'infante, n'eût probablement pas été sans effet; mais, malgré l'enthousiasme des premiers momens, malgré les protestations et les fêtes, le séjour prolongé de Charles et de Buckingham, loin de hâter le succès de la négociation, la rendait de jour en jour plus épineuse et plus vaine. Attirés, soit par la curiosité, soit par le désir de ne pas rester étrangers à l'important événement qui se préparait, un grand nombre d'Anglais, depuis les lords Carlisle, Kensington, Denbigh, etc., jusqu'au bouffon du roi Jacques, le bossu Archie, allaient en Espagne et entouraient le prince de telle sorte qu'il y avait, disait-on, à Madrid, une cour anglaise à côté de la cour espagnole. Par leurs idées et leurs mœurs, les Anglais étaient en contraste si profond avec les idées et les mœurs des Espagnols, qu'à chaque instant et sans s'en douter ils se déplaisaient et s'offensaient mutuellement. En présence des cérémonies catholiques de la semaine sainte, plusieurs des assistans anglais ne surent ou ne voulurent pas cacher leur antipathie ou leur dérision. Le roi Jacques avait envoyé à Madrid, pour le service religieux de son fils, deux ecclésiastiques anglicans, les docteurs Mawe et Wren, avec tous les ornemens nécessaires à la célébration de leur culte; ils n'osèrent pas en faire publiquement usage à Madrid, et de simples prières dans sa chambre à coucher furent le seul acte de sa religion que Charles crut pouvoir se permettre. Un de ses pages mourut d'une fièvre chaude; quelques heures avant sa mort, un prêtre vint pour le convertir. Sir Edmond Varney, le rencontrant sur l'escalier ou, selon d'autres, dans la chambre du mourant, se prit de querelle avec lui, et si le comte de Gondomar ne fût intervenu, l'affaire serait devenue sérieuse. Olivarez avait promis au prince de Galles, peu après son arrivée, qu'on ne le tracasserait point sur sa propre religion; on n'en fit pas moins, pour le convertir, les plus importuns efforts, et Olivarez lui-même insistant un jour dans ce sens : « Comte, lui dit Charles, vous manquez envers moi à votre parole; je ne manquerai pas à ma foi. » Un gentilhomme de la maison du prince, James Eliot, retournait en Angleterre; admis à prendre congé de Charles : « Plaise à Dieu, lui dit-il, que votre altesse ne demeure pas longtemps ici! C'est un lieu bien dangereux et bien propre à troubler et changer un homme; j'y ai éprouvé ma propre faiblesse,

et je m'en vais tout changé. — En quoi donc? lui dit Charles. — Dans ma religion. — Et qu'avez-vous donc vu qui ait pu vous faire changer? — Hélas! mon prince, en Angleterre j'avais tourné et retourné en tous sens la Bible pour y chercher le purgatoire, et, ne l'y ayant pas trouvé, je n'y croyais pas; mais depuis que je suis venu en Espagne, j'y ai trouvé le purgatoire, et votre altesse y est. Nous, les serviteurs de votre altesse, qui reprenons le chemin du paradis, nous offrirons à Dieu nos ardentes prières pour que vous en soyez délivré. »

Ce n'était pas seulement en matière de religion que se manifestaient les déplaisances et les antipathies; l'occasion s'en rencontrait dans les plus insignifiantes circonstances de la vie. « On prend ici, écrivait l'un des assistans, beaucoup de soins pour contenter le prince et ses gens, et quelques-uns des serviteurs du roi d'Espagne les servent à table dans le palais; je suis fâché d'entendre là souvent des moqueries sur la mauvaise chère espagnole, et toute sorte de paroles dédaigneuses. » Je trouve dans une dépêche inédite (1) de l'ambassadeur de Venise à Londres, Louis Valaresso, ce détail domestique : « Ici les ambassadeurs d'Espagne dînent avec le roi d'Angleterre, tandis qu'à Madrid le fils même du roi d'Angleterre ne dîne pas avec le roi d'Espagne... Le comte d'Olivarez a fait au prince un présent de figues et de raisins secs, de câpres et autres fruits semblables; envoyés au palais sur deux chariots, ils y sont arrivés le soir; le prince n'a pas voulu qu'on les déchargeât aussitôt, et le lendemain, en plein jour, il les a fait distribuer sans retenir pour lui la moindre chose. L'impertinence du présent et le dédain du prince sont connus, et on en fait des chansons dans toute la ville (2). »

Archie le fou ne supportait pas, de la part des Espagnols, la moindre parole désagréable, et se passait sur leur compte toutes ses fantaisies. On dit un jour devant lui qu'il était bien surprenant que le duc de Bavière, avec quinze mille hommes seulement, eût osé attaquer le gendre du roi Jacques, l'électeur palatin, qui en avait vingt-cinq mille, et qu'il l'eût mis en pleine déroute. « Je vous dirai, reprit Archie, quelque chose de bien plus surprenant : comment a-t-il pu se faire, en 1588, qu'une flotte de cent quarante vaisseaux soit partie d'Espagne pour envahir l'Angleterre, et qu'il n'en soit pas revenu seulement dix pour dire ce qu'étaient devenus les autres? » Un autre jour, on parlait du mariage de son prince avec l'infante. « Moi qui suis fou, dit Archie, je dirai ce que les sages n'osent pas écrire : le mariage n'aura jamais de fin, si on ne montre pas les dents aux Espagnols. »

(1) Du 1er décembre 1623. (Bibliothèque impériale, collection Dupuy, vol. 541.)
(2) *Ibidem.*

Buckingham croyait peut-être montrer les dents aux Espagnols quand il était avec eux plein d'arrogance, d'exigence et d'humeur capricieuse; mais les plus médiocres observateurs ne tardent guère à reconnaître si l'attitude et les paroles altières proviennent d'un ferme dessein ou d'un vice naturel de la personne. Dès ses premières relations avec Olivarez, l'orgueil frivole et susceptible de Buckingham avait éclaté; l'Espagnol était moins franc, mais aussi fier; ce ne fut bientôt plus entre eux un mauvais vouloir caché; l'inimitié en vint à ce point « qu'ils furent, écrit l'ambassadeur vénitien Valaresso, plusieurs jours sans se parler. » — « Ils ne se rencontraient jamais, raconta le garde des sceaux du roi Jacques à son biographe Hacket, sans se donner quelque marque de dédain; quand ils avaient à traiter ensemble, ils étaient comme deux grandes barques sur une mer agitée, qui ne peuvent s'approcher sans se heurter; à quelque proposition que ce fût, si l'un disait *oui*, l'autre disait *non*. » Soit qu'Olivarez l'eût en effet mérité, soit que Buckingham eût fait partager à son prince sa propre animosité, Charles, de retour à Londres et rendant compte, dans le conseil du roi son père, de son séjour à Madrid, témoigna sur Olivarez les mêmes sentimens : « Plus je suis resté en Espagne, dit-il, moins je l'ai trouvé mon ami, et plus il m'a parlé, moins il m'a tenu parole. » En même temps que Buckingham était ainsi avec le premier ministre espagnol en hostilité presque déclarée, il ne vivait pas en meilleure intelligence avec son propre collègue, le comte de Bristol, toujours ambassadeur ordinaire du roi Jacques en Espagne. La prudence de lord Bristol le gênait; sa faveur auprès de la cour de Madrid l'offusquait; il était venu en Espagne avec l'espoir d'enlever à l'ambassadeur ordinaire l'honneur de marier son prince, et maintenant il craignait ou que le mariage ne manquât, ou que lord Bristol n'eût plus de crédit que lui pour le mener à bonne fin; il s'efforça de ruiner à Londres et à Madrid ce crédit, qui lui portait ombrage. En vain le roi Jacques, par l'entremise de son garde des sceaux, lui fit signaler sa faute et l'engagea à s'en abstenir; Buckingham avait mesuré la faiblesse de son maître, et prenait plus de soin de le flatter que de lui obéir; le favori anglais resta en lutte plus ou moins ouverte avec le favori espagnol, et l'ambassadeur extraordinaire du roi d'Angleterre avec son ambassadeur ordinaire. Aussi, lorsque Charles et Buckingham retournèrent à Londres sans emmener l'infante, disait-on tout haut à Madrid : « Si le prince était venu seul, il ne s'en serait pas allé seul. »

De sa personne en effet Charles convenait et plaisait aux Espagnols; mais il n'était ni assez ferme ni assez habile pour réprimer ou pour réparer les fautes de son compagnon : il posait nettement et d'une façon absolue les questions qu'il avait à résoudre, et n'avait

ensuite ni assez d'autorité pour imposer les solutions qu'il désirait, ni assez d'adresse pour les faire accepter, ni assez de fermeté d'esprit pour reconnaître qu'il ne les obtiendrait pas et pour renoncer à les poursuivre. Quand Olivarez, conformément à l'expédient qu'il avait imaginé pour tirer son roi d'embarras, proposa que le fils aîné de l'électeur palatin, enfant de six ans à cette époque, fût fiancé à la seconde fille de l'empereur Ferdinand, et qu'il fût ensuite élevé à Vienne, ce qui impliquait sa conversion au catholicisme, Charles demanda au comte si, dans le cas où l'empereur se refuserait à tout arrangement raisonnable, le roi d'Espagne prêterait main-forte au roi d'Angleterre pour l'y contraindre. « Quoi! s'écria le comte, que mon maître prenne les armes contre son oncle, contre la ligue catholique, contre le chef de sa maison? Il ne le fera jamais. — Pensez-y bien, lui répondit Charles; si c'est là votre résolution arrêtée, tout est fini; ne comptez ni sur mariage, ni sur amitié. » Et pourtant il resta à Madrid et continua de négocier pour épouser l'infante. Quoi qu'en aient dit la plupart des historiens anglais, et malgré quelques paroles tendres qu'ils rapportent des deux parts, Charles ne trouvait ni dans ses sentimens pour cette princesse, ni dans ceux qu'elle lui portait, une impulsion et un point d'appui suffisans pour surmonter les obstacles religieux et politiques qui tenaient en suspens leur union; le confesseur de l'infante était très opposé à cette union et en détournait ardemment sa jeune pénitente : « Savez-vous, lui disait-il, quel malheur et quelle malédiction vous encourrez? Vous aurez toutes les nuits à côté de vous un homme condamné aux feux de l'enfer. » L'infante s'épouvantait, devenait mélancolique, et évitait soigneusement le prince, qui persistait à la rechercher sans l'aimer et sans être aimé.

Plus on approchait du terme, plus éclataient le vice de la politique incohérente des deux cours et, pour l'une comme pour l'autre, l'impossibilité du succès. Pour paraître un aussi grand monarque que les rois absolus du continent, le roi d'Angleterre avait voulu vivre non-seulement en paix, mais en alliance intime avec les catholiques comme avec les protestans, et pendant qu'en Allemagne il vouait sa fille à la cause protestante, il avait mis en Espagne la personne et la dignité de son fils entre les mains de la cour la plus catholique de l'Europe. Le roi d'Espagne de son côté, pour rompre l'intimité de l'Angleterre avec la France en restant en paix avec toutes deux, avait promis la main de sa sœur au plus protestant des grands princes européens, et s'était montré disposé à soutenir en Allemagne, sinon par ses armes, du moins par son influence, un petit prince protestant détrôné par la ligue catholique. Ni l'un ni l'autre des deux souverains n'avaient prévu dans quels embarras inextricables, dans quelles inconséquences choquantes et quels men-

songes alternatifs ils s'engageaient en poursuivant ce double et contradictoire dessein. Tant qu'il ne s'agit que de parler et de négocier, on put croire qu'on marchait vers le but; mais, quand vint le moment d'exécuter ce qu'on s'était dit, on se sentit perplexe et forcé de s'arrêter. Le roi Jacques n'osait ni abandonner en Allemagne les intérêts des protestans et de sa fille, ni tenir efficacement à Londres les promesses que, par la bouche de son fils, il avait faites à Madrid en faveur des catholiques. Philippe IV, de son côté, n'osait ni faire en Allemagne la guerre à l'empereur Ferdinand, son oncle et chef des catholiques, ni se refuser à rien de ce qu'exigeait le pape pour consentir au mariage protestant de l'infante sa sœur. Soit préméditation, soit imprévoyance, les deux gouvernemens se voyaient réduits à la fourberie ou à la duperie, et impuissans l'un et l'autre à accomplir ce qu'ils s'étaient mutuellement promis.

Pour sortir de cette ridicule situation, le roi Jacques et le prince Charles ne virent d'autre moyen, l'un que de rappeler formellement son fils à Londres, l'autre que d'y retourner précipitamment, laissant en suspens à Madrid toutes les questions que, par son chevaleresque voyage, il s'était flatté de résoudre. Cottington arriva le 15 août à Madrid, porteur de l'ordre de retour; quinze jours après, Charles et Buckingham écrivirent au roi Jacques : « Nous n'avons été si longtemps sans vous répondre que parce que nous voulions tenter tous les moyens possibles pour décider cette cour à laisser partir l'infante avant l'hiver. Par pure forme, ils ont convoqué et consulté l'assemblée des théologiens, après quoi ils ont persisté dans leur résolution. Les circonstances nous persuadent que la conscience n'est que la cause apparente, et non la vraie, qui les décide à retenir l'infante. N'ayant pu réussir à vous amener celle que nous désirions, nous nous consolons dans l'espérance de baiser bientôt les mains de votre majesté. » Le 7 septembre, le roi d'Espagne et le prince de Galles confirmèrent par un nouvel acte les articles, tant secrets que publics, que le roi Jacques avait jurés à Londres le 30 juillet, et qu'ils avaient signés eux-mêmes à Madrid le 4 août précédent. Sur la demande de Charles, Philippe IV lui promit que, s'il se retrouvait à Madrid au prochain jour de Noël, le mariage serait immédiatement célébré, quoique le délai pour le départ de l'infante restât fixé à l'ouverture du printemps. Enfin les stipulations relatives au paiement de la dot furent réglées, et le 9 septembre Charles écrivit à son père : « Nous prenons congé aujourd'hui, et nous commençons demain notre voyage. Voici dans quel état nous laissons nos affaires. Le pape étant malade, à ce qu'on dit ici, n'a pas encore donné pouvoir de remettre la dispense aux conditions convenues, ce qui fait que cette cour ne peut pas, quoique plusieurs

théologiens disent le contraire, contracter avec moi, votre fils; et, comme ils ne nous ont pas donné assez de réalités pour nous encourager à nous contenter d'incertitudes, j'ai jugé convenable, moi, votre fils, de laisser ma promesse de mariage au roi d'Espagne dans les mains de mylord Bristol, qui la lui remettra lorsque l'autorisation de remettre la dispense viendra de Rome. Quant à l'affaire du Palatinat, nous avons découvert les deux obstacles : d'abord ils disent qu'ils n'ont aucun espoir d'accommodement sans le mariage de votre petit-fils avec la fille de l'empereur. Nous savons que la proposition de ce mariage vous convient; mais nous ne savons pas si votre gendre et votre fille, et vous-même, vous vous arrangerez de la condition que votre petit-fils soit élevé à la cour de l'empereur. Le second obstacle, c'est qu'on veut bien rendre au palatin ses domaines et à son fils le rang et les droits d'électeur avec les domaines; mais ils ne veulent pas s'engager à rendre ce rang et ces droits au palatin, votre gendre, lui-même. Quant à la dot et aux intérêts matériels, nous vous en rendrons un compte exact quand nous aurons le bonheur de baiser les mains de votre majesté. »

Le même jour 9 septembre, pour bien constater que, si la célébration du mariage restait encore en suspens, l'engagement mutuel et définitif était en pleine vigueur, l'infante écrivit elle-même au roi Jacques : « J'ai été heureuse de recevoir la lettre que votre majesté a bien voulu m'adresser et par laquelle elle me témoigne tant de bienveillance et d'affection. Quoique j'éprouve ces sentimens dans la même mesure et à un égal degré, je reconnais que de la part de votre majesté ils sont pour moi une faveur, et je désire avoir quelque occasion de répondre (autant qu'il est en mon pouvoir) à un si grand bienfait. J'ai aussi à satisfaire au bon plaisir du roi, mon seigneur et frère, qui aime et estime si hautement votre majesté, ainsi que tout ce qui lui appartient. Que Dieu garde votre majesté comme je le désire!

« Votre très affectionnée,

« MARIE. »

Depuis longtemps déjà, l'infante avait reçu les présens de mariage; on commençait à former sa maison; elle portait le titre de princesse d'Angleterre, prenait assidûment des leçons d'anglais, et quand les deux ambassadeurs ordinaires du roi Jacques, lord Bristol et sir Walter Aston, paraissaient devant elle, ils n'avaient garde de rester la tête couverte selon l'usage espagnol, la considérant non plus comme infante, mais comme leur princesse.

Quand le bruit du prochain départ du prince de Galles se répandit dans Madrid, on s'en étonna, on en chercha le sens et la cause, on se demanda s'il avait quelque inquiétude d'être retenu contre

son gré, et s'il partirait en secret. A ce soupçon, Buckingham répondit fièrement : « C'est l'amour qui a poussé le prince à venir en Espagne; ce ne sera pas la peur qui l'en fera sortir; il s'en ira comme il lui convient, en plein jour. » L'infante dit en l'apprenant : « S'il m'aimait, il ne s'en irait pas. » Avant de quitter Madrid, on se fit de part et d'autre de magnifiques présens; le roi d'Espagne donna au prince dix-huit chevaux espagnols, six barbes, six jumens poulinières et vingt poulains, tous superbement harnachés. Charles offrit à l'infante un collier de deux cent cinquante perles de la plus belle eau, deux paires de boucles d'oreilles aussi en perles, et un diamant de grande valeur. Buckingham et Olivarez firent et reçurent aussi des présens. Quand les deux favoris se séparèrent : « Je reste à jamais, dit l'Anglais à l'Espagnol, le serviteur du roi d'Espagne, de la reine, de l'infante, et je leur rendrai tous les bons offices qui seront en mon pouvoir. Quant à vous, vous m'avez si souvent desservi et désobligé que je ne vous fais aucune déclaration d'amitié. — J'accepte vos paroles, » répondit Olivarez, et il s'éloigna brusquement. Le roi, la reine, l'infante, les deux infans ses frères et toute la cour accompagnèrent le prince jusqu'à l'Escurial, où il s'arrêta deux jours avec ce brillant cortége, admirant la majesté sombre de ce palais que les Espagnols appelaient la huitième merveille du monde, et dont ils se complurent à faire voir à leur hôte toutes les richesses. Le 12 septembre, on quitta l'Escurial. Le roi d'Espagne voulait conduire le prince encore plus loin. Charles s'y refusa. La reine était grosse et ne pouvait supporter cette fatigue. On convint qu'on se séparerait à quelque distance du palais. Comme on se rendait au point déterminé, un cerf se leva sur la route. La chasse s'engagea. Le cerf fut forcé dans un petit bois, où les chasseurs et le cortége trouvèrent une table richement servie. On s'arrêta encore là. Le roi et le prince, descendus de cheval, s'entretinrent une demi-heure en se promenant. Une petite colonne de marbre avait déjà été dressée sur cette place. Philippe et Charles, la main sur ce monument, se renouvelèrent leurs promesses d'alliance et d'amitié. On se sépara enfin. Le roi reprit la route de Madrid, et le prince se mit en marche pour Santander. Ils se quittaient l'un et l'autre sans confiance et pleins de doute sur l'avenir de leurs engagemens mutuels; mais les princes se servent également des démonstrations brillantes et caressantes pour manifester ou pour couvrir leurs sentimens.

En arrivant à Ségovie, Charles reçut du roi d'Espagne cette lettre écrite le jour même de leur séparation, en rentrant à l'Escurial :

« Au sérénissime prince de Galles, mon frère.

« Sérénissime seigneur,

« Puisque je n'ai pu, à cause du départ si prompt de votre altesse, l'accompagner jusqu'à la mer, comme je le désirais, j'ai voulu dire par cette lettre à votre altesse que je me tiens pour si obligé envers elle et envers le sérénissime roi de la Grande-Bretagne, qu'aucun pouvoir au monde ne me détournera d'accomplir tout ce qui a été convenu avec votre altesse, et de faire tout ce qui pourra resserrer encore nos liens d'alliance et d'amitié. Je promets à votre altesse d'écarter tous les embarras et les obstacles qui pourraient s'y opposer dans mes royaumes, et j'espère que votre altesse et le sérénissime roi de la Grande-Bretagne en feront autant, car nos intentions et nos désirs sont les mêmes. Et pour gage de cette confiance et sincère amitié, je confirme tout ce qui a été dit, j'embrasse votre altesse et je lui donne cette lettre écrite de ma main à Saint-Laurent, le 12 septembre 1623. »

Charles répondit sur-le-champ au roi :

« Sérénissime seigneur,

« Je ne puis me consoler d'avoir quitté votre majesté et de la solitude où je me trouve, après avoir joui, dans sa compagnie, de tant de bonté et de contentement, qu'en me disant que j'ai empêché votre majesté de venir avec moi jusqu'à la mer comme elle le voulait, car sa majesté la reine est si avancée dans sa grossesse et les chaleurs sont si fortes que c'eût été mettre en péril la santé de vos majestés, dont je désire la complète sécurité; cela nous importe beaucoup, au roi mon seigneur et père et à moi, après tout ce que j'ai éprouvé d'affection de votre majesté et après la lettre qu'elle vient de m'écrire de sa main. C'est pourquoi j'ai voulu dire, de ma main aussi, à votre majesté que j'ai la ferme résolution d'accomplir tout ce dont nous sommes convenus, mon père et moi, avec votre majesté, et de faire tout ce qui sera propre à resserrer, autant que possible, notre alliance et sincère amitié. Et quand même le monde entier voudrait y mettre obstacle, cela n'aurait, sur mon père ni sur moi, aucun effet, et nous tiendrions hautement pour ennemis ceux qui le tenteraient. Et en preuve d'amitié véritable, je confirme de ma main tout ce qui a été dit et j'embrasse votre majesté, que Dieu garde comme je le désire. — Ségovie, 13 septembre 1623, le bon frère et ami de votre majesté,

« CHARLES (1). »

(1) Documens espagnols inédits.

Au même moment, et de cette même ville de Ségovie où il écrivait au roi d'Espagne cette lettre, Charles faisait partir pour Madrid M. Clarke, attaché au duc de Buckingham, avec ordre de se rendre chez l'ambassadeur d'Angleterre, le comte de Bristol, et d'y attendre, sans rien dire, l'arrivée de la nouvelle dispense papale. Dès qu'elle arriverait, Clarke devait remettre à lord Bristol des instructions secrètes qui lui enjoignaient de ne point se dessaisir, jusqu'à nouvel ordre, de la procuration que le prince avait déposée entre ses mains, et par laquelle il autorisait le roi Philippe IV ou l'infant don Carlos à procéder, en son nom, à la célébration du mariage. Le bruit s'était répandu parmi les Anglais que, cette célébration une fois accomplie, l'infante Marie, plutôt que de se donner à un hérétique, se retirerait dans un couvent, laissant ainsi le prince de Galles marié et sans femme. Soit crédulité, soit empressement à saisir un prétexte pour éluder des engagemens qui lui devenaient importuns, Charles se hâta de se mettre en garde contre ce ridicule péril. Telles étaient les méfiances et les menées qui s'unissaient aux solennelles protestations et promesses d'amitié.

Pendant son voyage de l'Escurial à Santander, qui dura neuf jours, Charles fut partout reçu sur sa route avec des démonstrations à la fois magnifiques et populaires : les officiers royaux, civils et militaires, avaient ordre de lui témoigner les plus grands respects, et le peuple espagnol comptait toujours sur sa conversion et son mariage. Charles aimait les arts et s'arrêtait volontiers, à la grande satisfaction des magistrats municipaux et de la foule, pour visiter et admirer les églises, les monumens, les tableaux. A Valladolid, il eût voulu voir le vieux duc-cardinal de Lerme, qui y vivait dans la retraite, et qui, sous le règne précédent, s'était montré fidèle partisan de l'alliance anglaise; mais Olivarez, jaloux et soupçonneux, avait fait ordonner, au grand déplaisir du ministre déchu, qu'il s'éloignât momentanément de la ville. « De tout ce que m'a fait subir mon successeur, dit le duc de Lerme, rien ne m'a été plus amer. » A six lieues de Santander, Charles rencontra deux de ses compatriotes, sir Thomas Somerset et sir John Finett, venus au-devant de lui pour lui annoncer que la flotte anglaise, forte de dix bâtimens et commandée par le comte de Rutland, beau-père de Buckingham, l'attendait impatiemment en rade. « Quand j'appris au prince cette nouvelle, dit Finett, il me regarda comme s'il eût vu la figure d'un ange, et le duc de Buckingham, que j'en informai aussi un moment après, m'embrassa avec transport, et, tirant de son doigt un diamant qui valait bien cent livres, m'en fit don à l'instant. » Arrivé le 21 septembre à Santander, Charles voulut aller aussitôt visiter la flotte anglaise, et il emmena avec lui, pour se satisfaire en la leur mon-

trant, la plupart des Espagnols qui l'avaient accompagné; mais, dans son contentement, il resta si tard à bord du vaisseau amiral le *Prince* que, lorsqu'il en descendit dans sa barque pour retourner à la ville avec sa suite, la nuit était déjà venue. Il y avait une lieue de la flotte au rivage; une tempête s'éleva. « Les matelots qui conduisaient la barque du prince s'étaient trop livrés à la joie de le revoir en sûreté au milieu d'eux; ils avaient négligé de prendre un maître pilote; quelque hardis et habiles qu'ils fussent, ils ne savaient pas se servir de leurs rames sur cette mer furieuse aussi bien que dans les eaux de la Tamise; la marée et le vent étaient contre eux. Après avoir fait la moitié du chemin, ils virent qu'ils ne pourraient atteindre la terre sans courir le risque d'être brisés contre les rochers : ils essayèrent de regagner la flotte; mais l'obscurité et la force des courans ne leur permettaient pas de se diriger avec précision. » Le danger devenait grave; le capitaine du vaisseau la *Défiance*, sir Sackville Trevor, reconnut la barque royale, fit couvrir son bâtiment de torches allumées et jeter de tous côtés des cordes; les matelots de la barque s'en saisirent, et quelques minutes après le prince et sa suite étaient en sûreté à bord. Charles passa encore sept jours entre la rade et la ville, tantôt fêté à Santander par les Espagnols, tantôt les fêtant à bord de son vaisseau. « Son altesse avait dit adieu à l'Espagne, et se trouvait enfin dans son propre empire, la mer. Là elle recevait, avec la largesse britannique les grands de l'Hespérie étonnés de trouver, dans le désert de l'Océan, des fêtes qui surpassaient celles de leur superbe Madrid. »

C'était ainsi que le poète Waller célébrait, quelques mois après, le départ de Charles, qui, malgré ces brillantes apparences, dit à son bord, en mettant enfin à la voile le 28 septembre : « C'est une grande faiblesse et folie aux Espagnols de me laisser partir si librement après m'avoir au fond si mal traité. »

VII.

Dans la même flotte qui ramenait le prince de Galles en Angleterre, sur le vaisseau le *Saint-George*, était un grand seigneur espagnol, don Diego Hurtado de Mendoza, que le roi Philippe IV envoyait comme ambassadeur extraordinaire au roi Jacques pour le féliciter sur le retour de son fils, et sans doute aussi pour observer, pendant le voyage et à l'arrivée, l'attitude et les dispositions du prince, du roi, de la cour et du peuple anglais. Charles débarqua à Portsmouth le dimanche 5 (15) octobre au milieu des acclamations enthousiastes de la population, qui se trouvait à cette heure réunie dans les églises, et qui accourut tout entière sur le port au bruit de

son arrivée. Il en repartit sur-le-champ avec Buckingham pour aller coucher le même soir à Guilford, chez lord Annandale, d'où il se rendit le lendemain matin à Londres. L'ambassadeur espagnol aurait bien voulu suivre partout de près le prince; mais soit hasard, soit par suite de quelques soins prémédités, il ne put ni débarquer, ni repartir assez vite pour remplir exactement sa mission. « Le prince sortait de Portsmouth par une porte, dit sir John Finett, qui était chargé d'escorter Mendoza, que nous n'avions pas encore réussi à y entrer par l'autre. Logés dans la ville par billet du maire, nous y passâmes trois jours, tant il y avait de foule et d'embarras, avant que nous pussions nous pourvoir de voitures, de fourgons et de chevaux pour aller à Londres. » L'ambassadeur parvint enfin à se mettre en marche et à rejoindre à Londres (1) les deux autres ambassadeurs, ordinaire et extraordinaire, de son roi, don Carlos de Coloma et le marquis d'Inojosa, qui le reçurent à Exeter-House. Instruit de son arrivée, le roi Jacques lui envoya son grand chambellan pour lui offrir un logement et le défrayer pendant son séjour; mais Mendoza s'y refusa. « Le marquis d'Inojosa est mon parent, dit-il; je resterai chez lui et je me défraierai moi-même; c'est assez d'honneur pour moi que le roi me fournisse les meubles et les tentures de ma chambre. »

L'enthousiasme de Londres à l'arrivée du prince Charles fut, dit l'archevêque Laud dans son journal, « la plus vive et la plus universelle explosion de joie que j'aie vue en ma vie. » Dès qu'on sut qu'il allait arriver, toutes les cloches de la ville furent en branle, toutes les rues et toutes les églises pleines pour le voir passer et pour bénir Dieu de son retour. Il descendit d'abord au palais épiscopal de Lambeth, d'où l'archevêque Abbott le conduisit par la Tamise à York-House et de là à Whitehall, où le conseil du roi vint le féliciter. Charles ne s'arrêta que quelques heures à Londres, se refusa à l'empressement peu opportun du marquis d'Inojosa, qui lui demanda à l'instant même une audience, et repartit le soir pour Royston, où l'attendait le roi son père. « Toute cette journée, dit dans sa prose sincèrement affectée et emphatique un témoin oculaire, se passa, de la part de tout le monde, grands et petits, riches et pauvres, en divertissemens, fêtes, triomphes et actions de grâces; les quatre élémens, le feu, l'eau, l'air et la terre, semblaient applaudir à ce bienheureux jour; le ciel versa pendant neuf heures une pluie que la terre sèche et avide buvait avec joie, je pourrais dire avec amour, à la santé d'une si belle solennité. Dans toutes les places, rues, cours, coins et recoins, le feu ou plutôt les feux de joie s'élevaient au ciel

(1) Le 20 (30) octobre 1623.

en dépit de la pluie, et l'air vaste et vide retentissait des acclamations du peuple et du bruit de tous les instrumens, canons, mousquets, cloches, tambours et trompettes. Pas une boutique n'était ouverte; du matin au soir personne ne fit rien qu'apporter du bois pour alimenter les feux de joie ou vider les tonneaux et les pots, comme si le monde venait d'être sauvé d'un second déluge, et vraiment nous étions sauvés d'un déluge de chagrin. Les cabaretiers brûlaient jusqu'à leurs enseignes et faisaient couler auprès des feux leurs tonneaux, leurs cruches, leurs bouteilles pleines d'un vin brillant des couleurs de l'arc-en-ciel, et que de bons garçons, pareils à des salamandres en gaîté, buvaient sans se brûler ni se rassasier. La nuit comme le jour, il y eut, entre Saint-Paul et London-Bridge, cent huit feux de joie permanens, et toute la ville fut illuminée. » Ces joyeux transports populaires étaient l'expression des plus sérieuses passions nationales; le peuple anglais croyait sa religion comme son prince sauvés des périls qu'ils venaient de courir en Espagne, et le chapelain Hacket, qui fut plus tard évêque de Lichfield et de Coventry, fait de cette journée les mêmes récits que le poète-batelier Taylor, avec cette réflexion de plus : « Saint Augustin a raison de dire : « La joie publique éclate à la honte publique (1); » il y eut à Londres et à Westminster trop de bacchanales d'ivresse, et bien des gens furent offensés de voir payer au diable des actions de grâces qui n'étaient dues qu'à Dieu. »

Pendant que Londres et presque toutes les villes d'Angleterre, Cambridge, Oxford, Chester, Coventry, Leicester, Norwich, se livraient à cette allégresse, Charles et Buckingham arrivaient à Royston, où le roi Jacques les recevait en pleurant de joie. A peine réunis, ils s'enfermèrent ensemble dans le cabinet du roi, où ils restèrent plusieurs heures seuls, en conversation intime. Les courtisans de service dans le salon qui précédait le cabinet entendaient leurs voix sans distinguer leurs paroles : ils se parlaient tantôt très haut, tantôt tout bas; tantôt ils riaient, tantôt ils semblaient se quereller. On était pressé de savoir quel serait le résultat de leur entretien. On put s'en douter le soir au souper royal, car le roi Jacques se montra satisfait que le voyage n'eût pas amené une solution plus décisive; les engagemens des Espagnols pour le rétablissement de son gendre l'électeur palatin dans ses états n'étaient pas assez formels : « Je n'ai nulle envie, dit-il, de marier mon fils avec les larmes de ma fille pour dot. » Quelle était la portée de ce langage? Le compte que venaient de lui rendre Charles et Buckingham de leur séjour en Espagne avait-il convaincu le roi Jacques que la cour de Madrid ne vou-

(1) *Publicum gaudium celebratur per publicum dedecus.*

lait pas sincèrement le mariage, et y renonçait-il sérieusement lui-même? ou bien cédait-il à contre-cœur, et sauf meilleur avis, au déplaisir que Charles et Buckingham rapportaient de Madrid et à leur éloignement pour l'union qu'ils étaient allés y chercher? Il y eut, je pense, à ce moment, dans le langage et la conduite du roi Jacques, plus de faiblesse que de résolution réelle, et il se laissa dominer par l'humeur de son fils et de son favori, sans abandonner effectivement son propre et ancien désir. Quoi qu'il en soit, le surlendemain même du retour des deux voyageurs (1), il envoya à son ambassadeur, lord Bristol, l'ordre de demander à la cour de Madrid des paroles plus catégoriques quant au rétablissement de l'électeur palatin, et aussi de faire ajourner aux fêtes de Noël la cérémonie des fiançailles, où, selon la procuration qu'il avait laissée en partant, le prince Charles devait être représenté par le roi Philippe IV ou par l'infant don Carlos.

Rien ne pouvait être plus embarrassant pour l'ambassadeur, ni plus blessant pour le roi d'Espagne et pour l'infante elle-même. Depuis le départ du prince Charles, lord Bristol, dévoué au mariage, avait assidûment travaillé à dissiper les doutes de son prince et de l'infante sur leurs sentimens mutuels, et à établir qu'ils étaient vraiment épris l'un de l'autre. « J'ai à donner à votre altesse, écrivait-il à Charles (2), quelques détails sur la princesse qu'il lui sera, je pense, agréable de connaître. Après que votre altesse a eu quitté Madrid, quelques soupçons se sont élevés, surtout à cause des lettres de quelques personnes qui avaient accompagné votre altesse à Santander, sur votre affection pour l'infante et sur l'exacte observation des engagemens convenus; mais je puis assurer votre altesse qu'il n'a pas été possible de faire naître dans le cœur de l'infante la moindre méfiance sur vos sentimens pour elle : elle a toujours témoigné son déplaisir à ceux qui osaient lui tenir ce langage, et elle a toujours parlé de votre altesse avec un respect et un attachement dont les personnes qui l'entourent ne laissent pas d'être un peu surprises.

« Avant l'embarquement de votre altesse, quelques personnes avaient témoigné le désir que la princesse vous envoyât quelque gage d'affection. Je puis dire à votre altesse que la comtesse d'Olivarez n'y était point contraire, ni, j'en suis sûr, la princesse elle-même; mais on a dit que cela ne pouvait se faire sans l'autorisation du conseil, et les membres de ce conseil ont allégué que, si votre altesse n'accomplissait pas ce qui a été convenu, de telles marques

(1) Le 8 (18) octobre 1623.
(2) Le 21 septembre (1er octobre) 1623.

d'engagement rendraient la princesse impropre à tout autre mariage, de quoi la princesse, en apprenant ce propos, a été très offensée, et elle a dit que les gens du conseil étaient des impertinens de croire qu'elle fût une femme prête à un second amour et à recevoir deux fois leur approbation pour divers maris. La vérité est qu'en l'absence de votre altesse la princesse a déclaré son affection pour vous plus qu'elle n'avait jamais fait quand vous étiez ici, et votre altesse ne peut imaginer combien le roi, l'infante et toute la cour sont charmés de vos lettres quotidiennes au roi et à elle.

« Depuis que j'ai su votre altesse embarquée, j'ai parlé de l'appréhension où vous aviez paru être que l'infante n'entrât en religion après les fiançailles. La comtesse d'Olivarez en a entretenu l'infante, qui s'est fort égayée à l'idée qu'on pût avoir un tel doute; jamais en sa vie, a-t-elle dit, elle n'a pensé à se faire religieuse, et elle aurait grand'peine à le devenir maintenant, uniquement pour éviter le prince de Galles, à qui elle doit une reconnaissance infinie. J'ai répondu que vous ne doutiez nullement de la bienveillance de la princesse, mais qu'elle pourrait être contrainte à ce que d'autres personnes exigeraient d'elle, car votre altesse voyait qu'on ne faisait rien ici que ce que voulaient les théologiens ou le conseil. A cela, et après en avoir parlé à la princesse, on m'a répondu qu'après les fiançailles la princesse serait elle-même sa maîtresse, que ni le roi ni le conseil n'auraient rien à voir auprès d'elle en pareille affaire, et qu'elle ne doutait pas que, s'il était convenable qu'elle écrivît elle-même au prince, elle dissiperait aisément ce doute et tout autre qui pourrait s'élever sur son affection pour votre altesse. La vérité est que je n'ai jamais parlé de ce scrupule sans que la comtesse d'Olivarez éclatât de rire, et elle m'a dit que la princesse en faisait autant. Et pour dire mon opinion à votre altesse en fidèle serviteur, je dois la prévenir que, si l'on insistait sur ce doute, il y serait à l'instant répondu et satisfait de telle sorte qu'on n'y pourrait plus voir qu'un prétexte d'ajournement ou de rupture. Je demande donc humblement à votre altesse de promptes instructions à ce sujet.

« Je finirai cette lettre en disant à votre altesse que je rends mes devoirs une fois par jour à la princesse en présence de la reine. Elle me reçoit très gracieusement, et me parle toujours très affectueusement de votre altesse. Je prie Dieu de rendre votre altesse aussi heureuse en toute chose qu'elle le sera en femme, car il n'y a certainement pas au monde une plus digne et plus vertueuse princesse. »

Quoiqu'on se méfiât un peu à Madrid des dispositions et de l'influence de Buckingham, on ne se doutait pas des hésitations de Lon-

dres et des nouvelles difficultés qui s'y préparaient. On croyait le désir du mariage espagnol toujours si vif dans l'esprit du roi Jacques, et ses engagemens, comme ceux du prince son fils, paraissaient si formels, qu'on était convaincu qu'ils se contenteraient l'un et l'autre de ce qu'on leur promettait en faveur de l'électeur palatin, comme ils avaient accepté ce qu'on avait exigé d'eux en faveur des catholiques. Dans cette persuasion, et comptant aussi sur l'arrivée très prochaine de la dispense définitive du nouveau pape, le roi d'Espagne faisait faire tous les préparatifs du mariage; on construisait et on ornait de magnifiques tentures une galerie couverte allant du palais à l'église; on expédiait dans les principales villes du royaume des ordres pour les réjouissances publiques; enfin, la dispense papale arrivée, on fixa le jour des fiançailles au 29 novembre, celui du mariage au 9 décembre; on adressa à la noblesse espagnole l'invitation d'y assister, et, en attendant ces solennelles cérémonies, les deux ambassadeurs d'Angleterre, sir Walter Aston et le comte de Bristol, étaient traités avec la faveur la plus familière. « Nous n'avons pas besoin, comme les autres ambassadeurs, de demander une audience pour voir le roi, écrivait lord Bristol (1); nous avons libre accès auprès de lui en lui faisant dire, par un gentilhomme de sa chambre, que nous sommes là. Le 7 de ce mois, à l'occasion d'un incident dans l'affaire du Palatinat, il nous fit appeler à l'Escurial, où il était allé passer quelques jours pour la chasse; à peine étions-nous arrivés que le comte d'Olivarez nous emmena dans la chambre du roi, que nous trouvâmes en robe de chambre, comme il est avec ses serviteurs personnels; il nous reçut avec une affabilité singulière : maintenant, nous dit-il, qu'il regardait notre prince comme son frère, il voulait nous traiter, non comme des ambassadeurs, mais comme des personnes de sa maison. Après le dîner, il nous mena promener dans son carrosse, où nous étions seuls avec son frère don Carlos et le comte d'Olivarez. Le lendemain matin, il voulut que nous allassions chasser librement dans les bois voisins du palais, où nous tuâmes chacun un cerf, et, de retour à l'Escurial, nous fûmes admis à voir dîner le roi. Ces façons d'agir, qui paraîtront de peu d'importance en Angleterre, où elles sont habituelles, sont ici regardées comme des faveurs extraordinaires, et telles, j'ose le dire, qu'on n'en avait encore pas vu d'exemple. »

Il y eut quelques embarras sur la question de la dot. « Non-seulement le comte d'Olivarez, écrivit lord Bristol au prince Charles (2), mais tout le conseil ignorait ce qui s'était passé du temps du feu

(1) Le 24 octobre (3 novembre) 1623.
(2) Le 24 septembre (4 octobre) 1623.

roi. Ils ont fait rechercher les précédens, et ils ont trouvé que les deux millions d'écus demandés étaient quatre fois plus qu'on n'avait jamais donné à une fille d'Espagne. Ils ont allégué qu'on dirait que le roi d'Espagne achetait l'amitié et l'alliance de l'Angleterre, et qu'après un tel précédent l'Espagne ne pourrait plus marier ses filles. J'ai insisté en disant que le feu roi en était ainsi convenu avec moi, et que le roi régnant m'avait plusieurs fois assuré par écrit qu'il poursuivrait l'affaire comme l'avait engagée son père, et qu'il tiendrait tout ce qui avait été promis. J'ai demandé qu'on examinât les documens originaux et les délibérations du conseil du feu roi. Le secrétaire, don Juan de Ciriça, les a produits très honnêtement, et j'ose dire que quiconque les a vus ne peut douter que le feu roi ne voulût réellement le mariage. C'était là certes l'occasion la plus commode pour désavouer de précédentes démarches, et j'étais bien décidé à les mettre à cette épreuve; mais le roi et son conseil, en voyant ce qui avait été promis par son père, ont aussitôt résolu de tenir parole pour les deux millions, en représentant à sa majesté le roi mon maître combien cette dot était grosse, et en espérant que sa majesté prendrait ce fait en considération dans les négociations qui pourraient avoir lieu désormais entre les deux royaumes. »

Le comte d'Olivarez remit en effet à lord Bristol une note portant : « Le roi catholique mon maître consent volontiers à donner les deux millions de couronnes, de douze réaux chacune, que le roi son père a offertes au très sérénissime prince de Galles avec la main de l'infante doña Maria, sa fille. Le mode de paiement de ces deux millions est à considérer encore plus que la somme même, laquelle étant si forte et si supérieure à ce qui a été l'usage de cette couronne dans les mariages dont elle a eu à traiter, il est convenable d'admettre quelque délai et facilité pour l'acquittement. En conséquence, et en témoignage de l'affection et de l'estime qu'elle porte au prince et du prix qu'elle attache à l'alliance et à l'union avec la personne et la couronne du roi de la Grande-Bretagne, son père, sa majesté catholique paiera les deux millions comme il suit : 1° trois cent mille écus en espèces au moment du départ de l'infante; 2° autres trois cent mille écus en diamans et joyaux estimés à leur valeur réelle et en accord avec la grandeur de leurs altesses; 3° les quatorze cent mille écus restans seront le fonds d'une annuité, au taux de vingt mille écus d intérêt pour un million de capital, à compter du jour de la célébration du mariage, laquelle rente sera remise annuellement à Anvers, au compte et risque de sa majesté catholique mon maître. »

Après avoir ainsi transmis au prince Charles, sur la question d'affection et sur la question d'argent, des informations qui lui sem-

blaient, à lui, pleinement satisfaisantes, le comte de Bristol, touché aussi de la question d'honneur, lui écrivit en outre : « Que votre altesse me permette maintenant de lui parler en fidèle et franc serviteur. Si c'est le vœu de votre altesse qu'il soit fait usage, pour votre mariage, des pouvoirs que vous avez laissés entre mes mains, je ne doute pas que votre altesse n'obtienne à cet égard telle satisfaction que tout le monde trouvera raisonnable; mais si votre altesse désire qu'il ne soit pas fait usage de ces pouvoirs, ils pourraient être retenus pour d'autres bonnes raisons qui naîtront dans la négociation des intérêts matériels, et on pourrait, je crois, faire différer les fiançailles sous des prétextes plausibles. Mais voici, à mon sens, les inconvéniens qui en résulteront. D'abord ce sera un grand déplaisir pour l'infante, qui, tant que les fiançailles ne sont pas faites, ne s'appartient pas à elle-même, et est gouvernée selon le bon plaisir du conseil, ce dont elle commence, je crois, à être lasse. Jusque-là elle ne peut déclarer qu'elle vous appartient, ni vous plaire en répondant à vos lettres et à vos messages, et en vous témoignant les respects et les soins qu'elle serait, je le sais, charmée de vous rendre. Si elle pouvait, d'une façon quelconque, supposer que le retard des fiançailles vient de votre altesse, elle le prendrait, je pense, avec beaucoup d'amertume. Cela inspirerait d'ailleurs au roi et à ses ministres de grandes méfiances, et les résolutions qu'il faut prendre pour exécuter ce qui a été convenu en seraient fort ajournées. Voici donc ce que je soumets à la sagesse de votre altesse : quand vous aurez reçu, sur le point spécial qui vous a préoccupé, la satisfaction quelconque que vous désirerez, et quand les articles de la dot seront réglés, votre altesse veut-elle que, même après l'arrivée de l'approbation du pape, je me fasse encore scrupule de remettre au roi d'Espagne les pouvoirs de votre altesse pour le mariage? Si c'est là votre intention, je suis sûr qu'on ne me pressera point, car il ne serait pas décent qu'on insistât, du côté de la femme, pour la prompte célébration; mais, indépendamment même du mécompte et du chagrin qu'en ressentira l'infante (ce qui me touche par-dessus tout), cela fera naître de tels ombrages et de telles méfiances que toute l'affaire en sera entravée, et que nous verrons le roi d'Espagne et ses meilleurs conseillers arrêter toutes les démarches, tous les préparatifs auxquels ils se livrent aujourd'hui de bonne humeur et avec confiance, décidés, comme je crois qu'ils le sont, à accomplir ponctuellement tout ce dont ils sont convenus avec votre altesse. »

Ces lettres de lord Bristol, les informations qu'il transmettait, les observations qu'il présentait, embarrassèrent un peu à leur tour le roi Jacques et son fils. Ils reconnurent que la crainte de voir l'infante se retirer dans un couvent, quand une fois les fiançailles au-

raient eu lieu, n'avait nul fondement, et ne pouvait décemment servir de prétexte au retard de cette cérémonie. Quant au mariage même, Bristol leur fit observer que les pouvoirs laissés entre ses mains pour autoriser le roi Philippe IV ou l'infant don Carlos à représenter ce jour-là le prince de Galles expiraient précisément à Noël, et qu'ainsi on ne pouvait honorablement demander que la célébration fût ajournée jusqu'à cette époque, puisque Charles n'aurait plus alors à Madrid de représentant légal. On envoya à Bristol de nouveaux pouvoirs qui prolongeaient au-delà de Noël ceux qui lui avaient d'abord été remis; mais, sur la question encore en suspens, la restitution du Palatinat à son gendre, le roi Jacques définit et maintint plus rigoureusement qu'il n'avait encore fait ses exigences. Il demanda formellement que le roi d'Espagne intervînt comme médiateur auprès de l'empereur Ferdinand II, pour faire rendre complétement et sans réserve au palatin ses états, son rang et ses droits d'électeur, qu'un terme fût fixé à cette médiation, et que si, ce terme arrivé, la médiation n'avait pas réussi, le roi d'Espagne unît ses armes à celles de l'Angleterre pour contraindre l'empereur à la restitution demandée. Et ce ne fut pas sur les seules questions politiques que le roi Jacques se montra exigeant. « Quant à la dot, écrivit-il à lord Bristol, nous repoussons absolument les joyaux et la rente annuelle, comme contraires au premier arrangement, et nous attendons la somme totale en espèces, à des termes dont on conviendra. Nous vous enjoignons de régler expressément cet article avant de remettre les pouvoirs qui sont entre vos mains.»

La cour de Madrid fut surprise : Jacques ne l'avait pas habituée à tant de raideur. Un incident diplomatique vint accroître ses défiances. Peu de jours après l'arrivée du prince Charles auprès de son père, les deux ambassadeurs espagnols, qui ne l'avaient pas encore vu, le marquis d'Inojosa et don Carlos de Coloma, partirent de Londres pour aller à Royston le féliciter. Dans la route, à Buntingford, un messager vint au-devant d'eux leur dire, de la part du roi, que soit le jour même, soit le lendemain, comme cela leur conviendrait, il leur donnerait audience à Royston, et le prince après lui, mais que, dans l'une et l'autre hypothèse, ils seraient obligés de retourner immédiatement à Buntingford, Royston étant un lieu mal préparé pour de telles réceptions. Le marquis d'Inojosa fut choqué d'autant plus que, la semaine précédente, l'ambassadeur de France, le comte de Tillières, avait été reçu et logé à Royston avec une extrême courtoisie de toute la cour. Le vent soufflait donc là vers la France. Les deux Espagnols se rendirent à Royston et en repartirent aussitôt, se disant satisfaits de l'accueil qu'ils avaient reçu, mais irrités et pleins de soupçons. Ils rendirent sur-le-champ compte à

Madrid de leur déplaisir, et de ce moment leur correspondance ne cessa d'inquiéter leur cour sur le tour nouveau que prenaient à Londres les affaires, et d'imputer à Buckingham le travail hostile dont le mariage espagnol devenait évidemment l'objet.

La réponse de Philippe IV aux demandes du roi Jacques pour le rétablissement de l'électeur palatin fut telle qu'on pouvait et qu'on devait l'attendre d'après son attitude et son langage dans tout le cours de la négociation : il promit d'agir comme médiateur, et en y employant toute son influence, auprès de l'empereur Ferdinand II, il approuva qu'un terme fût fixé à cette médiation et parut en espérer le succès; mais il se refusa à l'engagement de faire la guerre en Allemagne, de concert avec l'Angleterre, si les voies pacifiques ne réussissaient pas : « Par une telle menace, je sortirais, dit-il, de mon caractère de médiateur et d'arbitre dans l'affaire, et je donnerais à l'empereur mon oncle un juste motif d'offense, en manquant au respect que je lui dois. »

Jacques fut très perplexe; il voyait approcher ce qui lui déplaisait le plus, la nécessité d'une résolution definitive, la ruine de ce mariage espagnol qu'il poursuivait depuis sept ans, et, à la suite de la rupture avec l'Espagne, peut-être la chance d'une guerre. Pour échapper à cette situation, il eût fallu que Jacques domptât les prétentions obstinées de son gendre et les passions vindicatives de son favori : c'était plus de courage et d'autorité qu'il n'en avait. Dans son impuissance, il restait triste et presque solitaire à Newmarket, oubliant jusqu'à son divertissement habituel de la chasse, et ne recevant plus ses courtisans, même dans les jours de fêtes et d'hommages solennels. Il essaya de résoudre la question du Palatinat par une négociation directe avec le rival de son gendre, le duc Maximilien de Bavière; un capucin alla et vint à plusieurs reprises d'Allemagne en Angleterre et des Pays-Bas en Hollande, pour amener les deux prétendans à des concessions mutuelles. Les ambassadeurs d'Espagne à Londres furent un moment inquiets de cette tentative, et demandèrent à Jacques une audience pour l'en entretenir : ils ne furent admis auprès de lui qu'à grand'peine, en présence de Buckingham, et sans succès. Mais le palatin détrôné et le duc de Bavière vainqueur se refusèrent également à tout accommodement efficace; c'était toujours le parti protestant et le parti catholique aux prises et tous deux intraitables. Jacques, lassé, céda en hésitant toujours. Sans rompre ouvertement avec la cour de Madrid, il lui montra clairement qu'elle ne pouvait plus compter sur lui; il rappela le comte de Bristol de son poste d'ambassadeur extraordinaire en Espagne, donnant ainsi satisfaction à la double haine de Buckingham, et retirant de Madrid le seul Anglais en qui les Espagnols

eussent confiance, le seul aussi qui persévérât dans la pensée primitive de sa mission.

Dans les premiers jours de janvier 1624, lord Bristol avec sir Walter Aston, son collègue, qui devait rester à Madrid après lui, se présenta chez le comte d'Olivarez pour lui annoncer son rappel et le prier de demander pour lui au roi Philippe IV une audience de congé. « J'ai beaucoup de choses à vous dire par ordre du roi, lui dit Olivarez. Nous avons reçu d'Angleterre de complètes informations; nous savons que la mesure dont vous souffrez est l'œuvre de vos ennemis, et qu'ils n'ont pu vous imputer d'autre crime que votre zèle à accomplir le mariage pour lequel vous avez été envoyé ici. Le roi mon maître ne peut pas ne pas prendre cela fort à cœur; il se tient pour obligé de déclarer au monde que vous n'avez rendu au roi de la Grande-Bretagne que d'excellens services, et pour encourager ses propres ministres et tous les autres ministres d'Europe à servir fidèlement leurs maîtres, je suis chargé de vous offrir un blanc seing de mon roi, où vous pourrez mettre, pour votre propre compte, toutes les conditions et demandes qui vous conviendront. Mon roi ne se propose point de corrompre un serviteur du roi de la Grande-Bretagne, mais de manifester hautement ce qui est dû à la conduite de votre seigneurie. Dans l'offre que je vous fais sont compris tous les domaines, toutes les dignités dont le roi mon maître peut disposer; vous avez le choix. — J'ai un vif regret, répondit Bristol, des paroles que vous voulez bien m'adresser. Sa majesté catholique ne me doit rien. Ce que j'ai fait, je l'ai fait par ordre du roi mon maître, et non pour servir l'Espagne. Quelque motif que je puisse avoir de craindre le pouvoir de mes ennemis, je me confie dans l'innocence de ma cause et dans la justice de mon roi. Je ne puis me croire dans aucun danger; mais, dût-il m'en coûter la tête en arrivant à Londres, j'irai me mettre aux pieds et à la merci de sa majesté. Plutôt mourir sur un échafaud que d'être duc de l'Infantado en Espagne! »

On ajoute qu'indépendamment de cette démarche solennelle, Olivarez, informé que Bristol, loin de s'enrichir dans son ambassade, y avait dépensé une grande partie de sa propre fortune, lui offrit, au moment de son départ, une somme considérable, le pressant de l'accepter, car personne ne le saurait. « Pardon, reprit Bristol, il y aura quelqu'un qui le saura et qui le dira au roi d'Angleterre : c'est le comte de Bristol. »

Dès qu'ils apprirent que lord Bristol était rappelé, Philippe IV et son conseil regardèrent le mariage de l'infante comme abandonné, et, sans la déclarer formellement, ils manifestèrent leur conviction par leurs actes. Soit accident, soit chagrin, l'infante était souffrante

et retenue dans son lit. On cessa de lui donner le titre de princesse d'Angleterre, elle ne prit plus de leçons d'anglais; l'ambassadeur anglais ne fut plus admis à la voir ni à lui remettre des lettres; les diamans et autres présens de mariage ne furent pas immédiatement renvoyés au roi Jacques, mais on dit tout haut qu'ils le seraient quand les dépêches des ambassadeurs espagnols à Londres auraient confirmé ce que le rappel de lord Bristol faisait présumer. Enfin Philippe IV partit de Madrid pour aller visiter les ports d'Andalousie et la flotte, qui eut ordre de s'y réunir. « Les langues sont ici déchaînées sur les procédés de sa majesté et de son altesse, écrivit sir Walter Aston au secrétaire d'état Conway. Je fais tout ce que je puis et tout ce qu'autorisent mes instructions pour leur donner, des intentions réelles de notre roi, une meilleure idée; mais plusieurs me disent nettement que, pendant que je dis une chose, les actions de sa majesté et de son altesse sont toutes contraires. Je crois donc de mon devoir de vous avertir qu'ils ne s'attendent ici à rien moins qu'une guerre, qu'ils ont déjà tenu plusieurs conseils à ce sujet, et qu'ils se mettent sérieusement à l'œuvre pour se préparer à ce qui peut arriver. Autant que j'en puis juger, il est grand temps que sa majesté prenne quelque moyen de dissiper cet orage, ou qu'elle fasse des préparatifs analogues. »

Rien ne déplaisait plus au roi Jacques qu'une telle perspective : « La guerre, disait-il, ne rendra pas à mon gendre le Palatinat. » Vers Noël, il quitta Newmarket, revint à Londres, convoqua son conseil et lui soumit ces deux questions : le roi d'Espagne a-t-il voulu sincèrement le mariage de l'infante avec le prince de Galles? dans la négociation relative au Palatinat, a-t-il violé l'alliance entre les deux royaumes de façon à mériter qu'on lui déclare la guerre? La perplexité du conseil fut extrême; la plupart de ses membres étaient dans la clientèle de Buckingham; tous savaient avec quelle ardeur il était devenu l'ennemi de l'Espagne, tous redoutaient son pouvoir sur le roi et sur le prince, les exigences et les emportemens de son orgueil. « Que la liberté d'un pauvre homme est préférable à la servitude d'un grand-officier de la couronne! disait le garde des sceaux Williams à ses affidés; faut-il que je perde mon patron ou ma raison? » Buckingham le menaça hautement de le ruiner s'il ne lui demeurait pas fidèle. La loyauté politique et sans doute aussi la connaissance qu'on avait des désirs secrets du roi prévalurent dans cette occasion sur les instances et les menaces du favori; presque tous les membres du conseil votèrent que le roi d'Espagne avait voulu sincèrement le mariage et qu'il n'y avait pas, dans sa conduite quant au Palatinat, motif de lui déclarer la guerre. Buckingham sortit furieux du conseil, « poursuivant et querellant les conseillers

de chambre en chambre, comme une poule qui a perdu sa couvée et qu'aucun de ses poussins ne suit plus. » Jacques de son côté se lamentait de la discorde de ses serviteurs et disait tristement : « Si j'avais envoyé mon garde des sceaux Williams en Espagne avec mon fils, il m'aurait conservé le repos d'esprit et l'honneur, deux chances qui me manquent à la fois. » Mais sa tristesse ne lui donnait pas plus de courage contre son favori, soutenu par son fils, et ses habitudes domestiques avaient sur lui bien plus d'empire que ses convictions de roi. N'osant pas se décider contre Buckingham, et selon l'avis de son conseil, il convoqua le parlement pour décider à sa place, sachant bien d'avance que le parlement serait de l'avis de Buckingham et non pas du sien.

Loin de s'attiédir, le sentiment public qui avait accueilli Charles et Buckingham à leur retour de Madrid s'était de jour en jour échauffé et répandu dans le pays; de jour en jour, l'antipathie anglaise pour le mariage espagnol était devenue plus générale et plus hardie. Imprimés ou écrits à la main, tolérés ou interdits, des pamphlets destinés à la justifier et à la fomenter étaient partout colportés et lus avec avidité. Tantôt c'était *Tom le Véridique* (1) qui s'adressait au roi Jacques et lui exposait avec une rudesse campagnarde les idées et les jugemens populaires; tantôt on s'appliquait à exciter contre les Espagnols les colères anglaises en racontant les froideurs et les mauvais procédés que rencontraient en Espagne les Anglais, même lord Bristol dans quelques-unes de ses missions. On publiait, sous le nom de *Voix du Peuple ou Nouvelles d'Espagne*, de prétendues conversations et délibérations dans le conseil de Madrid, où Gondomar expliquait complaisamment toutes les menées, tous les artifices par lesquels il abusait et dominait, au profit de la politique papale ou espagnole, le roi d'Angleterre et ses conseillers. Dans un autre pamphlet intitulé *Voix du Ciel ou Nouvelles venues du Ciel*, le roi Henri VIII, les reines Marie et Élisabeth, le feu prince de Galles Henri et d'autres morts célèbres s'entretenaient des affaires du monde, « entretiens dans lesquels étaient démasquées et fidèlement mises au jour l'ambition et les perfidies de l'Espagne envers la plupart des royaumes et des états libres de l'Europe, surtout envers l'Angleterre et surtout à l'occasion du mariage projeté entre le prince Charles et l'infante doña Maria. » La liberté de la presse n'était alors ni reconnue en principe ni légalement garantie; mais les libertés générales de l'Angleterre étaient assez fortes pour que les idées et les sentimens publics ne pussent être étouffés, et pour que leur influence pénétrât dans le gouvernement.

(1) *Tom tell truth.*

Les favoris des rois ont leurs jours de bonne fortune auprès des peuples : Buckingham ne manquait ni de hardiesse, ni de savoir-faire; ses passions personnelles étaient en ce moment d'accord avec la passion nationale; il l'exploita en la servant. Sans se soucier des désirs secrets et des alarmes du roi son maître, il encouragea toutes les manifestations, toutes les publications anti-espagnoles; un ministre puritain, Preston, l'un des chapelains du prince Charles, devint son intermédiaire auprès des protestans les plus ardens; il se concerta avec les chefs de l'opposition dans le parlement près de se réunir. En présence de son pouvoir et de son succès, ses adversaires dans la question du mariage espagnol, le garde des sceaux Williams et le comte de Bristol lui-même, s'intimidèrent et firent effort pour se réconcilier avec lui. « L'état actuel des affaires du roi exige le concours de tous ses serviteurs et de tous ses ministres, lui écrivit Bristol (1), qui n'avait pas encore quitté Madrid; c'est ce qui me fait offrir à votre grâce mes services, et s'il y a eu entre nous quelques malentendus, j'espère que, par ce même motif, votre grâce n'y pensera plus. Quant à moi, je m'appliquerai à vous donner des satisfactions qui méritent votre amitié, et si je ne réussis pas, on ne me trouvera pas dépourvu de patience, quoi qu'il me puisse arriver. » Quelques jours avant l'ouverture du parlement (2), le garde des sceaux Williams fit à Buckingham des avances encore plus empressées et plus humbles. « Je n'osais pas écrire à votre grâce, que je savais si irritée contre moi, et j'étais résolu avec chagrin à tout supporter avec patience, sans la moindre pensée d'opposition à votre volonté; mais son altesse (3) m'a encouragé, et même commandé d'agir autrement, m'assurant que votre grâce ne ressentait contre moi aucun réel déplaisir... Bien résolu donc, quoique nous différions d'opinion, à rester debout ou à tomber fidèle et constant serviteur de votre grâce, je vous supplie de recevoir mon âme en preuve et en gage que, depuis le premier jour où je vous ai vu, je n'ai jamais nourri dans mon cœur aucune pensée d'opposition à votre grâce, que je crois votre grâce aussi fermement établie dans la faveur de sa majesté et son altesse qu'elle l'ait jamais été, et que je n'ai jamais révélé à personne les secrets de votre grâce. Enfin je demande humblement et cordialement pardon à votre grâce d'avoir douté (et c'est là mon principal tort) d'un si sincère et noble ami. Et pour que je ne paraisse pas un véritable sot, permettez-moi de me rappeler une fois et d'oublier ensuite à jamais les motifs qui m'ont fait agir ainsi. »

Le parlement s'ouvrit donc le 19 (29) février 1624 sous ces aus-

(1) Le 6 (16) décembre 1623.
(2) Le 2 (12) février 1624.
(3) Le prince Charles.

pices : le roi Jacques triste, mais toujours soumis à son favori; le prince Charles et Buckingham étroitement unis; les ennemis de Buckingham vaincus et lui demandant pardon; les deux chambres et le peuple regardant Buckingham, en religion et en politique, comme le sauveur du prince et du pays.

Le discours du roi Jacques, en ouvrant la session, fut, selon sa coutume, prétentieux et pédantesque, mais au fond embarrassé et modeste. Il donna pour motif du voyage du prince Charles en Espagne la nécessité de voir clair enfin dans les intentions de la cour de Madrid, « de qui je recevais, dit-il, d'aussi grandes promesses que je pouvais le désirer; mais les actions étaient contraires. » Il déclara qu'il avait donné Buckingham pour compagnon à son fils « comme l'homme en qui il avait le plus de confiance. » Il annonça que ses secrétaires, d'après les informations et sous la garantie de son fils et de Buckingham, raconteraient aux deux chambres tout ce qui s'était passé dans cette négociation, et que lorsqu'elles auraient tout entendu *super totam materiam*, il leur demanderait leur bon et salutaire avis pour la gloire de Dieu, la paix du royaume et le bien de ses enfans. »

Les deux chambres accueillirent avec une joie fière ces paroles du roi, qui remettait ainsi entre leurs mains le sort de son fils et la politique extérieure du pays. Elles se réunirent en conférence dans la salle des banquets de Whitehall (1), et là, Buckingham, en présence et avec l'adhésion formelle du prince Charles, exposa lui-même, avec une verve prolixe, mais adroite, tous les faits et toutes les questions de la négociation. La tâche ne lui fut pas difficile : depuis qu'il avait ramené le prince en Angleterre et qu'il se montrait opposé au mariage espagnol, « il était devenu, dit le chapelain du garde des sceaux Williams, l'Alcibiade qui charmait la république. Quand il affirma qu'il n'avait voulu s'accorder en rien avec les Espagnols tant que le prince électeur, le mari de la princesse d'Angleterre, ne serait pas rétabli dans ses états, il émut jusqu'à la moelle les cœurs de ses auditeurs. Et quand il raconta avec quelle fermeté le prince avait maintenu les principes de la vraie foi, et avec quel zèle scrupuleux il avait veillé, lui Buckingham, à ce que nul émissaire ne vînt empoisonner l'âme de son altesse, il enleva l'approbation universelle; tous dirent que le prince s'était comporté en vaillant capitaine de la sainte vérité, et que le duc méritait le beau nom d'un lieutenant dévoué, sous lui, à la cause de Dieu, car il a toujours été facile d'éblouir le bon peuple d'Angleterre avec le flambeau de la religion. »

(1) Les 24 février et 1er mars (5 et 10 mars) 1624.

Un seul homme, le comte de Bristol, eût pu contester, sinon avec la faveur publique, du moins avec précision et autorité, les assertions du duc de Buckingham; mais il tarda à rentrer en Angleterre, et quand il y arriva, le roi Jacques, en lui faisant parvenir des paroles d'estime et de regret, lui interdit de paraître au parlement et à la cour. Bristol se prêta au silence, et Buckingham parla sans contradicteur.

Les ambassadeurs d'Espagne, Inojosa et Coloma, tentèrent contre lui une forte attaque; ils l'accusèrent d'avoir, dans son récit, porté atteinte à l'honneur du roi d'Espagne : « Si un sujet du roi notre maître, dirent-ils, eût dit de telles choses sur le roi d'Angleterre, il eût payé ses paroles de sa tête. » Buckingham informa lui-même la chambre des lords de cette accusation, demandant qu'elle examinât et déclarât s'il eût pu légitimement laisser en dehors aucun des détails de son récit. Les lords répondirent sur-le-champ que « le duc n'avait rien dit qu'il ne fût à propos de dire et à quoi il ne fût naturellement conduit par son sujet, et, après en avoir conféré ensemble, les deux chambres présentèrent au roi Jacques un mémoire portant : 1° qu'elles acquittaient et déchargeaient absolument le duc de Buckingham du reproche d'avoir prononcé des paroles offensantes pour le roi d'Espagne; 2° que, si le duc eût omis quelque chose de ce qu'il avait raconté, il eût manqué à ce qu'il devait au roi et au parlement; 3° que, pour leur compte, elles l'honoraient à raison de ce récit, et lui exprimaient leur reconnaissance pour la fidélité et l'habileté qu'il y avait déployées. » Le roi Jacques remercia les chambres de cette déclaration, et y adhéra lui-même dans les termes les plus pompeux et les plus affectueux pour son favori.

Les Espagnols ne se tinrent pas pour battus. Après avoir vainement tenté d'obtenir du roi Jacques une audience particulière, ils saisirent, dans une réunion de la cour, un moment où le prince Charles et Buckingham étaient occupés ailleurs, et le marquis d'Inojosa glissa furtivement dans la main du roi un papier que Jacques, averti par un signe, mit aussi furtivement dans sa poche. Le soir même, curieux et un peu inquiet de ce que ce papier lui faisait entrevoir, Jacques permit que, vers minuit, on introduisît dans son cabinet un secrétaire de l'ambassade espagnole, don Francisco Carondelet, qui lui représenta vivement, au nom des ambassadeurs, qu'il était prisonnier dans son propre palais, entouré de gardiens et d'espions; qu'aucun de ses serviteurs n'osait exécuter ses ordres ni l'informer de rien sans s'être assuré de l'approbation de Buckingham; que l'Angleterre n'était plus gouvernée par son roi, mais par un homme qui, pour satisfaire ses propres vengeances, travaillait à engager son maître et son bienfaiteur dans une guerre injuste et

impolitique. Jacques demanda autre chose que ces imputations générales, et trois jours après Carondelet lui revint porteur d'un écrit dans lequel les ambassadeurs espagnols affirmaient que Buckingham avait des rapports intimes avec les meneurs de l'ancienne opposition dans les deux chambres, qu'il leur révélait les plus secrètes démarches et intentions du roi, qu'avec leur aide il se promettait d'engager une guerre que le roi ne pourrait soutenir qu'en se mettant à leur discrétion, que, si le roi s'opposait à leurs desseins, ils avaient résolu de le confiner dans un château, à la campagne, et d'instituer le prince Charles régent du royaume. Enfin, ajoutait-on, la présomption et la trahison de Buckingham allaient à ce point qu'il nourrissait l'espérance d'ouvrir à sa propre famille des chances de succession au trône en mariant sa fille au fils aîné de l'électeur palatin. Quelque confus et incohérens que fussent ces bruits, Jacques en fut ému. Il les repoussa en disant que son fils et son favori étaient incapables de former contre lui de si méchans desseins; mais, tout en les défendant, il poussait Carondelet de questions, et avouait qu'au moment de son départ pour l'Espagne, le prince son fils était très favorable au mariage espagnol, mais qu'il avait été entraîné par de folles conceptions de Buckingham, « qui depuis son retour, dit-il, a en lui je ne sais combien de diables. » Un jésuite, le père Maestro, qui avait été employé à Rome dans la négociation relative à la dispense du pape et qui se trouvait en ce moment à Londres, fut aussi admis auprès du roi, et confirma les dires de Carondelet. De plus en plus troublé, Jacques, les jours suivans, laissa voir sa tristesse; il était silencieux, évitait la conversation avec son fils et Buckingham, ou ne leur parlait qu'en termes contenus et obscurs. Allant un jour à Windsor, il dit au prince de venir avec lui, et à Buckingham de rester à Londres. Au moment où il montait en voiture, Buckingham s'approcha, et, les yeux pleins de larmes, dit-on, le conjura de lui dire en quoi il l'avait offensé, protestant, au nom de Jésus-Christ, que, s'il savait de quoi il était accusé, il s'en justifierait ou l'avouerait sincèrement. Jacques ne répondit rien et partit avec son fils; mais pendant la route il répéta plusieurs fois qu'il était le plus malheureux des hommes, car il se voyait abandonné de ceux qu'il aimait le mieux. Buckingham, de son côté, s'enferma chez lui, à Wallingford-House, en proie à la plus vive perplexité, et ne comprenant pas d'où partait le coup qui le menaçait, ni comment il pourrait s'en défendre.

Le secours lui vint d'une main de laquelle il était loin et n'avait guère droit de l'attendre. Le secrétaire espagnol Carondelet avait à Londres une maîtresse et un confesseur qui lui étaient presque également chers, et à qui il racontait indiscrètement tout ce qu'il

avait occasion de savoir et de faire. La femme, intelligente et besoigneuse, se mit en rapport, par un autre homme de ses amis, avec le garde des sceaux Williams, qui faisait dans Londres, sans grand scrupule, une police très active, et, moyennant une ou deux belles pièces d'argenterie qu'elle reçut de lui, elle l'instruisit de ce que lui avait dit à elle Carondelet sur le travail des ambassadeurs espagnols contre Buckingham, et sur l'espoir qu'ils avaient de le perdre dans l'esprit du roi et de faire en même temps dissoudre le parlement, qui leur était si ennemi. Le garde des sceaux ne se contenta pas de ces premières informations : il fit arrêter sans bruit le confesseur de Carondelet et se le fit amener, en le menaçant de toute la rigueur des lois contre les prêtres catholiques qui disaient en secret la messe et faisaient des entreprises de conversion. Saisi d'effroi pour son ami, Carondelet fit demander au garde des sceaux un rendez-vous, et vint en grand mystère, de nuit, par une porte dérobée, le solliciter instamment pour le prêtre arrêté, « qui lui était, dit-il, aussi cher que sa propre vie.—Comment voulez-vous, lui dit Williams, que je mette en liberté un homme mort selon nos statuts, un prêtre sorti de son séminaire pour venir surprendre et pervertir les fidèles qui vivent dans le sein de notre église, et cela au moment où le parlement veille avec plus d'ardeur que jamais à l'exécution des lois? — Mylord, reprit avec passion Carondelet, ne vous inquiétez pas de ce parlement; je puis vous dire, si vous ne le savez déjà, qu'il est bien près de sa fin. » Rien n'est plus difficile que de retenir une indiscrétion commencée; profitant de ce moment d'abandon, le garde des sceaux, à la faveur d'un long entretien, obtint de Carondelet tout ce qu'il avait envie de savoir sur les menées et les espérances espagnoles. Vers deux heures de la nuit, il le congédia satisfait, en faisant mettre secrètement le prêtre en liberté, et, resté seul, il rédigea un récit détaillé de tout ce qu'il venait d'apprendre, l'accompagna de notes pour en démontrer soit le mensonge, soit le péril, et se rendant aussitôt chez Buckingham, qu'il trouva toujours plongé dans l'anxiété et l'abattement : « Mylord, lui dit-il, voici ce que j'ai découvert. Allez sans délai à Windsor, instruisez de tout ceci le roi en gardant sur la source de vos informations le plus profond secret; soyez avec lui très doux, très caressant, et surtout faites en sorte de ne le quitter ni jour ni nuit, de peur que dans quelque intervalle on ne décide sa majesté à dissoudre le parlement, ce qui amènerait, on l'espère bien, votre envoi immédiat à la Tour, et Dieu sait ce qui viendrait après! » A ce service inattendu, Buckingham se répandit en remercîmens, et, prompt à suivre le conseil du garde des sceaux, il partit sur-le-champ pour Windsor, où il n'était nullement attendu.

Le lendemain, le garde des sceaux, en arrivant à la chambre des

lords, y trouva le prince Charles, qui, l'emmenant aussitôt à l'écart, le remercia chaudement du salutaire avis qu'il avait donné à Buckingham : « Et je vous remercierai encore bien plus, lui dit-il, pour moi comme pour le duc, si vous dévoilez pleinement cette noire intrigue qui a fait perdre à Buckingham la bonne opinion de mon père, et m'a mis moi-même en presque aussi mauvaise situation. Mais, dites-moi, comment êtes-vous parvenu à savoir que ce sont les agens espagnols qui ont accusé Buckingham, auprès de mon père, de tous ces méfaits, et presque de trahison? » Le garde des sceaux raconta alors avec détail au prince comment, par la maîtresse de Carondelet, il était parvenu à ces découvertes : « Ah! ah! lui dit le prince en riant, vous faites donc le commerce de cette marchandise? — Monseigneur, reprit l'évêque-magistrat, je n'ai jamais vu la figure de cette femme; mais, dans mes études de théologie, j'ai trouvé cette maxime, qu'il est permis de faire un bon usage du péché d'autrui. »

De retour à Windsor, Charles se concerta avec Buckingham, et ils présentèrent ensemble au roi le récit du garde des sceaux avec les commentaires qu'il y avait joints. Jacques le lut devant eux, s'arrêtant de temps en temps, tantôt pour leur faire quelques questions, tantôt pour dire avec un accent de satisfaction : « C'est bien, c'est très bien, c'est cela. » Sa lecture terminée, il embrassa vivement son fils et son favori : « Je n'ai plus que le regret de m'être laissé aller à une méfiance fomentée par de perfides ennemis. Nous voilà réconciliés, et pour prix de notre réconciliation je ne vous demande qu'une chose : dites-moi quel est l'ingénieur qui, de son briquet, a fait jaillir l'étincelle et allumé le flambeau qui m'éclaire? — Je l'ignore absolument, sire, dit Buckingham. » Charles resta muet. « Allons, dit le roi, j'ai bon nez, et je répondrai moi-même à ma question : c'est mon garde des sceaux qui a mis le levain dans la pâte. Que Dieu l'en récompense! Il vous a rendu, et à moi aussi, un grand service. »

Jacques ne s'en tint pas à cette réconciliation familière; il voulut qu'elle devînt publique et fût officiellement expliquée; il déclara qu'il dresserait, sur les faits et les desseins imputés à Buckingham, une série de questions au sujet desquelles il provoquerait, sous serment, les réponses des membres de son conseil. Il fit préparer en effet cet interrogatoire, et le communiqua au prince Charles, qui écrivit confidentiellement à Buckingham : « Steenie, je vous envoie ci-jointes les questions que le roi juge à propos de faire concernant les malicieuses accusations de l'ambassadeur d'Espagne. Quant à la façon de les présenter, mon père a résolu (à moins que vous n'y fassiez des objections fondées en raison) de faire lui-même d'abord prêter serment aux membres du conseil; le secrétaire Calvert et le

chancelier de l'échiquier recevront ensuite, par écrit et sous leur signature, les réponses des membres interrogés. Ainsi le veut le roi. Mon avis est que vous ne courez en ceci aucun danger, tandis qu'en vous opposant à ce mode de procéder, vous vous rendriez suspect d'avoir dit des choses dont vous ne voudriez pas entendre parler. Nul homme ne sera assez fou pour risquer sa tête en disant contre vous quelque mensonge; car tout le monde sait que je suis vraiment votre ami, et si on ne dit que la vérité, on ne dira que ce que le roi sait déjà et ce que vous avez partout déclaré, c'est-à-dire que vous pensez, comme je le pense moi-même, que la continuation de ces traités avec l'Espagne ne peut nous être que très nuisible. Mon avis est donc que vous ne vous montriez nullement mécontent de la façon de procéder que veut le roi. Je crois qu'au lieu de vous faire aucun mal, ceci mettra sous vos pieds ces quelques pauvres drôles qui sont vos ennemis. Maintenant, mon très cher, si vous croyez que je me trompe, faites-moi savoir ce que je puis faire, de façon ou d'autre, pour te servir, et tu verras ce que tout le monde verra plus clairement chaque jour, que je suis et serai toujours ton fidèle, cordial et constant ami, « CHARLES. »

Au jour fixé et le conseil réuni, le roi entra dans la salle, tenant la Bible à la main. On remarqua qu'il avait la figure altérée et toutes les apparences d'une santé en déclin. Les membres du conseil prêtèrent le serment demandé, et déclarèrent qu'ils n'avaient aucune connaissance d'aucun des sinistres desseins signalés dans les questions présentées, et qu'ils regardaient le duc de Buckingham comme l'un des plus fidèles sujets et serviteurs du roi. Cet acte une fois accompli et connu, Jacques fit demander aux ambassadeurs espagnols quels étaient les Anglais qui leur avaient donné les informations d'après lesquelles ils avaient agi. Pour toute réponse, le marquis d'Inojosa sollicita une audience particulière que le roi lui refusa en le renvoyant à ses ministres. Le marquis, irrité, annonça qu'il allait quitter Londres et retourner à Madrid en passant par Bruxelles. Jacques, qui avait manifesté l'intention de lui faire don d'un beau diamant, ne lui donna pas même un sauf-conduit pour le mettre, dans la traversée, à l'abri des croiseurs hollandais; l'ambassadeur fut obligé de recourir au ministre de Hollande en Angleterre pour être assuré qu'il ne serait pas arrêté en mer, et, sans avoir eu même une audience de congé, il s'embarqua à Calais, sur un bâtiment marchand, le cœur plein contre le roi Jacques, le prince Charles, le duc de Buckingham et toute l'Angleterre, d'une rancune qu'il exhala à Bruxelles et à Madrid avec plus de violence que d'effet.

Il avait mal compris la situation d'un ambassadeur dans un pays libre, et mal connu le prince auprès duquel il était accrédité. Il s'é-

tait mêlé, lui étranger, du gouvernement intérieur de l'Angleterre en s'efforçant de renverser un ministre, favori en ce moment du peuple comme du roi. Il avait attaqué Buckingham à la fois par des paroles hautaines et par des menées souterraines, blessant ainsi à la fois l'orgueil et le sentiment d'honneur du parlement et du public anglais. Il avait compté sur le désir passionné que témoignait depuis longtemps le roi Jacques pour le mariage espagnol, oubliant que Jacques était d'un caractère faible et double, et que, si le mariage espagnol manquait, il avait encore en perspective le mariage français pour contenter sa passion. L'insuccès et le départ du marquis d'Inojosa n'eurent d'autre effet que de dégager pleinement le roi Jacques envers la cour de Madrid et de le mettre à l'entière disposition du parlement, ennemi de l'Espagne. En vain les Espagnols essayèrent de ressaisir le fil qu'ils avaient eux-mêmes brisé; en vain on parla du prochain retour à Londres du comte de Gondomar, naguère si habile à ménager la cour et si influent auprès du roi : ni le roi ni la cour n'étaient plus maîtres de la question. Les chambres votèrent que le roi ne pouvait, ni avec sûreté pour son propre honneur, ni avec convenance pour la religion et pour l'état, poursuivre la négociation entamée pour le mariage du prince de Galles avec l'infante, ni compter sur cette négociation pour le rétablissement de l'électeur palatin. Elles présentèrent de concert au roi une adresse pour lui faire de ce vote une déclaration solennelle. Elles déclarèrent en outre que, le roi se montrant disposé à suivre leur conseil, elles le soutiendraient de tous leurs moyens à travers toutes les conséquences de sa résolution, et elles votèrent immédiatement des subsides très insuffisans pour faire longtemps face à la guerre, mais suffisans pour pousser à la rupture. En présence de toutes ces manifestations, Jacques se décida enfin, avec tristesse et inquiet de l'avenir, mais en termes clairs et péremptoires. Il dit aux deux chambres : « Je vous déclare que je consens à suivre votre conseil en annulant et rompant les deux traités avec l'Espagne pour le mariage et pour le Palatinat. Je m'assure en même temps que vous effectuerez ce que vous m'avez dit, à savoir que vous me soutiendrez de votre sagesse, de vos conseils et de vos forces autant que besoin sera. Ce que vous venez de voter est assez, j'en conviens, pour entrer aujourd'hui dans l'affaire, mais bien loin de ce qu'elle exigera. Il est sans exemple, je dois le dire, qu'aucun parlement, à son début, ait donné au roi un si large subside à percevoir en si peu de temps. Je vous remercie aussi de la résolution générale par laquelle vous m'avez engagé vos fortunes et vos vies; cela est plus que quarante subsides et vaut mieux qu'un royaume, car la force d'un roi, après la protection de Dieu, réside dans les cœurs de son peuple... Mylords et messieurs, je vais faire préparer toutes choses pour que

mon gendre l'électeur rentre en possession du Palatinat. Je proteste devant Dieu que pas un sou de ce que vous m'avez donné pour cette œuvre ne sera employé à nul autre dessein. La guerre diminuera le revenu de mes douanes et augmentera mes charges; mais, puisque je l'entreprends, j'en viendrai à bout de manière ou d'autre, dussé-je vendre mes joyaux et tout ce que je possède. Vous verrez, dans la session prochaine, comment auront été employés les moyens que vous me donnez, et cela vous excitera, j'espère, à faire ce qu'il y aura encore à faire. Si j'ai tardé jusqu'ici à m'engager dans cette entreprise, c'est que j'espérais y réussir sans guerre. Il n'a tenu qu'à un cheveu que j'obtinsse, par un traité, la restitution du Palatinat à mes enfans. Puisque je n'y puis compter par cette voie, j'espère qu'en dépit du diable et de tous ses instrumens, Dieu, qui a mis dans vos cœurs de me donner ce conseil et dans le mien de suivre votre conseil, bénira nos efforts, et que je mettrai ma réputation au-dessus de toute calomnie. »

Quand la résolution du roi fut connue, des transports de joie éclatèrent dans Londres et dans tout le pays, presque aussi vifs que le jour où le prince Charles était rentré en Angleterre. Les rues comme les églises furent le théâtre des démonstrations populaires, tour à tour pieuses et désordonnées. Et telle était l'antipathie pour l'Espagne que, le lendemain, le duc de Buckingham fut obligé de dire à la chambre des lords « qu'au milieu des feux de joie et des réjouissances du peuple, quelques-uns des gens de l'ambassadeur d'Espagne avaient été fort maltraités : incident fâcheux qu'il priait la chambre de prendre en considération. » La chambre approuva la motion du duc, et décida, en ordonnant à ce sujet une enquête, que, si on pouvait découvrir les coupables, ils seraient punis conformément à une récente proclamation du roi qui interdisait toute manifestation offensante pour les ambassadeurs étrangers.

VIII.

Parmi les conditions du succès dans le gouvernement des peuples, il en est une qui domine toutes les autres : il faut que les hommes en possession du pouvoir soient, par l'esprit et le caractère, à la hauteur des questions qu'ils ont à résoudre et des événemens qu'ils sont chargés de diriger. La supériorité même la plus éclatante ne suffit pas toujours, tant la tâche est grande et compliquée, tant il est difficile d'y voir toujours clair quand on a à regarder si loin, et d'échapper au péril que la tête tourne quand on est placé si haut. L'histoire n'a point de plus puissant enseignement que le spectacle des fautes et des chutes des personnages qui font sa gloire; mais cet enseignement est triste autant que salutaire : c'est un pénible effort

d'avoir à mêler l'indignation à l'admiration, et à reconnaître la justice des coups qui frappent ceux qui avaient mérité leurs succès. J'éprouve ce sentiment à l'aspect d'Alexandre fou, de César assassiné, de Napoléon déchu. Les revers de ces rois du monde n'ont été que le naturel et légitime retour de leurs égaremens. Mais comment contempler sans une émotion douloureuse ces grandes créations tout à coup changées en grandes ruines? Rien de semblable ne s'éveille dans notre âme là où manque la grandeur; il n'y a rien de pénible à voir échouer la médiocrité vaniteuse, et les infortunes des petits esprits placés trop haut pour leur portée satisfont à la justice sans inspirer une tristesse sympathique. Je suis ramené à ce que j'ai dit en commençant ce récit : les problèmes et les événemens qui agitaient à son début le XVIIe siècle étaient les mêmes qu'au XVIe, et toujours aussi grands; c'était toujours le catholicisme et la monarchie européenne aux prises avec le protestantisme et l'équilibre européen des états. Les premiers représentans de ces grandes causes, Charles-Quint et Philippe II en Allemagne et en Espagne, Élizabeth en Angleterre, Guillaume de Nassau en Hollande, Henri IV en France, avaient été au niveau de leur tâche, et l'avaient, chacun à son poste, bien comprise et résolûment poursuivie. Quand on tombe de ces grandes figures à celles de Philippe IV et d'Olivarez, de Jacques Ier et de Buckingham, on ne saurait s'étonner, ni s'attrister de leurs échecs. Ils ne se sont pas doutés de la grandeur des questions posées devant eux; leur vue était trop courte pour les reconnaître, et leur cœur trop faible pour les accepter. Embarrassés et impuissans dans cette arène trop haute pour eux, ils ont substitué l'hésitation à la résolution et l'intrigue à la lutte. Anglais ou Espagnols, ils ont tous également échoué dans leurs petits desseins et leurs petits efforts, et on peut s'amuser de la comédie royale que je viens de retracer sans s'émouvoir pour les acteurs.

Je n'ai pas encore dit le dénoûment de cette comédie. Quand le roi Jacques, quoiqu'il continuât à en traiter, s'aperçut enfin que le mariage espagnol échouerait, il expédia sur-le-champ à Paris lord Kensington pour sonder de nouveau le terrain et y replanter, s'il était possible, les jalons du mariage français. Et au moment même où le prince Charles et Buckingham quittèrent Madrid, un moine en partit pour aller, de son côté, à Paris rouvrir devant Marie de Médicis, et pour sa fille, la princesse Henriette-Marie, la perspective du mariage anglais. Quelques documens jusqu'ici inconnus, et que je recueille, me manquent encore pour éclairer cette dernière scène du drame. Je ne tarderai pas à la raconter.

GUIZOT.

Val-Richer, juillet 1862.

LE

ROI GEORGE DE PODIEBRAD

ÉPISODE DE L'HISTOIRE DE BOHÊME

I.

L'ÉLECTION DU ROI GEORGE.

Les révolutions du monde moderne offrent de singulières analogies à travers toutes les différences qui les séparent. Après les premières violences de la lutte, quand la mort a fauché sur la scène les principaux acteurs, on voit apparaître presque toujours une seconde génération de héros, ou du moins de chefs énergiques, de régulateurs puissans, à qui échoit la mission de consolider la société nouvelle et de consacrer les changemens accomplis. Calvin, parlant de ceux qui l'avaient précédé dans la révolution religieuse, dit que cette matière avant lui « a été démenée confusément, sans nul ordre de droit, et par une ardeur impétueuse plutôt que par une modération et gravité judiciaire. » Dans les révolutions politiques comme dans les révolutions religieuses, il y a toute une famille d'hommes qui peut tenir le même langage. Après nos guerres civiles du XVIe siècle, on voit se lever Henri IV; aux puritains de Cromwell succède Guillaume d'Orange, aux colons de Boston et de New-York le général Washington. Voilà des noms bien différens, voilà des chefs qui accusent des dispositions toutes contraires chez les peuples qui les ont acceptés ou subis; il y a pourtant un lien qui les rapproche, et, si opposés qu'ils soient les uns aux autres, ils attestent cette même loi historique : après les révolutions *démenées confusément*, si ces

révolutions apportent des idées légitimes et durables, il faut que l'organisateur apparaisse.

Une seule révolution jusqu'à présent semblait échapper à cette loi, je parle du grand tumulte religieux du xve siècle. Jean Huss, au nom de l'Évangile et du christianisme primitif, se révolte contre l'église romaine de son temps. Mandé au concile de Constance, il s'y rend avec quelques amis sur la foi de l'empereur Sigismond; n'est-il pas soutenu d'ailleurs par l'inspiration qui le possède? Il est arrêté, jugé, condamné au feu; il meurt sur le bûcher, ainsi que Jérôme de Prague, en invoquant Jésus-Christ, et la Bohême tout entière, soulevée d'indignation et de fureur, va faire aux deux martyrs, pendant un quart de siècle, d'horribles funérailles. S'il ne s'agissait que de venger la mort de deux hommes, les rancunes ne dureraient pas si longtemps; ce n'est pas ici une protestation contre une injustice isolée, la Bohême combat pour sa propre cause, c'est une révolution, c'est une guerre à la fois religieuse et nationale. Les sectes deviennent des armées; les réformateurs prêchent leur doctrine au milieu des camps; les vengeurs de Jean Huss et de Jérôme de Prague sont des chefs redoutables, un Ziska, un Hromadka, un Procope, qui pillent les couvens et mettent le feu aux églises, tandis que des tribuns théocratiques, Jacobell de Mies, Jean de Pribram, Procope de Pilsen, et surtout le remarquable personnage nommé le prêtre Jean, s'efforcent de contenir le mouvement pour en assurer le triomphe. Vains efforts! la révolution se détruit elle-même : calixtins, orphelins, taborites (1), les modérés et les violens, se déchirent les uns les autres au milieu d'une confusion épouvantable. N'est-ce pas alors qu'on voit d'anciens partisans de Jean Huss passer dans le camp des catholiques et de l'empereur Sigismond, non pas qu'ils aient capitulé avec l'église romaine, mais parce que, mettant les questions d'ordre social au-dessus des questions d'église, ils sont effrayés du fanatisme des taborites et invoquent dans l'empereur le dernier soutien de la société? N'est-ce pas aussi dans le même temps qu'un archevêque de Prague, un de ceux qui avaient mis le plus d'ardeur à brûler les hérétiques, abandonne tout à coup l'église de Rome et accepte solennellement les principes de Jean Huss? Enfin, après une guerre de douze années, malgré la plus sanglante anarchie qui fut jamais, malgré les croisades que le pape et l'empereur dirigent contre les *démons* de la Bohême, l'armée de Ziska reste maîtresse du territoire national, et le concile de Bâle, convoqué pour la pacification de l'église, est obligé de faire aux rebelles d'éclatantes concessions.

(1) Ces noms désignent diverses sectes de hussites : les calixtins réclamaient pour les laïques l'usage du calice dans la communion; les orphelins ne jugeaient personne digne de succéder à Jean Ziska; les taborites s'appelaient ainsi du nom de la ville de Tabor, ils rejetaient divers sacremens et niaient le purgatoire.

Les *compactats* de Bâle, comme les appelle l'histoire, mettent-ils fin à ce terrible drame? Non; la politique romaine, occupée à déjouer l'esprit de réforme qui anime les conciles, n'a garde de laisser subsister longtemps un pareil exemple; les concessions faites aux hussites sont reprises par le saint-siége, et la lutte va recommencer. Les désordres de la Bohême, les rancunes des partis, les rivalités des classes, tous ces résultats inévitables d'une si longue et si horrible crise, offraient une occasion trop commode aux projets de la réaction. Pendant une quinzaine d'années, tous les efforts du pape et de l'empereur ont pour but d'anéantir les transactions du concile. Ce qui semblait à jamais gagné est décidément remis en cause. Si quelque chef puissant ne vient pas défendre les conquêtes de la révolution, c'est en vain que des flots de sang auront coulé, en vain que sous les drapeaux de Ziska et de Procope le Grand tant de vaillans hommes auront donné leur vie pour leur foi. Ce chef si ardemment appelé a-t-il donc manqué aux événemens? On le croyait jusqu'ici, mais l'érudition de nos jours a retrouvé son héroïque figure. Il s'appelait George de Podiebrad. Issu de la noblesse de Bohême, longtemps mêlé aux guerres qui ont désolé sa patrie, c'est un hussite, c'est le représentant armé des intérêts nouveaux. La révolution, qui a besoin de lui, le prend par la main et le pousse aux premiers rangs de l'état. Elle l'a fait soldat, général, chef de parti, elle le fait roi. Le roi George de Podiebrad est le grand personnage de la Bohême dans la seconde moitié du xve siècle; si Matthias Corvin, son gendre, ne régnait alors en Hongrie, je dirais que le roi de Bohême est le plus grand personnage de l'Europe orientale. Il rassemble les héritiers de Ziska et de Procope à demi dispersés par la diplomatie romaine, il relève la cause de la religion de ses pères, il est ferme autant que circonspect, il négocie et il combat, il conçoit les plus grands projets en face de l'église et de l'empire acharnés à sa perte, il veut acheter du saint-siége la liberté religieuse de la Bohême en chassant les Turcs de Constantinople, il prépare une croisade, il rêve la couronne d'Orient; n'est-ce qu'un rêve? A voir ce qu'il a fait en Allemagne avec ses Bohêmes, on peut deviner ce qu'il eût fait contre les Ottomans, si le saint-siége, aidé du fanatisme hongrois, n'eût écrasé ce grand homme, le premier soldat de la liberté chrétienne dans le monde moderne. Après avoir tenu l'empire en échec pendant plus de vingt années, après des miracles d'activité, de patience, de sagesse, de courage, d'héroïsme, George de Podiebrad succombe; mais il a donné un magnifique cinquième acte à la tragédie hussite.

Autrefois, quand on parlait de cette dernière période des guerres de Bohême, on se bornait à signaler la chute définitive des partisans de Jean Huss. George de Podiebrad, enveloppé dans l'immense

hécatombe, n'avait pas de physionomie distincte aux yeux de l'histoire. Or l'historien de la Bohême, M. Franz Palacky, en poursuivant pied à pied ses grandes fouilles, en arrachant aux archives de Prague, aux chroniqueurs tchèques, à maints documens naguère indéchiffrables, la physionomie vivante et vraie de sa patrie, vient d'arriver enfin à ces tragiques aventures du xve siècle. Nous avons signalé ici même, il y a quelques années déjà, l'importance des recherches de M. Palacky, nous avons dit quel rôle à la fois politique et littéraire lui est échu dans le travail de rénovation qui agite les Slaves autrichiens; cet Augustin Thierry de la Bohême est un chef de parti, mais un chef si grave, si noble, si modéré, si amoureux de la justice, que la couronne elle-même, tout en redoutant parfois les idées qu'il représente, n'a pas craint, à l'heure du péril, de l'appeler dans ses conseils. Nommé ministre de l'instruction publique pendant les crises de 1848, M. Palacky, bien que tenu à l'écart dès le lendemain de la réaction et frappé d'une sorte de disgrâce, avait sa place marquée d'avance dans ce conseil de l'empire (*Reichsrath*) où François-Joseph a réuni les principaux représentans des intérêts de l'Autriche. Au milieu de ses devoirs publics, il n'oubliait pas cette histoire de Bohême dont l'avait expressément chargé la confiance de ses concitoyens. D'année en année son monument s'élève. Quand j'ai tracé ici ce singulier spectacle d'un peuple qui renaît à la lumière, et qui, choisissant un des siens parmi les plus dignes, lui donne mission de retrouver son histoire (1), M. Palacky avait déjà traversé victorieusement les siècles du moyen âge; il avait ressuscité la race royale des Prémysl, il avait montré une dynastie de rois de Bohême assise sur le trône des césars germaniques, il avait essayé de glorifier Charles IV, de réhabiliter Wenceslas, et il venait de raconter la guerre des hussites; les derniers volumes publiés par M. Palacky sont consacrés au concile de Bâle et à l'étonnant épisode du roi George (2). C'est toute une révélation. M. Palacky écrit ses livres en langue tchèque pour ses compatriotes, en langue allemande pour l'Europe lettrée, et il imprime en même temps, sous le titre d'*Archives tchèques* (*Archiv Cesky*), le recueil des documens qui sont la base de son histoire. Art d'un côté, érudition de l'autre, les deux œuvres se déploient ensemble. Aussi, provoqués par ces découvertes, des esprits studieux, hors des frontières de la Bohême, ont-ils attaqué déjà les mêmes questions que soulèvent les recherches de l'éminent historien. Au moment où paraissait le travail de M. Palacky sur le règne de George de Podiebrad, un écrivain allemand, M. Max Jordan, élève de l'historien ber-

(1) Voyez dans la *Revue* du 15 avril 1855 l'étude intitulée *l'Histoire et l'Historien de la Bohême, M. Franz Palacky.*

(2) *Geschichte von Böhmen,* von Franz Palacky, 3e et 4e volumes. Prague 1857-1861.

linois Gustave Droysen, mettait au jour un volume qui porte ce titre : *La royauté de George de Podiebrad, étude sur le développement de l'état en face de l'église catholique* (1).

Je voudrais profiter à mon tour de ces précieux documens. La lutte de l'église et de l'état, l'avenir des formes religieuses, les rapports des diverses communions chrétiennes, ces grands problèmes et d'autres encore sont mêlés aux aventures du roi George; je voudrais raconter, comme je la comprends, cette dramatique histoire, et en faire jaillir les idées qu'elle renferme. M. Palacky est souvent un peu long, et comment lui reprocher les richesses qui embarrassent sa marche? M. Jordan est trop systématique; son récit a quelque chose d'une construction hégélienne. Après M. Jordan, comme après M. Palacky, il reste encore quelque chose à dire sur l'audacieux roi de Bohême. Essayons de mettre en son vrai jour cet épisode si heureusement retrouvé; tâchons de rendre plus accessibles ces trésors de science amassés avec un soin religieux. N'est-ce pas le plus digne hommage que nous puissions offrir à M. Palacky? N'est-ce pas la meilleure façon d'honorer une œuvre où le mérite de l'érudition et de l'art, si éminent qu'il soit, le cède pourtant, et de beaucoup, à la générosité du patriotisme?

I.

Le jeudi 5 juillet 1436, la petite ville d'Iglau, en Moravie, fut le théâtre de l'une des scènes les plus mémorables de l'histoire de Bohême. Dès les premières lueurs du matin, une foule immense couvrait la place principale et les rues environnantes. Un trône splendidement orné, des estrades somptueuses, attiraient tous les regards. Au lever du soleil, comme pour témoigner qu'un jour nouveau se levait aussi sur la chrétienté, l'empereur d'Allemagne Sigismond monta les degrés du trône. Devant lui, trois des plus hauts dignitaires de l'empire, parmi lesquels était le duc Albert d'Autriche, portaient la pomme, le sceptre et l'épée de justice. A sa droite s'assirent les députés du concile de Bâle, un peu plus loin les représentans des hussites. En face, on apercevait l'impératrice avec sa cour, et autour d'elle un grand rassemblement des divers ordres de la nation, princes et nobles, bourgeois et paysans. Il y avait, non loin du trône de l'empereur, des places réservées aux notaires et greffiers impériaux chargés de consigner par écrit tout ce qui allait se passer.

(1) *Das Koenigthum Georg's von Podiebrad. Ein Beitrag zur Geschichte der Entwickelung des Staates gegenuber der Katholischen Kirche*, von Max Jordan; 1 vol. Leipzig, 1861.

Un bourgeois de Prague, Jean Welwar, se leva le premier, tenant à la main un écrit revêtu du sceau du royaume de Bohême, du sceau de l'empereur Sigismond et de celui d'Albert, duc d'Autriche; il présenta ces pièces aux députés hussites, à l'empereur et au duc, qui les reconnurent pour authentiques, puis le notaire impérial lut le document à haute voix, et Jean Welwar en fit la remise solennelle aux légats du concile. C'était le texte des *compactats*, c'est-à-dire des concessions faites aux hussites par les pères du concile de Bâle, avec les engagemens que prenaient à cette occasion tous les hussites de Bohême et de Moravie; ils promettaient de rester fidèles à l'esprit de paix, d'union, de charité chrétienne, et quiconque manquerait à ce devoir, ajoutaient-ils, serait puni selon la loi, sans que la paix dût être troublée pour cela entre les chrétiens de la communion hussite et les chrétiens de la communion catholique. Quatre prêtres hussites désignés à cet effet par l'assemblée nationale de Bohême, Wenceslas de Drachow, Paul de Slawikowic, Wenceslas de Luznic, Bohunek de Chocen, se levèrent alors, et au nom de tous leurs frères, laïques ou prêtres, jurèrent obéissance à l'église. Ce serment, formulé par écrit et revêtu du sceau du royaume de Bohême, fut déposé aussi entre les mains des légats. A leur tour, les légats prirent la parole, livrèrent aux représentans des hussites les *compactats* du concile confirmés par l'empereur, et ordonnèrent à tous les princes et peuples de la chrétienté de vivre désormais en esprit de paix, d'union et de charité chrétienne avec les Bohêmes et les Moraves. « Que nul ne les outrage à l'avenir, parce qu'ils ont reçu et recevront la communion sous les deux espèces, ajoutaient les envoyés du concile; que nul ne les maudisse, mais que chacun au contraire les tienne pour bons chrétiens, fils de notre sainte mère l'église. » En même temps ils enjoignirent à l'archevêque de Prague, ainsi qu'aux évêques d'Olmutz et de Leitomysl, présens à la cérémonie, de donner la communion sous les deux espèces à tous ceux qui voudraient la recevoir sous cette forme; tous les évêques du royaume étaient tenus d'agir de même, tous devaient désigner des prêtres chargés de distribuer ainsi la communion dans les églises où s'était conservé cet usage, tous enfin devaient ordonner les prêtres hussites au même titre que les prêtres catholiques, sans leur faire la moindre opposition au sujet de leur croyance sur la forme de l'eucharistie. Bien plus, ces concessions n'étaient pas seulement pour ceux qui jusqu'alors avaient adopté la foi de Jean Huss; ceux-là mêmes qui n'avaient pas encore reçu la communion sous les deux espèces étaient libres de la demander à l'avenir. On ne se contentait pas d'amnistier hier et aujourd'hui; le droit restait acquis, disait le texte officiel, acquis pour demain, pour toujours, pour les siècles des siècles. Quand la lecture des pièces fut termi-

née, on annonça de par l'empereur que le jour suivant les députés hussites seraient conduits solennellement à l'église, et qu'ils communiqueraient au peuple, en langue tchèque, les *compactats* du concile. A ces mots, et sans attendre la cérémonie des actions de grâces, l'évêque catholique Philibert, dans un transport d'enthousiasme, entonna d'une voix retentissante un *Te Deum laudamus*, achevé par l'assemblée tout entière.

L'empereur, suivi des légats, se rendit alors à la cathédrale, où la messe fut dite en latin; les hussites, chantant leurs hymnes en langue nationale, allèrent célébrer le service divin dans la maison qu'on leur avait assignée jusque-là. Tout le jour et toute la nuit, les cloches sonnèrent à pleine volée; ce n'était partout que marques d'allégresse, maisons pavoisées, feux de joie, illuminations. Après tant de violences abominables, après tant de jours d'épouvante et d'horreur, il semblait qu'on vît enfin le commencement d'une ère nouvelle. Le concile de Bâle, avec son esprit de réforme, avait mis un terme à la révolution. « Réjouis-toi, sainte assemblée, — écrivaient ce jour-là même les légats du concile en adressant le récit de la fête à leurs commettans, — réjouis-toi et remercie le Seigneur! Annonce à toute la terre ce jour de bénédictions, fais chanter les actions de grâces à tous les enfans de l'église; il s'est levé enfin ce jour désiré où tu as recueilli les fruits de ton labeur, où tu en as chargé les corbeilles pleines sur les chariots de l'Éternel. C'est aujourd'hui qu'en face d'un peuple immense, en présence de l'empereur et au milieu de toutes les splendeurs impériales, le gouverneur, les barons, les nobles, les villes du royaume de Bohême nous ont remis les engagemens des compactats. Quelles paroles pourraient exprimer la joie qui débordait de tous les cœurs? Visages rayonnans, regards mouillés de larmes, chants, cris de triomphe, ce n'était là que le faible témoignage de l'allégresse universelle. Pour nous, mettant notre bonheur avant toute chose dans la joie du saint concile et de la chrétienté tout entière, nous nous bornons à dire avec le Psalmiste : Il est juste de te glorifier, Seigneur! Il est juste de chanter des hymnes à la gloire de ton nom, ô roi des rois! »

On comprend aisément cette exaltation, si l'on songe aux guerres atroces qui avaient déchiré la Bohême : soit désir de voir renaître la paix, soit espérance d'écarter l'hérésie, les motifs de joie ne manquaient pas aux spectateurs de la fête d'Iglau; mais si l'on se souvient des principes pour lesquels on se battait depuis vingt ans, il est impossible de ne pas apercevoir les plus singulières illusions dans les espérances des deux partis. La communion sous les deux espèces, l'usage du pain et du vin, de la coupe et de l'hostie, dans le sacrement eucharistique, était-il donc le seul objet de ces luttes acharnées? Nous ne voulons pas, on le pense bien, remuer ici des

questions de théologie sur l'administration des sacremens, nous ne voulons pas non plus recommencer après tant d'autres l'exposé des doctrines de Jean Huss et de Jérôme de Prague; rappelons seulement que les deux réformateurs, bien loin de rejeter le plus doux et le plus profond des symboles, étaient possédés au contraire à ce sujet d'une sorte de divin enthousiasme, et qu'ils avaient communiqué cet enthousiasme à tout un peuple; rappelons aussi que, dans la primitive église comme dans maintes périodes du moyen âge, la forme de la communion était une question libre, que la communion sous les deux espèces a été tour à tour ordonnée ou interdite selon les circonstances, et que les pères du concile de Bâle, en cédant sur ce point aux hussites, ne faisaient en réalité aucun sacrifice important à l'esprit de concorde évangélique. Quant à l'enseignement de Jean Huss, si indécis qu'il fût en ses formules, est-il besoin de dire qu'il ne se réduisait pas à une question de discipline? Pour les plus modérés des hussites, la question du calice, comme on disait, était avant tout un symbole, le symbole des libertés et des réformes si impatiemment désirées, le symbole d'un retour à la primitive église, à cette église sans hiérarchie, sans organisation extérieure, où l'on ne voyait que Dieu et l'homme, Jésus et ses disciples. M. Guizot, dans son *Histoire de la civilisation en Europe*, a parfaitement montré que le xve siècle avait vu se produire deux tentatives de réforme, l'une dirigée par l'aristocratie ecclésiastique elle-même et représentée par les conciles, l'autre sortie du peuple, violente, passionnée, avec Jean Huss et les hussites. Entre ces deux puissances qui marchaient au même but, ajoute l'éminent historien, la lutte ne tarda pas à éclater, et Jean Huss succomba devant le concile, comme le concile à son tour succomba devant le saint-siége. La scène que nous venons de raconter semble marquer le terme de cette lutte entre les deux réformes. La réconciliation solennelle célébrée à Iglau le 5 juillet 1436 est comme la contre-partie de cette horrible journée du 6 juillet 1415, où les réformateurs aristocratiques avaient allumé le bûcher des réformateurs populaires. Cependant il y avait autre chose que des souvenirs de sang entre les deux partis, il y avait des principes hostiles. Les pères du concile voulaient corriger les abus et limiter le pouvoir de l'église romaine; les ardens schismatiques de Bohême faisaient appel aux mœurs, aux croyances, au culte, à la discipline de la primitive église, et, sans toucher à l'organisation ecclésiastique en dehors de la Bohême, ils réclamaient le droit de renouveler librement chez eux l'exemple des temps apostoliques. L'esprit de réforme tel que l'entendaient les conciles du xve siècle devait conduire au gallicanisme, au système des concordats; l'esprit de réforme qui animait les hussites, adopté bientôt par une race d'hommes bien autrement hostile aux traditions latines que ne l'était

la famille slave, a suscité l'entreprise de Luther. Ces deux esprits, à leur point de départ, étaient aussi violemment opposés qu'ils ont pu le devenir jamais par la suite. Ajoutez à des instincts si contraires les souvenirs d'une lutte sauvage, ajoutez-y surtout les effets de la réaction, le grand art de la politique romaine, la persévérance du génie italien à ressaisir le gouvernement absolu de l'église, et vous ne serez pas surpris que cette fête d'Iglau, avec ses chants, ses larmes de joie, ses merveilleuses espérances, n'ait été qu'une illusion d'un jour.

Dès le lendemain, la défiance s'éveille. Un prêtre hussite a donné la communion sous les deux espèces dans la même église où officie un prêtre catholique. Est-ce son droit? Voilà un débat qui s'engage et toutes les passions qui se rallument. Le parti des hussites avait désarmé trop tôt; la réaction, d'abord circonspecte et doucereuse, s'étend, se développe, affermit ses positions, et finit par tout envahir; l'empereur Sigismond n'était que trop disposé à seconder ses intrigues, malgré la solennité qu'il venait de donner à la proclamation des *compactats*. L'homme qui, vingt et un ans plus tôt, avait appelé Jean Huss à Constance, et qui, malgré les engagemens scellés de son sceau impérial, l'avait laissé monter sur le bûcher, devait-il respecter les promesses du concile? Qu'était d'ailleurs le concile lui-même? Effrayé des réformes hardies qui venaient d'être votées par cette espèce d'assemblée constituante, le saint-siége épiait le moment de la dissoudre. Vainement quelques-uns des légats redoublaient de zèle dans les affaires de Bohême; vainement un prélat français (remercions M. Palacky de nous avoir révélé cette généreuse figure), vainement, dis-je, l'évêque de Coutances, Philibert, un digne émule des Pierre d'Ailly, des Clémengis, des Gerson, montrait libéralement le cœur d'un apôtre à ses frères de Bohême, donnait au parti catholique l'exemple de la charité, distribuait lui-même la double communion aux hussites, ordonnait leurs prêtres, consacrait leurs églises, s'efforçait enfin d'effacer tous les mauvais souvenirs, de mettre fin à toutes les divisions, et devenait, selon le vœu du concile, la vivante image de l'unité chrétienne. A quoi servait tant de vertu au moment où le concile, désorganisé déjà par les intrigues de Rome, était dépouillé violemment de ses droits et réduit à d'impuissantes protestations? Qu'on se rappelle les scènes scandaleuses du concile en 1437 : les luttes qui faillirent ensanglanter la cathédrale, la minorité romaine s'emparant du sceau du concile pour donner force de loi à ses décisions illégales; le concile transféré sur la terre italienne, c'est-à-dire sous la main du pouvoir qu'il s'agissait de réformer, à Ferrare d'abord, puis à Florence, puis enfin à Latran; la partie romaine de l'assemblée obéissant à l'injonction du saint-siége; les vrais pères du concile, les représentans

de l'église universelle, persévérant dans l'exécution de leur tâche, s'obstinant à siéger à Bâle, déployant la plus audacieuse vigueur, mais dépouillés aux yeux du monde de tout caractère œcuménique, et ne réussissant, en fin de compte, qu'à augmenter la confusion dont profitera si bien la diplomatie d'Eugène IV. Qu'on se rappelle ces événemens extraordinaires et qu'on rapproche les dates : c'est le 5 juillet 1436 que le concile de Bâle faisait proclamer à Iglau la transaction signée avec les députés hussites; c'est le 18 septembre de l'année suivante que le pontife romain, s'appuyant sur l'illégale décision d'une minorité factieuse, transfère le concile à Ferrare.

La grande assemblée constituante de l'église une fois désorganisée, le parti de la réaction devait triompher en Bohême. Chaque victoire d'Eugène IV dans les affaires générales de l'église est une victoire à Prague pour les adversaires des hussites. Il est vrai que le pape, dans une bulle du 11 mars 1436, avait accordé aux hussites à peu près les mêmes avantages que leur assurait le concile; mais cela se passait à une époque où le concile et le saint-siége rivalisaient de bienveillance envers les hussites, se disputant en quelque sorte l'honneur de terminer la révolution de Bohême. Dès que la cour de Rome fut délivrée de l'opposition du concile, la bulle du 11 mars fut promptement oubliée. Un des premiers actes de cette réaction, qui va grandir pendant une douzaine d'années, épouvanta la ville de Prague au mois de septembre 1437 : cinquante-trois des partisans de Jean Huss, parmi ceux qui s'éloignaient le plus des catholiques, cinquante-trois taborites, furent pendus haut et court sur la grande place. Au milieu de ces malheureux, on apercevait un homme en brillant costume et pendu avec une chaîne d'or : c'était leur chef, un chef qui s'était acquis une juste renommée dans les guerres de la patrie, un homme qui s'était battu pour sa foi, qui avait porté la bannière de la république évangélique. « Ce fut, dit le simple annaliste à qui M. Palacky emprunte ces détails, ce fut dans le peuple une désolation profonde; chaque fois qu'on en parlait, il n'était personne qui pût retenir ses larmes. » Quelques jours après, un autre chef illustré dans vingt batailles, un seigneur hussite, délégué à cet effet par les villes de la Bohême orientale, le sire de Miletinck, fit entendre à la diète de Prague les accusations les plus graves contre la politique de l'empereur. « Où sont, disait-il, les engagemens d'Iglau? Tous nos droits sont violés; notre archevêque, reconnu par le concile, a été obligé de prendre la fuite; nos prêtres ne peuvent recevoir l'ordination; les évêques du parti catholique, au mépris de la foi jurée, les repoussent comme des ennemis de l'église; les débauches, les péchés mortels, dont nous avions tari la source impure, s'étalent dans la ville aussi impudemment qu'autrefois. » L'ardent orateur continue sur ce ton, et, soit qu'il expose des

griefs religieux, soit qu'il dénonce les usurpations de l'empereur et revendique les vieilles libertés nationales, il trace le tableau de cette réaction qui avait repris en si peu de temps les conquêtes scellées du meilleur sang de la patrie.

Voilà donc ce qu'avaient produit la modération et le désir de la concorde! On avait consenti à négocier avec le concile de Bâle, on avait donné des otages, rendu des places fortes, renoncé aux droits de souveraineté sur maintes parties de la Bohême, on avait désarmé enfin pour faciliter la paix religieuse, et on n'avait fait que se livrer à l'ennemi. Mais les hommes qui tenaient ce langage n'en étaient pas encore réduits aux gémissemens, ni même à une guerre de paroles. Il y avait encore dans les lieux hauts plus d'un château-fort qui pouvait fournir des ressources aux opprimés; sans compter la république taborite, inaccessible dans ses montagnes, et dont le silence farouche était une perpétuelle menace, il y avait encore de vigoureux débris des vieilles bandes; tous les compagnons de Ziska et de Procope n'avaient pas rendu leur âme au dieu des armées. On ne sait pas ce que la diète de Prague répondit au discours du sire de Miletinck, on ne sait pas non plus ce qu'en pensa l'empereur, ni quelles résolutions lui inspirèrent ces fières paroles; il est certain seulement que, dans les semaines qui suivirent (octobre et novembre 1437), plusieurs coups de main furent tentés sur les villes où flottait la bannière de Sigismond. Inutiles tentatives : l'empereur et le parti romain s'étaient trop fortement établis dans les positions importantes. Les vœux de la nation pouvaient soutenir en secret ces intrépides soldats de la foi commune; au fond, la nation était lasse. Et puis à quel chef eût-elle pu se rattacher? Il faut un homme pour rallier la multitude, un homme déjà désigné par ses actes, et qui puisse justifier la confiance de tous. Les seigneurs hussites qui avaient essayé de soulever l'ancienne Bohême aux mois d'octobre et de novembre 1437 furent réduits à leurs seules forces et promptement écrasés.

II.

Il y eut quelque chose de pire que la réaction pour la Bohême, ce fut l'anarchie. L'empereur Sigismond étant mort peu de temps après les événemens que nous venons de rapporter (9 décembre 1437), son gendre Albert d'Autriche lui succéda comme roi de Bohême et mourut lui-même après un règne d'un an et dix mois. Bien que sous Albert comme au temps de Sigismond la cause nationale ait été opprimée par le parti impérial et romain, la mort d'Albert fut regardée comme une calamité publique. Après tout, les violences exercées contre les hussites entretenaient les sympathies du peuple en leur faveur,

et l'on commençait à pressentir un retour de l'opinion; au contraire pouvait-il rien arriver de plus malheureux pour la cause des hussites qu'un long et orageux interrègne? C'était, à vrai dire, l'interruption de la vie nationale chez un peuple déjà profondément divisé. Dans nos sociétés modernes, la royauté peut disparaître sans que l'état soit ébranlé : il y a des lois, des institutions, de grands services publics; mise en mouvement par des milliers de bras, l'immense machine fonctionne toujours; dans un pays comme la Bohême, le peu d'unité qui restait encore était comme attaché à la personne du souverain. C'est ce qui explique pourquoi les hussites, attachés de cœur et d'âme à la patrie, soldâts de la cause nationale, ne songeaient pas, malgré leur audace, à remplacer la royauté par une république. Ils voulaient un roi, sauf à régner sur lui. Après la mort d'Albert d'Autriche, tous les partis, les hussites plus que tous les autres, comprirent le danger de la situation : plus de liens, plus de centre, chacun pour soi, la société se décomposait, et que pouvaient devenir alors ces grands intérêts religieux pour lesquels les hussites avaient si longtemps combattu?

Les prétendans ne manquaient pas au trône de Bohême : il y avait d'abord l'enfant de la reine Élisabeth, veuve d'Albert d'Autriche, car on venait d'apprendre que la reine était grosse au moment de la mort de son mari, et l'on sut bientôt, avant le jour fixé pour l'élection, qu'elle avait mis au monde un fils, celui qui régna longtemps plus tard sous le nom de Ladislas le Posthume; mais comment aurait-on songé à élire un enfant, quand le misérable état du royaume exigeait la présence d'un tuteur énergique? Tout ce qu'on pouvait faire, c'était de réserver les droits du nouveau-né et de pourvoir sans délai aux nécessités du moment. Quelques-uns des principaux seigneurs, après des pourparlers tumultueux, convoquent une diète à Prague, et lorsqu'ils ont établi, non sans de violens débats, une sorte de loi électorale conforme aux besoins du temps et du pays, on procède à l'élection du roi. Comme dans plusieurs constitutions de l'Europe moderne, le suffrage universel s'exerçait à deux degrés. On choisit d'abord les électeurs chargés d'élire le prétendant au trône. Ils étaient au nombre de quarante-six, dix-huit pour l'ordre des seigneurs, quatorze pour les chevaliers, et quatorze encore pour les bourgeois. Les titres des différens princes ayant été discutés tour à tour, on convint de circonscrire la lutte entre quatre d'entre eux; c'était Wladislas, roi de Pologne, Frédéric, margrave de Brandebourg, Louis, comte palatin, et Albert, duc de Bavière. Après plusieurs votes, ce dernier l'emporta, et presque à l'unanimité des suffrages. Aussitôt une députation des électeurs va le trouver à Munich et lui offre la couronne; Albert hésite, demande à consulter l'empereur, cherche à éviter les conditions qu'on lui impose, surtout

celle d'incorporer ses états héréditaires au royaume de Bohême et de faire respecter les *compactats* du concile de Bâle; bref, le duc et les électeurs ne peuvent réussir à s'entendre. Ce premier effort d'union accompli tant bien que mal entre les seigneurs, les chevaliers et les bourgeois, cette convocation d'une diète, ces délibérations, ces votes, ce choix d'un souverain, tout cela se trouvait annulé du même coup, et l'on retombait plus lourdement dans les ténèbres de l'anarchie.

Au milieu des partis sans nombre qui divisaient la Bohême, à travers les intérêts ou les griefs particuliers qui augmentaient encore les complications publiques, M. Palacky remarque pourtant quatre groupes qui se dessinaient assez bien dans ce pêle-mêle effroyable. Aux deux extrémités opposées se trouvaient les catholiques et les taborites, au centre les calixtins modérés et les calixtins ardens. Ces deux derniers partis représentaient la masse de la nation, l'un avec une modération parfois excessive et qui paralysait sa force, l'autre avec une ardeur intelligente qui devait lui assurer la victoire. Le chef des calixtins modérés était un seigneur nommé Meinhardt de Neuhaus; les ardens, les zélés, comme on les appelait (*die Eifriger*), obéissaient à un des personnages les plus considérables du royaume, le sire Ptacek de Pirkstein. C'était vraiment un chef, aussi intelligent que brave, habile à manier les hommes, vigilant, résolu, désintéressé, trop fier pour mettre ses hautes facultés au service d'une cause qui ne fût pas celle de la patrie. Sur ce théâtre obscur et dans la confusion d'une mêlée qui a fait fuir la muse de l'histoire, il y a eu là des efforts de génie, des preuves d'héroïsme moral qui eussent suffi à immortaliser un nom. Quelle activité! quelle persévérance! quel mélange de circonspection et d'audace! Avec quelle vigueur le sire de Pirkstein réunissait les élémens dispersés de la patrie et l'empêchait de se dissoudre! Comme il était prêt à recommencer sa tâche chaque fois qu'il voyait s'écrouler les bases à peine établies de son édifice! Si quelque force humaine a maintenu ce malheureux royaume pendant les cinq années qui suivirent la mort d'Albert d'Autriche, si quelque autorité, sans autre droit que celui du danger public, a pu arrêter l'œuvre de destruction préparée par cette épouvantable anarchie, ce fut la force et l'autorité du sire Ptacek de Pirkstein.

Son but, à ce qu'il semble, était d'amener à lui les calixtins modérés, de les réconcilier avec leurs frères, comme aussi de ramener les taborites à des vues plus sages, plus pratiques, ou bien de les écraser à jamais, s'ils persistaient à compromettre la révolution par leurs violences. Les modérés, satisfaits des concessions obtenues du concile de Bâle, déclaraient vouloir s'en tenir là : l'abstention d'un parti si nombreux, et recruté surtout dans la population des villes,

pouvait faire le plus grand dommage à la cause commune; mais l'inexécution des compactats, les progrès de la réaction, l'arrogance du parti romain, devaient réveiller tôt ou tard les modérés au sein de leur quiétude et leur imposer, bon gré, mal gré, un rôle plus énergique. Quant aux taborites, si les circonstances devaient aussi amener un grand nombre d'entre eux à se réunir aux calixtins ardens, le fond du parti demeurait intraitable. Il ne voyait qu'une chose, la pure doctrine évangélique; il n'éprouvait qu'un seul sentiment, la haine de l'église romaine sous quelque forme que ce fût, la haine du pouvoir absolu et de ceux qui prétendaient le réformer, la haine du pape et du concile. Qui sait même si des doctrines contraires à l'Évangile ne se glissaient pas obscurément dans ces âmes exaspérées? Qui sait si les accusations portées contre les tumultueux sectaires, tout envenimées qu'elles fussent par la passion et mêlées de calomnies odieuses, ne renfermaient point quelque part de vérité? L'anarchie des croyances répondait à l'anarchie politique, et il se peut bien que des doctrines anti-chrétiennes, introduites d'une façon ténébreuse chez de fanatiques esprits, eussent creusé un abîme entre les hommes que le sire de Pirkstein s'efforçait de réunir. N'importe : la gloire de ce noble chef est d'avoir compris qu'un large courant d'idées communes et d'intérêts solidaires finirait par concentrer les forces dispersées de la grande insurrection hussite, c'est-à-dire de la Bohême et du peuple tchèque. Au milieu du morcellement de la patrie, cette vue de l'avenir soutenait son courage. Il travaillait par tous les moyens à préparer ce foyer de vie et d'action, résolu à le diriger contre le parti qu'on ne saurait nommer le parti catholique sans défigurer le véritable aspect des choses, mais qu'il faut appeler, pour être exact, le parti étranger, le parti allemand et romain.

Le parti romain avait pour chef dans l'ordre temporel le sire Ulrich de Rosenberg, dans l'ordre spirituel le chapitre de la cathédrale de Prague. Au point de vue du nombre et des ressources générales, ce parti était le moins important des quatre, mais il profitait habilement de la division de ses ennemis, et il avait d'ailleurs deux avantages considérables, l'appui de la haute noblesse du royaume et l'importance personnelle de son chef. Ulrich de Rosenberg était le plus puissant et le plus riche des barons de la Bohême; ses domaines étaient immenses, il possédait maints châteaux, maintes places fortes, et de nombreux vassaux lui reconnaissaient une espèce de suzeraineté. Sans avoir besoin d'être sans cesse à l'œuvre, comme le sire de Pirkstein, pour rallier ses troupes débandées, sans avoir à payer de sa personne, à monter à cheval, à se montrer de tous côtés, à réparer chaque matin les brèches de la veille, il disposait d'une armée à qui son nom seul servait de ralliement et de drapeau.

Son autorité principale était hors des frontières du pays. Toutes les questions pendantes, l'élection d'un roi, la pacification religieuse, exigeaient des négociations avec l'empereur, avec les princes d'Allemagne, avec les pères du concile ou les cardinaux italiens; le seul représentant de la Bohême en ces occasions était Ulrich de Rosenberg. Il n'avait reçu pour cela aucune mission expresse, mais l'illustration de sa race, ses relations avec l'aristocratie germanique, sa richesse même, lui assuraient si bien ce titre de négociateur auprès de l'Europe, qu'aucun de ses adversaires ne songeait seulement à le lui disputer. Ce fut sa force dans les commencemens, ce fut aussi sa faiblesse. Plus il étendait son crédit auprès des princes d'Allemagne, plus son influence diminuait en Bohême. Un des grands moyens d'action dans les affaires intérieures, c'étaient ces diètes, ces assemblées d'états que convoquaient les principaux chefs, tantôt dans une ville, tantôt dans une autre, et où se portaient à l'envi barons, chevaliers et bourgeois, comme dans un tumultueux forum. Ulrich de Rosenberg, qui voulait prolonger l'interrègne afin de réserver le trône au fils d'Albert d'Autriche ou plutôt à son tuteur Frédéric III, redoutait ces assemblées, où il était si naturel que le choix d'un souverain fût remis en question; sa constante politique était d'en obtenir l'ajournement. C'était lui qui, par d'habiles manéges, avait décidé le duc de Bavière à refuser la couronne des Prémysl; c'était lui qui, à chaque convocation d'états, suscitait des empêchemens inattendus. Or, pendant que ce fin diplomate ne songeait qu'au roi de l'avenir, le sire Ptacek de Pirkstein, attentif aux intérêts de l'heure présente, déjouait les intrigues de son rival, écartait les obstacles, rendait les réunions aussi faciles qu'elles étaient nécessaires, et comme tous les partis avaient le goût de ces *parlemens*, celui qui les provoquait avec tant de zèle, celui qui les présidait en l'absence du baron de Rosenberg, devenait peu à peu aux regards de tous le véritable représentant du pays.

On voit par les documens de M. Palacky que les partisans de Rosenberg ignoraient eux-mêmes le secret de cette temporisation perpétuelle. « Nous sommes surpris, — lui écrivaient un jour deux de ses alliés, Jean et Wilhelm de Riesenberg, — nous sommes surpris et affligés, messire baron, que tu n'aies point paru à la diète. L'absence des nôtres, et surtout la tienne, a été cause que notre couronne orpheline est plus abandonnée que jamais, et il en est résulté une panique dont nous aurons à nous repentir. Ceux par la faute desquels la diète n'a pu s'ouvrir ont manqué à Dieu et à la patrie. Les promoteurs de cette réunion sont indignés que tant de gens, oubliant leur parole, n'aient pas répondu à l'appel et les aient ainsi livrés à la risée du monde; mais la honte, à notre avis, n'est pas pour eux, elle est pour les hommes qui avaient promis de venir et

qui ne sont pas venus. » A la vivacité de ces reproches, on voit quels étaient les rapports des chefs et des soldats dans cette mêlée de tout un peuple. On devine aussi la politique et l'attitude de l'homme qui était le principal adversaire des hussites. Beaucoup moins occupé de questions religieuses que d'influences terrestres, songeant à ses alliances extérieures bien plus qu'aux problèmes de son pays, il courtisait surtout l'empereur, et par l'empereur la cour de Rome. Le parti qui avait accepté sa direction devait perdre bientôt son caractère spécialement catholique pour devenir le parti allemand; les hussites au contraire étant de plus en plus la vivante expression de la Bohême, tout ce qui se sentait un cœur national était poussé vers eux.

Tel était donc l'aspect du pays pendant les confuses années de l'interrègne : quatre partis, ou, comme on disait, quatre fédérations, — les calixtins modérés avec le sire de Meinhardt, les calixtins ardens avec le sire Ptacek de Pirkstein, les taborites sans chef reconnu, sans organisation puissante, terribles seulement par le fanatisme, et en face de ces trois corps distincts d'une même armée la fédération faussement appelée catholique, dirigée, on a vu comment, par le baron Ulrich de Rosenberg.

On aurait cependant une idée peu exacte des choses, si l'on se représentait ces divisions aussi nettement que nous venons de les exposer. C'est l'affaire de l'historien d'introduire la lumière et l'ordre dans les parties les plus sombres des annales humaines. Cet ordre, qui se fait de lui-même à distance, les contemporains ne le voient pas toujours. A vrai dire, pendant la plus grande partie de cette période, la confusion est au comble, et les scandaleuses discordes de l'église viennent l'augmenter encore. C'est le moment où il y a deux papes et deux conciles. On avait déjà vu plusieurs prétendans se disputer le saint-siége : deux papes et deux conciles à la fois, cela ne s'est vu qu'à cette époque. La France, occupée alors à se débarrasser des Anglais, n'a point ressenti le contre-coup de ces commotions, et notre histoire nous en parle peu; l'histoire d'Allemagne en est remplie, et aucun pays n'en a plus souffert que le pays de Jean Huss. Au mois de février 1439, le pape Eugène IV avait transféré à Florence le concile établi à Bâle, ce qui équivalait à la dissolution de l'assemblée souveraine de l'église, et le concile avait répondu par deux votes énergiques : le 25 mai, il avait déposé Eugène IV; le 17 novembre, il avait élu pape, sous le nom de Félix V, un prince de la maison de Savoie. Couronné à Bâle le 24 juillet 1440, Félix V avait organisé sa cour dans cette ville et créé un grand nombre de cardinaux. Pendant ce temps, le concile de Florence avait inauguré ses travaux comme si le concile de Bâle ne continuait pas de siéger. Entre les deux conciles et les deux papes, la confusion était si grande et le droit si incertain que plusieurs états catholiques, par une con-

tradiction singulière, reconnurent comme puissances établies, les uns le pape Eugène IV et le concile de Bâle, qui l'avait déposé, les autres le pape Félix V et le concile de Florence, qui lui jetait l'anathème. Que fit la Bohême au milieu de ce conflit? Assez tourmentée de ses propres embarras, elle essaya de rester neutre. Dans les premiers jours du mois de janvier 1441, selon le vieux chroniqueur cité par M. Palacky, on vit arriver à Prague les légats de Félix V: ils réunirent solennellement les principaux dignitaires de la ville, le recteur de l'université avec son cortége de maîtres et d'étudians, les barons, les chevaliers, les bourgeois, et, après avoir lu les actes du concile de Bâle, déclarèrent Félix V seul pape légitime, ordonnant, sous peine d'anathème, à tous les catholiques de reconnaître son autorité et de refuser obéissance à Eugène IV. C'était devant une assemblée de hussites qu'avaient lieu ces proclamations impérieuses. Ces hussites répondirent qu'ils n'étaient point séparés de l'église romaine, évitant ainsi de se prononcer sur la question de savoir quel était le chef de cette église; puis, allant droit au fait qui seul les intéressait, ils demandèrent des nouvelles des *compactats* d'Iglau. Le pape ou le concile avait-il donné des ordres pour que ces solennelles promesses fussent enfin exécutées? Les légats de Félix V, qui n'avaient pas reçu d'instructions à ce sujet, se trouvèrent fort embarrassés et comprirent que leur mission était finie. Ils n'avaient pas encore quitté la ville de Prague lorsque les légats d'Eugène IV y firent leur entrée de la même façon, furent accueillis avec les mêmes honneurs, lurent publiquement les mêmes lettres, les mêmes bulles, où il n'y avait qu'un nom de changé, déclarèrent enfin qu'Eugène IV était le vrai pape, le seul pape, et que tous les catholiques, sous peine d'excommunication, lui devaient obéissance.

L'attitude des hussites, en face de ces scandales, révèle un rare instinct de l'intérêt national; le peuple qui écartait ainsi ce nouvel élément de confusion était digne de triompher un jour de ses propres difficultés et de mettre fin à l'anarchie qui le dévorait. Cette sagesse, on doit le dire, n'était pourtant pas unanime. Il y avait des voix dissidentes, il y avait des hommes pour qui les déchiremens de l'église étaient une occasion de brouiller les affaires et de prolonger un interrègne propice à leurs intrigues. Au premier rang, — et M. Palacky n'en parle que la rougeur au front, — il faut placer le chef politique du parti romain, le baron Ulrich de Rosenberg, qui, reconnaissant tour à tour Eugène IV et Félix V, négociant, selon son intérêt, avec le concile de Bâle ou le concile de Florence, recevant l'argent de toutes mains, ne songeait qu'à augmenter son influence personnelle, et s'inquiétait peu de déshonorer son parti. N'était-ce pas en effet déshonorer tous les ardens catholiques de ce parti que de servir leurs passions au détriment de leur foi? On voit que, mal-

gré la réserve du peuple bohémien, le conflit des deux papes devait être nécessairement pour lui une nouvelle cause de troubles; selon que l'un ou l'autre pape était favorable ou hostile aux hussites, le baron de Rosenberg, très dégagé de tout scrupule, savait modifier ses alliances pour nuire à ses ennemis; les hussites au contraire, résolus à demeurer neutres et religieusement fidèles à leur parole, ne savaient plus, en cas de litige, auprès de quel juge suprême revendiquer leurs droits.

Un de ces grands litiges, une des questions capitales qui passionnaient tous les esprits pendant l'interrègne et qui les agiteront encore dans la période suivante, c'était la question de l'archevêque Rokycana. Après les conflits auxquels donnait lieu la communion sous les deux espèces, il n'y avait pas d'affaire plus grave et plus émouvante. Rokycana était un prêtre hussite, savant homme pour le temps, réformateur zélé des mœurs du clergé et du peuple, grand orateur, controversiste infatigable, également à l'aise devant un auditoire populaire et devant les théologiens du concile de Bâle, chrétien du fond de l'âme, mais attaché avec une obstination invincible à certaines formes du christianisme primitif, ayant vaguement l'idée d'un large système ecclésiastique où la variété ne nuirait point à l'unité, où chaque église aurait son caractère national, sans cesser d'appartenir à la grande patrie religieuse, où aucune de ces églises ne pourrait en opprimer une autre; en un mot, c'était un hussite, le plus éclairé comme le plus ardent des hussites, un théologien patriote commentant et développant en tous sens ces paroles du pape saint Grégoire le Grand au généreux moine Augustin, l'apôtre de l'Angleterre : *Ubi unus colitur Christus, nihil efficit rituum varietas.* Est-il nécessaire de dire que ce vaillant homme marchait avec le parti du mouvement et de l'action? Maître Jean Rokycana était dans l'ordre religieux ce qu'était dans l'ordre politique le sire Ptacek de Pirkstein. Ils appartenaient à la même fédération et combattaient en frères d'armes. Or, dans une diète tenue à Prague au mois de décembre 1435, maître Rokycana avait été élu archevêque de Prague, non par l'acclamation populaire comme aux temps primitifs, mais par les représentans de l'état et de l'église; deux barons, le sire Meinhardt et le sire Ptacek, deux chevaliers, trois bourgeois, neuf prêtres choisis dans toutes les parties du royaume, lui avaient conféré ces hautes fonctions, et, malgré sa résistance très sincère, l'avaient obligé au nom du bien public d'en accepter le fardeau. Le chapitre de la cathédrale de Prague était composé de catholiques inflexibles, alliés et agens du parti germanique : de là toute une suite de conflits, où les passions politiques envenimaient encore les haines religieuses. Rokycana, qui n'entendait pas se séparer de l'église, demandait au pape ou au concile l'institution canonique

dont il avait besoin; mais ni le concile ni le pape ne se hâtaient de résoudre une question si grave. Instituer un archevêque hussite dans la capitale de la Bohême, n'était-ce pas du premier coup donner gain de cause à la révolution? Au lieu d'accorder aux disciples de Jean Huss une espèce d'amnistie, ou du moins un édit de tolérance, comme le voulaient les *compactats* d'Iglau, n'était-ce pas proclamer leur victoire? On devine l'agitation que devait produire un pareil incident : l'archevêché de Prague était comme une forteresse qui, donnant la clé du pays, était assiégée par tous les partis avec une fureur croissante. Comment raconter tous les incidens de la lutte? Le pape Félix V, prenant un moyen terme, avait nommé un autre archevêque, choisi également dans les rangs des hussites, mais des hussites modérés, que commandait le sire Meinhardt : complication de plus et complication inutile! l'importance de Rokycana n'en fut pas diminuée. Il était toujours le protégé du hardi sire Ptacek de Pirkstein : c'était toujours lui que réclamait le parti de l'action, c'était lui qui, acclamé dans les diètes, appelé de tous côtés par le peuple des campagnes, devenait de plus en plus le représentant de la religion nationale; mais aussi que de fois il lui fallut payer de sa personne comme les évêques des premiers siècles! que d'émeutes à vaincre! que d'hérésies à combattre! Soit qu'il provoquât les taborites à des discussions solennelles, soit qu'il eût à conduire des négociations avec les calixtins modérés, tribun ou diplomate, il était sans cesse à son poste de combat, et ses victoires étaient souvent aussi périlleuses que ses défaites.

Quand l'anarchie est si grande dans l'ordre politique et religieux, que peut être le domaine des intérêts civils? A vrai dire, c'était le chaos. Point de tribunaux, nulle justice à invoquer; il n'y avait de droit que le droit du glaive. On se battait pour la limite d'un champ, pour l'usage d'un cours d'eau, pour le règlement d'une dette; on se battait un contre un ou bandes contre bandes. C'étaient des duels ou des batailles. Le plus souvent ces conflits d'intérêts privés n'étaient que la suite des conflits politiques. Un jour le sire Ptacek, ne pouvant obtenir le paiement d'une somme que lui devait le sire Meinhardt, son rival, alla lui prendre le château et la petite ville de Bilkow en Moravie. Quelquefois aussi il y avait lutte entre les hommes d'une même fédération : le vieil annaliste de ces confuses années, — quelque bourgeois de Prague sans doute, qui consigne jour par jour les événemens, comme faisait chez nous, en des heures presque aussi ténébreuses, son contemporain *le bourgeois de Paris*, — mentionne sans cesse des duels, des combats, des siéges, des prises de villes ou de châteaux-forts pour le règlement d'affaires particulières. La justice criminelle était expéditive : les bourgeois de la ville de Brunn, ayant on ne sait quel procès avec le sire Héralt

de Kunstatt, un des principaux chefs de leur parti, le mandèrent à leur hôtel de ville; il vint accompagné d'une escorte, et, se croyant tout permis, il manqua, — en quoi? comment? on ne sait, mais il manqua, disent les chroniques, et de la façon la plus grave, aux représentans de la cité. Les bourgeois, malgré toute résistance, mirent la main sur lui et le jugèrent : il fut décapité le soir même à la lueur des flambeaux.

C'est au milieu de ce chaos que le sire Ptacek de Pirkstein, à force d'activité, d'intelligence, de patriotisme, avait fait luire quelques rayons de lumière. On commençait à espérer de meilleurs jours. Tout n'était pas perdu : le sentiment des intérêts communs écartait peu à peu les élémens de dissolution et de ruine. L'image de la patrie se dégageait des ténèbres. C'était principalement sur la vaillante figure du sire Ptacek que brillait ce reflet divin, et quand il déployait la bannière nationale, quand il allait de ville en ville, d'assemblée en assemblée, parlant, agissant, entretenant la vie publique, combattant sous toutes ses formes la réaction allemande et romaine, c'est-à-dire la destruction de la Bohême, que d'intérêts sacrés reposaient sur un seul homme! Un jour que le sire Ptacek, après bien des difficultés, avait obtenu un *parlement* des hauts barons dans la petite ville de Dobrisch, il s'y rendait à cheval avec son escorte quand un mal subit et violent le força d'interrompre son voyage; on le ramena dans son château de Rataj, où il expira quelques heures après, le 27 août 1444.

III.

Ce fut un coup de foudre pour le parti national : la mort d'un seul remettait en question les intérêts de tous. Où trouver le successeur d'un pareil chef? Quelle était la main assez forte pour soutenir son œuvre ébranlée? Il y avait alors, parmi les plus dévoués compagnons du sire Ptacek, un jeune homme que ses souvenirs de famille non moins que sa valeur personnelle semblaient destiner à un grand rôle. Il était né au château de Podiebrad le 23 avril 1420, jour consacré à saint George; de là les deux noms qu'il reçut. Son père était le sire Vocek de Kunstatt; sa mère s'appelait Anna de Wartemberg. Ziska lui-même, le grand Ziska l'avait tenu sur les fonts baptismaux. Tout jeune encore, le filleul du terrible chef avait fait honneur à ce patronage. Dans la sanglante mêlée de Lipan, en 1434, à la bataille de Tabor en 1438, George de Podiebrad s'était déjà signalé par son courage, et il avait vingt ans à peine quand il fut nommé capitaine du cercle de Bunzlau. L'année suivante, il avait épousé une jeune fille de race noble, Kunhuta, fille du sire Smil Holicky de Sternberg. Par sa famille comme par celle de sa femme,

George de Podiebrad se trouvait en relations de parenté ou d'alliance avec les principaux chefs des partis qui divisaient la Bohême. Il était homme à profiter de cet avantage; sa prudence égalait sa hardiesse, et il voulait travailler au bien de tous. Ænéas Sylvius, si longtemps mêlé aux affaires de Bohême avant de devenir pape sous le nom de Pie II, rend un éclatant témoignage à ses qualités morales. « C'était, dit-il, un homme petit, trapu, la peau très blanche, les yeux pleins de flamme, de mœurs paisibles, infecté, il est vrai, de l'erreur des hussites, mais amoureux de la justice et du droit. »

George de Podiebrad n'avait que vingt-quatre ans lorsque mourut son chef, le sire Ptacek de Pirkstein. Inspiré par le danger public, il eut l'ambition de le remplacer; il était initié à ses desseins, il avait les mêmes vues, la même politique, et il allait les soutenir avec la même ardeur, aidée de ressources nouvelles. Mais son heure a-t-elle déjà sonné? N'est-il pas trop jeune encore pour attirer les regards, pour commander la confiance, dans l'affreuse mêlée que nous avons décrite? Non, les hommes mûrissent vite au feu des révolutions; signalé aux hussites par le souvenir de Ziska, par l'amitié de Ptacek, par les services de sa famille et les siens propres, George de Podiebrad était moins jeune que son âge; il y avait dix ans qu'il était entré sur la scène et ne l'avait point quittée. Il faut se rappeler ces circonstances si l'on veut comprendre avec quelle rapidité ce capitaine de vingt-quatre ans devient un chef redoutable, la terreur de la réaction et l'espoir des hussites.

Assuré du concours de tous ceux qui marchaient naguère avec le sire de Pirkstein, George de Podiebrad s'empare de la direction des affaires. Son premier soin est de régler la question de l'archevêché de Prague. Qu'il réussisse ou non à obtenir l'institution canonique de maître Rokycana, l'ardeur qu'il va mettre à poursuivre ce but le signalera aux yeux de tous; ce sera la consécration de son pouvoir, ce sera sa prise de possession. A qui s'adresser cependant? Où est l'autorité suprême de l'église? Félix V ou Eugène IV, lequel choisir? La question est toujours pendante; la Bohême, comme tous les princes d'Allemagne, comme l'empereur Frédéric III lui-même, a résolu de rester neutre entre les deux pontifes. Le jeune chef imagine une combinaison nouvelle : un des éminens docteurs du concile de Bâle, le cardinal Julien, est légat d'Eugène IV dans les contrées allemandes; n'est-ce pas là le conciliateur indiqué par les événemens? Son rôle passé comme sa situation présente lui assurent une double autorité; puisqu'il représente à la fois le saint-siége et la grande assemblée de l'église, ce n'est pas rompre la neutralité que de s'adresser à lui. Subtilités bizarres qui montrent bien l'incroyable confusion de la société religieuse dans cette période! Mais cette ressource elle-même

échappera au négociateur; le capitaine des hussites combinait encore ses plans lorsqu'on apprit la mort ou la disparition mystérieuse du cardinal Julien. L'ardent prélat avait décidé le roi de Hongrie Ladislas à marcher contre les Ottomans, qui ravageaient déjà les contrées du Danube avant de s'emparer de Constantinople. L'armée hongroise fut détruite à Varna le 10 novembre 1444; le roi périt, le cardinal disparut : avait-il succombé dans la bataille, ou bien, fait prisonnier par les vainqueurs, comme l'affirment certains récits du temps, fut-il conduit à Andrinople et condamné à quelque horrible supplice? On ne sait; ce qui est certain, c'est qu'on ne le revit plus et qu'une des espérances de George de Podiebrad fut engloutie à jamais dans ce désastre. Signalons en passant ce que de telles catastrophes, à peine connues de l'Occident, avaient de terrifiant et de sinistre pour les peuples de l'Europe orientale; c'était sous le coup de l'invasion asiatique, c'était en face de Mourad et de ses barbares, que les chrétiens de Bohême, divisés par les factions, maudits du pape, abandonnés du concile, avaient à ressaisir leur vie politique et à fonder un culte national.

Décidément, puisque le cardinal Julien n'est plus là, il faut recourir à l'un des deux papes. George Podiebrad se tourne du côté d'Eugène IV, donnant par là un rare témoignage de sa modération autant que de son coup d'œil politique; n'est-il pas remarquable en effet qu'au moment où tous les princes de l'empire, l'empereur à leur tête, persistaient à demeurer neutres entre Eugène IV et Félix V, un simple chef de parti, un capitaine de *confédérés* au milieu d'une nation en désarroi, ait fait le premier son choix et pressenti l'avenir? Malgré ses sympathies pour le concile de Bâle, il a deviné que la victoire resterait à la cour de Rome, et, comme il est pressé d'en finir, c'est au pape romain qu'il s'adresse avec une loyauté hardie. Ainsi, étrange contraste, l'homme qui, le premier sur le territoire de l'empire, s'est prononcé pour Eugène IV contre Félix V, c'est celui-là même qui sera obligé de soutenir les plus terribles luttes contre les successeurs d'Eugène IV, celui que Paul II accablera d'invectives et contre lequel il essaiera de soulever l'Europe entière.

Il est à peine nécessaire de dire que les efforts de George furent inutiles. Il eut beau envoyer une députation à Rome, il eut beau faire parler au pape avec toute la candeur d'une âme chrétienne, sa cause était perdue d'avance. Des raisons politiques bien plus que des argumens de théologie entraînaient le saint-siége dans des voies absolument opposées; George demandait l'exécution des promesses du concile, et le saint-siége était résolu à les supprimer à jamais. D'un autre côté, le pape Félix V favorisait les calixtins modérés et semait ainsi la division parmi les hussites. Sans renoncer encore aux négociations, car sa prudence égalait son audace, Podiebrad commençait à

comprendre qu'il ne devait compter que sur lui-même et sur la volonté du peuple. Il s'attache dès lors à reprendre la politique du sire de Pirkstein, il entretient les sentimens publics, resserre les liens de son parti, provoque des parlemens, et, réunissant enfin dans la ville de Pilgram l'une des plus nombreuses assemblées que la Bohême eût vues depuis longtemps, il fait voter deux déclarations qui sont comme le principe d'un nouvel avenir. L'une concernait le roi, l'autre l'archevêque. « Ce n'est pas assez, disaient les états de Pilgram, que Ladislas, fils d'Albert, soit notre roi désigné pour l'avenir : nos députés iront supplier l'empereur de vouloir bien se dessaisir du royal enfant et le laisser passer de sa tutelle sous la nôtre; nous le voulons parmi nous, non pas d'espérance, mais de fait; nous le voulons présent de sa personne, acclamé, couronné, et, jusqu'au jour où il pourra tenir le sceptre, des lieutenans du royaume gouverneront en son nom. Nous voulons aussi que maître Rokycana, élu par nous archevêque de Prague, soit maintenu et confirmé dans ses fonctions; en même temps que nos députés iront trouver l'empereur pour lui demander notre roi, une autre ambassade ira, soit auprès du pape, soit ailleurs, pour obtenir la consécration de notre archevêque. »

On voit, surtout par ces dernières paroles, que le parti de George de Podiebrad avait eu la majorité à la diète de Pilgram. Un grand pas était fait : on pouvait bien prévoir, il est vrai, que les deux demandes relatives au jeune roi et au vieil archevêque n'amèneraient pas un résultat prochain; mais la diète avait demandé aussi l'établissement d'un pouvoir intérimaire qui gouvernerait la Bohême jusqu'à la majorité de Ladislas. C'était là le point décisif. A partir de cette date mémorable (12 juin 1446), la situation va se simplifier. Quels sont les prétendans à la lieutenance du royaume? Il y en a deux qui éclipsent tous les autres, Ulrich de Rosenberg et George de Podiebrad. La lutte qui s'engage est comme un duel acharné, un duel de tous les jours, de toutes les heures, et dont la Bohême entière est le théâtre. Rosenberg a blanchi depuis longtemps sous le harnais; Podiebrad est dans le feu de la première jeunesse. Rosenberg a plus d'expérience, Podiebrad plus d'audace. Rosenberg a pour lui une partie de la haute noblesse, une partie du haut clergé, le chapitre de l'archevêché de Prague, et hors du pays le pape et l'empereur, Eugène IV et Frédéric III; Podiebrad a pour lui la nation, le cœur de la nation, barons, chevaliers, bourgeois, tous ceux qui veulent avec plus ou moins de vigueur l'exécution des engagemens du concile; c'est lui qui tient la bannière de la patrie, et à ses côtés marche ce vieux lutteur des combats de la parole, l'héritier de Jean Huss, l'orateur de la Bohême devant les théologiens de Bâle, le chef de l'église nationale, Rokycana, archevêque de Prague. Ajoutons un dernier trait qui achève le contraste et lui donne un caractère tra-

gique : de ces deux champions si puissamment armés, l'un est l'oncle, l'autre le neveu; Catherine de Wartemberg, femme du vieux sire de Rosenberg, est la sœur d'Anna de Wartemberg, mère du jeune sire de Podiebrad. Représentée par ce vieillard et ce jeune homme, la lutte des partis qui déchirent la Bohême est presque une lutte parricide.

Ce fut d'abord une guerre de ruses et de mensonges. Ulrich de Rosenberg, pour tromper la vigilance de George, et aussi pour se faire des amis en Bohême, feignait de s'intéresser à la cause de Rokycana; il signait, lui et les siens, les pétitions que George de Podiebrad envoyait à Vienne et à Rome, puis, par missives secrètes, il perdait Rokycana et Podiebrad dans l'esprit du pape et de l'empereur. Ce système de calomnies allait devenir plus funeste encore : Eugène IV venait de mourir, au moment même où l'empereur Frédéric III s'était décidé enfin à le reconnaître et avait retiré sa protection au concile (23 février 1447); le pape élu dix jours après sous le nom de Nicolas V était un ami particulier de Rosenberg, qui avait eu l'honneur de le recevoir dans son château de Krumau, quand il se nommait simplement Thomas de Sarzana ou le cardinal de Bologne. Le choix du nouveau pape augmentait singulièrement le crédit de Rosenberg, même parmi les hommes de sa nation, car ce n'était pas chose indifférente d'avoir la confiance du saint-père, tant que la Bohême n'avait pas rompu avec la cour de Rome. Ce fut bien mieux encore quand on vit arriver à Prague un autre ami de Rosenberg, le cardinal Carvajal, expressément envoyé en Bohême pour examiner l'état des choses et donner une solution définitive à l'affaire de l'archevêque. Dans toutes les révolutions, on voit des hommes faibles qui, une fois la lutte engagée, ont peur de la soutenir et sont prêts à tout livrer par un impatient désir de la paix; de concessions en concessions, le sire Meinhardt de Neuhaus, chef des calixtins modérés, en était venu à faire cause commune avec Ulrich de Rosenberg. « Il n'y a qu'un moyen de rétablir la paix, disait Rosenberg au vieux seigneur féodal : c'est de nous soumettre à Rome, car Rome ne cédera pas. Et en vérité quel prix attachez-vous donc à ces *compactats* du concile? Rome, dès que vous serez soumis, vous fera des concessions plus sérieuses; il faut seulement qu'elle puisse les faire en toute liberté, et non sous la pression d'un concile qu'elle maudissait, d'un concile qui a osé prononcer la déchéance du pape romain et dont l'autorité n'existe plus. » Ces argumens, développés avec art, avaient produit leur effet. Rosenberg se croyait sûr de l'adhésion d'une moitié des hussites, et l'ambassade de Carvajal, arrivant en grande pompe, les mains pleines de bénédictions et de présens, allait consommer, il n'en doutait pas, l'alliance du parti romain et des calixtins modérés.

C'est le 1er mai 1443 que le cardinal Carvajal fit son entrée à

Prague. Nous avons déjà dit que la capitale de la Bohême appartenait alors aux calixtins modérés, et se trouvait par conséquent sous la direction du sire de Neuhaus. Neuhaus et Rosenberg firent la plus magnifique réception au cardinal : toute la ville se porta au-devant de lui, et les honneurs qu'on lui rendit furent si grands, les acclamations si vives, si joyeuses, que le cardinal, esprit très fin pourtant et des plus avisés, se crut assuré de la victoire : n'avait-on pas exagéré la sombre obstination des hussites? et serait-il bien difficile de ramener un tel peuple à l'obédience de Rome? On imaginerait difficilement un plus singulier malentendu que celui qui se produisit en cette circonstance : Rosenberg se croyait maître des hussites de Prague, parce qu'il dominait leur faible chef, le sire Meinhardt de Neuhaus; le cardinal, voyant l'enthousiasme de la ville, croyait avoir affaire à un peuple fatigué de la lutte et qui courait les yeux fermés au-devant de la paix; les hussites, impatiens d'atteindre leur but, croyaient saluer de leurs acclamations le légat qui venait établir officiellement leur église nationale et sacrer leur archevêque. Au bout de quelques jours, tous les voiles tombèrent, et l'irritation fut d'autant plus violente chez les habitans de Prague que la joie s'était plus naïvement épanouie. Quand on vit le cardinal opposer des fins de non-recevoir à toutes les requêtes, faire profession d'ignorance absolue au sujet des *compactats* du concile, s'exprimer avec dédain sur des croyances qui étaient la vie même, la vie religieuse et morale de la nation, plus d'un murmure accueillit ses paroles. « Prenez garde, lui dit un jour un des négociateurs, il pourrait bien se passer ici des choses terribles. » Les têtes s'échauffaient; le souvenir de Jean Huss se réveillait d'une façon tragique; on parlait déjà de châtimens, de représailles; enfin la colère du peuple devint si menaçante que le cardinal crut devoir quitter la ville en toute hâte, escorté d'une troupe de cavaliers que commandait Ulrich de Rosenberg. Le 1er mai, il avait été reçu avec vénération et allégresse comme l'envoyé du premier pouvoir de l'église universelle; le 23, il était obligé de s'enfuir au milieu des vociférations et des outrages. Le bruit se répandit bientôt qu'il s'était fait livrer les *compactacts* pour en prendre connaissance, et qu'il les emportait dans sa valise. C'était le trésor de la patrie. Aussitôt quatre cents cavaliers s'élancent à sa poursuite : on l'atteint, on l'arrête, on va fouiller sa voiture; il supplie qu'on veuille bien ne pas lui infliger cette honte en vue de la ville de Prague : au premier village, il ouvrira ses malles et restituera le dépôt qu'on lui réclame. Il s'exécuta en effet à Beneschau; le précieux titre, dit le chroniqueur, était tout au fond de sa valise. C'est ainsi qu'un prince de l'église romaine, grâce aux intrigues de Rosenberg, fut accueilli comme un libérateur et se sauva comme un larron.

Cette journée, si fatale à Rosenberg, fut désastreuse pour Meinhardt de Neuhaus. Son autorité dans la ville de Prague était perdue à jamais; entre le chef indécis qui avait presque vré son parti et le parti résolu qui avait déjoué cette lâche politique, tout lien était détruit, toute confiance impossible. Il était clair à tous les yeux que le sire Meinhardt connaissait mal les sentimens des hussites de Prague, et que les hussites de Prague connaissaient trop bien désormais l'imbécillité de leur chef. A qui appartenait la première ville du royaume? A celui qui représentait le mieux le sentiment national. Tous les yeux étaient tournés vers George de Podiebrad. Quelques semaines après, le jeune chef était avec son armée devant les murs de Prague. Meinhardt, qui commandait encore la ville, n'avait pour la défendre que ses amis personnels, les barons et chevaliers de sa fédération avec leurs hommes d'armes; les bourgeois et le peuple faisaient des vœux pour Podiebrad. L'issue de la lutte n'était pas douteuse. La troupe de Meinhardt avait pris position sur les hauteurs fortifiées qui dominent la ville du côté de Wischehrad. George donne le signal de l'assaut : ses hommes s'élancent, entrent par la brèche, culbutent l'ennemi, tandis que lui-même, enfonçant les portes de la ville basse, se précipite sur les fuyards et les empêche de se rallier. Sa victoire fut complète : la plupart des assiégés, chefs ou soldats, tombèrent entre ses mains. Le peuple, en courant à sa rencontre, avait coupé la retraite aux vaincus; ses plus redoutables ennemis furent arrêtés au moment même où un cortége immense, avec des cris de joie et de victoire, le conduisait de la ville basse jusqu'à l'hôtel de ville (3 septembre 1448).

IV.

Ce fut là un jour décisif dans cette tumultueuse période : les deux partis hussites, les modérés et les ardens, étaient désormais réunis; George était leur chef, et Prague leur capitale. Cette substitution d'un gouvernement à un autre dans la ville des calixtins modérés peut-elle s'appeler un coup d'état? Non certes, il n'y avait pas d'état constitué dans cette malheureuse Bohême : c'était simplement un acte de guerre dans un pays où le droit ne se maintenait que par la guerre. Les ennemis de George, si affaiblis qu'ils fussent, ne manquaient ni de prétextes ni de ressources pour reprendre l'offensive. Le vieux sire Meinhardt de Neuhaus, fait prisonnier au siége de Prague, avait été enfermé au château de Podiebrad, et, bien que traité par le jeune vainqueur avec une courtoisie chevaleresque, il avait bientôt succombé à ses chagrins. Son fils, Ulrich de Neuhaus, accusa George d'avoir fait empoisonner le vieillard. Aux clameurs poussées par Ulrich, la guerre civile recommence.

Les seigneurs qui suivaient le parti de Meinhardt, abandonnés des bourgeois et du peuple, font cause commune avec le parti allemand. Le baron de Rosenberg leur fournit secrètement de l'or et des soldats. C'est d'abord une guerre de coups de main : on pille les propriétés du vainqueur de Prague, on ravage ses domaines, on assassine ses vassaux; mais, tandis que l'ennemi se déshonore par ces violences inutiles, George, entouré de son armée, qui s'accroît et se discipline, apparaît de plus en plus avec la majesté d'un chef. Si Ulrich de Neuhaus, à l'aide du parti catholique, réussit à organiser ses pillards, si deux fédérations armées sont aux prises pendant toute l'année 1449, si la guerre extérieure ajoute ses complications aux malheurs de la patrie, si quelques princes allemands, le duc de Saxe, le margrave de Brandebourg, le margrave de Meissen, les uns excités par Rosenberg, les autres profitant de l'anarchie du royaume, essaient de faire la loi dans le pays de Jean Huss, George de Podiebrad tient tête à tous les périls, battant l'ennemi sur le terrain des négociations et de la ruse, comme il l'a battu en rase campagne ou sur la brèche sanglante de ses *burgs*. Surtout, à force d'activité guerrière et de sagesse politique, il accoutume la Bohême à voir en lui le représentant de l'ordre, de la paix, de la patrie, de la religion nationale, pendant que ses adversaires ne tirent l'épée que pour leur intérêt personnel. Le jour où la diète de Prague, après deux années de guerres civiles, réconcilia les partis, organisa la justice et promulgua une sorte de loi martiale contre tout violateur de la paix publique, c'est à George de Podiebrad que la reconnaissance populaire attribuait ce grand résultat.

L'empereur lui-même avait les yeux sur lui, et, soit qu'il eût compris le danger de disputer à un tel homme une prééminence si vaillamment acquise, soit qu'il voulût mettre à profit pour ses propres desseins la popularité de George de Podiebrad, il ne tarda pas à consacrer son pouvoir. Il faut se rappeler ici que l'empereur Frédéric III, simple duc de Styrie, était encore un très petit seigneur lorsqu'à la mort d'Albert, gendre de Sigismond, il accepta, non sans hésiter, la couronne impériale; il faut se rappeler que son principal souci était d'agrandir ses états héréditaires, qu'il s'inquiétait fort peu des affaires générales de l'empire, qu'il y intervenait aussi rarement que possible et avec une singulière mollesse; il faut se rappeler enfin que sa politique, à la date où nous sommes, était de prolonger indéfiniment l'interrègne dans les royaumes de Bohême et de Hongrie. Ces deux royaumes appartenaient à l'héritier des deux derniers empereurs, au fils d'Albert, au petit-fils de Sigismond, à ce Ladislas que l'histoire appelle Ladislas le Posthume, car Sigismond, de la maison de Luxembourg, était roi de Hongrie avant d'être élu empereur d'Allemagne, et il devint roi de Bohême à la mort de son

frère Wenceslas. Le petit-fils de Sigismond était donc roi de Hongrie et de Bohême par son grand-père, comme il était duc d'Autriche par son père; mais l'empereur, trouvant un prétexte tout naturel dans les troubles qui désolaient ces deux pays, s'obstinait à garder auprès de lui le royal enfant, jusqu'à l'heure, disait-il, où il deviendrait homme. Il s'était emparé de cette tutelle et la prolongeait à son gré. L'héroïque Jean Hunyade, tant de fois vainqueur des Turcs, gouvernait sagement la Hongrie, et l'empereur, comptant sur les péripéties de l'avenir, aimait mieux voir un simple seigneur qu'un prince souverain à la tête d'un royaume que des événemens inattendus pouvaient lui attribuer par la suite. La situation de la Bohême, moins satisfaisante jusque-là, ne venait-elle pas de s'éclaircir? Podiebrad ne pouvait-il pas rendre aux Tchèques les mêmes services que Hunyade rendait aux Magyars? C'est ainsi que l'idée de conférer la lieutenance du royaume de Bohême à George de Podiebrad s'éveilla peu à peu dans l'esprit circonspect et temporisateur de Frédéric III. Il avait jusqu'alors soutenu le parti catholique de Bohême, parce que le chef de ce parti, Ulrich de Rosenberg, avant tout dévoué à l'empereur, se prêtait à ses desseins et lui abandonnait volontiers la tutelle de Ladislas; il passa du côté de Podiebrad, quand il vit que Podiebrad était le plus fort et se trouvait en mesure de le servir bien plus énergiquement que le baron de Rosenberg. Il pensait que le chef des hussites, une fois lieutenant du royaume, ne demanderait pas mieux que de faire durer cette situation, et que le couronnement de Ladislas comme roi de Bohême était pour longtemps ajourné.

Assurés de la protection de l'empereur, les amis de George convoquent un parlement à Prague, et c'est là que, le 23 avril 1452, jour de son saint patron, les députés du royaume défèrent la lieutenance au jeune chef, en lui donnant pour mandat de pacifier le royaume et d'y rétablir la tranquillité publique sur des bases assez solides pour que la Bohême pût enfin obtenir son roi et son archevêque, c'est-à-dire un chef temporel et un chef spirituel. Ces conditions étaient remarquables; l'homme qui les acceptait, et qui sans doute les avait provoquées lui-même, n'était pas le personnage ambitieux sur lequel comptait Frédéric III. Un roi, un archevêque, Ladislas et Rokycana, voilà ce que demandaient les hussites; c'était aussi ce que le jeune chef, dans l'ardeur de son patriotisme, avait juré de donner à la Bohême.

On le vit bien dès les premiers actes de son gouvernement. Le pape avait envoyé en Allemagne deux nouveaux légats, le cardinal Nicolas de Cuse et l'évêque Jean Capistran, avec mission spéciale de surveiller de près les affaires de Bohême. Nicolas de Cuse, l'un des plus savans hommes de l'époque, unissait la sagesse d'un politique

au dévouement d'un apôtre. Avant de mettre le pied chez les hussites, il avait voulu gagner leur confiance; il parcourait l'Allemagne en réformateur des abus de l'église, et peut-être fût-il parvenu à s'entendre avec Rokycana, si les violences de son collègue n'avaient réveillé les vieilles colères. Jean Capistran, né à Capistrano, dans le pays de Naples, était un fanatique de la plus grossière espèce, mais dont l'énergie égalait la grossièreté; éloquent, infatigable, toujours à l'œuvre, toujours l'insulte à la bouche, secouant les torches de l'enfer devant les populations terrifiées, il avait ramené bien des dissidens à l'église et se faisait fort de conquérir la Bohême. Comme l'assiégeant qui creuse ses tranchées, il enveloppait la place avant de commencer l'assaut. En Autriche, en Moravie, en Silésie, dans le duché de Saxe, sur toutes les frontières du royaume, Jean Capistran allait vociférant contre les hussites, traitant de mensonge les *compactats* du concile de Bâle, appelant la communion sous les deux espèces une hérésie infernale et accablant l'archevêque Rokycana des plus outrageantes invectives. Pendant que cette prédication excitait contre les Tchèques la haine des populations allemandes, et, répétée de proche en proche, venait jusqu'au sein de la Bohême bouleverser les âmes simples, un personnage tout différent, un homme de l'esprit le plus fin, Æneas Sylvius Piccolomini, alors évêque de Sienne, avait une sorte de conférence théologique avec George de Podiebrad. Æneas Sylvius en cette circonstance n'était point légat du pape: Frédéric III l'avait chargé d'une mission auprès des états de Bohême rassemblés à Beneschau; mais quand on voit un évêque italien accepter de l'empereur d'Allemagne une mission diplomatique et s'intéresser si vivement à la pacification du pays de Jean Huss, on peut bien croire qu'il n'était pas seulement l'homme d'affaires de Frédéric III, mais le représentant du saint-siége. L'église hussite, dès le lendemain de la victoire de Podiebrad, se trouvait donc harcelée de trois côtés à la fois et par des armes très diverses : Nicolas de Cuse avec son zèle d'apôtre, Jean Capistran avec ses violences de terroriste, Æneas Sylvius avec les ressources d'un diplomate consommé, s'attaquaient à tous les sentimens du pays et à toutes les classes de l'état. Æneas Sylvius s'adressait au lieutenant du royaume, Jean Capistran à la multitude ignorante, Nicolas de Cuse au clergé hussite et à toutes les âmes religieuses. On ne sait pas si George de Podiebrad eut quelques rapports avec Nicolas de Cuse, qui en était encore aux préliminaires de sa mission; mais on sait, et de la façon la plus certaine, puisque Æneas Sylvius a pris soin de rédiger lui-même son entretien avec le jeune chef du peuple hussite, on sait que George de Podiebrad fut modéré, respectueux, sans aucun orgueil de sectaire, pleinement et naïvement chrétien, au point de réjouir le doux évêque de Sienne; on sait aussi que sa fermeté fut égale à sa

modération, et que dès qu'il appprit les violences de Capistran, il lui écrivit une lettre foudroyante (mai 1452). En attaquant l'archevêque de Prague, Capistran avait réveillé toute l'impétuosité du jeune chef, car l'archevêque, c'était l'église nationale, et si George était quelque chose en Bohême, c'était pour défendre l'église et l'archevêque.

Cette fière attitude du lieutenant du royaume amena un incident fort extraordinaire, un incident qui peut jeter quelque jour sur le caractère de l'église de Bohême, et dont nous devrons nous souvenir quand nous aurons à juger par la suite les luttes de Podiebrad avec le saint-siége. L'église grecque, s'il faut en croire certains symptômes, suivait avec un vif intérêt les événemens religieux de la Bohême. L'année même où George de Podiebrad faisait honte au légat du pape de ses violences anti-chrétiennes, les théologiens de Constantinople invitèrent les hussites à se réunir à l'église d'Orient. Nous avons ce document en grec et en latin. On y félicite les Bohémiens d'avoir résisté aux innovations romaines, on leur promet un accueil sympathique, une existence paisible, un refuge contre l'oppression; il y est parlé, bien entendu, de la suprême autorité de l'église grecque, mère et maîtresse de tous les orthodoxes, source de vie, fontaine de vin et de lait, mais il est dit en même temps que les dissidences, s'il y en a, seront conciliées par l'intermédiaire du Saint-Esprit, le plus vrai de tous les juges. Cette missive, en l'absence du patriarche, était écrite au nom de toute l'église orthodoxe et signée de ses représentans les plus considérables, trois évêques et trois docteurs. Parmi ces derniers était ce savant Gennadius, qui avait joué un rôle important au concile de Florence, et qui, élu patriarche pendant le siége de Constantinople, rendit de si grands services à l'église au milieu de l'horrible désastre, que son souvenir est vénéré aujourd'hui encore chez tous les chrétiens d'Orient. La lettre fut remise au consistoire hussite par un prêtre grec nommé Constantinus Angelicus. Le consistoire répondit avec un singulier mélange de reconnaissance et de fierté; avant de remercier l'église de Constantinople, les hussites rappellent qu'ils doivent tout à Dieu, que la grâce de Dieu les a éclairés, les a ramenés au christianisme primitif, et que dans les jours néfastes où l'Antechrist, après avoir brûlé leurs frères, envoya contre les disciples de l'Évangile des armées innombrables pour les anéantir, ce fut encore Dieu qui combattit à leur tête et chassa l'ennemi du territoire national. Ces nobles paroles ne semblent-elles pas indiquer la prétention de former une église à part, une église ayant son existence distincte, quoique attachée à la communauté universelle, une église chrétienne communiquant d'une façon directe avec celui qui est la voie, la vérité et la vie? Les hussites ne refusaient pas cependant de former alliance avec l'église de Constantinople; on voit par leur réponse qu'ils

avaient ouvert le fond de leur cœur à Constantinus Angelicus et l'avaient chargé d'être l'interprète de leurs vœux auprès de l'église d'Orient. Quels étaient ces vœux, et sur quelle base pouvait se conclure l'alliance? Qu'y avait-il de commun entre l'église byzantine et l'église de Bohême, l'une si subtile et si superficielle en même temps, l'autre si naïve et si ardente en sa naïveté? Ces rapports, s'ils se fussent établis, auraient éclairé sans doute d'un jour nouveau toutes les questions encore bien confuses que soulève la réforme de Jean Huss; malheureusement les négociations, à peine ouvertes, furent arrêtées à jamais. C'est le 29 septembre 1452 que le consistoire hussite rédigeait sa réponse à l'église grecque; huit mois après, le 23 mai 1453, les Turcs étaient maîtres de Constantinople. Sous le joug d'un conquérant sauvage et fanatique, le patriarche Gennadius avait d'autres problèmes à résoudre, d'autres intérêts à poursuivre que la réunion des hussites à l'église orthodoxe.

George de Podiebrad, on le voit par sa rupture avec le légat et par l'épisode que nous venons de raconter, n'avait donc point réussi à faire avancer d'un seul pas l'insoluble question de l'archevêque de Prague; n'était-ce rien pourtant que d'avoir maintenu le droit de l'église nationale et d'avoir déployé autant de vigueur en face de l'outrage que de modération et de finesse en face de la diplomatie romaine? Quant à la question du roi, George put la mener à bonne fin, grâce à des auxiliaires tout à fait inattendus. L'adversaire des hussites, Ulrich de Rosenberg, occupé jusqu'alors à prolonger l'interrègne pour complaire à l'empereur et mériter son appui, venait de changer de politique, en haine de Podiebrad. Le vieux seigneur, décidément battu par son jeune rival, n'avait plus qu'un moyen de le renverser du pouvoir, de ce pouvoir qui ressemblait à une royauté : c'était d'asseoir sur le trône le vrai roi, le royal enfant, le royal orphelin Ladislas, élevé auprès de l'empereur Frédéric III, et pour ainsi dire captif sous sa jalouse tutelle. Poussé par son intérêt dans un camp hostile à l'empereur, délié d'ailleurs de tout engagement envers le souverain qui avait aidé Podiebrad à prendre la lieutenance du royaune de Bohême, Ulrich de Rosenberg fit alliance avec deux partis puissans qui, à ce moment-là même, pour des motifs très différens, voulaient arracher Ladislas à la tutelle de l'empereur. Ladislas n'était pas seulement roi de Bohême, il était roi de Hongrie et duc d'Autriche. Or les Hongrois, Hunyade en tête, voulaient soustraire Ladislas aux conseils de son tuteur, les Autrichiens le réclamaient aussi, et quand Ulrich de Rosenberg vint se joindre aux deux partis en leur promettant l'appui de la Bohême, ce fut le signal d'une insurrection formidable. Frédéric III, assiégé dans son palais de Wienerisch-Neustadt, est forcé de remettre Ladislas aux mains du comte de Cilly, son parent (4 septembre 1452).

Le jeune roi est conduit à Vienne par les vainqueurs; Autrichiens, Hongrois, Bohémiens, l'accompagnent triomphalement, et là, tandis que chacun des chefs de parti lui impose certaines conditions pour prix de sa liberté qu'on assure et des couronnes qu'on lui rend, Ulrich de Rosenberg n'a pas de peine à obtenir les conditions les plus défavorables à Podiebrad, à Rokycana, et à tout le parti des hussites. Ainsi, vaincu à Prague, l'adversaire de la révolution prenait sa revanche à Vienne. Il le croyait du moins; singulière illusion et de courte durée! Pendant que ces choses se passaient en Autriche, le lieutenant du royaume de Bohême, ramenant à lui les taborites modérés, écrasant dans leur foyer même les fanatiques opiniâtres, puis frappant un dernier coup sur les restes du parti de Rosenberg, demeurait le maître du terrain. La ruine des deux factions extrêmes avait consolidé pour longtemps l'unité de la patrie et de la révolution. Soutenu par tout un peuple, entouré d'une armée victorieuse, la main sur cette couronne dont il était le gardien loyal, George de Podiebrad n'avait qu'à se montrer pour déjouer les intrigues du baron de Rosenberg. A son tour, il fit ses conditions : il les fit pour lui-même sans doute, car il avait le droit d'être ambitieux; il les fit surtout pour les grands intérêts religieux qu'il représentait dans son pays et qui déjà l'avaient porté si haut. En face de cette loyauté qu'appuyait une telle force, les conseillers de Ladislas virent bien qu'il fallait céder. George continuait à remplir la charge de lieutenant du royaume jusqu'à la majorité du roi; le roi reconnaissait les *compactats* du concile de Bâle, il reconnaissait aussi Rokycana comme archevêque de Prague et s'engageait à ne négliger aucune démarche pour le faire instituer par le saint-siége; il se proclamait roi de Bohême, non pas à titre héréditaire, mais par la libre élection du pays; il renonçait à tous les revenus de la couronne échus pendant l'interrègne, et approuvait l'emploi qui en avait été fait soit par les états, soit par le lieutenant du royaume. Ces points une fois réglés, George se rendit en Autriche pour y saluer son souverain. La première entrevue du glorieux chef avec l'enfant eut lieu le 29 avril 1453. Il passa trois jours à Vienne, et pendant ces trois jours ce ne fut plus le lieutenant du royaume, le chef armé de la Bohême, ce fut simplement le premier et le plus loyal des sujets; il ne quitta pas le jeune prince un seul instant : chacun était touché de cet empressement à la fois si respectueux et si digne, de ces hommages si complets et qui ne cessaient pas d'être nobles. On dit que l'enfant, un peu réservé d'abord, l'appela bientôt du nom de père.

Quelques mois après (octobre 1453), Ladislas, avec une brillante escorte de princes allemands, était reçu à la frontière de Bohême par George de Podiebrad et l'assemblée des états. On ouvrit devant lui les Évangiles. La main sur le saint livre, il jura fidélité aux lois,

aux franchises et libertés du royaume; puis tout le cortége, en grande pompe, se dirigea vers Prague. C'est là que le couronnement eut lieu, selon l'usage national, sur les hauteurs du Hradschin, dans cette merveilleuse cathédrale de Saint-Vite où dorment les Prémysl et les Ottocar.

V.

Ladislas venait d'atteindre sa quatorzième année. On devinait déjà chez l'enfant le brillant jeune homme qui allait devenir un type d'élégance et de noblesse. Il était grand, svelte, et toute sa personne respirait une grâce aristocratique. Des cheveux blonds et bouclés encadraient son visage, où s'épanouissait la fleur de l'adolescence. Ses yeux étincelans attestaient la vivacité de son esprit. Privé bien jeune encore de l'amour de sa mère, l'impératrice Élisabeth, soumis à la tutelle de son oncle, l'empereur Frédéric III, il n'avait pas tardé à soupçonner vaguement les dangers qui l'entouraient. De là un tact, une réserve, une pénétration vraiment extraordinaires à cet âge, de là aussi une application constante à dissimuler ses sentimens, et trop souvent, il faut le dire, une fausseté insigne. Cette défiance précoce, qui semblait avoir tari chez lui la source des affections vives, ne disparut que dans les rapports du jeune souverain avec George de Podiebrad. Certes nulle ressemblance entre eux : petit, trapu, robuste, le lieutenant du royaume, qui n'avait que dix-neuf ans de plus que le roi, mais dont la physionomie guerrière était assombrie par tant d'épreuves, offrait un étrange contraste avec la juvénile beauté de Ladislas. Qu'importe? une si loyale franchise illuminait son visage, que l'âme fermée de l'enfant s'ouvrit d'elle-même à ce rayon. Pendant les trois jours que George avait passés à Vienne, Ladislas n'avait cessé de l'appeler son père; ce fut bien mieux encore à Prague : Podiebrad ne quittait pas le jeune roi, et achevait son éducation tout en gouvernant le royaume. Il était son père, son maître, son ami. Pour l'honneur du souverain comme pour le bien de l'état, il voulait que Ladislas se rendît populaire. La première condition, c'était de parler la langue nationale, et le pupille de Frédéric III ne connaissait que l'allemand. Podiebrad l'entoura de Bohêmes : ses serviteurs, ses maîtres, les officiers et seigneurs de sa cour étaient choisis parmi les Tchèques. Intelligent, avide de savoir, l'esprit ouvert aux lettres et aux arts, Ladislas se prêtait de bonne grâce aux désirs du lieutenant, et c'est ainsi que son éducation, commencée à Vienne sous Æneas Sylvius Piccolomini, se terminait à Prague sous le chef des hussites.

Une seule chose séparait encore le *père* et le *fils :* c'était la question religieuse. Ladislas était pieux et très attaché aux formes du

culte catholique; il avait bien des préventions à vaincre pour voir des chrétiens dans les partisans de Jean Huss; les avertissemens d'Æneas Sylvius, sans parler des vociférations de Jean Capistran, résonnaient toujours à ses oreilles. Podiebrad comptait sur le temps, sur l'étude et l'expérience personnelle du jeune roi pour dissiper ses scrupules. Il évitait de heurter ses opinions, même il ajournait l'affaire toujours pendante de l'archevêché de Prague, afin de ne pas engager le souverain dans des complications auxquelles sa foi n'était pas préparée. Les amis de Podiebrad, dans leur impatience, ne comprenaient guère ces délicatesses, et l'un d'eux, en plein parlement, ne craignit pas de lui adresser une espèce de sommation avec une extrême violence de langage. Æneas Sylvius, trompé par sa modération, croyait aussi que son cœur était changé, et ne lui ménageait pas les flatteries pour le ramener complétement à l'obédience de Rome. Les argumens les mieux choisis se mêlaient aux félicitations caressantes dans les lettres du spirituel évêque. « Podiebrad avait fait de grandes choses, disait Æneas Sylvius, il avait dépassé tout ce qu'on espérait de lui; un royaume, naguère frappé au cœur, se relevait sous sa main; la chrétienté, déchirée elle-même par des divisions meurtrières, réclamait un bienfait semblable. Était-ce en face de l'invasion ottomane qu'un héros comme George de Podiebrad pouvait s'opposer à l'unité de l'église? » En même temps que l'évêque de Sienne lui tenait si habilement ce noble langage, Capistran, persuadé de son côté que l'heure décisive avait sonné, demandait au roi Ladislas la permission de venir prêcher à Prague. Podiebrad sut maintenir sa ligne avec une modération inflexible; il ne se laissa troubler ni par les clameurs des impatiens, ni par les flatteries des hommes qui mettaient si bien à profit les calamités publiques. Résolu à marcher contre les Turcs avec l'armée hussite, il ne croyait pas que ses devoirs envers l'Europe le déliassent de ses devoirs envers la patrie. Aux factieux du parlement il disait de sa voix retentissante : « Qui ose douter de ma parole? L'église nationale m'a confié sa cause, c'est à moi de choisir le jour et l'heure pour agir utilement. » Il promettait son épée, mais non pas sa conscience, à Æneas Sylvius. Quant à Jean Capistran, il lui refusait sans hésiter l'entrée de la ville de Prague. Montrer tant de mesure et de fermeté tout ensemble, déployer l'art d'un politique moderne sur un théâtre où s'agitait la mêlée du moyen âge, n'était-ce pas travailler encore à l'éducation du jeune roi?

Maintes questions de détail qui intéressaient l'intégrité du territoire, maintes querelles avec les états de Silésie, avec le duc de Saxe, le duc de Luxembourg, le margrave de Brandebourg, furent aussi pour Podiebrad une occasion d'initier Ladislas aux affaires de la Bohême, et de le faire apparaître en roi au peuple tchèque. Le grand

intérêt cependant qui domine tous les autres, c'est la lutte contre l'invasion ottomane. L'année même où Ladislas avait été couronné à Prague, le jeune sultan Mahomet II s'était emparé de Constantinople. L'Europe était consternée. Les deux pouvoirs qui représentaient l'unité européenne au moyen âge, l'empereur et le pape, n'étaient guère en mesure de répondre aux exigences de leur tâche. Le pape, Nicolas V, était un vieillard infirme qui sentait déjà les approches de l'heure suprême; Frédéric III, en apprenant la ruine de l'empire grec, s'enferma dans son palais, pleura, pria, fit pénitence, mais ce fut tout ce qu'il put faire pour secourir la chrétienté. L'empire entre ses mains n'était qu'un pouvoir nominal, et il n'avait pas l'énergie nécessaire pour tirer de cette situation amoindrie les ressources qu'elle renfermait encore. Toujours en querelle avec ses vassaux et occupé sans cesse à les tromper, il profitait trop bien des divisions de l'Allemagne pour souhaiter ardemment la vigoureuse union de toutes ses forces. L'idée seule d'une croisade effrayait sa politique de petites ruses et de misérables calculs. A vrai dire, tous les souverains de l'Allemagne pensaient de même; jamais les rivalités des princes dans une féodalité abâtardie ne produisirent un égoïsme plus lâche. Un seul état dans ce désarroi général était décidé à une lutte à mort contre les conquérans de la Grèce : c'était l'empire de Ladislas, avec ses Bohêmes et ses Hongrois. Dès le mois de janvier 1454, pendant que Rome, par la voix de Nicolas V, pousse quelques clameurs inutiles, pendant que l'Allemagne délibère dans ses diètes souveraines, avec l'intention de ne rien faire, la diète hongroise d'Ofen ordonne à tout ce qui possède un pouce de terre de se ranger sous la bannière de la croix. Le clergé même, prêtres et prélats, est appelé aux armes et répond à l'appel. Aussi, quelques mois après, Mahomet ayant pénétré en Serbie, Hunyade s'élance à la tête d'une armée enthousiaste, passe deux fois le Danube, atteint l'ennemi à Krusewac, l'enfonce, l'écrase, et du premier coup le met hors d'état de tenir la campagne pour toute l'année.

A côté des sujets de Ladislas, il y a deux hommes d'un autre pays qui ont joué un grand rôle dans cette lutte : ce sont ces deux personnages que nous avons rencontrés déjà sur le théâtre des affaires de Bohême et dans des circonstances bien différentes, Æneas Sylvius et Jean Capistran. Si Nicolas V se décida à convoquer la chrétienté au secours de l'Europe orientale, c'est Sylvius qui par ses exhortations et ses reproches a réveillé le vieux pontife; c'est lui encore qui secoue la torpeur de Frédéric III et qui harcèle princes et peuples d'Allemagne. Il prend la place des pouvoirs qui abdiquent; on dirait qu'il est le pape et l'empereur. Jean Capistran est près de lui à la diète de Francfort, à l'assemblée de Neustadt. Les passions qui l'animent cette fois sont de généreuses passions. N'est-ce pas un noble spec-

tacle de voir le fougueux ennemi de Podiebrad applaudir avec transport aux paroles du chef des hussites, quand celui-se se déclare prêt à marcher contre les Turcs avec toutes les forces de la Bohême, si les princes allemands ses voisins promettent de ne pas inquiéter ses frontières? Ainsi, devant le danger qui menace la civilisation chrétienne, les dissidences religieuses disparaissent, et les légats de la cour de Rome marchent sous la même bannière que les soldats de Jean Huss. Malheureusement l'Allemagne catholique n'est guère disposée à les suivre. Les parlemens se succèdent et ne concluent rien. « Ces diètes allemandes ne sont jamais stériles, disait Æneas Sylvius avec son fin sourire; chacune d'elles en enfante une autre. » Cela dura ainsi plus de deux années. Podiebrad veut se porter sur le Danube; mais, engagé dans des querelles sans fin avec les princes qui disputent à Ladislas tel ou tel morceau de ses frontières, avec les seigneurs féodaux qui essaient de lui enlever la confiance du roi, avec l'empereur lui-même, qui ourdit contre son neveu de misérables intrigues, il est forcé d'ajourner ses projets. C'est encore Hunyade, plus libre dans sa Hongrie, où ne bat qu'un seul cœur, c'est l'héroïque Hunyade qui va supporter le poids de l'invasion et sauver le monde chrétien. Il s'était jeté dans Belgrade pour en faire le boulevard de l'Europe; Capistran, avec des bandes de Polonais, d'Allemands, de Bohêmes, de Serbes, vraie croisade populaire qu'enflammait son exemple, était venu l'y retrouver. Mahomet ne tarda pas à envelopper la ville; sa flotte commençait déjà l'attaque du côté du Danube et de la Save, tandis qu'une immense multitude, maîtresse des abords, se préparait à monter à l'assaut. L'armée d'Hunyade et les bandes de Capistran rivalisèrent d'audace et d'énergie. Chefs et soldats, bourgeois et moines, chacun fit des miracles. Ce furent les bourgeois de Belgrade qui détruisirent la flotte dans le combat naval du 14 juillet 1454, et lorsque toute l'armée turque, s'ébranlant à la fois dans la nuit du 21 au 22, attaqua les remparts de la ville, qui sait si les chrétiens n'eussent pas succombé sous ce formidable choc sans l'enthousiasme de Capistran, qui se portait de tous côtés, soutenant les uns, ramenant les autres, enfin, comme dit un chroniqueur, forçant les morts eux-mêmes à recommencer le combat? Belgrade fut sauvée et l'armée de Mahomet anéantie. Qui avait remporté la victoire, Hunyade ou Capistran? Tous deux ensemble, tous deux aussi eurent ce même destin de ne pas survivre à leur triomphe. Quelques semaines après, le 11 août, Hunyade était emporté par la peste, et Capistran ne tardait pas à le suivre; le fougueux évêque napolitain mourut le 23 octobre dans la petite ville d'Ilok, où Ladislas alla deux fois le visiter sur son lit d'agonie.

L'année de cette héroïque victoire, trois mois après la mort de Hunyade et dans la ville même qu'il avait à jamais illustrée, eut

lieu une tragédie qui ne montre pas seulement l'attitude si différente de la Hongrie et de la Bohême en face du roi Ladislas, mais qui peut expliquer aussi le rôle qu'elles ont joué l'une et l'autre dans les révolutions de nos jours. Tandis que George de Podiebrad gouvernait la Bohême sans séparer les intérêts du roi de ceux de la nation hussite, Hunyade avait toujours gardé soit envers le jeune héritier du trône, soit envers son tuteur Frédéric III, cette défiance altière qui est propre à l'aristocratie magyare. Ladislas ne régnait que de nom dans son royaume de Hongrie; le pouvoir était aux mains du glorieux vainqueur des Turcs. Livrer à Ladislas les châteaux et les villes qu'il réclamait sans cesse, c'eût été les livrer aux conseillers du jeune roi, et le conseiller de Ladislas pour les affaires de Hongrie était le comte de Cilly, prince de la maison d'Autriche, l'un des plus violens ennemis de Hunyade. Ladislas avait bien essayé de réconcilier Hunyade et Cilly, il avait même obtenu que Cilly promît sa fille en mariage au fils aîné d'Hunyade; mais en dépit des efforts du roi, et malgré ces solennelles fiançailles, les haines persistaient toujours entre les deux maisons : le vainqueur de Belgrade, jusqu'à la dernière heure, avait refusé de livrer les places qui assuraient sa puissance, attendant que le roi fût majeur et capable d'agir avec une liberté entière. Hunyade mort, son fils aîné voulut prendre le commandement et suivre la même politique. Il s'engagea pourtant, sur les instances plus pressantes du roi Ladislas, à lui rendre tous ses châteaux, y compris la forteresse de Belgrade, dans un délai fixé. Le comte de Cilly espérait-il hâter la reddition de Belgrade? le roi voulait-il, sans arrière-pensée, exécuter enfin un projet formé depuis si longtemps et paraître avec son armée sur la frontière ottomane? On ne saurait le dire; ce qui est certain, c'est qu'il descendit le Danube avec une flotte de cent trois navires, qu'il arriva le 8 novembre à Belgrade, et y fut salué sur le rivage par les acclamations des Hongrois. Son armée, forte de quarante-quatre mille hommes, tant soldats que croisés, resta sur les navires; pour lui, confiant dans la soumission de Hunyade, il se dirigea vers la forteresse avec un petit nombre de seigneurs tchèques et allemands.

Il entre, mais aussitôt la porte est refermée derrière lui; en même temps on ordonne aux seigneurs de déposer leurs armes, et quiconque s'y refuse est renvoyé. C'est une ancienne coutume, une coutume inflexible, disait-on au jeune roi; nul homme étranger à la garnison ne peut entrer armé dans la forteresse. Le lendemain matin, le comte de Cilly, qui venait d'entendre la messe, est invité à une conférence dans le château-fort avec le comte Hunyade. Il hésite quelque temps, puis finit par s'y rendre, une cotte de mailles cachée sous son pourpoint. On n'admet avec lui que deux seigneurs

de sa suite, un jeune Tchèque de seize ans et le comte Frangipan, à qui par mégarde on avait laissé son épée. Dès les premiers mots que lui adresse Hunyade, à l'accent de sa voix, à l'attitude des gens qui l'entourent, Cilly comprend qu'il est attiré dans un guet-apens. Il ne lui reste qu'une chance, c'est d'attaquer le premier. Il saisit l'épée de son compagnon, blesse Hunyade et trois de ses chevaliers; mais, accablé par le nombre, il tombe percé de coups : il était mort déjà quand un des Hongrois lui trancha la tête d'un coup de hache. Le roi, enfermé dans des appartemens particuliers, entendit le bruit des armes et les cris des combattans; on lui dit qu'une dispute avait éclaté entre le comte de Cilly et le comte Hunyade, et que Cilly, ayant frappé le premier, venait d'expier son crime. Le roi n'avait rien à craindre, ajoutaient les Magyars; délivré de l'homme qui prétendait le dominer, délivré de cet ambitieux et de ce traître, il allait régner enfin, et tous les Hongrois s'empresseraient de lui obéir. Ladislas, à dix-sept ans, était aussi dissimulé qu'un vieux cardinal italien; il feignit d'approuver ce qui s'était passé, il affecta du moins la plus complète indifférence; apprenant même que ses troupes voulaient attaquer la forteresse pour le délivrer, il leur fit dire par ses barons qu'il n'avait besoin d'aucun secours; d'ailleurs la croisade était différée jusqu'à l'année suivante, l'approche de l'hiver et l'absence des renforts attendus d'Allemagne rendaient l'entreprise impossible, tous les croisés étaient libres de regagner leurs foyers. Est-il nécessaire d'ajouter que Ladislas n'avait pas amené tant de braves gens à Belgrade pour les congédier dès le lendemain? Cette décision lui avait été dictée par les Hongrois; mais le jeune prince s'y prêta de si bonne grâce, que tous y furent pris, amis et adversaires.

Quelques mois après, Ladislas était à Ofen, dans la forteresse, entouré de ses amis, assuré de l'appui des principaux chefs magyars, et il y proclamait sa majorité. Un jour, le 14 mars 1455, après un tournoi auquel assistaient les deux fils de Jean Hunyade, il prend l'aîné par le bras, cause familièrement avec lui, et le conduit jusqu'en ses appartemens, où, changeant tout à coup de ton, il le fait arrêter. Jugé et condamné comme meurtrier du comte de Cilly, le fils du héros de Belgrade fut décapité le surlendemain. « C'était, dit Æneas Sylvius, un jeune homme de vingt-quatre ans, beau, noble, avec de longs cheveux blonds qui tombaient sur ses épaules à la manière hongroise. Les mains liées derrière le dos, couvert d'un manteau de brocart d'or, il fut conduit sur la place du supplice. Il marchait gaîment à la mort, sans peur, sans angoisses, la tête haute, les regards librement dirigés sur la foule. » Arrivé à l'endroit fatal, il prononça quelques paroles, prit Dieu à témoin de son innocence, et s'agenouilla sous la hache. Le bourreau était si troublé, qu'il fut obligé de frapper quatre fois avant que la tête roulât sur l'échafaud.

Bien que ces scènes horribles ne fussent pas rares dans la tragique mêlée du moyen âge, bien que le théâtre de la politique y ait été trop souvent ensanglanté par le meurtre et déshonoré par la ruse, l'exécution du fils aîné de Jean Hunyade produisit la plus sinistre impression dans tous les états de Ladislas. On oublia le guet-apens tendu au comte de Cilly, et l'on ne vit plus que le coupable devenu victime à son tour. George de Podiebrad, séparé de Hunyade par tant de haines de race et d'intérêts contraires, n'en ressentit pas moins vivement la douleur publique en pensant à son maître. Quoi! une dissimulation si profonde chez un prince à peine sorti de l'enfance! Podiebrad était trop franc pour cacher ce qu'il pensait, et comme il en résulta une froideur marquée entre le roi et le lieutenant du royaume, les ennemis du chef des hussites voulurent profiter de l'occasion pour le perdre. Le bruit se répandit qu'une correspondance de Podiebrad trouvée parmi les papiers des Hunyade révélait chez lui des projets de rébellion contre le roi. Podiebrad évoqua lui-même l'affaire, non-seulement devant les états réunis à Prague au mois de juin 1455, mais dans le conseil de Ladislas. Les états répondirent en promettant de châtier les calomniateurs, et Ladislas, qui se trouvait alors à Vienne, où il avait emmené captif le plus jeune fils du héros de Belgrade, Mathias Corvin, écrivit au lieutenant du royaume de Bohême pour lui dire qu'il avait toute confiance dans la loyauté de ses services. Attribuer la même politique à George de Podiebrad et aux Hunyade, c'était méconnaître en effet et le caractère particulier du chef des hussites et l'esprit général de la Bohême. Nulle ressemblance entre les Tchèques et les Magyars : la Hongrie est fière, aristocratique, impatiente du joug étranger, et alors même qu'elle fait ses conditions à celui qui porte chez elle la couronne de saint Étienne, elle est toujours défiante envers le souverain, quand le souverain n'est pas sorti de ses rangs. La Bohême a ses traditions très hardies, son esprit national très fidèle au passé, ses croyances religieuses naïvement et obstinément téméraires; mais elle tient à ses rois, à ceux que lui ont donnés les complications de l'histoire comme à ceux qui représentent les plus antiques souvenirs de la patrie; elle y tient au point d'en être jalouse, et si son roi, comme Ladislas le Posthume, règne à la fois sur trois peuples différens, le souci qui la tourmente est que ce roi ne lui appartienne pas tout entier, qu'il subisse d'autres influences que les siennes, qu'il réside trop souvent dans une capitale étrangère. La Hongrie, sous Jean Hunyade et ses fils, tenait fort peu à la présence de Ladislas; la Bohême, sous George de Podiebrad, se plaignait de ne pas voir le roi dans son château de Prague, car elle ne demandait à la royauté que le bienfait général de l'ordre, l'unité du pays, le couronnement de l'état, et elle se sentait assez forte pour imposer à cette royauté, quelle qu'elle fût, le

respect des franchises nationales. La Bohême, à l'heure de son plus audacieux développement, était donc fidèle à son esprit distinct en même temps qu'elle était dévouée au monarque. N'est-ce pas ainsi que nous avons vu récemment le pays des hussites, en 1848, défendre la monarchie des Habsbourg? N'est-ce pas ainsi que les descendans de Podiebrad, sous le commandement de Jellachich, combattaient les descendans des Hunyade? L'Autriche était pour eux le lien d'une grande fédération, comme le roi était pour leurs ancêtres le lien de la société bohémienne : voilà pourquoi ils protégeaient l'empire sans cesser de réclamer leur vieille autonomie. Dans ces douloureuses et funestes complications, l'esprit des Tchèques du xve siècle animait encore instinctivement les Tchèques du xixe.

Les circonstances toutefois sont bien changées. Entre Bohémiens et Magyars, grâce à Dieu, les vieilles haines ont disparu. Qui sait si les Tchèques de nos jours, après tant d'espérances trompées, persisteraient dans leur ancienne conduite? Au xve siècle, la grande préoccupation de George de Podiebrad est de consolider en Bohême la royauté de Ladislas. A la suite de ces tragédies hongroises que nous racontions tout à l'heure, Ladislas est allé s'installer à Vienne et ne paraît pas disposé à en sortir. On dirait qu'il craint la Bohême comme il craignait la Hongrie. Il est probable que les adversaires des hussites entretenaient chez lui ces sentimens. Podiebrad est obligé de négocier pour arracher le jeune roi à ses conseillers autrichiens aussi activement qu'on négociait naguère pour le soustraire à la tutelle de Frédéric III. Enfin, le 19 septembre 1457, Ladislas quitte Vienne, et dix jours après il arrive dans sa capitale de Prague, où il est reçu avec tous les témoignages d'une joie enthousiaste.

VI.

Ladislas était majeur et songeait à se marier. Est-ce un des seigneurs de sa cour de Vienne, est-ce George de Podiebrad qui lui suggéra la pensée de demander la fille du roi de France? On ne sait; mais un des premiers soins du jeune prince, dès son retour à Prague, fut d'envoyer à Charles VII une brillante ambassade de seigneurs, de dames et de demoiselles chargée de lui ramener sa fiancée, madame Madeleine, âgée de quinze ans. S'il faut en croire nos vieux chroniqueurs, ce serait Charles VII lui-même qui aurait souhaité cette alliance pour organiser plus sûrement une expédition contre les Turcs (1). Quoi qu'il en soit, l'ambassade, composée des plus grands seigneurs de la Bohême, arriva dans la ville de Tours, où

(1) Voir l'*Histoire de Charles VII, roi de France*, par Jean Chartier, sous-chantre de Saint-Denys, Jacques le Bouvier, Mathieu de Coucy et autres auteurs du temps; Paris 1661, in-folio.

le roi résidait alors, le jour de Noël 1457. Le cortége se composait de sept cents hommes à cheval et de vingt-six voitures magnifiquement dorées, sans compter les chariots. La foule émerveillée se pressait sur le passage des envoyés de la Bohême. Ces cavaliers si fièrement en selle, ces archevêques, ces évêques, ces dignitaires d'un royaume lointain, ces nobles dames aux parures orientales, c'était comme une apparition d'un monde inconnu. Toute la noblesse de France était allée à leur rencontre à quelques lieues de Tours, et le double cortége avait fait son entrée dans la ville au bruit joyeux des cloches sonnant à pleine volée. Admis le jour même auprès de la reine et de sa fille, les seigneurs et les dames avaient déjà déployé aux yeux de la jeune fiancée les présens de Ladislas, tissus d'Orient, étoffes brodées d'argent et d'or, pierreries des mines de Bohême; enfin tout était joie, espérance, ivresse naïve, lorsque le lendemain 26 décembre une nouvelle inattendue changea en un deuil subit l'allégresse des deux peuples : le roi Ladislas, dans la fleur de la première jeunesse, venait de mourir à Prague. Charles VII fit célébrer un service funèbre pour l'âme du roi de Bohême dans l'église métropolitaine de Tours, un service vraiment royal, dit Jean Chartier, « tant en sonnerie, luminaire de torches et de cierges qu'autres choses, comme à un tel prince convenait et appartenait. » L'ambassade resta encore plusieurs jours à la cour de France, et quand elle prit congé, le 30 décembre, on ne vit pas seulement pleurer la reine et la jeune fiancée devenue veuve avant l'âge; il n'était personne qui pût retenir ses larmes. Le roi fit escorter ses hôtes par une troupe de seigneurs pendant leur voyage à travers la France. Toutes les villes avaient reçu l'ordre de leur préparer un accueil magnifique. Ils voulurent connaître Paris, qu'ils n'avaient pas encore vu, s'étant dirigés en droite ligne vers la Touraine. Ils y furent traités selon le vœu du roi, et prirent le plaisir le plus vif à examiner longuement les richesses de la ville, à visiter les monumens, les églises, le trésor de Notre-Dame, les reliques de la Sainte-Chapelle, les écoles et les bibliothèques. L'université, si fameuse dans toute l'Europe chrétienne, était un des principaux objets de leur curiosité. On les conduisit ensuite à Saint-Denis pour leur montrer l'antique abbaye et les sépultures royales. Tandis qu'ils admiraient tant de choses si nouvelles pour eux, ils étaient eux-mêmes un spectacle pour la ville. Ils étaient logés, les uns dans la Cité, les autres sur la rive gauche de la Seine, rue Saint-Jacques, aux alentours de la montagne Sainte-Geneviève; Jean Chartier raconte que leurs chariots, barricadés et défendus comme des forteresses, campaient nuit et jour dans les rues. On était surpris, dit le vieux chroniqueur, de voir « aucuns de leurs chariots demeurant tout chargés de leurs biens, emmy les rues par chaque nuit, en plusieurs lieux, tant

qu'ils demeurèrent à Paris; et y avoit des gens établis à coucher dessus, tous enchaînés de grosses chaînes, quelque froidure qu'il fît, qui étoit lors bien excessive; et étoient ces chaînes fermées à serrures et à clés que l'un des gouverneurs emportoit le soir, quand il s'en alloit coucher. » C'est ainsi que les seigneurs voyageaient en Bohême pendant les guerres civiles, et il paraît que ces habitudes n'avaient pas encore disparu sous Podiebrad et Ladislas. Le campement de l'ambassade bohémienne au milieu des rues de Paris n'est-il pas une vive et pittoresque image de la longue anarchie que nous avons décrite?

Que s'était-il passé à Prague depuis que l'ambassade avait pris la route de la France? De grands préparatifs se faisaient pour la célébration des noces royales. L'empereur et l'impératrice avaient promis d'y assister; les ducs de Saxe, de Bavière, de Silésie, le margrave de Brandebourg et bien d'autres princes de l'empire devaient aussi prendre part à la fête. Ils ne venaient pas seulement honorer de leur présence le mariage du roi de Bohême et de Madeleine de France, ils voulaient arrêter une convention définitive pour la défense de l'Europe contre les Turcs. L'alliance de Ladislas et de Charles VII était le signal d'une période nouvelle : de grandes choses, disait-on, allaient sortir de cette réunion de Prague; mais bientôt des signes funestes commencèrent à troubler les imaginations : deux comètes, une grande et une petite, avaient paru dans le ciel, et quand Ladislas les vit, disent les vieux annalistes, effrayé de ce mauvais présage, il pria Dieu de lui pardonner ses fautes. Ce n'est pas tout : les lions enfermés dans le jardin du château de Prague se mirent à pousser des rugissemens extraordinaires, des rugissemens effroyables et plaintifs, qui ne cessèrent pas durant plusieurs jours, et frappèrent la ville de terreur. Le 20 novembre, le roi, qui venait de tenir sur les fonts baptismaux l'enfant du burgrave de la ville, se plaignit de vives douleurs de tête en rentrant au château. Le lendemain, une éruption se produisit sur son corps, et, bien qu'il voulût cacher ce symptôme par une fausse honte, il fit appeler ses médecins. L'un d'eux, lui ayant tâté le pouls, s'empressa de le rassurer : « Ce n'est rien, sire roi, il n'y a ici aucun péril; » mais l'autre, après un examen plus attentif, lui dit : « Sire roi, tu es très malade, » et lui fit prendre une boisson destinée à provoquer la sueur. Voyant ses médecins si peu d'accord, Ladislas ne s'effraya point et voulut assister ce jour-là même à une séance de son conseil. « Hélas! le gentil seigneur, on ne le vit pas une seule fois sourire comme il avait coutume, » dit le vieil annaliste; son attitude était silencieuse et morne. Le soir encore, soupant avec ses conseillers, il était sombre et ne dit pas un seul mot. Le mal augmenta pendant la nuit, et le 22 au matin toute la ville apprit subitement que le roi était en danger de mort.

Ce fut une impression de stupeur. Podiebrad accourut, et comme il exhortait le roi à ne pas s'abandonner, à rassembler ses forces et son courage : « Mon cher George, lui dit le mourant, voilà bien des années que je connais ton cœur loyal et magnanime. C'est toi qui as fait que le peuple de Bohême m'a donné la couronne. J'espérais exercer longtemps dans ce pays ce souverain pouvoir que tu m'y as préparé; mais Dieu en a décidé autrement. Je sens que je meurs. Le royaume va être dans tes mains. J'ai deux demandes à te faire, mon cher George : je te prie d'abord de chercher à maintenir la paix parmi les peuples que j'abandonne à eux-mêmes, d'être un gouverneur loyal pour ce royaume, un juge équitable pour les veuves, les orphelins, les pauvres, et d'étendre sur eux ta main protectrice. Voici maintenant ma seconde demande : fais en sorte, je t'en prie, que tous ceux qui m'ont accompagné en Bohême, venant d'Autriche ou d'autres pays, puissent retourner chez eux sans éprouver aucun dommage, sans être exposés à aucun péril. C'est le dernier bienfait que je réclame de toi. Ne me le refuse pas. » George répondit que c'étaient là des pensées bien prématurées; le roi, disait-il, sera bientôt guéri et gouvernera son royaume à sa guise. Il le conjurait enfin de ne plus parler de choses si douloureuses pour ses amis, et qui devaient lui faire grand mal à lui-même. Le roi lui prit la main et dit : « Promets-moi de faire ce que je t'ai demandé; oh! je sens bien que je vais mourir. Si tu accomplis mes ordres, j'invoquerai pour toi la grâce de Dieu, car ma vie n'a pas été tellement mauvaise que l'entrée du royaume du ciel me soit refusée. Je quitte les biens de la terre pour ceux du paradis. Ainsi que mes prières et mes vœux te soient sacrés! » Podiebrad, éclatant en sanglots, promit au roi que tous ses ordres seraient religieusement accomplis. On amena les prêtres au lit du mourant, qui reçut avec grande dévotion les sacremens de l'église. L'agonie se prolongea doucement jusqu'au lendemain. Vers le soir, se sentant plus faible, Ladislas se fit présenter un crucifix avec des cierges allumés, et, les regards attachés sur l'image du Christ, il récita d'une voix mourante la prière que le Sauveur a enseignée aux hommes. Au moment où il disait : *Délivrez-nous du mal!* son souffle s'éteignit avec le dernier mot. C'était le mercredi 23 novembre 1457, quelques minutes avant le coucher du soleil.

Comment dire la stupeur dont la Bohême fut frappée? Après tant d'efforts pour mettre fin à une effroyable anarchie, tout était remis en cause. L'Europe orientale fut comme atteinte au cœur. Excepté Charles VII, enfin délivré des Anglais, il n'y avait pas dans la chrétienté un monarque plus puissant que Ladislas. Avec les états dont il était le roi et ceux qui le reconnaissaient pour suzerain, son empire allait bientôt s'étendre de la mer Baltique à la Méditerranée. Il y avait au sein de la féodalité allemande deux pouvoirs qui domi-

naient tous les autres, l'empereur et le roi. Or l'empereur s'effaçait de jour en jour, le roi grandissait au contraire, il tenait trois royaumes rassemblés sous sa main, et la Bohême, fière de l'avoir pour chef, voyait déjà un nouvel empire se substituer à l'empire germanique, un empire dont les Slaves formeraient le centre, comme sous le roi de Bohême Charles IV. Ceux-là mêmes qui n'aimaient pas le roi ne pouvaient s'empêcher de compatir à un si grand malheur. Ce nouvel exemple du néant de l'homme et de la fragilité des grandeurs d'ici-bas parlait aux imaginations avec une terrible éloquence. Que de péripéties tragiques on avait traversées avant que cet orphelin recouvrât son triple héritage! Il le possédait enfin; il tenait avec son triple sceptre l'épée de la Bohême, de la Hongrie et de l'Autriche; il avait dix-huit ans, et devant lui le long espoir; il allait épouser la fille du roi de France; tous les princes d'Allemagne, l'empereur et l'impératrice à leur tête, se réunissaient déjà pour lui rendre hommage. Quel début d'un grand règne! quelle révolution peut-être dans les destinées d'une partie du monde chrétien! Un vent empesté, venu d'Asie, souffle tout à coup sur l'Europe orientale; l'ange noir dont parlent les chroniqueurs, l'ange noir des grandes épidémies du moyen âge touche du bout de son aile cette jeune tête à chevelure d'or, et tout s'écroule aussitôt : présent, avenir, tout s'est évanoui comme un songe.

C'était la peste en effet qui venait de frapper Ladislas, la peste, qui avait ravagé la Bohême quelques années auparavant et qui sévissait encore en Pologne, en Hongrie, la peste qui l'année précédente avait emporté le grand Hunyade : le jeune roi fut une de ses dernières victimes. Au milieu de la désolation publique, des bruits sinistres se répandirent. C'étaient les Bohémiens, disaient les Allemands, c'étaient les Tchèques, les partisans de Jean Huss, qui avaient empoisonné le roi, et ces accusations remontaient jusqu'à George de Podiebrad, le premier en Bohême après Ladislas, le seul homme qui pût lui succéder dans le pays des hussites. Ces calomnies, si absurdes qu'elles soient, ont un intérêt historique; elles montrent combien les haines de races étaient alors violentes et aveugles. Quant aux écrivains routiniers qui les répètent aujourd'hui encore, ils prouvent qu'ils connaissent bien peu l'état de l'Europe orientale au xve siècle. Si Ladislas fut pleuré en Autriche, il ne le fut pas moins des peuples de la Bohême. La ville de Prague lui fit de splendides et touchantes funérailles. « Au premier rang, dit un témoin, marchaient toutes les confréries d'ouvriers, chacun d'eux portant une torche enflammée, puis les clercs, puis les moines, puis l'université tout entière; on voyait ensuite douze chevaux, les chevaux du roi, tout caparaçonnés de noir, et conduits par des écuyers; puis venaient le clergé en grand costume, l'archevêque hussite Rokycana

avec ses ornemens de deuil, tous les chevaliers du roi vêtus de noir, et, comme les moines, tenant chacun un cierge. Après eux s'avançait le cercueil, sous un baldaquin. Les seigneurs du conseil le portèrent du palais jusqu'au pont de la Moldau, et les chevaliers depuis le pont de la Moldau jusqu'à la forteresse. Le cercueil était ouvert; chacun pouvait voir une dernière fois ce beau visage dont la grâce était rehaussée par la majesté du trépas. A droite, à gauche, à la suite du cercueil marchaient les seigneurs de Bohême et d'Autriche. Derrière eux enfin se pressait le peuple, une foule immense, confuse, hommes, femmes, enfans, vieillards, toute la population de Prague, et c'est là surtout qu'on entendait éclater les sanglots. Il n'y avait pas eu plus de lamentations dans la ville le jour où le grand Bohême, l'empereur d'Allemagne Charles IV, était descendu aux caveaux de Saint-Vite. A l'entrée de la forteresse, le chapitre de la cathédrale, assisté du clergé, reçut le corps des mains des chevaliers et le porta, au milieu des chants de deuil, dans l'antique sépulture des rois de Bohême. Alors l'archevêque hussite, Rokycana, s'avançant au bord de la fosse, voulut prononcer une sorte d'oraison funèbre; mais le chapitre, composé de catholiques, lui contesta le droit de parler. C'était la grande querelle qui reparaissait toujours. Était-ce donc sur la tombe de ce jeune homme qu'il convenait de poursuivre la lutte? L'archevêque garda le silence; il savait bien que la meilleure harangue en ce moment, c'était l'attitude modérée des hussites et la douleur de tout un peuple. La cérémonie terminée, quand George de Podiedrad, selon la vieille coutume, brisa devant le cercueil le sceau, les insignes et la bannière de Ladislas, il sembla que la mort venait de le frapper une seconde fois. Tous les yeux se mouillèrent de larmes, et les sanglots redoublèrent.

Le roi est mort, vive le roi! disait-on dans l'ancienne France. Les difficultés ne pouvaient se dénouer si vite dans cette Bohême, accoutumée de tout temps aux tumultueux interrègnes. Dès qu'on apprit la mort de Ladislas, des prétendans au trône se levèrent de tous côtés. C'étaient d'abord les princes de la maison d'Autriche, l'empereur Frédéric III, son frère le duc Albert, Sigismond, duc de Tyrol; puis les deux beaux-frères de Ladislas, Guillaume, duc de Saxe, et Casimir, roi de Pologne; puis des princes de l'empire, Frédéric, électeur de Brandebourg, son frère le margrave Achille, et Albert, duc de Bavière; enfin deux compétiteurs tout à fait inattendus, le second fils du grand Hunyade, Mathias Corvin, et le roi de France Charles VII. Ceux-ci invoquaient des droits de parenté, ceux-là des conventions secrètes, des arrangemens de territoire, comme il s'en faisait si souvent dans les obscurs conflits de la féodalité germanique; les autres, sans droits, sans titres, intervenaient en vue de l'intérêt commun, se mettant au service de l'Eu-

rope orientale, et, par elle, de la chrétienté tout entière. Il y avait aussi un prétendant qui n'avait pas à révéler ses titres; les échos répétaient son nom d'un bout de la Bohême à l'autre. Est-il besoin de faire apparaître au milieu du tumulte sa calme et grande figure? Elle domine déjà tout ce tableau. C'était l'homme à qui Ladislas mourant avait dit : « Mon cher George, ce royaume est dans tes mains. » George de Podiebrad continuait de gouverner l'état avec la douceur et l'impartialité qui conviennent à la force. Il laissait toutes les compétitions se produire. Le choix des états devant donner un roi à la Bohême, il avait confiance dans les représentans de la nation, et tenait plus que personne à la liberté du vote. Il ne fallait pas que cette consécration, son meilleur titre, pût lui être contestée dans l'avenir. L'assemblée des états ouvrit ses séances dans l'hôtel de ville de Prague le 27 février 1458. Trois jours furent employés à écouter les orateurs des princes qui aspiraient au trône des Ottocar. On remarqua surtout le discours de l'ambassadeur de Charles VII. Le roi de France demandait la couronne de Bohême pour son second fils et s'engageait à payer toutes les dettes contractées par l'état sous le coup de la guerre civile; le jeune prince n'ayant encore que douze ans, la lieutenance du royaume continuerait d'appartenir pendant quatre années à George de Podiebrad, après quoi, le fils de Charles VII partirait pour la Bohême avec un trésor digne d'un roi. Ces offres d'argent faites à un peuple épuisé, le prestige toujours si grand du nom de la France, émurent beaucoup d'esprits dans le parlement; mais le lendemain, quand on sut la nouvelle, l'agitation fut si vive qu'on craignit une émeute. La patrie, elle aussi, ne devait-elle pas avoir ses orateurs? Le cri du peuple fut entendu. Le 2 mars, tous les envoyés des princes ayant terminé leur mission, l'assemblée dut accomplir la sienne. Une foule immense, pressée devant l'Hôtel de Ville et dans les rues environnantes, attendait impatiemment le résultat du vote. La séance ouverte, on fit d'abord la prière, selon l'usage national, pour invoquer l'assistance du saint des saints. Le plus haut personnage du parlement, le burgrave de Prague, Zdének de Sternberg, avait à opiner le premier. Au lieu de prononcer simplement un nom, il s'approcha du lieutenant du royaume, mit un genou en terre, et dit d'une voix émue : « Vive George, notre gracieux roi et seigneur! » On eût dit alors que l'assemblée n'avait qu'une seule âme; tous plièrent le genou, et ce même cri, répété aussitôt dans les escaliers, dans les cours, sur la place, de rue en rue, éclata, comme la voix de la patrie, par toute la ville de Prague : « Vive George de Podiebrad, roi de Bohême! »

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

(*La seconde partie au prochain n°.*)

LA

LITTÉRATURE ROMANESQUE

IV.

LA REINE DE NAVARRE ET L'*HEPTAMÉRON*

D'APRÈS DE NOUVEAUX DOCUMENS.

En traitant ici de l'histoire du roman en France (1), je n'ai point encore parlé de cette branche particulière de la fiction romanesque à laquelle on a donné le nom de *nouvelle*. Je voudrais indiquer les caractères généraux et les variations de ce genre d'ouvrage jusqu'au XVIIe siècle, en m'attachant principalement au fameux recueil composé par la reine de Navarre; mais comment parler de l'*Heptaméron* sans discuter d'abord l'imputation très grave qu'on a portée dans ces derniers temps contre la mémoire de l'auteur? Si cette imputation, jusqu'ici étrangère à l'histoire et produite de nos jours pour la première fois dans un ouvrage sérieux, n'avait eu aucun retentissement, ceux qui la considèrent comme une hypothèse absolument chimérique pourraient se contenter de la repousser en passant. Quand on voit cependant avec quelle facilité une allégation si peu motivée et en elle-même si répugnante malgré les adoucissemens romanesques dont on l'entoure peut se propager et acquérir de la consistance; quand on voit l'interprétation la plus bizarre et la plus invraisemblable d'un document obscur se faire accepter non-seulement par des écrivains superficiels, mais par des historiens accrédités, et modifier plus ou moins leurs opinions sur des personnages historiques, on éprouve naturellement le besoin de serrer de près la prétendue

(1) Voyez la *Revue* du 1er décembre 1857, du 15 juillet 1858 et du 1er février 1862.

découverte faite, il y a quelques années, au sujet de la reine de Navarre, et d'examiner sur quels fondemens elle s'appuie.

Cet examen nous importe à plusieurs points de vue. D'abord, en se plaçant au point de vue de la vérité et de la justice, il ne saurait être indifférent à personne de savoir si une femme, intéressante non par son titre de princesse, mais par la bonté de son cœur, la noblesse de son caractère et les agrémens de son esprit, a mérité la flétrissure morale que lui infligent aujourd'hui des écrivains qui d'ailleurs se déclarent pleins de sympathie et même de respect pour elle. Ces écrivains croient pouvoir, en toute sûreté de conscience, attribuer à Marguerite d'Angoulême des sentimens incestueux sans nuire à sa considération, parce qu'en même temps (et cette seconde affirmation est aussi dénuée de preuves que la première) ils affirment que Marguerite n'a jamais franchi « la limite qui sépare le malheur et le crime. » L'étude préalable de cette question de moralité n'est pas non plus sans importance pour l'appréciation du recueil de nouvelles dont cette princesse est l'auteur, car si elle avait pu concilier la liberté d'esprit qu'un tel ouvrage suppose avec les sentimens douloureux et criminels que lui prêtent ceux qui la comparent à *la sœur de René*, cette conciliation serait tout simplement une monstruosité qui rejaillirait sur l'*Heptaméron* et en changerait notablement le caractère. Cette discussion présente enfin un autre genre d'utilité en nous fournissant un exemple curieux de l'audace malheureusement croissante avec laquelle s'introduisent de nos jours, même dans l'histoire, les inductions les plus hasardées et les hypothèses les plus arbitraires.

Voilà pourquoi nous diviserons ce travail en deux parties, qui, bien que distinctes, se rattachent l'une à l'autre et se fortifient l'une par l'autre. Avant de discuter la valeur littéraire et morale de l'*Heptaméron*, il faut donc examiner avec quelque détail le procès de tendance qu'on fait aujourd'hui aux sentimens de la reine de Navarre pour son frère.

I. — MARGUERITE D'ANGOULÊME ET FRANÇOIS Ier.

Lorsque M. Littré publia autrefois dans la *Revue* (1) son excellent travail sur les lettres de la reine de Navarre, le débat dont il s'agit n'était pas encore soulevé. Un écrivain qui ne manquait ni d'esprit ni de savoir, M. Génin, venait de mettre au jour, sous les auspices de la Société de l'Histoire de France, un premier recueil de lettres inédites de cette princesse. Il avait fait précéder ce premier recueil d'une notice très détaillée, discutable sur quelques points, mais généralement exacte, dans laquelle il réfutait avec beaucoup d'ardeur, même un peu de superfétation, les médisances que quelques écri-

(1) 1er juin 1842.

vains avaient très légèrement accueillies au sujet des mœurs de Marguerite d'Angoulême. M. Génin exagérait beaucoup la gravité de ces médisances. Il est certain que la sœur de François Ier n'avait pas autant besoin d'être réhabilitée qu'il le supposait. Elle n'avait besoin d'une réhabilitation qu'auprès des ignorans qui ne savaient rien d'elle, sinon qu'elle avait vécu pendant sa jeunesse dans une cour assez corrompue, et qu'elle avait composé un recueil de contes plus ou moins légers. Ceux qui s'en tenaient là en fait d'informations, et qui n'avaient même pas lu les récits à la fois scabreux et édifians de la reine de Navarre, étaient naturellement disposés à accueillir tous les contes qu'on a faits sur elle depuis le roman publié en 1696 par Mlle de La Force, depuis les inventions discréditées des auteurs anonymes des *Galanteries de la Cour de France*, jusqu'aux fantaisies de certains éditeurs enthousiastes de Marot, qui n'admettent pas qu'un poète du XVIe siècle ait pu adresser des vers galans à une princesse sans être son amant, et qui, pour rendre la chose plus sûre, prennent le parti de faire honneur à la princesse de tout ce que Marot écrit pour la première venue, et enfin jusqu'aux bévues de certains romanciers contemporains, qui ne prennent pas la peine de distinguer entre la grand'mère de Henri IV et sa première femme (1).

Tous ceux au contraire qui avaient étudié un peu sérieusement la figure de Marguerite d'Angoulême savaient que la sœur de François Ier avait conquis et mérité de son vivant la réputation d'une personne aussi respectable par ses vertus que distinguée par les agrémens et la solidité de son esprit. L'éditeur de ses lettres nous fait remarquer lui-même que, pendant la vie de Marguerite, « il ne s'éleva pas l'ombre d'un soupçon sur la pureté de ses mœurs (2). » On peut ajouter qu'après sa mort on ne citerait pas un seul écrivain du XVIe siècle qui ait positivement attaqué sa réputation sur ce point. Brantôme lui-même, qui ne respecte rien, n'a pas mérité le reproche que lui fait M. Génin « d'avoir osé ternir la réputation de Marguerite d'Angoulême. » Il a inséré au contraire dans ses *Dames illustres* un éloge très accentué de sa vertu, et si dans une autre partie de ses ouvrages il a écrit sur elle une phrase incidente qui n'est pas tout à fait dans le même ton de respect, il a fallu que M. Génin tronquât cette phrase pour légitimer son accusation contre Brantôme (3). Le

(1) Toutes deux portaient le même nom de Marguerite et le même titre de reine de Navarre, mais elles ont inspiré à leurs contemporains des sentimens très différens.

(2) Notice du premier recueil de lettres, p. 43.

(3) Il fait dire à celui-ci « qu'en fait de galanteries la reine de Navarre en savait plus que son pain quotidien. » Voici la phrase de Brantôme (il s'agit de l'aptitude de Marguerite à parler plusieurs langues) : « Bien qu'elle sût, dit-il, parler bon espagnol et bon italien, elle s'accommodait toujours de son parler paternel pour choses de consé-

témoignage de cet écrivain est en définitive bien plutôt favorable que contraire à Marguerite d'Angoulême, et à ce témoignage il faut ajouter celui des hommes les plus considérables ou les plus respectables du XVIe siècle, qu'ils soient protestans ou catholiques. Érasme, Mélanchthon, Calvin, le cardinal Du Bellay, Scévole de Sainte-Marthe, l'historien De Thou, sans parler d'une foule d'autres, s'accordent tous pour rendre hommage aux vertus de la grand'mère de Henri IV. Les plus sévères, comme De Thou par exemple, s'étonnent qu'une princesse si pieuse, un esprit si élevé, une si *grande héroïne* (*tanta heroïna*), ait pu composer des contes aussi légers que ceux de l'*Heptaméron*, et il excuse Marguerite en alléguant à tort, comme nous le verrons tout à l'heure, que cet ouvrage est une erreur de sa jeunesse.

Bayle, plus sagace que De Thou et non moins frappé que lui des grandes qualités morales de Marguerite, voit dans l'auteur de l'*Heptaméron* un exemple éclatant d'un certain genre de contraste qui se rencontre assez souvent entre quelques tendances de l'esprit ou de l'imagination et ce fonds d'idées et de sentimens qui détermine la rectitude ou le désordre de la vie. « Voici, nous dit-il en parlant de la reine de Navarre, une reine sage, très vertueuse, très pieuse, qui compose un livre de contes assez libres, et qui veut bien que l'on sache qu'elle en est l'auteur. Combien y a-t-il de dames actuellement plongées dans les désordres de la galanterie qui pour rien au monde ne voudraient écrire de cet air-là! Ce qu'elles écrivent et même ce qu'elles disent est d'une pudeur extraordinaire... Il y a d'étranges inégalités dans l'âme humaine, et beaucoup de disparates entre le cœur et l'esprit (1). » Bayle aurait pu en effet appuyer son observation d'un exemple en opposant à la première Marguerite, princesse vertueuse qui rédige des contes scabreux, la seconde reine de Navarre, la femme de Henri IV, qui a laissé, en même temps que la réputation d'une personne très légère, des mémoires très spirituels, mais surtout très pudiques.

Il ne faudrait pas toutefois conclure des réflexions de Bayle qu'un philosophe du XVIIIe siècle, Duclos, avait raison quand il osait soutenir devant Mmes de Mirepoix et de Rochefort que les femmes sont d'autant plus indifférentes aux libertés du langage qu'elles sont au fond plus honnêtes, et quand, pour montrer à ces deux dames l'estime qu'il faisait de leur vertu, il leur contait des histoires si franches, que Mme de Rochefort fut obligée de l'arrêter en lui di-

quence; mais quand il fallait en jeter quelques mots à la traverse de joyeusetés et de galanteries, elle montrait qu'elle en savait plus que son pain quotidien. » Ce dernier membre de phrase s'applique, ce me semble, au langage espagnol et italien, et non point aux mots *joyeusetés* et *galanteries*.

(1) *Dictionnaire historique* de Bayle, à l'article *Navarre*.

sant : Mais prenez donc garde, Duclos; vous nous croyez aussi par trop honnêtes femmes! Il est certain néanmoins qu'on rencontre à toutes les époques, avec des différences proportionnées à celles des époques mêmes, des femmes très vertueuses de fait et d'intention comme Marguerite d'Angoulême, douées aussi comme elle d'un esprit solide et sérieux, et qui sont capables en même temps de prendre goût à des gaillardises d'imagination qui dépassent plus ou moins la mesure imposée à leur sexe par les convenances de chaque époque. Si Mme de Sévigné par exemple, qui lisait avec tant de plaisir les contes de La Fontaine, s'était amusée à rédiger sous forme de nouvelles les anecdotes plus ou moins libres qu'elle raconte parfois dans ses lettres, on peut conjecturer, d'après la hardiesse de son langage, qu'elle eût composé un ouvrage d'un caractère assez analogue à celui de l'*Heptaméron*, quoique d'un tour plus délicat. Il est même probable qu'un des traits les plus saillans et les plus curieux du recueil de la reine de Navarre, qui consiste dans les sermons édifians dont l'auteur assaisonne des récits qui souvent le sont très peu, aurait été beaucoup moins marqué chez Mme de Sévigné, ce qui n'empêche pas cette personne charmante de passer à bon droit pour une des plus honnêtes femmes de son temps.

Non-seulement tous les hommes du XVIe siècle avaient de Marguerite d'Angoulême la même opinion, mais, à partir du siècle suivant, on ne citerait pas, je crois, un historien de quelque valeur, depuis Mézeray jusqu'à Sismondi, qui ait mis en question la moralité de cette princesse; on pourrait même citer quelques écrivains qui ont précédé et dépassé M. Génin dans l'admiration sans bornes qu'il professait d'abord pour ses vertus. Lémontey par exemple n'avait pas attendu son plaidoyer pour parler de Marguerite avec le plus vif enthousiasme. « L'envie, dit-il, qui assiége les princes, n'a pu nous transmettre un seul fait défavorable à Marguerite de Valois. Pour indiquer une tache à son caractère, il faudrait l'inventer. Étrangère aux vices de sa mère, aux folies de son frère et aux travers de son temps, belle et reine sans arrogance, vertueuse sans pruderie, savante sans pédantisme, douce et bonne sans faiblesse, chaste au milieu d'une cour corrompue, supérieure et fidèle à ses deux maris, elle est sans contredit la princesse la plus aimable et la femme la plus parfaite qui soit sortie de la maison royale de France. Je ne sache point de trône qu'elle n'eût embelli, et point de siècle qu'elle n'eût honoré (1). »

Il y avait donc beaucoup d'exagération de la part du spirituel éditeur des premières lettres inédites de Marguerite d'Angoulême à

(1) *Œuvres* de Lémontey, t. III, p. 232.

venir nous présenter cette princesse comme une des figures les plus *mal connues de l'histoire*, comme une figure qu'il était urgent de défendre *contre les calomnies des ignorans ou des méchans*. Si j'insiste sur cette exagération, c'est pour faire ressortir davantage le singulier revirement qui devait, un an plus tard, entraîner l'ardent apologiste de Marguerite à porter lui-même à sa mémoire le coup le plus cruel, le plus immérité, et à introduire le premier dans la circulation historique une hypothèse odieuse, qui ne repose sur aucun fondement sérieux.

Avant toutefois d'aborder cette nouvelle question, il faut dire que, si en effet la reine de Navarre avait eu besoin d'être réhabilitée, elle l'eût été par le premier recueil de ses lettres. Elle apparaissait dans cette première correspondance comme une personne douée des qualités à la fois les plus solides et les plus charmantes. Quoiqu'elle eût partagé cette fièvre de savoir qui dévorait les esprits au XVIe siècle, quoiqu'elle eût étudié non-seulement les langues modernes, mais le latin, le grec, qu'elle n'eût pas même reculé devant l'hébreu, la philosophie et la théologie, elle avait gardé intact le principal agrément d'une femme; elle restait ornée de la simplicité la plus attrayante et du naturel le plus parfait. Sur un seul point, on voyait son esprit sensé et lumineux subir parfois l'influence du mysticisme obscur et incohérent du respectable évêque de Meaux, Briçonnet; mais cette influence même avait sa cause dans une des tendances les plus remarquables de cette nature si distinguée, dans une préoccupation continuelle de la vérité religieuse et de la vie éternelle, préoccupation qui n'abandonne jamais Marguerite soit au milieu des divertissemens de la cour, soit parmi le tracas des affaires les plus épineuses, et qu'elle associe même, comme pour en corriger la frivolité, aux récits parfois égrillards de l'*Heptaméron*.

A cette piété sincère, Marguerite joignait un esprit de tolérance très rare de son temps, et qu'on a voulu à tort considérer comme le signe d'une adhésion secrète au calvinisme. Sur ce point, M. Génin nous paraît fondé en droit, lorsque, dans sa première notice, il soutient que la reine de Navarre fut toujours catholique de fait et d'intention, qu'elle appartenait seulement à ce groupe d'esprits éclairés et modérés dont les vues sont approuvées par Bossuet lui-même dans son *Histoire des Variations*, et qui, sans vouloir rompre l'unité de l'église, aspiraient à la réforme des désordres qui s'étaient introduits dans son sein.

Dans cette première correspondance, la princesse se montrait non-seulement bonne, pieuse, dévouée, toujours occupée des autres et presque jamais d'elle-même, mais encore douée pour les affaires d'une sagacité virile, soit qu'elle traite des questions de politique générale, soit qu'elle s'occupe des détails de son gouvernement

d'Alençon ou de Béarn. Comment donc le même écrivain qui nous avait d'abord présenté Marguerite sous le plus beau jour a-t-il été conduit, dans un second ouvrage, à jeter sur cette gracieuse figure une ombre funeste, qui la ternirait, si elle devait subsister? C'est ce qu'il reste à expliquer.

Dans la notice placée en tête du premier recueil, l'éditeur, en recherchant pour les combattre toutes les calomnies publiées contre la mémoire de la reine de Navarre, avait dépisté un romancier du XIXe siècle, assez obscur et dénué de toute autorité, qui, confondant sans doute la sœur de François Ier avec la sœur de Charles IX et de Henri III, avait reproduit contre la première Marguerite une rumeur que deux pamphlets du XVIe siècle, probablement mensongers au moins sur ce point, avaient répandue contre la seconde. Il ne s'agissait de rien moins que d'une accusation d'inceste. En lisant cette accusation si étourdiment transposée, l'éditeur, indigné contre le romancier en question, s'écriait : « Si ces horreurs étaient mises sur le compte d'une bourgeoise morte l'an dernier, il n'y aurait qu'un cri pour les flétrir; mais le premier venu barbouilleur de papier peut souiller impunément la mémoire d'une princesse morte il y a trois siècles! » Et, après avoir fait ressortir les erreurs grossières du roman insignifiant dont il s'agit, il concluait en disant : « Ces déplorables compositions, la honte de notre littérature, circulent parmi le peuple, qui va puiser là ses notions d'histoire nationale (1). »

Un an s'était à peine écoulé, et l'éditeur des lettres de Marguerite, ayant retrouvé et publiant une nouvelle correspondance de cette princesse, plus intéressante encore que la première, n'hésitait pas à se faire le propagateur, avec des adoucissemens plus apparens que réels, de cette imputation odieuse qui l'avait d'abord si vivement indigné. Un pareil changement d'opinion suppose la découverte de quelque document accablant, dont l'irrésistible évidence a dû contraindre un admirateur passionné, mais sincère, de Marguerite d'Angoulême à s'incliner avec douleur devant la vérité. On va en juger.

Le recueil qui avait échappé aux précédentes recherches de M. Génin se compose de cent trente-huit lettres de Marguerite à son frère François Ier. Sur ces cent trente-huit lettres, il y en a cent trente-sept écrites incontestablement de la main de Marguerite et signées de son nom. Le style de ces cent trente-sept lettres, dont l'écriture seule est difficile à lire, se distingue par la vivacité et la netteté des tours. Chacune d'elles exprime le plus clairement du

(1) *Notice sur Marguerite d'Angoulême*, premier recueil de lettres inédites, p. 44.

monde des sentimens exaltés, il est vrai, mais très nobles, très simples, et en eux-mêmes très naturels. On y voit une sœur animée, pour l'homme qui est à la fois son frère unique et son roi, d'une affection enthousiaste et dévouée dont le ton, sauf une nuance de respect, rappelle un peu celui des lettres de Mme de Sévigné à sa fille; mais on ne trouverait pas dans ces cent trente-sept lettres une seule phrase qui indique une réticence ou qui supporte une interprétation équivoque, et les sentimens les plus sacrés s'y combinent sans cesse avec l'affection que la sœur porte à son frère.

Tous deux par exemple sont liés par un trait d'union qui revient à tout propos dans les lettres de Marguerite : c'est la tendresse profonde qu'ils éprouvent pour leur mère, Louise de Savoie. Que des enfans aiment leur mère, qu'une mère aime ses enfans, il n'y a rien là qui mérite une remarque; mais il est certain qu'on a rarement vu, surtout dans ces hautes régions, séjour des orages, trois êtres éprouvant les uns pour les autres une sollicitude aussi tendre, aussi continuelle, et vivant dans une harmonie aussi intime, aussi inaltérable que ces trois personnes : Louise de Savoie, son fils et sa fille. Les contemporains les appelaient et ils s'appelaient eux-mêmes une *trinité*. Dans une lettre que la mère et la fille écrivent ensemble au prisonnier de Charles-Quint, elles lui disent: « Pour ce que le Créateur nous a fait la grâce que *notre trinité* a toujours été unie, les deux vous supplient que cette lettre, présentée à vous qui êtes le tiers, soit reçue de telle affection que de bon cœur la vous offrent (1). » Et Marguerite de son côté, qui se prépare à partir pour aller consoler son frère dans sa prison et négocier sa délivrance, après lui avoir dit avec sa vivacité accoutumée qu'elle est prête à *mettre au vent la cendre de ses os pour lui faire service*, ajoute : « Et à cette heure je sens bien quelle force a l'amour que Notre-Seigneur, par nature et connaissance, a mise en nous trois (2). »

Un autre sentiment, dont l'expression, très fréquente dans les lettres de Marguerite à son frère, suffirait pour écarter de ces lettres toute suspicion, si elles n'étaient par elles-mêmes d'une pureté ma-

(1) Cette lettre, que n'a pas recueillie M. Génin, a été publiée par M. Aimé Champollion-Figeac dans son volume intitulé *la Captivité de François Ier*. Marot et Marguerite ont également chanté en vers la *trinité* dont il vient d'être question.

(2) L'histoire, qui prétend tout savoir et qui souvent se contente de répéter indéfiniment l'erreur du premier venu, l'histoire est généralement très sévère pour la mère de François Ier et de Marguerite. Il se peut que Louise de Savoie ait eu de grands défauts, quoique tout ce qu'on a dit de ses prétendues débauches ne soit appuyé sur aucun témoignage sérieux; mais elle avait certainement de grandes qualités. Et aujourd'hui que nous pouvons lire tout à la fois des lettres de Marguerite, de François Ier et de leur mère, il me paraît incontestable que Louise de Savoie vaut mieux que sa réputation et que François Ier gagne également à être mieux connu.

nifeste, c'est la piété : une préoccupation vive des vues de Dieu sur les princes, des épreuves et des devoirs qu'il leur impose, se mêle souvent aux effusions de sa tendresse fraternelle. Le goût des sermons, qui est une des nuances curieuses de cet aimable caractère, se retrouve aussi bien dans les lettres à François Ier que dans les contes de l'*Heptaméron*. Marguerite s'excuse quelquefois de la liberté qu'elle prend de sermonner son roi, mais elle ne l'en sermonne pas moins. Ce sentiment de ferveur religieuse que Marguerite associe à sa tendresse pour son frère ne se remarque pas seulement dans ses lettres; il brille d'un éclat aussi pur que touchant dans le récit qu'un témoin oculaire, le président du parlement de Paris, Jean de Selves, qui avait accompagné cette princesse à Madrid, nous a laissé de ses premières entrevues avec le captif. Marguerite, après un long et pénible voyage, avait trouvé son frère mourant. Placé entre les exigences d'un vainqueur avide et obstiné, qui mettait à sa délivrance des conditions inacceptables, et la perspective d'une captivité éternelle qu'on lui rendait aussi dure que possible, François Ier, dont l'âme était plus intrépide devant le péril que devant le malheur, s'était abandonné au désespoir. Vingt-trois jours d'une fièvre continue avaient miné sa robuste constitution, et les médecins le considéraient comme perdu. Tous les signes de la mort y étaient, nous dit Jean de Selves, « car il demeura aucun temps sans parler, voir ne ouïr ne connaître personne. C'est alors que dans sa douleur Marguerite eut l'idée d'une invocation solennelle et suprême à celui qui tient dans ses mains la vie des rois. »

« Mme la duchesse (1), dit Jean de Selves, fit mettre en état tous les gentilshommes de la maison du roi et les siens, ensemble ses dames, pour prier Dieu, et tous reçurent notre créateur, et après fut dite la messe en la chambre du roi. Et à l'heure de l'élévation du saint sacrement monseigneur l'archevêque d'Embrun exhorta le roi à regarder le saint sacrement, et lors ledit seigneur, qui avait été sans voir et sans ouïr, regarda le saint sacrement, éleva ses mains, et après la messe Mme la duchesse lui fit présenter ledit saint sacrement pour l'adorer. Et incontinent le roi dit : « C'est mon Dieu qui me guérira l'âme et le corps, je vous prie que je le reçoive. » Et à ce qu'on lui dit qu'il ne le pourrait avaler, il répondit : « Que si ferait. » Et lors Mme la duchesse fit départir une partie de la sainte hostie, laquelle il reçut avec la plus grande componction et dévotion, qu'il n'y avait cœur qu'il ne fondît en larmes. Madite dame la duchesse reçut le surplus dudit saint sacrement. » Et de cette heure-là il est toujours allé en amendant, et la fièvre, qui lui avait duré vingt-trois jours sans relâcher, le laissa, et en est de tout net, grâce à Dieu. »

Les sentimens très vifs d'amour filial et de ferveur religieuse que

(1) Marguerite portait alors le titre de duchesse d'Alençon. Nous empruntons ce récit à la publication de M. Aimé Champollion-Figeac.

Marguerite associe continuellement à son affection pour son frère ne sont pas les seuls qui protestent contre l'hypothèse en question. Le langage qu'elle tient à François Ier, soit comme épouse, soit comme mère, soit comme tante (lorsqu'il s'agit des enfans du roi), ou comme belle-sœur, lorsqu'il s'agit de l'une ou l'autre de ses deux femmes, ce langage n'est pas moins incompatible avec cette donnée aussi désagréable que chimérique.

Quoique M. Génin n'ait incriminé qu'une seule des cent trente-huit lettres qui composent le recueil publié par lui, du moment où il suspectait la tendresse de Marguerite pour son frère, d'autres écrivains n'ont pas manqué d'épiloguer sur l'ensemble de cette correspondance; ils ont signalé comme un indice grave quelques formules superlatives qui étaient au XVIe siècle d'un usage commun. C'est ainsi que la reine de Navarre signe parfois *votre plus que sujette* ou *votre plus que sœur*. L'éditeur lui-même, sans y attacher autant d'importance que d'autres, croit devoir néanmoins noter aussi et souligner cette dernière formule; or il suffit de lire quelques lettres du XVIe siècle pour la retrouver dans les circonstances les plus insignifiantes. Si l'on ouvre par exemple le recueil publié par M. A. Champollion-Figeac, on voit l'archiduchesse Marguerite d'Autriche, gouvernante des Pays-Bas, tante de Charles-Quint, écrire à la mère de François Ier et signer *la plus que toute votre bonne sœur*.

Il est aussi une autre formule qui se rencontre assez souvent dans les lettres de Marguerite, et dont on a cherché à abuser contre elle. Après la mort de son premier mari, le duc d'Alençon, on la voit écrire à son frère : « Je ne pense que en vous comme celui seul que Dieu m'a laissé en ce monde, *père, frère et mari*. » Les esprits assez bizarres pour attacher à ces mots quelque importance devraient au moins remarquer que la lettre qui les contient suit précisément une lettre dans laquelle la princesse exprime avec une grande vivacité la douleur amère que lui cause la perte du duc d'Alençon, son premier mari. On a dit, il est vrai (et cette assertion, qui n'est pas plus démontrée que beaucoup d'autres assertions historiques, a servi à corroborer la thèse que nous combattons), on a dit que Marguerite avait été une épouse très indifférente pour ses deux maris; on l'a dit surtout à l'occasion du duc d'Alençon, à qui il a suffi d'avoir encouru une mauvaise note à Pavie pour devenir l'objet de toutes les rigueurs de l'histoire. On a refusé tout mérite à ce prince, qui dans plusieurs circonstances, notamment à la bataille de Marignan, avait montré autant de valeur que d'habileté; on a dit que, revenu en France après la défaite de Pavie, il s'était vu reprocher sa lâcheté par sa femme et sa belle-mère en termes si durs et avec accompagnement d'outrages si sanglans qu'il en serait mort de honte et de désespoir. Les lettres éditées par M. Génin et un document intéressant publié

pour la première fois par M. Leroux de Lincy dans son excellente édition de l'*Heptaméron* réduisent à rien la valeur de cette tradition historique. Le duc d'Alençon mourut plus d'un mois après son arrivée à Lyon; il fut emporté en cinq jours par une pleurésie, et l'on constate dans le document dont je viens de parler que Marguerite ne cessa de lui prodiguer les soins les plus tendres, que, sa mère ayant voulu lui épargner la douleur de le voir mourir, elle refusa de le quitter et le tint dans ses bras en lui montrant un crucifix jusqu'à ce qu'il eût rendu le dernier soupir. Quand elle parle de lui à son frère, rien n'indique que la sœur pas plus que le frère aient gardé de sa conduite à Pavie un souvenir amer et irrité. Au contraire, en apprenant à François Ier la maladie du duc d'Alençon, en lui exprimant combien ce dernier regrette de n'avoir pu partager la captivité du roi, en lui faisant prévoir sa mort possible, Marguerite croit devoir ajouter : « Je vous supplie que *pour nul regret tant de lui que de celui que vous me sentirez avoir* ne vous en donner ennui, et soyez sûr que, quoi qu'il advienne, j'espère que Dieu me donnera force de le porter pour garder Madame (Louise de Savoie) d'ennui. » Et quand la mort de son mari est venue la frapper au milieu des désastres de la France, qui exigent qu'elle surmonte sa douleur pour ne point troubler la fermeté de sa mère, la duchesse s'excuse en quelque sorte auprès de François Ier d'avoir succombé d'abord à son chagrin avant de le dompter. « Ne doutez, lui écrit-elle, que, passé les deux premiers jours que *la contrainte me faisait oublier toute raison*, jamais depuis Madame ne m'a vu larme à l'œil ni visage triste, car je me tiendrais trop plus que malheureuse, vu que en rien ne vous fais service que je fusse occasion d'empêcher l'esprit de celle qui tant en fait à vous et à tout ce qui est de vous. » A coup sûr, ce n'est point là le langage d'une femme qui n'a jamais éprouvé (comme tant d'écrivains l'ont répété l'un après l'autre) que du mépris pour son premier mari.

Quant au second, on comprend plus difficilement encore qu'un historien contemporain, sans nous dire où il avait appris cette nouvelle, nous ait affirmé que Marguerite l'avait épousé par obéissance pour son frère et *en pleurant*. Ce second mariage passe au contraire plus généralement pour avoir été de la part de Marguerite un mariage d'inclination. Le jeune roi de Navarre, Henri d'Albret, était né, il est vrai, sans royaume, ou du moins dépouillé de celui dont il portait le nom; mais François Ier, en l'acceptant comme époux de sa sœur, promettait (ce qu'il ne tint pas) de lui faire restituer la Navarre. Henri d'Albret avait été élevé à la cour de France. C'était un brillant chevalier qui, fait prisonnier avec le roi à Pavie, après avoir héroïquement combattu à ses côtés, avait eu l'esprit de s'échapper de sa prison par un stratagème audacieux. Ce prince, beau, aimable

et vaillant, était âgé de vingt-quatre ans, et Marguerite, qui le connaissait depuis longtemps, avait trente-cinq ans quand elle l'épousa après deux ans de veuvage; il est donc permis de douter, quoi qu'en dise l'historien dont je parlais tout à l'heure, qu'elle ait beaucoup pleuré le jour de son mariage; l'hypothèse inverse me semble infiniment plus probable. On voit bien dans plusieurs de ses lettres, notamment dans celles qui sont adressées au maréchal de Montmorency, qu'elle n'est pas toujours contente de ce second mari, dont la légèreté lui donne des inquiétudes jalouses, vainement dissimulées par elle sous une apparence de raillerie; mais ce qu'on n'y voit jamais, c'est que ce jeune mari lui soit indifférent. Et ce qui aide à croire qu'en effet elle ne le détestait pas, c'est que l'histoire de ses grossesses nombreuses et souvent pénibles remplit une très grande partie de sa correspondance avec son frère. J'aime assez, pour ma part, à la voir, comme une brave, simple et honnête femme qu'elle est, éprouver quelque embarras à apprendre à son frère qu'elle est encore grosse à l'âge de *cinquante* ans. « Si je n'avais que vingt ans, lui écrit-elle, j'oserais dire ce que cinquante me font taire jusqu'à ce que autre que moi soit juge en ma cause, » c'est-à-dire jusqu'à ce que sa grossesse soit certifiée authentique par les médecins. Ce phénomène d'une grossesse à cinquante ans est en effet assez rare; mais on conviendra qu'il jure un peu avec la prétendue indifférence de Marguerite pour Henri d'Albret. Cette dernière grossesse se termina, comme quelques autres, par une fausse couche; la reine de Navarre perdit aussi des enfans en bas âge, et l'on sait qu'elle ne put sauver qu'une fille, Jeanne d'Albret, qui fut la mère de Henri IV.

Que tout en aimant très tendrement ses deux maris, ou au moins l'un ou l'autre, Marguerite ait éprouvé même une préférence de cœur pour le roi son frère, un tel fait, qui peut se rencontrer dans des conditions d'existence beaucoup plus ordinaires, n'aurait en lui-même rien de suspect. Et encore, pour décider la question, faudrait-il pouvoir comparer des lettres de Marguerite au duc d'Alençon ou à Henri d'Albret avec celles qu'elle écrit à son frère. Si les élémens de cette comparaison étaient sous nos yeux, peut-être verrions-nous Marguerite exprimer la tendresse conjugale avec d'autres nuances, mais avec les mêmes tours hyperboliques dont elle use pour exprimer la tendresse fraternelle. Non-seulement ces formes de langage étaient fort usitées de son temps, mais elles étaient particulièrement dans les habitudes de son esprit et de sa plume, car nous les retrouvons un peu modifiées, mais cependant très analogues, aussi bien dans les lettres d'amitié qu'elle adresse au maréchal de Montmorency que dans ses lettres à François Ier.

Il faut d'ailleurs, avant de se laisser étonner par ce style continuellement enthousiaste, se souvenir que le frère à qui elle écrit est en

même temps « son souverain seigneur, » que, quoique mariée, elle se considère toujours comme tenue, avant tout, au devoir d'obéissance envers lui, qu'en fait son bien-être dépend de lui, car elle est pauvre, elle a épousé en secondes noces un prince pauvre, et sa principale ressource consiste dans une pension que lui fait François Ier, et qu'elle fut un instant menacée de perdre sous Henri II. Il faut se souvenir également qu'avec un fonds de bonnes qualités François Ier est cependant un des princes en qui l'absolu pouvoir, ce grand corrupteur des rois, a le plus développé les penchans égoïstes, le besoin de tout rapporter à lui; c'est un enfant gâté, accoutumé dès son enfance à être non-seulement aimé, mais adoré, qui trouverait certainement fort mauvais que les attachemens qu'il permet à sa sœur soit comme épouse, soit comme mère, pussent entrer en rivalité avec le culte qu'elle lui doit. Il y a donc deux choses dans ce fanatisme continu que Marguerite exprime pour François Ier : il y a un sentiment très sincère, mais il y a aussi une petite part de diplomatie en quelque sorte involontaire et habituelle à l'égard d'un frère très affectueux il est vrai, mais très exigeant. Si l'on en doutait, il suffirait de lire quelques lignes d'une lettre du second recueil publié par M. Génin, où Marguerite se justifie auprès de son frère du crime énorme d'avoir dit que peut-être elle mourrait la dernière. Ce propos semble avoir été rapporté au roi comme l'expression d'un désir, tandis qu'il exprimait au contraire une crainte, et il n'en a pas fallu davantage pour que le roi, en quittant sa sœur, lui ait fait sentir son mécontentement par quelque phrase amère, destinée à l'encourager ironiquement dans l'espérance qu'il lui supposait. Marguerite s'explique à ce sujet avec une abondance et une vivacité de protestations très sincères assurément, puisqu'en définitive elle ne se consola jamais de la mort de son frère, mais qui me paraissent cependant dictées surtout par la crainte d'avoir offusqué sa susceptibilité ombrageuse.

« Monseigneur, je vous supplie très humblement ne me plus laisser soutenir ce purgatoire, et me faites cet honneur de penser que si j'ai autrefois dit que je pensais demeurer la dernière, c'était pensant avoir la perfection de tous les malheurs et ennuis que Dieu peut envoyer à sa créature; et si mon désir se fût accordé à ma peur, j'eusse mis peine de garder ma vie et santé plus soigneusement. Je suis sûre, monseigneur, que vous le sentez ainsi comme moi; mais la parole que vous me dites au partir, que peut-être Dieu voyait ma vie passer celle de vous et de Madame (Louise de Savoie) m'a été si pesante dans le cœur, que, sans vous avoir écrit cette lettre, espérant votre réponse dont j'ai besoin, je suis sûre que ma vie n'eût soutenu longuement cette peine, car je n'ai fin, regard ni intention que de vivre et mourir

« Votre très humble et très obéissante sujette et sœur. »

Ce qui est certain, c'est qu'en mettant à part les deux seules lettres qui indiquent entre le frère et la sœur un moment de mésintelligence, toute cette correspondance respire une ingénuité franche, honnête, souvent joyeuse et radicalement incompatible avec l'hypothèse d'une passion coupable (1). L'éditeur reconnaît du reste que sur les cent trente-huit lettres publiées par lui, il y en a cent trente-sept qui n'offrent aucune prise à son hypothèse; mais il a suffi qu'il en ait trouvé une, *une seule*, dont la signification est obscure et même incompréhensible, pour se sentir tout à coup éclairé par elle d'une lumière si vive qu'il ne tient plus compte de la lucidité de toutes les autres, et qu'il oublie même les affirmations si péremptoires qu'il avait émises dans son premier recueil. Ainsi le même écrivain qui, avant de connaître cette lettre obscure, nous disait, dans la notice du premier recueil, que « pendant la vie de Marguerite il ne s'éleva *pas l'ombre d'un soupçon* sur la pureté de ses mœurs, » nous déclare dans le second recueil, et sous la seule influence de cette lettre obscure, qu'il « savait qu'une rumeur vague, sortie probablement des profondeurs les plus ignorées du XVIe siècle, avait flétri d'une imputation terrible la mémoire de cette femme illustre et généreuse. » Il ajoute que, s'il n'avait fait aucune mention de cette rumeur dans son premier recueil, c'est qu'il n'avait pu remonter à sa source et la rencontrer formulée dans un ouvrage quelconque; mais il oublie qu'il avait au contraire repoussé cette rumeur en la présentant comme l'invention odieuse et ridicule d'un romancier du XIXe siècle.

Quand on prend la peine d'aller examiner à la Bibliothèque impériale la lettre en question dans le recueil manuscrit qui a servi à l'éditeur, on s'explique aisément que cette lettre ait tout d'abord attiré particulièrement son attention : non-seulement c'est la seule des cent trente-huit lettres qui ne porte pas de signature, non-seulement elle diffère de toutes les autres par le caractère embrouillé de la rédaction et par une orthographe plus irrégulière encore que ne l'est habituellement celle de Marguerite; mais, quoique l'écriture de cette princesse soit un peu variable d'une lettre à l'autre, l'écriture de celle-ci, qui est inscrite sous le numéro d'ordre trente-sept, est notablement différente de son écriture ordinaire, non pas qu'elle soit plus agitée : au contraire, elle semble à la fois plus posée, plus calme et moins expérimentée; il y a beaucoup moins de jambages,

(1) Citons seulement en passant, et entre mille autres traits de même nature, une phrase de Marguerite à son frère, qui jure singulièrement avec l'idée de ceux qui la représentent comme *dévorée* par cette *tendresse fatale qui consuma la sœur de René.* A propos du second mariage de François Ier, elle lui écrit, avec cette même gaillardise ingénue qui est dans son caractère, qu'elle « va prier Dieu de donner au roi bonne et heureuse vie et faire un enfant à la reine qui sente l'air d'Angoumois. »

et enfin, dans toutes les autres lettres sans exception, Marguerite écrit constamment, en parlant à son frère, *monseigneur*, et jamais *sire*, tandis que, dans la seule qui ne porte point sa signature, le roi est constamment qualifié *sire*, et jamais *monseigneur*. Ces circonstances auraient pu, ce me semble, faire naître dans l'esprit de M. Génin une première question, celle de savoir si la lettre dont il s'agit est bien de Marguerite d'Angoulême; ce ne serait pas la première fois qu'un collectionneur, surtout quand il s'agit de lettres du XVIe siècle, aurait inséré par erreur dans un recueil spécial une lettre sans signature qui ne lui appartiendrait pas. L'éditeur ne paraît pas avoir éprouvé le moindre doute à ce sujet. L'absence de signature provient, suivant lui, uniquement de ce que celle-ci a été coupée par mégarde par le couteau du relieur. La différence d'orthographe, de rédaction et d'écriture indique seulement que cette lettre a été écrite à une époque où Marguerite, jeune encore, rédigeait avec beaucoup moins de facilité et d'élégance que plus tard. Et cependant, quand il s'agit de fixer la date de cette lettre, qui n'est pas plus datée que toutes les autres, l'éditeur la fixe très arbitrairement, comme nous le verrons tout à l'heure, à l'année 1521; cette date ne la sépare des premières qui la suivent que de quatre ans, et si Marguerite en est l'auteur, elle l'aurait écrite à l'âge de vingt-neuf ans, âge où son instruction grammaticale et même littéraire a dû être, selon toute apparence, terminée. Quant à la dernière circonstance relative à la qualification insolite donnée au roi par sa sœur, et qui contribue aussi à inspirer du doute, M. Génin ne semble pas l'avoir remarquée, car il n'en dit mot, et il tranche la question en affirmant que le doute n'est pas possible une minute. N'ayant pas la même conviction, j'ai appelé sur cette lettre l'attention d'un paléographe plus habile et plus compétent que moi, et que je ne nomme pas, parce qu'il a désiré ne pas être nommé, son opinion restant incertaine. Il pense que sur cette question d'authenticité il y a du pour et du contre. La lettre en effet, à côté de mots écrits autrement qu'ils le sont dans les autres lettres, en offre plusieurs dont les caractères se retrouvent les mêmes, et quoique toutes les autres circonstances déjà signalées militent contre l'authenticité, il y a aussi dans cette lettre douteuse un certain nombre d'expressions et de tours hyperboliques qui rappellent le vocabulaire habituel de la reine de Navarre, et se retrouvent plus ou moins identiques dans les autres lettres. Je n'irai donc pas jusqu'à contester tout à fait l'authenticité de cette missive si étrangement interprétée. Toutefois, si par hasard il y avait erreur sur ce point, il serait assez tristement plaisant que la réputation de cette pauvre femme, si aimable et si bonne, après avoir été respectée par tous les historiens durant trois siècles, fût tout à coup défigurée par eux le plus cruellement du monde à l'oc-

casion d'un obscur chiffon de papier qu'elle n'aurait point écrit, et qui lui serait attribué par erreur.

Mais il est temps de soumettre au lecteur ce fameux document, en l'acceptant tel que l'éditeur l'a déchiffré et en modifiant seulement un peu la ponctuation qu'il a adoptée; il n'y a aucune ponctuation dans l'original, et l'on verra tout à l'heure que M. Génin arrange parfois cette ponctuation d'une manière plus conforme à son interprétation qu'à l'exactitude du sens. Cette lettre étant par elle-même très obscure, ce serait l'obscurcir encore que de la reproduire avec son orthographe très bizarre. La voici avec l'orthographe moderne, sauf un mot, dont le sens est douteux et que par conséquent il importe de reproduire exactement tel qu'il est écrit dans l'original.

« Sire, ce qu'il vous plut m'écrire que en continuant vous me feriez connaître, m'a fait continuer et davantage espérer que vous ne voudriez laisser votre droit chemin pour fuir ceux qui, pour principal de leur heur, désirent vous voir. Encore que de mal en pis mon intention soit *perscripte,* si ne vous faudra jamais l'honnête et ancienne servitude que j'ai portée et porte à votre heureuse bonne grâce. Et si l'imperfection parfaite de cent mille fautes vous fait dédaigner mon obéissance, au moins, sire, faites-moi tant d'honneur et de bien que de n'augmenter ma lamentable misère en demandant expérience pour défaite, là où vous connaissez sans votre aide l'impuissance, comme vous témoignera une enseigne que je vous envoie (1); ne vous requerant pour fin de mes malheurs et commencement de bonne année, sinon qu'il vous plaise que je vous sois quelque petit de ce que infiniment vous m'êtes et serez sans cesse en la pensée. En attendant cet heur de vous pouvoir voir et parler à vous, sire, le désir que j'en ai me presse très humblement vous supplier que si, ce ne vous est ennui, le me faire dire par ce porteur, et incontinent je partirai feignant autre occasion. Et n'y a ni fâcheux temps, ni pénible chemin qui ne me soit converti en très plaisant et agréable repos, et si m'obligerez tant et trop à vous, et encore davantage, s'il vous plaît ensevelir mes lettres au feu et la parole en silence. Autrement vous rendriez

Pis que morte, ma douloureuse vie
Vivant en vous de la seule espérance,
Dont le savoir me cause l'assurance,
Sans que jamais de vous je me défie.
Et si ma main trop faiblement supplie,
Votre bonté excusera l'ignorance,
Pis que morte.
Par quoi à vous seul je dédie
Ma volonté et ma toute-puissance.

(1) On donnait ce nom d'*enseigne,* au XVIe siècle, à des vers, à des dessins, à des figures emblématiques qu'on envoyait pour exprimer l'état de son esprit ou de son âme. François Ier et Marguerite s'envoient de temps en temps des ballades avec des figures de saints ou de saintes.

Recevez-la, car la persévérance
Sera sans fin ou tôt sera finie,
Pis que morte.

« Votre très humble et très obéissante
Plus que sujette et servante. »

Quand on croit pouvoir affirmer sans hésitation qu'une lettre non signée et aussi embrouillée que celle-ci est de la même princesse qui a écrit au même roi cent trente-sept autres lettres aussi lucides qu'irréprochables, il semblerait naturel qu'avant de chercher à extraire de celle-ci une révélation criminelle, on se demandât d'abord si elle ne comporte pas une, ou deux, ou trois interprétations parfaitement innocentes. Cela serait d'autant plus naturel qu'on se proclame un admirateur passionné de Marguerite. M. Génin ne paraît point avoir songé à cela. Du moment où la lettre était obscure, du moment surtout que la personne qui l'a écrite exprimait un très vif désir qu'elle fût brûlée, elle devenait par cela même immédiatement coupable, et l'éditeur ne s'est plus occupé qu'à se torturer l'esprit pour savoir quel genre de culpabilité il en ferait sortir. L'équité et le bon sens exigent, à mon avis, que l'on procède autrement; par conséquent, avant de discuter l'interprétation de l'éditeur, il convient d'examiner si cette lettre ne peut pas être aussi innocente qu'elle est obscure.

Deux circonstances paraissent évidemment avoir inspiré à cet ingénieux érudit un parti-pris de suspicion : la première, c'est la vivacité excessive avec laquelle la personne qui écrit exprime son chagrin, son trouble, sa *lamentable misère*, et la seconde, c'est le ton non moins vif avec lequel cette même personne demande le secret : si ce secret n'est pas gardé, elle sera *pis que morte*.

En ce qui touche l'exagération du langage, M. Génin aurait dû, moins que personne, se laisser influencer par ce détail, puisqu'il savait que c'était là un des caractères habituels du style épistolaire de la reine de Navarre. Il remarque lui-même que cette expression *pis que morte*, qui nous paraît au premier abord si effrayante, est une expression familière à Marguerite; il assure qu'elle est très fréquente chez les poètes espagnols du XVIe siècle, et que c'est à eux que la princesse l'a empruntée. Ce qui est certain, c'est qu'elle l'emploie assez souvent, soit textuellement, soit avec des équivalens, et cela dans des circonstances relativement insignifiantes. Ainsi, voulant exprimer à l'évêque Briçonnet qu'elle ne se sent pas assez fervente, elle signe *la pis que morte*, et, comme l'évêque trouve son expression trop forte, elle l'adoucit en se qualifiant dans une seconde lettre *la pis que malade*, et dans une troisième *la vivante en mort*. Dans sa vingt-sixième lettre à son frère, après avoir récriminé contre le sieur de Brion, qui, dit-elle, « glose toujours

mes paroles, » elle déclare que, si sa vie n'est employée au service du roi, elle l'*estimera pire que dix mille morts*. Dans la trente-septième lettre du même recueil, elle répète à son frère « qu'elle *estime sa vie pire que mort*, si elle n'est mise pour son service. » On a vu par une autre lettre, que nous avons citée plus haut au sujet d'un malentendu sur un mot qui aurait déplu au roi, avec quelle abondance de termes hyperboliques et désespérés elle exprime son chagrin à l'occasion du moindre nuage qui s'élève entre son frère et elle. Il serait donc tout à fait absurde de proportionner rigoureusement l'appréciation ou plutôt la recherche du motif inconnu, quel qu'il soit, qui a dicté la lettre dont il s'agit, à la nature des expressions excessives contenues dans cette même lettre. Il est plus probable qu'invraisemblable que la grande douleur exprimée ici par Marguerite (si la lettre est d'elle) n'a pas de cause plus importante que celle qui lui a dicté la lettre presque aussi désolée dont j'ai cité plus haut un fragment.

Reste comme motif de suspicion plus ou moins grave la recommandation très vive de brûler la lettre ou plutôt *les lettres* (l'affaire inconnue dont il est question ici ayant sans doute occasionné l'envoi de plusieurs lettres dont il n'a été conservé qu'une seule), et enfin la recommandation non moins vive de taire les paroles que Marguerite a pu prononcer dans cette affaire, qui nous est inconnue. Un instant de réflexion suffit pour faire comprendre que ce désir ardent et inquiet du secret peut se concilier avec la plus parfaite innocence de la personne qui le demande. Que faut-il en effet pour légitimer innocemment la vivacité de son désir? Il suffit qu'un tiers intéressant très vivement Marguerite puisse se trouver très blessé ou très mécontent de son intervention en paroles ou par écrit auprès de François Ier au sujet d'une affaire sur laquelle, de leur côté, le frère et la sœur ne sont pas d'accord, et cette dernière circonstance explique également l'insistance de Marguerite auprès de son frère, soit pour se plaindre que son intention soit *perscripte de mal en pis*, c'est-à-dire apparemment méconnue de plus en plus, soit pour demander à le voir et exprimer l'impossibilité de se passer de son aide.

Dès qu'on adopte cette interprétation, incontestablement la plus naturelle, on n'a plus qu'à choisir entre une foule d'hypothèses également innocentes. C'est ainsi que le consciencieux éditeur de l'*Heptaméron*, M. Leroux de Lincy, repoussant, comme moi, l'interprétation aussi invraisemblable qu'odieuse donnée par M. Génin, pense que cette lettre a tout simplement trait à quelque querelle de ménage très vive entre Marguerite et le plus léger et en même temps le plus violent de ses deux maris, si l'on en croit Brantôme, c'est-à-dire Henri d'Albret; mais, si l'on adopte Henri d'Albret, il est peut-être un peu plus difficile de s'expliquer que François Ier semble

dans cette circonstance, à en juger par la lettre de sa sœur, incliner plutôt à se ranger du côté du mari.

L'auteur anonyme d'un travail très distingué sur Marguerite d'Angoulême publié dans la *Revue Chrétienne* en 1861 repousse aussi l'hypothèse répugnante de M. Génin, mais il repousse également celle de M. Leroux de Lincy comme invraisemblable en elle-même et comme contrariée par le style, l'orthographe, la tournure de la lettre en question, qui semble dater de la première jeunesse de Marguerite. Je serais d'autant plus porté à admettre cette dernière objection que je crois la lettre antérieure à la date de 1521, adoptée par M. Génin, et que je m'expliquerais difficilement qu'il n'y eût pas un laps de temps assez considérable entre une série de lettres où le roi est toujours sans exception appelé *monseigneur* et une seule lettre où Marguerite l'appelle constamment *sire;* mais si la lettre incriminée remonte à la jeunesse de Marguerite, pourquoi cette lettre ne s'appliquerait-elle pas à une querelle de ménage entre Marguerite et son premier mari, le duc d'Alençon? Qui empêche de supposer que François Ier, qui aimait le duc d'Alençon au point de faire pour lui au connétable de Bourbon un passe-droit dangereux, ait dans cette circonstance, qui nous est inconnue, pris parti pour son beau-frère contre sa sœur?

Mais si l'on ne veut pas de l'explication par une querelle de ménage, qui empêche de supposer que cette fameuse *unité* tant célébrée de la mère, du fils et de la fille a été un instant troublée, que Louise de Savoie est irritée contre sa fille, que François Ier se prononce aussi contre sa sœur, que Marguerite se désespère, qu'elle voudrait s'expliquer avec son frère et le ramener sans offenser sa mère, et par conséquent à l'insu de celle-ci? De là une demande d'entrevue et une recommandation très vive de silence sur tout ce qu'elle lui a écrit ou lui a dit à ce sujet. On pourrait si bien multiplier dans cette circonstance les suppositions innocentes, qu'un critique fort distingué, M. Lutteroth, non content de faire justice dans *le Semeur* de la déplorable hypothèse de M. Génin, a entrepris de prouver que la lettre non datée dont il abusait si étrangement faisait tout simplement partie des lettres relatives au voyage et aux négociations de Marguerite pendant la captivité de François Ier à Madrid. Dans cette supposition, la première phrase de la lettre s'appliquerait au refus du roi prisonnier d'acheter sa délivrance en cédant la Bourgogne. Marguerite désirerait qu'il recouvrât sa liberté à tout prix, et, en le quittant malgré elle parce qu'il a voulu qu'elle rentrât en France, elle lui écrirait pour le ramener à son avis. Ainsi entendue, cette première phrase signifierait qu'elle supplie le roi de ne pas quitter le *droit chemin*, c'est-à-dire la seule ligne de conduite propre à le réunir à sa famille et à son peuple, qui pour le *principal de leur heur*

désirent le voir encore que de mal en pis, c'est-à-dire dépouillé de la Bourgogne, s'il faut qu'il la perde pour être libre. Toutes les autres phrases de la lettre sont expliquées dans un sens analogue. J'avoue que les explications de M. Lutteroth me paraissent plus ingénieuses que solides, et à son interprétation je préfère la critique très judicieuse qu'il a faite de celle de M. Génin.

Quant à celle-ci, elle me paraît la plus inadmissible de toutes, non pas seulement parce qu'elle est odieuse, et que l'odieux a besoin d'être prouvé deux fois plutôt qu'une avant d'être accueilli, mais parce qu'elle est tout à fait imaginaire. Suivant M. Génin, la lettre en question signifie tout simplement que Marguerite est amoureuse de son frère. « Elle a laissé, nous dit-il, s'allumer et se développer à son insu cette tendresse fatale qui, trois siècles plus tard, dévorait la sœur de René. On ne peut dans tout ceci former que des conjectures. François, non plus que René, ne partagea la passion qu'il inspirait. On voit qu'ayant à passer par le lieu qu'habitait sa sœur, il se détournait, afin d'éviter une rencontre dangereuse pour elle, pénible pour tous deux; mais Marguerite est avertie de sa résolution, elle la combat, elle le supplie de venir, elle veut le voir *encore que de mal en pis*; le voir, c'est là *le principal de son heur!* François alléguait les effets du temps et de l'absence; il y comptait comme sur un remède infaillible; il invoquait *l'expérience*, c'était là un vain prétexte, *une défaite;* Marguerite le lui sait bien dire : « Sire (n'osant l'appeler *mon frère*), n'augmentez pas *ma lamentable misère;* le temps ne peut rien pour ma guérison, si vous ne me secourez vous-même, et vous le savez bien! »

Après nous avoir ainsi présenté Marguerite mariée, âgée de vingt-neuf ans, recherchant et bravant le danger que fuit son frère, l'éditeur croit cependant devoir nous avertir « qu'il faut bien distinguer où finit le malheur et où commence le crime, et que cet intervalle, Marguerite ne l'a jamais franchi! » On est vraiment tenté de dire: Qu'en savez-vous? Puisque votre odieuse hypothèse ne vous a point paru téméraire, qui vous autorise à en limiter la gravité? A cela il nous répond : « Si quelqu'un conservait des doutes à cet égard, ils ne tiendront pas à la lecture des deux correspondances de la reine de Navarre avec Montmorency et avec François Ier. » Mais si la lecture de ces deux correspondances suffit pour nous empêcher d'attribuer à Marguerite des actions criminelles, comment n'a-t-elle pas suffi pour empêcher de lui supposer des sentimens criminels d'après une seule lettre qui ne dit rien? Enfin n'est-il pas exorbitant qu'après avoir ainsi fait les honneurs de la moralité intentionnelle d'une princesse illustre, l'éditeur vienne nous dire que son interprétation « ne peut en rien diminuer le respect dû au caractère de cette princesse, et qu'elle doit au contraire y ajouter cette admiration mêlée

de pitié que fait naître l'aspect d'une *grande et singulière infortune supportée, combattue avec courage?* » Le goût du *singulier* n'a-t-il pas égaré ici l'ingénieux éditeur? Il déclare que sa découverte repose sur un document *unique;* mais si ce document unique est interprété à sa manière, que peut-il inspirer pour Marguerite, sinon du mépris, ou tout au plus de la pitié? Quant à de l'admiration, comment son hypothèse pourrait-elle la légitimer?

Tout ceci est certainement fort étrange; mais ce qui ne l'est pas moins, c'est la facilité avec laquelle une pareille hypothèse a été admise avec des modifications par deux de nos principaux historiens. M. Michelet aime, respecte et admire Marguerite d'Angoulême. Je partage tout à fait son sentiment : il la nomme dans son langage pittoresque le « pur élixir des Valois. » C'est en effet ce que cette race a produit de plus noble, de plus délicat, de plus distingué sous tous les rapports. Personne n'était plus en état que lui de faire justice de la répugnante supposition adoptée par l'éditeur de la correspondance de la reine de Navarre : cette supposition lui a évidemment déplu, il n'a pas compris qu'on pût tout à la fois respecter, admirer Marguerite et la présenter comme une sœur incestueuse d'intention qui écrit à son frère : « Venez à moi, j'ai besoin de vous voir, quoi qu'il en puisse arriver. Gardez-moi le secret. » Rien ne lui était plus facile que de démontrer la parfaite innocence de la lettre dont il s'agit; malheureusement l'obscurité de cette lettre l'a attiré par l'espoir d'y découvrir autre chose que M. Génin, mais une chose du même genre, c'est-à-dire quelqu'une de ces monstruosités morales qu'il aime à attribuer aux puissans de la terre. Il a certainement raison quand il affirme que ceux-ci sont plus sujets aux énormités que les simples mortels : Bossuet l'a dit avant lui et très énergiquement; mais encore faut-il ne pas les charger sans preuves, et encore moins sur des preuves qui leur sont plutôt favorables que contraires.

M. Michelet a donc imaginé de se servir de la lettre en question pour disculper Marguerite, qu'il aime, et accabler François Ier, qu'il n'aime pas. Sous sa main, cette lettre a changé non pas de sens, mais de direction; elle est restée criminelle, mais le coupable est devenu François Ier, et de ce document si vague, si obscur, son esprit ardent et inventif a tiré tout un petit drame très accentué, qu'il est assez difficile d'exposer en détail, et qui n'a qu'un léger défaut : celui d'être en contradiction flagrante avec le texte même d'où il est tiré. Suivant M. Michelet, cette lettre, qui, nous l'avons vu, peut subir tant d'interprétations différentes, prouve le plus clairement du monde qu'un beau matin François Ier osa dire à sa sœur qu'il ne croirait pas à sa tendresse à moins d'en avoir *la preuve* et *la définitive expérience*. C'est ainsi que M. Michelet traduit la phrase

ne me demandez pas expérience pour défaite, qui, suivant M. Génin, signifie que le roi invoque l'expérience pour se tenir éloigné de sa sœur, et que celle-ci n'y voit qu'un prétexte, *une défaite*. M. Michelet ajoute : « Nous ne savons bien que ce mot. » Cependant il vient de nous dire sept lignes plus haut : « La chose est trop constatée. » Dans sa donnée, Marguerite, épouvantée et désespérée, s'enfuit, et elle écrit *à genoux* une lettre dont le sens est celui-ci : « Elle se donne pour se mieux garder. » M. Michelet ne peut pas se dissimuler cependant que dans cette lettre Marguerite demande instamment à son frère, soit de la venir voir, soit de lui permettre d'aller le rejoindre; mais c'est, à son avis, un artifice prudent, une précaution oratoire pour arriver à le supplier de ne pas demander *expérience pour défaite*, c'est-à-dire *l'épreuve matérielle de sa défaite morale*. Ceci est une nouvelle traduction que fait M. Michelet de la phrase déjà citée.

J'en demande bien pardon à l'éloquent historien, mais cette interprétation ne tient pas devant le texte. Ou ce texte est criminel, ou il est innocent; s'il est criminel, ce qu'il offre de plus clair, c'est incontestablement le désir qu'y témoigne Marguerite, soit de recevoir son frère chez elle, soit d'aller le trouver chez lui. Quand elle lui dit d'abord : « J'espère que vous ne vous détournerez pas de votre chemin pour m'éviter; » quand elle ajoute ensuite : « Le désir que j'ai de vous pouvoir voir et parler à vous *me presse* de très humblement vous *supplier* que, si ce ne vous est ennui, me le faire dire par ce porteur, et *incontinent* je partirai, feignant autre occasion, » il est absolument impossible de reconnaître là le langage d'une « sœur qui a fui épouvantée devant une tentative infâme, et qui cherche à se garder de son frère. » Au lieu de travailler vainement à déplacer une culpabilité imaginaire, M. Michelet aurait bien mieux réussi en prouvant que cette culpabilité n'existait pas.

Quant à l'autre historien, M. Henri Martin, qui a pris également au sérieux cette donnée bizarre, il nous paraît probable qu'au lieu de recourir au texte il s'en est rapporté à M. Michelet. « S'il y eut, dit-il, du frère ou de la sœur un coupable d'intention, ce ne fut certainement pas Marguerite. » Ne serait-il pas plus simple de déclarer, jusqu'à preuve contraire, qu'ils ne le furent ni l'un ni l'autre?

C'est vainement qu'on prétendrait poétiser et noircir en même temps la figure de Marguerite en la comparant à la sœur de René. Les sœurs de René ne conservent un certain prestige qu'à la condition de disparaître aux regards des hommes aussitôt qu'elles se sont aperçues elles-mêmes du sentiment coupable qui les torture, et de cacher au fond d'un cloître leurs agitations et leurs souffrances. Si elles vivent dans le monde, si elles se marient, si elles ont des enfans, et surtout si elles écrivent l'*Heptaméron*, elles ne sont plus

des sœurs de René, ou bien elles sont tout simplement des créatures très dépravées et très vulgaires. Il reste donc à faire valoir, en faveur de la reine de Navarre, un dernier argument : c'est qu'elle a composé l'*Heptaméron*.

II. — MARGUERITE CONSIDÉRÉE COMME AUTEUR DE L'HEPTAMÉRON.

Quoiqu'on ait discuté la question de savoir si la reine de Navarre est bien l'auteur de l'ouvrage qui porte son nom, il nous paraît superflu d'entrer dans cette discussion, le petit nombre de ceux qui tiennent pour la négative n'ayant émis que des conjectures, tandis que l'opinion contraire s'appuie non-seulement sur l'ouvrage lui-même, où l'intervention de la princesse est indiquée très fréquemment et de la façon la moins équivoque, mais sur les témoignages de tous les contemporains de Marguerite, sur celui des deux premiers éditeurs de l'ouvrage, publié dix ans seulement après sa mort, et enfin sur le témoignage indirect, mais néanmoins très positif, de la fille de l'auteur. On sait en effet que Jeanne d'Albret permit au second éditeur de l'*Heptaméron*, à Claude Gruget, de lui dédier publiquement en 1559 ce recueil, comme étant l'œuvre de la feue reine sa mère.

Mais si rien ne permet de contester à Marguerite le titre d'auteur de l'*Heptaméron*, je n'en voudrais cependant pas conclure que tous les contes sans exception que renferme ce recueil ont été rédigés ou dictés par elle. L'érudit écrivain à qui nous devons la meilleure édition de l'*Heptaméron*, M. Leroux de Lincy, après avoir comparé un assez grand nombre de manuscrits, qui diffèrent plus ou moins entre eux, a cru devoir lui-même considérer trois nouvelles de l'édition de Gruget comme ayant été substituées par l'éditeur à trois autres plus authentiques que Gruget, suivant M. de Lincy, aurait supprimées comme trop significatives et trop satiriques. Il me semble en effet que les trois nouvelles de l'édition de Gruget pourraient bien n'être pas de la reine de Navarre; mais, loin de les trouver plus insignifiantes, elles sont à mon avis tout aussi satiriques et beaucoup plus indécentes que les trois autres nouvelles restituées par M. Leroux de Lincy d'après le plus grand nombre des manuscrits.

Cela est surtout vrai de la onzième nouvelle. Le texte rétabli par le dernier éditeur est une historiette très simple qui n'a qu'un défaut, celui de la malpropreté, mais qui n'offre rien d'immoral; c'est un de ces contes gras que des personnes ingénues pouvaient raconter du temps de Rabelais et peut-être même raconteraient encore aujourd'hui, tandis que la nouvelle qui correspond à celle-ci dans l'édition de Gruget, et que M. Leroux de Lincy a placée en ap-

pendice pour nous faciliter la comparaison, non-seulement est plus satirique, puisqu'elle raconte les propos obscènes tenus en chaire par un cordelier, mais nous présente, de la part d'un des interlocuteurs, des réflexions exprimées en un langage si indécent, qu'il est difficile de se figurer une princesse dictant ou écrivant de pareilles choses, même à une époque où le français ressemblait beaucoup au latin et bravait comme lui l'honnêteté. Il est bien vrai que le chevalier Simontault, qui s'émancipe à ce point, est gourmandé par celle des interlocutrices, Parlamente, qui, suivant M. de Lincy, représente Marguerite; mais il ne me paraît pas moins impossible que celle-ci ait rédigé ou dicté les propos prêtés à Simontault dans cette circonstance. Il est donc, je crois, tout naturel, au sujet d'un recueil composé comme celui-ci de morceaux détachés et en l'absence d'un manuscrit vraiment authentique, c'est-à-dire écrit par l'auteur même ou avec constatation qu'il a été rédigé sous sa dictée, il est tout naturel, chaque fois que la mesure du langage permis au XVIe siècle à une femme honnête semble dépassée, de supposer qu'il y a eu quelques altérations ou quelques interpolations faites dans le texte primitif par les nombreux copistes qui ont tour à tour écrit l'*Heptaméron* avant qu'il fût publié.

Est-ce à dire que les contes de la reine de Navarre soient, comme le croient bien des personnes qui ne les ont jamais lus, des récits exclusivement licencieux? Il n'en est rien, et, quoique M. Génin les embellisse un peu en les qualifiant de *contes moraux*, et même en ajoutant qu'ils s'appelleraient ainsi à bien meilleur titre que ceux de Marmontel, ils sont incontestablement supérieurs, sous le rapport de la moralité, à tous les ouvrages si nombreux du même genre qui ont paru avant eux, et sous le rapport littéraire ils l'emportent également, si l'on en excepte le chef-d'œuvre de Boccace, qui a servi de modèle à tous.

Considéré à ce double point de vue, l'*Heptaméron* représente au moins pour la France une date dans l'histoire du genre littéraire auquel cet ouvrage appartient. De même que nos grands poèmes chevaleresques du moyen âge, en passant de la poésie à la prose, ont donné naissance au roman moderne, de même la nouvelle, cette forme abrégée et légère de la narration romanesque, dérive des fabliaux, de ces petits poèmes en miniature qui, par leur tournure généralement moqueuse et licencieuse, servaient en quelque sorte de contre-poids a la gravité religieuse, guerrière ou sentimentale de nos antiques et volumineuses épopées.

Boccace, le premier, a tiré de nos fabliaux ce genre de récit en prose, qui n'a point le caractère fantastique et merveilleux du conte proprement dit, dont l'origine est orientale, et qui s'est appelé *nouvelle* (*novella*), comme pour indiquer ce qui a été longtemps un de

ses caractères essentiels, la prétention de raconter non pas des fictions, mais des faits vrais, des anecdotes ayant un fondement réel. Pendant plusieurs siècles, les innombrables *novellieri* engendrés par Boccace ont débuté presque toujours en précisant les lieux, les personnes et les époques qui figurent dans leurs historiettes, de manière à donner autant que possible à celles-ci la physionomie de la vérité.

En même temps que le talent de Boccace faisait du *Décaméron* un des chefs-d'œuvre de la prose italienne, ce recueil, par son immense succès, devenait en quelque sorte le type du genre, et produisait dans toutes les langues de l'Europe des ouvrages calqués sur le même modèle. Or, quoique tous les contes de Boccace ne soient pas également licencieux, quo qu'il s'en trouve par exception quelques-uns qui portent l'empreinte d'une assez grande délicatesse morale, comme par exemple la touchante histoire de Griselidis, il est incontestable que, dans leur ensemble, les récits du nouvelliste florentin sont caractérisés par l'extrême liberté des inventions, des tableaux et souvent des expressions. Boccace lui-même croit devoir s'excuser quelque part auprès des lecteurs scrupuleux en alléguant que la gaillardise est une des lois du genre dans lequel il écrit, et Pétrarque fait valoir en faveur de Boccace le même argument.

Dans notre littérature en particulier, les premiers imitateurs du *Décaméron* se sont surtout attachés à reproduire, en les forçant, les couleurs licencieuses du modèle. C'est ce qui se remarque principalement dans le recueil intitulé les *Cent Nouvelles nouvelles*, qu'on suppose, à tort ou à raison, avoir été composé vers le milieu du XVe siècle par Louis XI, alors dauphin, réfugié à la cour de Philippe de Bourgogne, et par un certain nombre de seigneurs bourguignons. Cette prédominance de l'élément graveleux dans la nouvelle n'est pas moins sensible dans tous les recueils du même genre publiés chez nous au XVIe siècle; elle se remarque aussi bien dans les contes attribués à Bonaventure Desperriers que dans les récits obscènes qu'on a mis sur le compte de Béroalde de Verville, et il suffit de comparer ces divers recueils à celui de la reine de Navarre pour reconnaître que ce dernier, qui nous paraît aujourd'hui un ouvrage un peu audacieux pour une princesse honnête femme, est infiniment plus réservé et beaucoup moins dominé par le goût d'un seul genre d'invention et de tableaux que tous les ouvrages analogues appartenant à la même époque.

Si l'on compare l'*Heptaméron* aux contes de Boccace, on reconnaît aisément que ce qui a donné naissance au premier de ces deux ouvrages, ce n'est pas tant le goût de Marguerite pour les récits grivois qu'une sorte d'ambition littéraire d'entrer en lutte avec un auteur qui faisait les délices de la cour. De tous les ouvrages français

imités du *Décaméron*, le recueil de la reine de Navarre est celui qui tout à la fois se rapproche et diffère le plus du modèle italien. Ni les auteurs des *Cent Nouvelles nouvelles*, ni Bonaventure Desperriers, ne s'occupent d'encadrer leurs récits à la manière de Boccace. La grande affaire pour eux, c'est de broder après lui, et sur le même thème licencieux et satirique, une série d'historiettes plus ou moins différentes de celles du *Décaméron*, tandis que la reine de Navarre au contraire s'applique surtout à imiter Boccace dans ses prologues ou dans ses épilogues, c'est-à-dire dans la partie de son ouvrage tantôt la plus émouvante, tantôt la plus gracieuse, et toujours la moins immorale. Quant aux récits du conteur italien, même lorsqu'elle en reproduit les libres allures, c'est toujours avec plus de naïveté, moins d'agrément si l'on veut, mais plus de sobriété dans les détails scabreux. Elle s'écarte aussi beaucoup plus souvent que lui des données grivoises des *novellieri* pour y substituer des récits plus pathétiques ou plus délicats, et enfin, même quand elle s'abandonne aux gaillardises du genre, on la voit s'évertuer à faire de l'ordre avec du désordre, c'est-à-dire à tirer d'un conte léger des conclusions édifiantes.

L'origine de l'*Heptaméron*, telle que nous venons de l'indiquer, nous est d'ailleurs certifiée par Marguerite elle-même. Celle-ci nous apprend en effet dans son prologue que le succès de la seconde traduction française des contes de Boccace publiée en 1543 par un de ses secrétaires, Antoine Le Maçon, avait donné l'idée au roi François Ier, à son fils le dauphin (depuis Henri II), à la dauphine Catherine de Médicis et à Marguerite d'Angoulême de se réunir à quelques autres dames et seigneurs de la cour pour tenter ensemble une imitation du conteur florentin; chacune des dix personnes engagées dans l'entreprise devait composer dix récits, lesquels, partagés en dix chapitres ou journées, auraient reproduit exactement la dimension et la division du *Décaméron*. Il avait été convenu qu'on s'attacherait à différer de Boccace sur un point important : c'est qu'on n'*écrirait nulle nouvelle qui ne fût véritable histoire*. Il s'agissait d'exécuter strictement ce qui n'avait été jusqu'ici de la part des *novellieri* qu'un engagement fictif. Marguerite nous apprend que le dauphin avait exigé de plus « qu'aucun des narrateurs ne fût pris parmi ceux qui avaient étudié et étaient gens de lettres, parce qu'il ne voulait pas que leur art y fût mêlé, et aussi de peur que la beauté de la rhétorique fît tort en quelque partie à la vérité de l'histoire. »

Après nous avoir ainsi exposé le projet qui donna naissance à son livre, l'auteur nous apprend que l'exécution de ce projet primitif fut arrêtée par diverses affaires générales ou particulières qui survinrent à la cour. Il est possible que la modestie de Marguerite

la porte ici à déguiser la vérité, car, si l'on en croit Brantôme, la dauphine Catherine de Médicis et la princesse Marguerite, depuis duchesse de Savoie, essayèrent de travailler avec la reine de Navarre à l'ouvrage en question; mais quand elles eurent lu les récits de celle-ci, elles jetèrent, dit Brantôme, leur travail au feu et ne le voulurent mettre en lumière. Toujours est-il que la reine de Navarre, une fois engagée dans cette entreprise et pour distraire ses loisirs, résolut d'exécuter à elle seule l'œuvre commune, en tirant parti des sujets divers que ses collaborateurs, plus ou moins paresseux, pouvaient lui fournir.

Ce ne fut donc pas dans sa jeunesse, comme on l'a dit à tort, mais de 1541 à 1543, quand elle avait par conséquent dépassé la cinquantaine, qu'elle commença à rédiger ce recueil de contes. Il devait, comme celui de Boccace, se composer de cent récits divisés en dix journées, et porter par conséquent le titre de *Décaméron*, qui même lui est donné dans plusieurs manuscrits; mais, l'auteur s'étant arrêté à la soixante-douzième nouvelle, on a généralement adopté pour son ouvrage le titre d'*Heptaméron*, quoique ce titre soit en lui-même impropre, puisque l'ouvrage contient non-seulement sept journées, mais les deux premières nouvelles de la huitième journée. On voit du reste que Marguerite a travaillé à ce recueil jusque dans la dernière année de sa vie, car la soixante-sixième nouvelle a pour sujet une anecdote où figurent sa fille, Jeanne d'Albret, et le prince Antoine de Bourbon, nouvellement mariés. Or ce mariage eut lieu le 20 octobre 1548, et Marguerite mourut en octobre 1549.

Dans son désir d'imiter surtout les plus belles parties du *Décaméron*, la reine de Navarre débute par un prologue, évidemment inspiré par celui de Boccace, quoique fort inférieur. Tout le monde connaît le magnifique et sombre tableau de la peste de Florence, en 1348, qui sert d'introduction aux contes du nouvelliste italien. Pour fuir le fléau, sept jeunes dames et trois jeunes cavaliers se réunissent dans une charmante villa. Ils conviennent que la direction des amusemens de la société sera confiée chaque jour à un des associés choisi pour reine ou pour roi, que ce souverain ou cette souveraine d'un jour choisira son successeur, et que parmi les amusemens figurera pour chacun l'obligation de raconter une nouvelle par jour.

Pour préparer de la même manière le lecteur à ses récits, la reine de Navarre suppose « qu'une dame veuve de longue expérience, nommée Oisille, » qui s'est rendue aux eaux de Cauterets, se trouve retenue à l'abbaye de Notre-Dame-de-Sarrance par un débordement du Gave béarnais. Ce débordement, ayant rompu tous les ponts, amène dans la même abbaye, à la suite d'une série d'in-

cidens plus ou moins romanesques, cinq gentilshommes et quatre dames. Ces neuf personnes prient la dame Oisille de leur indiquer un moyen de passer le temps agréablement jusqu'à ce que les communications soient rétablies. « Mes enfans, leur répond la bonne dame, vous me demandez une chose que je trouve fort difficile de vous enseigner, un passe-temps qui vous puisse délivrer de vos ennuis, car, ayant cherché le remède toute ma vie, n'en ai jamais trouvé qu'un, qui est la lecture des *Saintes Lettres*... et si vous me demandez quelle recette me tient si joyeuse et si saine, c'est que incontinent que je suis levée, je prends la sainte Écriture et la lis. » Ce penchant de la dame Oisille à faire intervenir la Bible a servi quelquefois d'argument à ceux qui prêtent à l'auteur de l'*Heptaméron* des opinions calvinistes; mais le goût de la Bible n'était, pas plus alors qu'il ne l'est aujourd'hui, un signe suffisant de calvinisme, et pour montrer que l'induction porte à faux, il suffit d'ajouter que la dame Oisille termine son discours en ces termes : « Il me semble que si tous les matins vous voulez donner une heure à cette lecture (de la Bible) et puis, *durant la messe*, faire vos dévotes oraisons, vous trouverez en ce désert la beauté qui peut être en toutes les villes, car qui connaît Dieu voit toutes choses belles en lui, et sans lui tout laid. »

Sans exclure ce genre de récréation, les compagnons de la dame Oisille l'ayant jugé trop austère pour suffire seul à l'emploi de leurs journées, une des dames, nommée Parlamente, commence par raconter le projet d'une imitation de Boccace formé par les seigneurs et les dames de la cour de François Ier : elle propose à la société réunie à l'abbaye de Notre-Dame-de-Sarrance de l'exécuter. « S'il vous plaît, dit-elle, que tous les jours, depuis midi jusqu'à quatre heures, nous allions dedans ce beau pré, le long de la rivière du Gave, où les arbres sont si feuillés que le soleil ne saurait percer l'ombre ni échauffer la fraîcheur, là, assis à nos aises, dira chacun *quelque histoire qu'il aura vue, ou bien ouï dire* à quelque *homme digne de foi*. Au bout de dix jours, aurons parachevé la centaine, et si Dieu fait que notre labeur soit trouvé digne des yeux des seigneurs et dames ci-dessus nommés (c'est-à-dire de François Ier, du dauphin, de la dauphine, de la reine de Navarre, etc., en un mot des auteurs du projet en question), nous leur en ferons présent au retour de ce voyage, au lieu d'images et de patenostres, étant assurés qu'ils auront ce présent ici pour plus agréable. »

Le projet de Parlamente est agréé, mais à la condition qu'il se combinera avec la proposition plus édifiante de la dame Oisille. Tous les matins, on commence par aller entendre dans la chambre de celle-ci une lecture de la Bible qui dure *une bonne heure*, on assiste ensuite *dévotement* à la messe, on dîne à dix heures; à midi, on se rend au

pré, qui était, dit l'auteur, « si beau et si plaisant qu'il aurait besoin d'un Boccace pour le dépeindre, » et là chacun raconte tour à tour sa nouvelle en choisissant le narrateur qui doit prendre la parole après lui.

Ce mélange d'exercices de piété et de propos légers, entremêlés d'observations morales, se continue dans tout le cours de l'ouvrage et lui donne une physionomie à part. Ce n'est pas qu'il n'y ait aussi çà et là même dans les contes de Boccace quelques apparences de dévotion; mais ce ne sont que des apparences, qui tournent bien vite en moquerie. Le premier conte du *Décaméron* par exemple, celui de saint Chapelet, débute comme un sermon, et contient une satire très mordante de la béatification. L'intention du second, avec les mêmes formes de langage gravement ironiques, est une attaque encore plus audacieuse dirigée contre le catholicisme.

L'*Heptaméron* contient, il est vrai, un assez grand nombre de nouvelles qui roulent sur les vices et les fourberies des moines, particulièrement des cordeliers; mais c'est très loyalement et très ingénument que, dans les controverses qui suivent chaque nouvelle, la reine de Navarre distingue entre le respect dû aux préceptes de la religion et le mépris réservé à ceux qui s'en servent pour abuser au profit de leurs passions les âmes simples et crédules. Dans ces mêmes controverses, la reine de Navarre fait assez souvent soutenir par les interlocuteurs du sexe masculin des thèses d'une morale relâchée; mais l'une ou l'autre des cinq dames engagées dans la discussion ne manque presque jamais de réfuter et de renverser les propositions plus ou moins licencieuses mises en avant par les gentilshommes.

Il y a donc deux classes de nouvelles dans l'*Heptaméron*, les unes égrillardes parfois jusqu'à l'audace, les autres sérieuses et délicates. Toutefois l'audace des premières consiste moins dans le développement d'une idée immorale par elle-même que dans une certaine liberté de coloris, dans certaines situations trop détaillées ou trop précisées, ou bien parfois dans le choix de certains sujets assez scabreux pour offenser plus ou moins soit le goût, soit la pudeur, même quand la donnée morale qui en fait le fond est irréprochable. On doit reconnaître d'ailleurs, comme l'a remarqué M. Leroux de Lincy, que le style de la reine de Navarre, qualifié par Brantôme un style doux et fluant, offre déjà des délicatesses de langage, des périphrases élégantes, destinées à masquer les situations ou les idées un peu crues. Ce mérite est incontestable, surtout quand on compare les passages même licencieux de l'*Heptaméron* aux grossièretés des *nouvellistes* antérieurs; mais l'éditeur exagère un peu, ce me semble, quand il nous présente le style de la reine de Navarre comme étant de nature à ne choquer jamais les oreilles les plus chastes. Il

n'a pas toujours ce caractère; ce qui est certain également, c'est qu'aux récits les moins édifians l'auteur manque rarement d'associer des réflexions morales dont le ton est d'une bonne foi parfaite, et n'offre plus rien de commun avec la gravité malicieuse et ironique de Boccace.

Un simple sommaire des dix premières nouvelles de l'*Heptaméron* suffira pour donner à ceux qui n'auraient pas lu ce recueil une idée du singulier mélange de légèreté et de moralité qui le distingue.

Le premier des *devisans* qui prend la parole est le gentil chevalier Simontault, lequel nous est présenté comme éprouvant une passion malheureuse pour Parlamente, l'une des dames réunies à l'abbaye de Sarrance et mariée à un autre des narrateurs nommé Hircan. Simontault, pour se venger des rigueurs de Parlamente, recherche toutes les occasions de dire du mal des femmes. Il raconte l'histoire de la femme d'un procureur d'Alençon qui menait de front une double intrigue avec l'évêque de Séez et avec le jeune fils du lieutenant-général au bailliage. Abandonnée par le jeune homme, elle se venge de lui en l'attirant chez elle et le faisant assassiner par son mari. La duchesse d'Alençon (c'est-à-dire Marguerite elle-même, qui parle par la bouche de Simontault) fait condamner le mari aux galères. « La mauvaise femme, en l'absence de son mari, dit le narrateur, continua son péché plus que jamais et finit misérablement. »

Le chevalier Simontault s'appuyant de cette nouvelle pour calomnier les femmes, la dame Oisille, qui doit parler après lui, proteste contre ses conclusions et oppose à l'exemple cité l'histoire d'une muletière d'Amboise qui aima mieux mourir de la main de son valet que de céder à ses désirs criminels, puis elle termine sa nouvelle par un petit sermon qui commence ainsi : « Voilà, mesdames, une histoire véritable qui doit bien augmenter le cœur à garder cette belle vertu de chasteté. Et nous qui sommes de bonne maison, devrions morir de honte de sentir en notre cœur la mondanité pour laquelle éviter une pauvre muletière n'a point craint une si cruelle mort. Et telle s'estime femme de bien qui n'a pas encore su comme cette cy résister jusqu'au sang. »

La troisième nouvelle, racontée par le chevalier Saffredent, appartient au petit nombre de récits immoraux par le fond, sinon par les détails, qui figurent dans l'*Heptaméron*. Le roi de Naples Alphonse V ayant séduit la femme d'un gentilhomme de sa cour, celui-ci s'en plaint à la reine, qui consent à le venger de sa femme en se vengeant elle-même du roi son mari. Ce double adultère se continue tranquillement jusqu'à ce que, dit Saffredent, la vieillesse y mette ordre, et le narrateur, appliquant à des conclusions impertinentes les mêmes formes de langage que vient d'employer la dame Oisille, achève son récit en ces termes : « Voilà, mesdames, une his-

toire que volontiers je vous montrerai pour exemple, afin que quand vos maris vous donneront des cornes de chevreuil, vous leur en donniez de cerf. » Mais la dame Ennassuite, qui prend la parole après lui, s'empresse d'annoncer qu'elle va prouver que toutes les dames ne sont pas semblables à la reine de Naples et que tous les fols et *hasardeurs* ne viennent pas à leur fin, et elle raconte, en déguisant le nom de la reine de Navarre sous celui d'une princesse de Flandre, l'aventure très connue qui, suivant Brantôme, serait arrivée à Marguerite elle-même, lorsque cette princesse eut à défendre son honneur contre une tentative audacieuse de l'amiral Bonnivet. Dans cette histoire, Marguerite se peint au naturel et telle qu'elle devait être dans sa jeunesse, avec une gaîté aimable et même une nuance de coquetterie; toutefois, ajoute-t-elle, *sage et femme de bien*. Le gentilhomme en question, c'est-à-dire Bonnivet, la voyant, dit-elle, femme joyeuse et qui riait volontiers, pensa qu'il essaierait pour voir si les propos d'une honnête amitié lui déplairaient, ce qu'il fit; mais il trouva en elle réponse contraire à sa contenance, et combien que sa réponse fut telle qu'il appartenait à une princesse et vraie femme de bien, si est ce que, le voyant tant beau et honnête homme comme il était, elle lui pardonna aisément sa grande audace. Et montrait bien qu'elle ne prenait point déplaisir quand il parlait à elle, en lui disant souvent qu'il ne tînt plus de tels propos, ce qu'il lui promit, pour ne perdre l'aise et honneur qu'il avait de l'entretenir. »

On voit avec quelle ingénuité Marguerite nous montre comment le séduisant Bonnivet put se croire encouragé par sa douceur à devenir audacieux jusqu'à l'impudence, et il faut aussi que le triomphe définitif de la princesse soit bien incontestable pour expliquer son indulgence, quand elle apprécie plus loin les motifs de la témérité de Bonnivet et nous dit : « Il pensa que s'il la pouvait trouver en lieu à son avantage, elle qui était veuve, jeune et en bon point et de fort bonne complexion, prendrait peut-être pitié de lui et d'elle ensemble. » Toutefois la conclusion morale de cette quatrième nouvelle sauve ce qu'elle offre d'un peu scabreux dans le détail et la controverse qui suit le récit, portant sur la question de savoir si la princesse a été sauvée par sa propre vertu ou par l'insuffisance d'audace de la part du séducteur.

Un des devisans, Geburon, entreprend de prouver par une cinquième nouvelle que tout le sens et la vertu des femmes ne sont pas au cœur et tête des princesses, et il raconte l'histoire d'une batelière qui, passant dans son bateau deux cordeliers et menacée par eux de violence, les trompe habilement en feignant de vouloir leur complaire, dépose chacun d'eux dans une île, et revient ensuite avec son mari et des magistrats qui s'emparent des deux coupables.

La sixième nouvelle, bien que racontée par une des dames, par

Nomerfide, est du genre grivois, et, quoiqu'elle nous soit présentée comme une aventure advenue à un valet de chambre du duc d'Alençon, elle doit être rangée parmi les contes en petit nombre que Marguerite emprunte aux nouvellistes antérieurs. La septième et la huitième nouvelle appartiennent encore à la catégorie des récits grivois. La huitième en particulier, qui est encore empruntée aux nouvellistes antérieurs, donne lieu à une controverse plus délicate que l'histoire elle-même : il s'agit de la constance en amour. Un des gentilshommes, Dagoucin, soutient « que celui qui aime véritablement, n'ayant autre fin ne désir que bien aimer, laissera plutôt son âme par la mort que cette forte amour saille de son corps. » Le léger Simontault lui reproche de peindre la chose publique (la république) de Platon, qui *s'écrit*, dit-il, *et ne s'expérimente point*. Pour appuyer son opinion, Dagoucin raconte la neuvième nouvelle, qui est du genre le plus sentimental et le plus délicat : il s'agit d'un fait qui advint, dit-il, il n'y a pas trois ans.

« Un jeune gentilhomme aimait une damoiselle plus riche et de plus grande maison que lui. Comme il n'avait nul espoir de l'épouser, il n'osait, dit Marguerite, découvrir son affection, car l'amour qu'il lui portait était si grande et parfaite qu'il eût mieux aimé mourir que désirer une chose qui eût été à son déshonneur. La damoiselle l'aimait aussi, mais sans lui laisser connaître ses sentimens. Les parens de celle-ci se préparant à la marier avec un autre, le gentilhomme tombe malade et est bientôt à l'article de la mort. La mère de la damoiselle, qui avait de l'amitié pour lui, vient le visiter avec sa fille, l'exhorte à prendre courage, arrache de lui l'aveu de son amour, et lui promet que s'il revient à la santé, elle lui donnera sa fille; mais ce secours arrive trop tard : le malade, se sentant près d'expirer, demande à serrer dans ses bras celle qu'il aime, et il meurt dans cette dernière étreinte. »

Tandis que les dames qui écoutent cette histoire ont toutes la larme à l'œil, Hircan s'écrie : « Voilà le plus grand fol dont je ouïs jamais parler! » Et la discussion s'engage sur ce gentilhomme : Hircan et Saffredent soutiennent qu'au lieu de souffrir en silence et de mourir, il aurait mieux fait de commencer par séduire celle qu'il aimait, et qui n'aurait point été rebelle, puisqu'elle l'aimait aussi. « Je ne croirai jamais, dit Saffredent, que si l'amour est une fois au cœur d'une femme, l'homme n'en ait bonne issue s'il ne tient à sa besterie. » Une des dames, indignée de ce propos, Parlamente, s'écrie : « Et si je vous en nommais une bien aimante, bien requise, pressée et importunée et toutefois femme de bien, victorieuse de son cœur, de son corps, d'amour et de son ami, advoueriez-vous que la chose véritable serait possible? — Vraiment, dit-il, oui. — Vous seriez tous de dure foi, reprend Parlamente, si vous ne croyez cet exemple. »

Et pour les convaincre, elle termine la journée en leur racontant la dixième nouvelle, plus sentimentale et plus pathétique encore que la précédente. Cette histoire, très longue, où tous les noms sont déguisés et où la scène est transportée en Espagne, s'applique probablement à quelque aventure contemporaine advenue en France.

Une jeune personne de grande maison, Floride, fille de la comtesse d'Arande, aime un brillant chevalier espagnol, Amadour; mais, mariée à un autre, elle maintient inflexiblement celui qu'elle aime dans les bornes du devoir. La passion d'Amadour et la vertu de Floride sont aux prises dans des tableaux empreints d'un coloris à la fois très vif et très vrai. Floride va jusqu'à se défigurer de ses propres mains pour rendre cette lutte moins dangereuse pour son honneur. Elle triomphe à la fois de la passion qu'elle éprouve et de celle qu'elle inspire. Amadour, désespéré, se fait tuer dans un combat contre les Maures où périt également le mari de Floride, et celle-ci se retire au monastère de Jésus, « prenant, dit Marguerite, pour mari et ami celui qui l'avait délivrée d'une amour si véhémente que celle d'Amadour, et de l'ennui si grand de la compagnie d'un tel mari. Ainsi tourna toutes ses affections à aimer Dieu si parfaitement qu'après avoir vécu longuement religieuse, lui rendit son âme en telle joie que l'épouse a d'aller voir son époux. »

On voit par ce résumé des dix premières nouvelles de l'*Heptaméron* qu'il est assez difficile de décider si cet ouvrage, dans son ensemble, est moral ou immoral. L'austérité et la légèreté, la délicatesse sentimentale ou pathétique et la gaillardise plus ou moins grivoise, parfois même un peu grossière, l'esprit d'ironie et l'accent d'une piété sincère s'y mélangent à doses presque égales et en font une des compositions les plus bizarres de notre littérature.

Pour comprendre qu'une princesse sage et pieuse ait pu, à un âge voisin de la vieillesse, consacrer ses loisirs à un ouvrage de ce genre, il faut se souvenir que Marguerite n'inventait point le sujet de ses nouvelles, et ne faisait que reproduire en les arrangeant plus ou moins les anecdotes qu'elle avait entendu raconter autour d'elle. Le caractère distinctif de l'*Heptaméron*, remarque avec raison M. Leroux de Lincy, est de reproduire sous un voile assez transparent des événemens réels qui se sont passés à la cour de France (1). Il faut se souvenir aussi que non-seulement Marguerite n'inventait pas le fond de ses nouvelles, mais que si l'on en croit Brantôme, qui nous affirme que sa mère Anne de Vivonne était une des *devisantes* de l'*Heptaméron*, la princesse rédigea probablement de véritables conversations. Les dix personnages des deux sexes qui

(1) Il n'y a d'exception que pour cinq ou six contes empruntés par Marguerite aux nouvellistes antérieurs.

prennent part à ces récits et aux controverses dont chacun d'eux est l'objet sont peints avec des différences de physionomie, de sentimens et de caractères précisées et nuancées qui ne se rencontrent pas parmi les figures plus vagues et par conséquent plus imaginaires qui figurent dans le *Décaméron* de Boccace. Les devisans de l'*Heptaméron* sont assez caractérisés pour qu'on ait cherché à découvrir le véritable nom de chacun d'eux sous les noms de fantaisie que leur donne Marguerite; mais on en est réduit sur ce point à des conjectures : on avait cru jusqu'ici par exemple que la dame Oisille, personne âgée, dévote, qui parle souvent de la Bible et de la messe, qui exprime d'ordinaire les sentimens les plus austères, et à laquelle tous les interlocuteurs témoignent du respect, représentait la reine de Navarre elle-même. Ce portrait moral lui ressemble beaucoup en effet à l'âge qu'elle avait à l'époque où elle rédigea l'*Heptaméron*. Le dernier éditeur de ce recueil pense, contrairement à l'opinion la plus générale, que ce n'est pas elle-même que Marguerite a voulu représenter sous ce nom, mais sa mère Louise de Savoie, qu'elle aurait ressuscitée (car celle-ci était morte depuis assez longtemps au moment de la composition de l'*Heptaméron*), comme pour associer le souvenir maternel aux dernières distractions de son esprit. Les deux argumens sur lesquels s'appuie cette opinion sont tirés l'un de l'espèce d'anagramme de *Loise* que présente le nom d'*Oisille*, écrit dans quelques manuscrits *Oisile* ou *Osile*, l'autre de l'antipathie que Louise de Savoie, dans un fragment de journal laissé par elle, exprime contre les moines, sentiment qui se retrouve assez souvent dans la bouche de la dame Oisille. Ces deux argumens ne me paraissent pas très concluans, et quant au dernier, s'il s'applique à Louise de Savoie, il s'applique également à Marguerite, qui sur ce point partageait complétement les sentimens de sa mère, tandis que celle-ci ne nous a rien laissé qui nous autorise à lui attribuer cette nuance marquée de ferveur religieuse par laquelle la dame Oisille ressemble à la reine de Navarre, surtout dans les dernières années de sa vie. Ce serait la dame Parlamente, personne plus jeune et plus vive, laquelle, dit le texte, *n'était jamais oisive ni mélancolique*, qui, suivant M. Leroux de Lincy, représenterait plus particulièrement Marguerite d'Angoulême. Il y a en effet dans ce personnage des nuances d'enjouement alliées à une sentimentalité délicate et romanesque qui se retrouvent aussi dans le caractère de l'auteur. C'est ainsi que dans la discussion qui suit la dix-neuvième nouvelle, Parlamente nous dira : « Encore ai-je une opinion que jamais homme n'aimera parfaitement Dieu qu'il n'ait parfaitement aimé quelque créature en ce monde. — Qu'appelez-vous parfaitement aimer? dit Saffredent. Estimez-vous parfaits amans ceux qui sont transis et qui adorent les dames de

loin sans oser montrer leur volonté? — J'appelle parfaits amans, lui répondit Parlamente, ceux qui cherchent en ce qu'ils aiment quelque perfection, soit beauté, bonté ou bonne grâce, toujours tendant à la vertu, et qui ont le cœur si haut et si honnête qu'ils ne veulent pour mourir mettre leur fin aux choses basses que l'honneur et la conscience réprouvent, car l'âme, qui n'est créée que pour retourner à son souverain bien, ne fait tant qu'elle est dedans ce corps que désirer d'y parvenir... »

Il se pourrait que la reine de Navarre eût voulu se représenter elle-même à deux âges de sa vie, en se dédoublant en quelque sorte dans les deux personnages de dame Oisille et de Parlamente. J'ai plus de peine à admettre, avec le dernier éditeur de l'*Heptaméron*, que le gentilhomme Hircan, qui figure dans l'*Heptaméron* comme l'époux de Parlamente, soit la personnification du duc d'Alençon, premier mari de Marguerite, et qu'en même temps le gentil chevalier Simontault, qui dans l'*Heptaméron* soupire pour les beaux yeux de Parlamente, représente Henri d'Albret, le second mari de Marguerite. Pour établir que la reine de Navarre a eu cette idée, un peu subtile et forcée, de mettre en scène ses deux maris en rendant la vie à celui qui était mort depuis plus de quinze ans au moment de la composition de son ouvrage, et en transformant le second en un amant malheureux, il faudrait des preuves, tandis que l'éditeur de l'*Heptaméron* n'allègue ici que des conjectures très vagues. Quels que soient du reste les personnages réels déguisés sous ces noms fictifs, il importe moins de les connaître que de constater par leur intervention la vraie physionomie de l'ouvrage où ils figurent. Dès que l'*Heptaméron* n'est plus l'expression des idées et des sentimens d'un seul écrivain, qu'il est plutôt une sorte de tableau des habitudes et des formes de la conversation au XVIe siècle entre gens de cour, ce recueil prend un aspect plus intéressant pour l'histoire littéraire dans ses rapports avec l'histoire des mœurs, et en même temps la responsabilité morale de l'honnête princesse qui l'a rédigé se trouve diminuée à mesure que diminue la part d'invention qu'on doit lui attribuer.

L'*Heptaméron* représente pour la France la première période de cette histoire qu'un auteur de nos jours a appelée l'histoire de la société polie. Une grande dame du moyen âge n'aurait jamais rédigé un recueil de ce genre. La vie d'isolement que menaient les femmes à cette époque ne les empêchait pas d'écouter ou de lire des récits plus ou moins licencieux. Non-seulement les fabliaux que leur récitaient les trouvères se distinguaient par la crudité des tableaux et des expressions, mais même, parmi les romans du moyen âge les plus empreints de l'exaltation chevaleresque, on rencontre bien souvent des passages où l'amour est peint avec une naïveté brutale.

Toutefois, si les femmes du moyen âge ne restaient point étrangères au mouvement plus ou moins déréglé et grossier des imaginations à cette époque, elles n'y intervenaient pas directement, et le contrepoids qu'elles lui opposaient tenait en grande partie à leur séparation d'avec les hommes. L'enthousiasme respectueux que tant d'auteurs du moyen âge expriment pour les femmes, tandis que d'autres les rabaissent volontiers, s'explique par l'effet même d'un régime social où celles-ci vivent dans un état de séquestration relative, et ne se mêlent aux réunions des hommes que dans des circonstances assez rares et plus ou moins solennelles.

Ces rapports changent sous François Ier; la vie de cour commence, une fréquentation habituelle s'établit entre les hommes et les femmes d'un haut rang. L'esprit de société et de conversation apparaît sous sa première forme. Dans ce premier contact, les instincts de délicatesse et de réserve, qui sont l'attribut naturel de la femme, commencent par subir, non sans résistance toutefois, l'influence des goûts plus grossiers de l'autre sexe, et c'est précisément ce premier combat entre deux tendances contraires qui se trouve peint au vif dans les controverses qui suivent d'ordinaire chacun des récits de l'*Heptaméron*. Alors même que l'esprit féminin, avec ses délicatesses, triomphe sur le fond des questions, il cède plus ou moins dans la forme aux impulsions licencieuses du sexe fort. Ce n'est que dans le siècle suivant que, plus aguerri, l'esprit féminin prendra sa revanche, et, avant que l'équilibre s'établisse, s'imposera à son tour jusqu'à l'excès. Les raffinemens de fade subtilité introduits dans la littérature par l'hôtel de Rambouillet seront la contre-partie des licences que l'effronterie du XVIe siècle, si énergiquement représentée par Rabelais, a fait pénétrer jusque dans les conversations de l'*Heptaméron*.

Considérés exclusivement sous le rapport littéraire, les contes de la reine de Navarre ne sont pas ce qu'on peut appeler un chef-d'œuvre; ils n'offrent ni la puissance ni le charme du coloris que Boccace a répandus dans les descriptions du *Décaméron*. Le style de Marguerite n'a pas non plus l'originalité de celui de Rabelais ou de celui de Montaigne; ce dernier pourtant appréciait la valeur de l'*Heptaméron*, qu'il nomme un *gentil livre pour son étoffe*. Certains récits pourraient être présentés avec plus d'habileté dans la mise en scène et dans les péripéties. La prolixité, qui d'ailleurs est le défaut des meilleurs ouvrages français du XVIe siècle, se fait sentir fortement dans quelques parties de ce recueil; mais les défauts de l'*Heptaméron* sont compensés par des qualités charmantes, dont quelques-unes sont rares au XVIe siècle. C'est ainsi que le style de Marguerite dans ses contes n'offre ni étalage pédantesque d'érudition, ni tours de force de subtilité dans les argumens ou les rappro-

chemens, double maladie dont on peut dire qu'aucun ouvrage de la même époque n'est absolument exempt, et qui atteint la reine de Navarre elle-même quand elle parle théologie soit en prose, soit en vers, et surtout dans sa correspondance mystique avec l'évêque de Meaux Briçonnet. La prose de l'*Heptaméron*, quoiqu'un peu délayée, est coulante, facile, naturelle, élégante, souvent animée par des saillies fines et d'ingénieuses comparaisons. C'est le langage de la bonne compagnie française avec la part de hardiesse qu'il comporte encore au XVIe siècle, mais déjà empreint de la grâce facile et délicate qui sera un jour son caractère distinctif.

A ces mérites, le recueil de la reine de Navarre joint celui d'une féconde innovation littéraire. La portion de moralité, de piété, de sentimentalité élégante ou pathétique que l'auteur mêle aux gaillardises traditionnelles des *novellieri* annonce déjà le genre de composition que Cervantes intitulera en 1612 *Nouvelles exemplaires*, pour les distinguer des récits égrillards qui jusque-là ont porté ce nom. Au XVIIe siècle, la *nouvelle* tendra de plus en plus à perdre cette *spécialité* de libertinage que lui a imprimée Boccace, et qu'elle a gardée plus de deux siècles. La Fontaine ne la maintiendra sur ce terrain qu'en la revêtant d'une parure inaccoutumée depuis les fabliaux, celle du vers. C'est à tort que Voltaire place sur la même ligne, parmi les ouvrages dont La Fontaine est l'heureux imitateur, les contes de Boccace et ceux de la reine de Navarre. *Tous* les emprunts que le poète fait à l'*Heptaméron* se bornent à une *seule* nouvelle, celle de *la Servante justifiée*. C'est à la vérité une nouvelle grivoise; mais l'imitateur aiguise encore beaucoup la malice de l'original.

Parmi les compositions romanesques du règne de Louis XIII dont j'ai déjà eu occasion de parler dans une précédente étude, il y a déjà des nouvelles dégagées de toute couleur licencieuse ou satirique. Par exemple, les plus courts des nombreux romans de l'évêque de Belley, Camus, sont de véritables nouvelles, très édifiantes par l'intention, sinon par l'exécution. Le besoin de réaction contre les interminables romans héroïques du règne de Louis XIV propagera encore le goût de récits plus brefs, mais non moins sérieux ou délicats, qui s'appelleront nouvelles. Si *la Princesse de Clèves*, par exemple, est encore un roman, *la Duchesse de Montpensier*, du même auteur, peut certainement être considérée comme une nouvelle. En un mot, ce genre d'ouvrage n'aura bientôt plus d'autre caractère particulier que celui d'être une forme plus restreinte de la narration romanesque, et c'est l'auteur de l'*Heptaméron* qui, en faisant entrer dans l'ancien moule de la nouvelle une forte dose d'élémens sérieux, délicats ou pathétiques, a préparé cette transformation.

LOUIS DE LOMÉNIE.

LITTÉRATURE ANGLAISE

DÉGÉNÉRESCENCE DU ROMAN.

Volontiers en quête de ces œuvres exotiques, plus rares qu'on ne pense, où gît, comme en un bloc à peine dégrossi, quelque idée heureuse, bonne à extraire de sa cachette, et qui, mise en son jour, dégagée de sa gangue, taillée, polie, sertie par un arrangeur laborieux, mérite de fixer le regard, nous faisons souvent « buisson creux, et on le croira sans peine. » Maint volume nous passe par les mains, que nous laissons échapper, une fois lu, avec une lassitude mêlée de regret. Un nom nous avait séduit, un titre nous avait alléché; mais c'étaient là de vaines promesses, une chimère, un mirage dont il eût fallu n'être point dupe. D'un autre côté, comment échapper à ces piéges, comment ne pas risquer ces mésaventures, lorsqu'on tient à l'indépendance de ses jugemens et de ses choix? Assez d'autres se mettent en campagne, courant à l'envi sur les pistes qu'on leur signale, et se résignent à n'être que les complaisans échos de la critique étrangère, sans réfléchir assez aux ignorances, aux caprices, aux calculs qui nous rendent ses arrêts suspects et dénoncent à nos méfiances ses appréciations si étrangement contradictoires. Nous leur laissons les sentiers frayés où l'on s'égare peut-être moins, mais où les découvertes sont impossibles, préférant pour notre compte quelques fatigues, quelques ennuis de plus, si, au prix de ces ennuis et de ces fatigues, nous pouvons çà et là compter sur une bonne chance qui nous en dédommage amplement.

Du reste, il faut être juste, tout n'est pas perte dans ces recherches avortées. Tel récit, banal dans l'ensemble, offre des dé-

tails intéressans et d'une incontestable originalité. Tel autre, dont la prolixité a mis notre patience à de rudes épreuves, se condense tout à coup, accélère sa marche traînante, et court au but avec une promptitude inespérée. Ailleurs c'est une esquisse mal faite, mais qui donne l'idée d'un excellent tableau : il y est en germe, à l'état d'embryon. Plus loin une conception énigmatique sollicite, bon gré, mal gré, toutes nos curiosités : l'intérêt alors ne porte plus sur l'œuvre elle-même, mais sur la source cachée dont elle émane. Quel cerveau l'enfanta? quelles passions la dictèrent? Questions presque insolubles, mais qui font rêver.

Nous les poserons volontiers à quiconque après nous lira *Sirenia*. Ce volume, sans nom d'auteur, renferme, nous dit-on, les *souvenirs d'une préexistence* (1). L'avant-propos, dogmatique au-delà du nécessaire, établit en principe la métempsycose, et s'autorise de ce que Pythagore croyait retrouver en lui les souvenirs distincts d'une vie antérieure, pour nous offrir, garanties authentiques, les réminiscences d'une sirène. Pourquoi cet être fabuleux? pourquoi ce motif d'incrédulité ajouté à tant d'autres? Impossible de le deviner. La sirène étant donnée, nous avons, par elle, les confessions d'un oiseau dont elle s'est constituée la protectrice, et qui a son nid au bord d'un lac où grandit un magnifique lis aquatique. Un arbre voisin, quelque peu parent des chênes de la forêt de Dodone, a révélé à la sirène que cet oiseau et cette fleur, presque également aimés d'elle, contiennent à eux deux, et par fractions égales, l'esprit de la femme la plus orgueilleuse qui jamais de ses pieds mortels ait foulé le sol de notre planète. Cette métempsycose en partie double durera jusqu'à ce que l'esprit en question ait été suffisamment ramené à l'humilité. Suivent les révélations de l'oiseau, à qui la sirène finit par apprendre sa langue; elles sont infiniment moins originales que le début ne pourrait le faire penser : il s'agit tout simplement d'une marquise espagnole mariée au meilleur des hommes, et qui l'a quitté pour mener une existence équivoque. A quatorze ans, la fille de cette noble dame s'éloigne à son tour de la maison paternelle, et n'y rentre, abandonnée bientôt par son séducteur, que pour y mourir de désespoir. Le marquis, dont la santé résiste mal à tant d'infortunes, et qui s'est retiré avec un serviteur fidèle au fond d'une solitude ignorée, y voit arriver bientôt une garde-malade dont les soins assidus, le zèle infatigable lui inspirent une profonde reconnaissance. Cette garde-malade n'est autre que la marquise savamment déguisée, et que le serviteur en question est allé arracher à ses dissipations pour l'amener ainsi au

(1) *Sirenia, Recollections of a past existence*, 1 vol. London. Rich. Bentley, 1862.

chevet de son époux. L'intervention de l'officieux Anthony porte tous les fruits qu'il en attendait : la femme et le mari se réconcilient; mais l'orgueil de la marquise survit tout entier au généreux pardon qui annule ses fautes passées. Les hommages d'un jeune duc, devenu poète pour l'amour d'elle, flattent singulièrement cet orgueil insatiable, et la belle Almoscinia, sur le point de succomber encore, s'estime fort humiliée des remontrances justement sévères que le vigilant Anthony croit devoir lui faire entendre. Il insiste néanmoins, et dans un moment décisif il va jusqu'à porter la main sur elle... Un coup de poignard punit cet irrévérencieux rigorisme, et la marquise ne craint pas, pour se justifier, d'avoir recours à la calomnie. Elle affirme n'avoir frappé qu'un insolent prêt à lui faire violence, et son crédule mari accepte sans hésiter cette explication, qui le dispense de tout regret; mais la Providence, moins aveugle que lui, fait déjà planer le châtiment sur la tête des coupables. Almoscinia et le duc, tous deux sans le moindre remords, se promènent à cheval sur des rochers et concertent un enlèvement dont l'heure est déjà fixée, quand vient à passer le cortége funéraire du pauvre Anthony. Le cheval monté par la marquise, devenu tout à coup fort ombrageux, s'emporte et roule avec sa maîtresse au fond d'un précipice. On la relève mourante, et le digne mari reçoit sa confession finale, « qui lui brisa le cœur, tout en lui inspirant une pitié profonde. » Ainsi finit ce triste récit, moins funèbre cependant qu'une autre série de souvenirs encore évoqués par une sirène, et toujours sans qu'on puisse savoir ce que la sirène vient faire là.

Dans cette nouvelle tragédie (*the Warning Star*), il s'agit d'une jeune Grecque, non moins belle et non moins fragile que notre marquise espagnole. Amanda, — ainsi se nomme-t-elle, — est avec son prétendu Zia d'une coquetterie qui passe les bornes et qui récompense mal le dévouement inaltérable de cet amant modèle. Après lui avoir donné les plus légitimes sujets de jalousie en s'occupant fort indiscrètement d'un certain Aristes, jeune galant d'humeur très peu accommodante, elle prend un beau jour la clé des champs, en costume d'homme, et sans qu'on puisse savoir ce qu'elle est devenue. On devine sans peine ce qu'une pareille escapade comporte de fâcheuses aventures, et la malheureuse Amanda court effectivement de grands risques avant d'arriver, tremblant la fièvre, dans un misérable village où elle est recueillie à grand'peine par une vieille harpie dont le premier soin est de la dépouiller du seul joyau qui lui restât : un portrait de son fiancé Zia, monté en or et enrichi de brillans. Ce portrait, vendu à la ville voisine par l'avide paysanne, fait retrouver les traces de l'imprudente jeune fille, que Zia vient chercher en toute hâte et qu'il épouse comme si de rien n'était. Grave erreur, et

fertile en conséquences tragiques! Amanda mariée retrouve Aristes, Aristes désappointé, dont elle a irrité d'abord, puis indignement déçu la passion quelque peu sauvage. Il a juré de se venger; il se venge en effet au moyen d'un déguisement qui lui a permis d'entrer comme jardinier au service de son rival. Attirée sous un vain prétexte dans une maison dont ce discourtois cavalier dispose en maître absolu, Amanda se voit réduite, — crainte de pis, — à se laisser enlever, et c'est après s'être ainsi compromise au premier chef qu'elle arrive, fort heureusement pour elle, chez le frère de son ravisseur. Ce frère est marié. Sa femme et lui veulent bien croire, malgré les apparences contraires, à ce qu'Amanda leur dit de son innocence encore intacte, et le farouche Aristes se voit arracher sa vengeance, alors qu'il avait bien le droit de la regarder comme certaine. Zia, l'honnête Zia prête une oreille favorable aux explications de son erratique moitié, et la paix du ménage n'est pas détruite par cette aventure, dont le héros vient d'ailleurs de disparaître, frappé par la foudre tandis qu'il s'éloignait au grand galop de la demeure fraternelle. Amanda du moins est-elle à jamais corrigée? On voudrait l'espérer, mais on en doute malgré soi, et on s'inquiète de voir le confiant Zia laisser grandir chez lui, sans y prendre garde, un adolescent d'une beauté remarquable. Ebur, — ainsi se nomme ce nouveau personnage, — est d'abord un compagnon de jeux pour le fils unique d'Amanda; mais cet enfant meurt, la jeune mère, qui croit de bonne foi reporter sur Ebur l'affection pure et sainte dont l'objet vient de lui être enlevé, ne laisse pas d'inspirer à cet adolescent un amour très peu filial, et peu à peu, sans qu'elle s'en doute, de partager cet amour coupable. Si peu clairvoyant et si indulgent qu'il puisse être, *messer* Zia finit pourtant par s'alarmer, et à bon droit, en voyant un jour son jeune hôte essuyer de ses lèvres une larme tombée sur les cheveux bouclés d'Amanda. Celle-ci, vivement blessée d'une méfiance qu'elle s'obstine à croire imméritée, n'y répond que par un transport de colère, et comme Ebur, ému de quelque remords, se dispose à s'éloigner, elle le supplie de n'en rien faire. Peut-être persisterait-il dans sa vertueuse résolution, mais Zia, fidèle à ses antécédens, s'est calmé soudain devant les apostrophes indignées d'Amanda; il s'excuse donc et demande, lui aussi, à son hôte de rester vingt-quatre heures encore, afin de témoigner ainsi que d'injustes soupçons injurieusement exprimés n'ont pas altéré leurs bons rapports. Il fait mieux: après avoir prié sa femme de leur chanter une tendre romance qu'Ebur a composée pour elle, il s'éloigne, les laissant tête à tête. Toujours confiante dans la pureté de sa tendresse, Amanda s'abandonne aux plus vives effusions avec l'ami qu'elle va perdre. Zia, qui

rentre à l'improviste et surprend de cet entretien remarquablement affectueux quelques paroles fort inquiétantes, s'emporte de plus belle et devient tellement menaçant qu'Ebur ne croit plus pouvoir, sans danger ni déshonneur, laisser Amanda aux mains de cet époux irrité. Celle-ci d'ailleurs, dans ce nouveau conflit, a nettement déclaré à Zia qu'elle ne le regardait plus comme son mari; puis, trouvant peut-être fort en règle ce divorce improvisé, elle entraîne dans sa chambre, malgré les efforts de Zia, — et après ce que l'auteur appelle « une triste lutte, » — le « frère » qu'elle accablait tout à l'heure des marques de sa tendresse. Un mari ordinaire eût probablement forcé la porte et brisé les verrous. Zia, lui, se tient pour rassuré par la perspective d'un bon duel et d'une bonne séparation qui, dès le lendemain, doivent le débarrasser et d'un odieux rival et d'une femme indigne. Ces intéressans personnages se livrent à tous les transports de leur colère et de leur tendresse, deux sentimens qui, s'exaltant l'un par l'autre, pourraient les mener fort loin. La sirène ne nous laisse que trop clairement entrevoir, dans sa confession naïve, combien furent prompts les ravages du double incendie. Ebur marche au combat du lendemain, à moitié désarmé par la conscience qu'il a d'avoir trahi les plus saints devoirs de l'hospitalité. Amanda, déjà dégradée à ses propres yeux par une faiblesse dont elle ne se croyait pas capable, et qui voit les remords et la honte succéder dans le cœur de son amant aux élans passagers d'un amour criminel, se poignarde comme Lucrèce. Zia survient alors, retrouve en lui devant ce cadavre toute la tendresse qu'il avait eue pour sa légère épouse, et, accusant Ebur du meurtre qui vient de s'accomplir, l'immole à son tour avant de disparaître pour jamais.

Encore une fois, sirène, que nous veux-tu?... En quoi la métempsycose et Pythagore sont-ils nécessaires à cette redite d'un conte cent fois répété? Tant de poésie, de métaphysique et de mythologie autour de tant de prose ont droit de nous étonner, d'autant mieux que, sous cet entourage hybride, il nous semble reconnaître le réalisme contemporain avec toutes ses nudités. Cette marquise espagnole, cette belle Phanariote rappellent, à s'y méprendre, les types de *flirt* anglaise que l'on peut étudier à la septième page des grands journaux de Londres, dans les comptes-rendus de la *Court of Probate and Divorce,* tribunal spécial, hanté par les amateurs de scandale et présidé par un des magistrats les plus sarcastiques dont on se puisse faire idée, sir C. Cresswell. C'est bien là cette faiblesse armée d'orgueil, cette naïveté, cet emportement dans la corruption, cette superbe obstinée après la chute, qui caractérisent chez nos voisins les « anges de l'adultère. » Faut-il ajouter que les maris, voire les amoureux, sont tout aussi ressemblans, et que, pour ren-

contrer des marquis Veyrandoni, des messer Zia, des Aristes et des Ebur, il n'est nullement besoin de les aller chercher dans l'île des sirènes, au bord de ce lac bleuâtre où les oiseaux parlent, où les arbres rendent des oracles, où les blanches nymphées enferment des moitiés d'âme?

Avec le spirituel auteur de *the Heir of Redclyffe, Heartsease, the Daisy Chain,* et de tant d'autres romans dont les mères conseillent la lecture aux jeunes filles tant soit peu lettrées, nous étions certain, par avance, de rentrer dans le domaine de la vie réelle que nous menons tous chaque jour, et dont les moindres incidens, bien observés, ont leur intérêt d'application actuelle, immédiate, leur attrait que volontiers on appellerait « photographique. » Ici (1), plus de vaines fantaisies, plus d'absurdes mélodrames, plus de dissonances grotesques entre la vulgarité du fond et les prétentions de la mise en œuvre. Le romancier choisit une situation particulière, mais nullement exceptionnelle; avec les difficultés spéciales de cette situation, il met aux prises un caractère nettement accusé, mais non tout d'une pièce. Son habileté consiste ensuite à grouper autour de ce personnage vivant d'autres types aussi divers, mais en même temps aussi vrais que possible, uniformes à la surface comme l'exige la vie de notre temps, mais doués de penchans, d'aptitudes, d'instincts qui varient à l'infini, comme le veut l'ordonnance éternelle des sociétés humaines. Albinia Ferrars est une de ces demoiselles à qui ne s'applique plus déjà le nom de « jeunes personnes; » ce sont de jeunes femmes, surtout de jeunes belles-mères, quand le mariage les appelle, un peu plus tard que de coutume, à une mission dont on pouvait douter qu'elles fussent jamais investies. Miss Ferrars a vingt-trois ans; sans qu'elle soit précisément belle, on lui reconnaît tous les charmes d'une physionomie agréable. Douée d'un cœur chaud, d'une volonté active et forte, d'une grande sérénité d'esprit, marchant à l'accomplissement de ses devoirs avec une gaîté, une résolution imperturbables, elle épouse un ex-*civilian* de la compagnie des Indes resté veuf avec trois enfans. M. Kendal accepte avec reconnaissance, mais sans aucun enthousiasme, la tendresse respectueuse et dévouée qui vient s'offrir à lui, et qui sollicite avec ardeur la moitié du fardeau qu'il est condamné à porter. Pour lui, la paternité n'est guère autre chose; il en accomplit strictement les devoirs, mais avec plus de résignation que d'entraînement. Ses goûts sont ailleurs. M. Kendal est par nature un érudit, un homme de cabinet et de bibliothèque. Marié de bonne heure à une

(1) *The Young Stepmother, or A Chronicle of Mistakes,* by the author of *the Heir of Redclyffe,* 1 fort volume, London, Parker, 1861.

femme vulgaire, et n'ayant jamais porté ses regards au-delà du cercle borné qu'elle offrait à ses observations, il ne soupçonne même pas la valeur réelle d'Albinia, et du haut de son équivoque supériorité, abaissant sur elle un regard protecteur, il n'apprécie d'abord en elle que la femme de charge intelligente, la *governess* bien instruite et bien douée. Si elle le prenait au mot, si elle acceptait humblement le rôle subalterne qu'il lui a destiné, Albinia serait à jamais déclassée; mais après le premier étonnement il y a réaction de sa riche nature, de son énergie native, contre cette espèce d'avilissement. La jeune belle-mère se met à l'œuvre avec une confiance qui sera plus d'une fois trompée; elle persiste malgré les erreurs, les malentendus, les fausses démarches dont toute sa bonne volonté ne la saurait préserver : à la longue, éclairée par ses fautes mêmes, se relevant plus courageuse après chaque faux pas, elle arrive, non certes au but idéal qu'elle s'était proposé, mais à la réalisation de ses vœux les plus essentiels, dans l'étroite mesure où se réalisent les vœux qu'on forme ici-bas.

Tel est en somme le sujet du roman. Par lui-même, on le voit, il n'a qu'un intérêt limité. La vérité des caractères, la probabilité des événemens, l'accent vif et naturel des longs entretiens que les personnages ont entre eux, telles sont les ressources par lesquelles l'écrivain supplée, quelquefois avec bonheur, quelquefois aussi d'une manière incomplète, aux lacunes presque inévitables que laisse dans cette trame un peu lâche l'absence de toute passion vive, de toute combinaison excitante. A la faiblesse des ressorts, au discret relief des caractères, son livre doit de rappeler mieux que beaucoup d'autres les conditions vraies de l'existence normale, sa monotonie, les mesquins intérêts qui s'y rattachent, ces « tempêtes » qui agitent notre « verre d'eau, » et qui aboutissent à quelque sauvetage de mouche, à quelque naufrage de fourmi. Après une centaine de ces pages denses et bavardes, pleines de petits faits, vides de tout idéal, — si toutefois la patience n'a pas failli, — l'effet voulu se produit, et, comme Gulliver garrotté pendant son sommeil par les nains de Lilliput, le lecteur est aussi bien prisonnier que si, au lieu de fils d'araignée, on eût employé de belles et bonnes cordes. Il connaît à fond deux ou trois familles, depuis l'aïeule qui s'endort, engourdie et béate, dans son grand fauteuil jusqu'au marmot bruyant dont les pleurs la réveillent; il a vécu dans leur intérieur, est au courant de leurs secrets, s'associe à leurs calculs, compatit à leurs chagrins, sourit à leurs bonnes fortunes, heureux si les garçons prospèrent, troublé si les filles se marient mal ou manquent le mariage qu'elles espéraient. Les « infiniment petits, » vus au microscope, sont devenus considérables. Le tout est de leur donner la valeur relative

que leur refuse une philosophie hautaine, accoutumée à ne tenir compte que des rapports généraux et absolus.

Acceptons pour un moment le point de vue auquel se place Albinia Ferrars elle-même. Que de problèmes intéressans vont se poser devant nous! Elle a son mari à réformer, à rendre plus communicatif, plus pratique, plus utile qu'il ne l'est. Y réussira-t-elle? Il faut qu'elle l'arrache à ses études sanscrites, à son isolement, à ses rêveries savantes, pour en faire non pas seulement un vrai chef de famille clairvoyant, avisé, obéi, sage conseiller, guide sûr, maître vénéré, mais encore un bon magistrat municipal, un juge de paix actif, énergique, tenant tête à l'impopularité. Sœur d'un ministre et « lui ayant longtemps servi de vicaire, » Albinia n'entend pas en effet circonscrire à l'enceinte du foyer domestique les efforts de sa charité laborieuse. Animée d'un zèle chrétien qu'elle exagère parfois, et dont le romancier n'hésite pas à dénoncer les excès, elle veut tout améliorer autour d'elle, tour à tour sœur de charité, maîtresse d'école, propagatrice du drainage, ne se refusant à aucune espèce d'apostolat, et, par son désir de tout embrasser, arrivant à ne pas toujours bien étreindre. Après son mari, ce sont les enfans de son mari qui l'occupent. Voici d'abord Lucy, l'aînée, naturel vulgaire masqué par des traits charmans, bonne, mais banale, tête à l'évent, médisante sans méchanceté, dépourvue de tact et de jugement, jolie perruche qui passe sa vie à lisser son beau plumage et à bavarder sans rime ni raison. — Sophy, la seconde, beaucoup moins favorisée quant aux dons extérieurs, cache sous des dehors passablement disgracieux une âme haute et fière, capable des plus nobles efforts, des sacrifices les plus héroïques. Concentrée en elle-même, sujette à des accès d'humeur qui, mal compris et mal supportés, annulent en partie ses grandes et solides qualités, elle est pour ainsi dire vouée d'avance au malheur, et semble le pressentir. — Edmund, le cadet du premier lit, est dépourvu de cette virilité que Sophy a de trop; indolent, paresseux, sans courage contre la souffrance, sans force contre les entraînemens au mal, il est toujours tenté de mentir pour se soustraire aux châtimens qu'il a mérités, et de mensonge en mensonge, de promesse vaine en promesse vaine, arrive à se mépriser lui-même. Tels sont les caractères auxquels la jeune belle-mère va devoir ses soins, les cœurs qu'il lui faudra gagner, les vices de nature contre lesquels elle engage la lutte.

Lutte courageuse, lutte obstinée, dans laquelle Albinia rencontrera plus d'un mécompte, plus d'une défaite! Mainte fois effectivement, tantôt par imprévoyance, tantôt par zèle indiscret, ici pour n'avoir pas su deviner, là pour avoir trop présumé d'elle ou d'autrui, elle

voit échouer ses meilleurs plans, avorter ses combinaisons les mieux ourdies. Lucy, quelque bornée que paraisse son intelligence, déploie assez de dissimulation et d'adresse pour contraindre ses parens à lui laisser épouser un riche dandy dont elle s'est éprise et dont elle ne comprendra que trop tard, si elle les comprend jamais, l'orgueilleuse ineptie, l'implacable égoïsme, l'*autolâtrie* monstrueuse. Sophy, elle, a mieux placé ses affections; mais elle les cache trop bien, dans son impénétrable fierté, au beau cousin irlandais qui, sans le savoir, est devenu le « mari de ses rêves. » Rebuté par ses dehors froids et dédaigneux, Ulick O'More se laisse aller au penchant bien naturel que lui inspire une jeune institutrice d'origine française, séduisante par ses malheurs autant que par son aménité modeste et sa grâce enfantine. Edmund enfin, après s'être épris, lui aussi, de cette aimable jeune fille et avoir vainement tenté de vaincre les obstacles opposés à leur union, las de lui-même, découragé par ses incessantes rechutes, va chercher dans la sévère discipline des camps l'appui moral dont sa faiblesse a besoin. Il y trouve une mort glorieuse, mais prématurée, sur le champ de bataille de Balaklava, et si la jeune belle-mère n'est pas absolument responsable de ce dénoûment tragique, encore peut-elle s'accuser, encore s'accuse-t-elle en effet de plus d'une faute commise par elle, tandis qu'elle avait la direction de cette existence si tôt moissonnée.

Ainsi se justifie le second titre du roman, qui est bien la « chronique des erreurs » d'Albinia en même temps que celle de ses consciencieux efforts et de ses infatigables dévouemens. Au moment où nous l'abandonnons, ses regrets, ses remords se sont apaisés. Elle accepte comme autant de leçons providentielles les résultats malheureux de son intervention toujours bienveillante, et comme autant de récompenses les rares épis qui ont fleuri sur le vaste champ par elle ensemencé. « Réjouis-toi malgré tes chutes, se dit-elle avec le poète. Les revers qui t'affligent enseigneront la victoire à qui saura les comprendre. Que ton labeur incomplet et semé de troubles ne soit pas un tourment pour ta conscience! Ce lot, tel que Dieu l'a fait, s'adapte exactement, dans ses vastes desseins, au lot de qui te succède. » C'est l'épigraphe et c'est aussi la morale de ce long récit essentiellement vrai, prodigue de détails, sobre de couleur, d'une moralité qui n'a rien de trop austère, œuvre consciencieuse et saine d'une femme d'esprit, d'une observatrice minutieuse, à qui de fréquens succès ont peut-être donné ses coudées un peu trop franches.

Telle fut aussi en son temps mistress Trollope, dont les fils semblent tenir à perpétuer la réputation. L'un d'eux, qui a longtemps résidé en Italie, nous donne aujourd'hui un tableau de la vie tos-

cane telle qu'on la menait il y a une vingtaine d'années (1). Sauf les changemens politiques survenus depuis, ce tableau doit être encore assez fidèle. On n'irait pas loin dans les rues de Florence sans rencontrer un palais du moyen âge comme le *palazzo Lunardi*, vieille demeure historique échue à des maîtres nouveaux, qui s'y ruinent à leur tour comme avaient fait les anciens possesseurs. Nobles d'hier, enrichis au temps de la domination française, les Perini ont remplacé les Lunardi, qui habitent maintenant, simples locataires, les combles de l'habitation construite par leurs ancêtres. Des premiers, nous aurons dit assez quand on saura qu'ils mènent la vie fastueuse des parvenus, et que le *marchese* actuel dissipe sa fortune autour des tapis verts. Quant aux seconds, témoins impassibles de cette décadence qui les venge, ils sont au nombre de trois, représentant, à vrai dire, trois générations. Voici donc *il canonico* Giacomo de' Lunardi, insouciant et bon vieillard, qui partage entre la paresse, la bonne chère et la belle musique ce qui lui reste de jours à passer ici-bas; puis un beau jeune homme aux yeux noirs, compositeur en herbe, qui compte sur ses futurs opéras pour relever de sa déchéance le grand nom dont le dépôt lui est confié; enfin, entre le vieux chanoine et le jeune *maestro*, entre Giacomo et Sebastian, — nièce du premier, tante du second, — la comtesse Marietta Lunardi, qui, mieux que l'un ou l'autre, représente l'orgueil et l'ambition de leur noble race. Elle veut lui rendre son antique splendeur, elle veut redorer les écussons envahis par la rouille, elle veut surtout reconquérir cet imposant palais, témoignage et symbole encore debout de leur grandeur passée. Pour arriver à son but, elle ne compte guère sur les talens de Sebastian, qui lui semble d'ailleurs déroger en embrassant une carrière d'artiste. La patience et l'épargne sont à ses yeux des moyens tout autrement sûrs. Chargée par son vieil oncle de gérer ses revenus ecclésiastiques et bien garantie contre tout contrôle par le naturel *pococurante* du bon chanoine, elle a su, sans lui imposer de privations trop cruelles, prélever une dîme quotidienne sur la dépense de famille et amasser ainsi une somme suffisante pour ce rachat, dont la pensée l'obsède. Un seul confident a le secret de cette longue série d'efforts et de sacrifices : c'est un collègue de son oncle, mais beaucoup plus jeune et d'un tout autre caractère. Le chanoine Guido Guidi avait jadis aspiré à la main de Marietta. Il n'est entré dans les ordres qu'après avoir été refusé par elle, et refusé seulement parce que, l'épousant, elle eût nécessairement renoncé à la mission qu'elle

(1) *Marietta*, a novel, by T. Adolphus Trollope, author of *La Beata*, *Filippo Strozzi*, *A Decade of Italian women*, two vol. London. Chapman and Hall, 1862.

s'était donnée. Leurs amours d'autrefois ne sont plus qu'un souvenir, mais ce souvenir les unit étroitement l'un à l'autre. Pour qui connaît, ne fût-ce que par ouï-dire, les mœurs florentines, — et n'eût-on à ce sujet que les traditions romanesques de Stendhal, — il y a dans cette « amitié » du beau chanoine et de la belle Marietta quelques sous-entendus fort probables. Nous imiterons, en n'insistant pas là-dessus, la réserve dont l'auteur anglais a fait preuve, et qui rappelle la devise de certaine jarretière historique.

Tandis que les choses vont ce train au palais Lunardi, un complot s'ourdit ailleurs pour la conquête de cette magnifique demeure. Les Perini ont pour gérant de leurs domaines (pour *fattore*, comme on dit) un fin *contadino*, Carlo Palli, qui s'est déjà taillé une belle ferme dans le meilleur et le plus productif des biens qu'il est chargé d'administrer. Le frère de ce digne fermier, Giuseppe Palli, joaillier au Ponte-Vecchio, s'entend avec Carlo pour fournir au marquis, moyennant bonnes hypothèques ou garanties, tout l'argent que réclament ses habitudes dispendieuses, ses mœurs dissipées, son constant malheur au jeu. C'est à qui, du madré négociant et du paysan retors, se fera la meilleure part dans la proie commune, quitte cependant à confondre les bénéfices de la double opération dans la fortune dotale qu'ils assureront à leurs enfans, si Nanni, fils unique du fermier, en vient à épouser sa cousine germaine, la belle Laura, fille unique de Giuseppe. Le cas échéant, les jeunes mariés ont toute chance d'habiter le palais Lunardi; mais de tout temps le dieu d'amour en ses malices s'est complu à déjouer de telles combinaisons, et Laura Palli n'a garde d'accepter les hommages un peu gauches, un peu intéressés de son rustique cousin. Il a été devancé par Sebastian de' Lunardi, qui n'a point cru manquer à ses aïeux en s'éprenant de la plus belle fille de Florence. Nanni s'en consolera, car il a lui-même un goût fort vif pour une gentille ouvrière, Catarina Boccanera, moins riche et moins belle que Laura, mais aussi plus aimante et moins dédaigneuse.

L'intrigue ainsi nouée se déroule sans trop de peine, et nous ne ferons pas à la perspicacité de nos lecteurs l'injure d'y insister longuement. Ils devineront sans peine qu'un double mariage finit par tout arranger en rendant parfaitement inutiles les patientes combinaisons de la comtesse Marietta. Les quarante mille écus qu'elle avait mis de côté deviennent la dot de Sebastian, à qui l'orfévre du Ponte-Vecchio ne refuse plus sa fille, dotée du fameux *palazzo*. L'unique péripétie un peu grave de cet *imbroglio* très peu savant consiste dans l'intervention du chanoine Guidi, qui, dans des vues personnelles, pratique à l'égard de son vieux collègue Giacomo de' Lunardi une tentative d'empoisonnement à laquelle il s'efforce d'associer indirecte-

ment la pauvre Marietta. Cet infâme complot avorte grâce à un petit bossu curieux et discret, qui intercepte au passage les bouteilles de vieux vin droguées par le terrible chanoine. La scène finale, préparée par cet incident, est prise au plus vif des anciennes mœurs florentines. La double noce vient d'avoir lieu, en présence des deux chanoines, chez le père de Laura. Le bossu en question, — frère de Catarina Boccanera, que Nanni vient d'épouser, — s'est ménagé un dernier triomphe en faisant apparaître après le dessert les bouteilles empoisonnées. Fort de ce témoignage muet, il accuse formellement Guidi et s'attend à le voir écrasé par cette dénonciation inattendue; mais le prêtre audacieux fait face à l'orage : au lieu de s'humilier, il se redresse; au lieu de se justifier, il menace. Il menace, et chacun baisse les yeux, même son accusateur. C'est à peine si le candide Nanni ose élever la voix en faveur de son beau-frère, à qui résolûment le chanoine a renvoyé ses infamantes accusations. C'est à peine si Marietta, stupéfaite un moment, ose laisser voir qu'elle a quelques motifs pour croire au témoignage porté par Alessandro Boccanera. Enhardi par la crainte qu'il inspire, le chanoine demande alors une enquête solennelle. Il veut, il exige qu'on vérifie la présence du poison dans les bouteilles produites. Plus il insiste, plus chacun s'effraie pour le pauvre bossu des suites que peut avoir une investigation judiciaire menée sous l'œil du clergé tout-puissant. En fin de compte, le prudent joaillier du Ponte-Vecchio croit prudent d'intervenir et de parer le coup. Il rejette le tout sur un malentendu, un malentendu qu'il déplore et dont il demande pardon au nom de ses hôtes, un malentendu qu'il regrette d'avoir vu se produire sous son toit; puis il propose comme moyen de transaction, comme garantie contre tout désagrément à venir, de vider tout bonnement dans l'égout voisin ces malheureux flacons, probablement fort innocens, et dont on a voulu se servir pour une mauvaise plaisanterie, dépourvue de tout bon sens... Se relâchant alors de ses exigences premières, mais toujours digne et hautain, Guidi consent, par égard pour son hôte, à cette pacifique mesure. C'est une grande concession qu'il déclare faire, et cela dans le seul intérêt des personnes que compromettrait une pareille affaire, si elle venait à s'ébruiter... Après quoi, et quand il a vu tomber dans l'égout le liquide accusateur, notre chanoine prend majestueusement congé de l'assistance et se retire, le front plus haut que jamais.

« — Mais du moins, s'écria le pauvre *Gobbo* (1). vous ne me croyez ni un faux témoin, ni un donneur de poison? — Il avait, disant ceci, des larmes dans la voix aussi bien que dans les yeux.

(1) *Il Gobbo* (*le Bossu*), désignation familière d'Alexandre Boccanera. Dans les habitudes toscanes, pareil surnom n'a rien de désobligeant.

« — Vraiment non, répondit Nanni,... et Dieu me préserve de jamais boire en compagnie du révérend chanoine Guidi!...

« — Je sais, moi, dit Marietta, que Sandro Boccanera n'a dit que la vérité! Je tiens à ce que personne ici présent n'ignore que nous lui devons la vie de notre oncle!

« — Hélas! dit à son tour le vieux chanoine, se peut-il qu'un si méchant homme soit un si excellent joueur de basse?

« — Mais vous, vous, *signore*, reprit le Gobbo, s'adressant cette fois au joaillier, je tiens à savoir ce que vous croyez de tout ceci...

— Je crois, mon cher signor Sandro, que la vérité n'est pas toujours bonne à dire. Je crois implicitement aux paroles de sa révérence le chanoine de San-Lorenzo, quand il affirme que si cette vilaine affaire était portée devant les tribunaux, vous vous en trouveriez fort mal, soit que vous ayez dit vrai, soit que vous ayez menti. Je crois qu'il eût été plus sage à vous, ayant heureusement subtilisé ce vin malfaisant, de n'en parler à qui que ce fût. Je crois enfin que nous serons bien avisés, tous tant que nous sommes, de revenir là-dessus le moins possible. »

Et le passage suivant complète la pensée de l'auteur, pensée protestante, il ne faut pas l'oublier :

« Quant au révérend Guido Guidi, son livre sur *les Cas réservés* reçut peu après l'approbation particulière des plus hautes autorités romaines. Ainsi que nous l'avons déjà dit, il fut promu à l'archevêché d'Hippopotamos *in partibus*, et devint, ainsi qu'il l'avait toujours ambitionné, le confesseur du plus grand personnage de la Toscane. Par la suite des temps, il obtint un important évêché, cette fois avec charge d'âmes, et finit par conquérir cette couronne suprême de la grandeur ecclésiastique, — un chapeau de cardinal. Dans tout le cours de cette longue carrière, dont chaque étape était marquée par une promotion nouvelle, chanoine, confesseur, évêque et membre du sacré collége, il garda la haute estime due à de pareils succès, à une prospérité si constante, approuvé de tous, admiré, respecté, envié, honoré d'un chacun. Quand il mourut, on plaça sur sa tombe un beau marbre sculpté où se lit une emphatique épitaphe, et de la haute voûte qui abrite ce marbre pend un chapeau rouge attaché à une longue corde. Telle fut sa récompense, et certes il l'avait bien méritée. »

Avec M. Noell Radecliffe, nous rentrons dans le monde anglais (1), et nous y rentrons en toute confiance, car nous devons à cet écrivain un récit dont les lecteurs de la *Revue* ont pu apprécier l'intérêt (2). Nous ne dirons certes pas que nous avons été déçu, ce qui ne serait ni courtois ni juste, mais nous avouerons que le dénoûment du livre nous a plongé dans une sorte d'étonnement inquiet. Il nous

(1) *Bryanston Square*, by Noell Radecliffe, author of *Alice Wentworth, the Lees of Blendon-Hall, Wheel within wheel*, two vol. London, Hurst and Blackett, 1862.

(2) Voyez *Une Parque* dans la *Revue* du 15 novembre et du 1er décembre 1860.

a laissé des doutes sur l'intégrité du récit, très brusquement interrompu, et si les mots sacramentels (*the end*) ne nous avaient édifié à ce sujet, nous aurions cru à l'existence d'un troisième volume, accidentellement égaré. Quoi qu'il en soit de cette impression, peut-être mal fondée, voici en quelques mots de quoi il s'agit. Issue d'un mariage mal assorti et déclassée par le mariage de sa mère avec une espèce d'aventurier, Laura Whitmore est ramenée pour quelques semaines chez un oncle riche et veuf, dont la nièce est charmante, dont le fils est passablement étourdi. Le mariage de ces deux jeunes gens est de ceux qu'on peut regarder comme écrits d'avance dans le livre du destin; mais l'arrivée de Laura est le point de départ d'un nouvel ordre de faits. Belle, adroite, insinuante, spirituelle, cette fatale créature, dont la jeunesse mal protégée a subi mainte influence corruptrice, commence par gagner le cœur de l'innocente Ida, et ne tarde pas à s'établir d'une manière permanente chez le parent de sa mère. Ce premier pas la conduit à séduire le fils de la maison, qui l'épouserait sans nul doute, si elle consentait immédiatement à cette union; mais l'artificieuse coquette, tout en se ménageant la main de Walter Stainforth comme pis-aller, ajourne, par tous les moyens dont elle dispose, ce mariage, qui semble pour elle une bonne fortune inespérée. On comprend que si elle agit ainsi, c'est en vue d'un autre hymen qui la placerait à un rang plus élevé dans la hiérarchie sociale. Toutefois le jeune patricien dont elle veut faire un mari, George Merton, se trouve un jouteur digne d'elle. La laissant à plaisir se bercer de chimères ambitieuses et se compromettre pour mieux l'engager, il lui échappe au moment décisif. Par malheur pour Laura, une dernière démarche, plus risquée que les autres, a éveillé les soupçons de Walter, et devant le piége qui lui était tendu, il recule avec une horreur bien naturelle. C'est après cette rupture décisive que M. Stainforth est averti des projets d'alliance formés par son fils, et que ce dernier avait tenus secrets, Laura l'ayant exigé de lui. De là entre le père et le fils un germe d'irritation que l'habile coquette saura tourner à son profit. Walter en effet s'éloigne, et une nouvelle campagne fait tomber son père dans les filets de la dangereuse sirène. Cette fois elle a victoire complète. Malgré la pauvre Ida, malgré l'impétueux Walter, — deux maladroits s'il en fut, — Laura Whitmore devient la tante de sa rivale, la belle-mère de son ancien prétendu. Walter songe alors pour la première fois, et un peu tard, à épouser sa belle et tendre cousine; mais en de telles circonstances pareille offre n'a rien de très séduisant pour un cœur tant soit peu délicat, et Ida refuse, bien à regret, cette main qu'on lui propose, peut-elle croire, par un simple mouvement de charité généreuse.

Mistress Stainforth travaille de son mieux, une fois mariée, à faire

sa place dans le monde aristocratique où l'opulence de son vieil époux ne lui ouvre pas toutes les portes, et bientôt reparaît sur la scène, avec mille chances favorables à ses prétentions, l'honorable George Merton, dont jadis elle avait essayé la conquête : dans la nouvelle lutte qui s'engage entre eux, tout le danger est pour elle, tous les avantages pour lui, et Walter Stainforth, revenu à Londres, peut bientôt se convaincre par d'innombrables indices que son père est appelé à payer ce qu'on peut appeler les « frais de la guerre. » Il veut intervenir et démasquer la femme perfide dont il a surpris les secrètes menées; mais l'ascendant de Laura est trop bien établi, l'aveuglement de M. Stainforth est trop complet pour qu'une révélation pareille ne tourne pas contre le dénonciateur. Walter, accusé calomnieusement de toute sorte de méfaits, est chassé de la maison paternelle, et ne pourra plus désormais compter pour vivre que sur les émolumens de son grade dans l'armée anglaise. Or quiconque connaît l'organisation militaire de la Grande-Bretagne sait de reste ce que comporte de privations et de véritable misère la condition ainsi faite au malheureux jeune homme. Il accepte pourtant ce triste lot plutôt que de se donner à lui-même un indigne démenti, et, par un scrupule honorable, s'interdit, n'ayant pu détromper son père, de déshonorer, comme il le pourrait si bien, la femme hypocrite qui porte leur nom à tous deux. Ida de son côté se reproche d'avoir, par quelques révélations presque involontaires, éveillé les soupçons de son cousin, et par le fait causé sa ruine. Elle ne demanderait qu'à l'en dédommager; mais comment revenir sur un premier refus et faire comprendre à ce trop modeste prétendant les motifs, fort peu décourageans, pour lesquels il n'a pas été accepté? Nous connaissons plus d'une Française que cet embarras, ces scrupules, cette gaucherie pourront faire sourire; aucune cependant ne s'étonnera qu'après s'être ménagé une dernière et secrète entrevue, Ida et Walter aient fini par s'entendre et s'accorder. Il était temps, car le nouveau régiment où Walter était entré par voie d'échange allait s'embarquer pour l'Inde. Trois jours restaient cependant, et trois jours bien employés suffisent, paraît-il, chez nos voisins pour régulariser un mariage : celui de nos deux jeunes gens s'accomplit donc tel qu'il avait été rêvé par M. Stainforth, mais dans des circonstances bien différentes. Walter part immédiatement après; sa femme le suit quelques semaines plus tard. Quant à mistress Stainforth et à George Merton, étonnés d'abord, puis assez aises de ce résultat inattendu, nous ne voyons pas que l'auteur ait pourvu à leur châtiment. A peine laisse-t-il entrevoir quelques inquiétudes chez la femme coupable et quelque refroidissement chez le complice de sa faute. La crainte du scandale éteint déjà chez elle une affection

fondée sur des calculs de vanité; le séducteur qui a su les exploiter, désenchanté de sa victoire, commence à voir clair dans cette âme sordide et basse. Le tout finit (et de là cette surprise à laquelle nous avons fait allusion) par une conversation entre ces deux personnages, Laura laissant percer, à travers sa malveillance et ses mépris, une jalousie rétrospective de cette affection que Walter a pu reporter tout entière sur sa belle, mais « insipide » cousine, tandis que Merton, gardant à peine les formes d'une galanterie moqueuse, s'amuse à la tourmenter, en insistant au contraire sur la tendresse, le dévouement de la jeune épousée. Après le dernier mot de cette causerie sournoisement hostile, le récit s'arrête, et l'imagination du lecteur est appelée à suppléer tout ce qui manque au bonheur des jeunes mariés, au châtiment de l'intrigante Laura, aux désillusions tardives de son infortuné mari. M. Noell Radecliffe s'est dit, sans nul doute, que, dans le monde tel qu'il est, la vertu n'a pas toujours sa récompense, ni le vice sa légitime rétribution : en ceci certes nous n'avons pas à le contredire; mais il est absolument contraire aux lois de la poétique reçue de laisser ainsi suspendu l'intérêt d'une fable quelconque, et le lecteur fort embarrassé de savoir pourquoi l'écrivain a pris la plume.

Si nous voulions grossir le fascicule de ces analyses romanesques, rien ne nous serait plus aisé. Nous avons encore, dans le catalogue de nos récentes lectures, une idylle rustique (1), peinture exacte des mœurs de la paysannerie anglaise, et un gros drame de la vie privée assez habilement *machiné* par l'auteur d'*East Lynne* (2), un des « romans à succès » de l'an dernier. Il nous semble cependant qu'en voilà bien assez pour la bonne volonté des lecteurs qui auront consenti à nous accompagner dans cette excursion par monts et par vaux, faite sans autre guide que le bâton du pèlerin, ou, si l'on veut, la baguette de coudrier. Cette fois la baguette magique n'a pas frémi dans nos mains, et ne nous a mis, à vrai dire, sur la trace d'aucune source vive et d'aucun trésor caché. Nous ne regrettons pourtant ni notre temps ni nos peines. De cette promenade au hasard, toute d'aventure et de caprice, nous rapportons des impressions générales qui, si elles étaient partagées, rendraient nos voisins plus charitables pour la tendance générale de notre littérature. Le roman français, on le sait, est pour eux l'abomination de la désolation, et il n'est fils de bonne mère qui ne se voile la face devant les scandales dont Paris écrivant afflige le monde. Sans vouloir contester

(1) *Crow's Nest Farm, a true tale*, by Julia Addison; 1 vol. Saunders, Otley and C°, 1861.

(2) *The Earl's Heirs, a tale of domestic Life*, Philadelphia; Peterson and Brothers (édition américaine); 1 fort volume.

absolument la justice de cette réprobation, — et sans nous faire l'avocat de tel ou tel succès acheté trop cher, dont le paradoxe immoral a fait tous les frais, — nous dirons, preuves en mains cette fois, — que les dévergondages d'imagination, les témérités de pinceau existent aussi dans la pudique Angleterre. Il ne leur manque, pour faire éclat, peut-être pour faire école, que la vivacité du style et l'habitude de ce qu'on pourrait appeler les « roueries » du métier.

Inquiétant phénomène qui provoque naturellement à réfléchir sur certaines questions épineuses et complexes soulevées encore tout récemment par un écrit anglais sur *la population et le commerce de la France* (1)! L'auteur, après avoir complaisamment énuméré nos qualités, exposant le revers de la médaille et passant en revue nos défauts, nous déclarait nettement incorrigibles. Selon lui, l'indépendance de notre caractère, l'insoumission de notre esprit, surtout l'absence de tout instinct religieux, se sont opposés jusqu'ici et s'opposeront toujours à une réforme essentielle. Là-dessus, vertes semonces de maint critique, et l'un d'eux exprime son dissentiment dans quelques phrases trop caractéristiques, trop curieuses, pour n'être pas textuellement reproduites.

« Il nous paraît, dit-il, que le grand obstacle à l'amélioration des Français est leur haine de l'Angleterre et leur crainte traditionnelle de passer pour nos imitateurs, crainte soigneusement entretenue par une portion fanatique de leur clergé, puis aussi par les plus ardens zélateurs du parti républicain. Lorsqu'une longue durée de rapports amicaux les aura convaincus que nous ne sommes point une race perfide et que nous ne leur voulons aucun mal, nous estimons qu'ils ne se refuseront plus aux enseignemens utiles que nous leur pouvons offrir, que les travaux de la paix donneront plus d'assiette à leur caractère, que l'expérience modérera ce que leur élan peut avoir d'excessif, et que les sérieuses préoccupations de la vie industrielle mettront de plus en plus en lumière les nombreuses qualités par lesquelles ils se recommandent à l'estime des autres peuples. »

Si vaniteux et si étourdis qu'on nous suppose, nous sommes gens à ne pas nous révolter contre cette bienveillance un peu gourmée, ces pronostics empreints d'une si naïve condescendance. Aucune partialité vaine, aucun amour-propre déplacé ne nous empêchera de reconnaître qu'effectivement les Anglais ont à nous donner, de même qu'ils peuvent nous devoir, des qualités qui manquent aux uns comme aux autres. Qu'ils nous communiquent, nous nous en trouverons bien, leur sage docilité envers la loi, leur respectueuse

(1) *Population and Trade in France in 1861-62*, by Frederick Marshall; London, Chapman and Hall.

reconnaissance envers tout promoteur du bien public, surtout cet esprit de solidarité vaillante qui a été de tout temps l'inébranlable garantie de leurs libertés, la cheville ouvrière de leurs incessans progrès. Qu'ils y ajoutent quelques leçons de fermeté dans le malheur, d'énergie en face de longs revers, et bien malavisé qui de nous s'en voudrait plaindre. Quant à ce que nous pouvons leur enseigner, nous leur laisserons le soin de le chercher et de se le dire eux-mêmes. Il ne serait ni de bon goût, ni suffisamment modeste, à notre sens, de prétendre le leur indiquer ici. Notre silence d'ailleurs pourrait bien être une première leçon de savoir-vivre et de prudente réserve.

Nos voisins nous trouveront mieux inspirés sans nul doute, et nous serons beaucoup mieux venus à les prémunir contre les dangers que peut entraîner pour eux l'importation irréfléchie des idées fausses et des travers exotiques. S'il est vrai, comme tout semble l'indiquer, que les fleurs malsaines de notre « demi-monde » aient jeté par-delà le détroit qui nous sépare leurs graines rapidement écloses et d'une fécondité déplorable, nous avons bien le droit de crier : *Garde à vous!* Une fois déjà, du temps de Louis XIV et de Charles II, la France a exercé une influence très délétère sur les mœurs britanniques. Il serait honteux pour nous et désastreux pour les Anglais qu'on vît au milieu du XIXe siècle, et justement à deux cents ans de distance, se reproduire les scandales dont Mlle de Kerouailles et le chevalier de Grammont, Saint-Évremond et la duchesse de Mazarin peuvent sembler responsables. Prions donc ces censeurs un peu gourmés auxquels nous cédions tout à l'heure la parole de rétablir, s'il le faut, à certains égards, les prohibitions douanières entre les deux pays, et de rester strictement « protectionistes » en fait de rigorisme moral, de zèle religieux, de probité dans le mariage. Quelques procès récens, celui du jeune Wyndham, celui de lady Gethyn, vingt autres encore que nous pourrions citer, nous donnent à penser que certaines mauvaises branches du *free trade* fructifient en Angleterre à l'égal des plus utiles. Il ne faudrait pourtant pas étendre si loin les effets du traité de commerce, et si nos voisins d'outre-Manche ont de si excellentes leçons à nous donner, nous avons un intérêt direct et bien évident à ce qu'ils n'abusent pas ainsi de celles qu'on peut prendre au dehors. Qu'arriverait-il, grand Dieu, de ces pédagogues candides et bien intentionnés, si leurs turbulens écoliers venaient, par grand hasard, à les pervertir?... Supposition moins bizarre, moins gratuite qu'on ne pourrait le penser, à l'appui de laquelle vient la charmante boutade d'un spirituel caricaturiste : *Anglais pris par Paris depuis la prise de Paris par les Anglais.*

Plaisanterie à part, nous pouvons résumer ainsi ces remarques sur les mœurs de l'Angleterre à propos de quelques romans nouveaux. Au rapprochement, au mélange de deux nationalités aussi fortement contrastées que celles de l'Angleterre et de la France, il y a sans doute un bénéfice probable, mais il y a aussi un danger à prévoir. Cette merveille de l'art médical, la transfusion du sang, n'est pas une épreuve plus délicate et ne rencontre pas moins de difficulté, n'est pas sujette à moins de périlleux accidens. Il faut donc y veiller de près, et il appartient à quiconque peut agir sur le courant variable des idées et les fluctuations qu'il détermine de signaler tout fâcheux symptôme, de combattre tout principe désorganisateur ou corrupteur. C'est sous ce rapport que devient sérieuse et d'un intérêt pressant l'étude des fictions en apparence les plus insignifiantes et les plus frivoles. Le nombre de ces fictions, qui croît toujours, leur puissance d'expansion et de propagation, l'attentive curiosité qui leur est accordée, la popularité dont elles jouissent, ne permettent à personne de méconnaître le rôle qu'elles jouent dans l'enseignement de la société contemporaine. Mêlées pour ainsi dire à l'atmosphère intellectuelle que l'on respire, soit chez nous, soit chez nos voisins, elles peuvent, dans une certaine mesure, le purifier ou le vicier. Les analyser avec soin et apprécier avec exactitude les tendances qu'elles accusent, vérifier ainsi par de fréquentes observations les résultats de ces rapports qui s'établissent, multipliés de jour en jour, entre les deux littératures, anglaise et française, ce n'est, après tout, à notre avis, ni une tâche futile ni un travail superflu.

E.-D. Forgues.

LE

PRINCE DOMENTI

SCÈNES DE LA VIE GÉORGIENNE.

Indolemment assise sur un fleuve entre la Mer-Noire et la Mer-Caspienne, la ville de Tiflis est le rendez-vous de l'Asie et de l'Europe. Vingt religions, vingt peuples divers s'y coudoient, et les contrastes les plus curieux s'y réunissent pour surprendre et enchanter le voyageur. Égarez-vous le jour dans ces rues que brûle un soleil de feu, et d'étranges tableaux ne tarderont pas à se disputer votre attention. Une caravane d'une centaine de chameaux s'avance lourdement, chargée des marchandises de la Perse, de la Bessarabie, de l'Inde; leurs clochettes tintent monotones, sourdes, et involontairement on songe au morne silence des steppes. Quatre buffles attelés au col traînent avec lenteur une misérable charrette qui emporte toute une famille tatare ou géorgienne. Un galop de Cosaques, leur longue lance au poing, soulève des flots de poussière. Voici un enterrement grec qui défile, suivi de pleureuses qui déchirent l'air de leurs cris; des pauvresses en guenilles vous tendent une main amaigrie; un paysan rencontre un prêtre, il lui baise la main et reçoit en échange sa bénédiction; un soldat russe, en face d'une église, se signe à tour de bras et fait la révérence. Où va cette pauvre Géorgienne pieds nus sur la dalle brûlante, tout enveloppée d'une grande pièce d'étoffe blanche? A l'église, pour accomplir un vœu. Les marchands paresseux, assis devant leurs portes, regardent les passans en comptant les gros grains d'un chapelet. Sans craindre la chaleur du jour, les Arméniens, l'œil inquiet, pressent le pas en comptant leur gain de la veille et en pensant aux dupes qu'ils feront le lende-

main. Mais c'est au coucher du soleil qu'il faut surtout parcourir les rues de Tiflis. Les balcons se peuplent alors de femmes, les terrasses se garnissent de jeunes filles qui dansent au son du tambourin. De toutes parts éclatent les chants et la musique; la ville entière semble sortir du sommeil. Les jardins publics sont inondés de voitures, de cavaliers, de piétons. On se salue, on s'aborde, on cause, on se visite hors de chez soi pour ainsi dire. Les couples s'attablent devant les sorbets, les limonades, le thé, les fruits. La joie rayonne sur tous les fronts : après l'accablante chaleur de la journée, on éprouve une sensation de vrai bonheur à s'enivrer des souffles embaumés qui agitent mollement les arbres comme de grands éventails verts, et une sorte de familiarité s'établit entre des promeneurs qui n'ont ni la même patrie ni la même religion.

J'étais depuis plusieurs mois à Tiflis, et je ne pouvais me lasser du spectacle qu'offre la ville à ces belles heures du *far niente*. Au risque d'être classé parmi les *voyageurs curieux* dont parle Sterne, je me mêlais chaque soir à la foule, et bientôt je finis par avoir des amis de hasard qui soulevaient pour moi les voiles de leur vie intime, qui m'initiaient à leurs coutumes et me racontaient les histoires du pays. Je rencontrais souvent, entre autres, le prince Alexandré S... : c'était un Géorgien de très noble race, qui avait voyagé et qui avait rapporté de ses longs voyages une expérience inutile, comme il me le disait lui-même. Nous causions tous les deux de l'Asie, de l'Europe, des destinées du monde. Il souriait, et à mes rêves ambitieux il opposait les réalités de l'Orient actuel. — J'ai, ajoutait-il, visité la Russie, la Grèce, l'Allemagne; mais je suis resté à moitié sauvage au milieu des douceurs de ma vie passée. Le luxe, si cher aux Asiatiques, m'apportait ses séductions; mais les regrets de l'homme civilisé tombaient l'un après l'autre devant cette sauvagerie native qui reprenait sa proie. Les peuples orientaux ont beau venir boire aux sources européennes, ils sont comme peints des reflets de l'Occident : la civilisation ne les pénètre pas, et dès qu'une passion nous agite, on s'étonne de nous retrouver barbares.

— Prince, lui dis-je, depuis que vous êtes en relation avec l'Europe, vous n'avez gardé que le côté pittoresque et extérieur de la barbarie.

— Non, non, reprit-il, nous sommes des barbares, et je vais vous le prouver par l'histoire suivante.

Et le prince Alexandré me raconta en effet un épisode de la vie réelle à Tiflis qui me parut montrer dans tous leurs contrastes d'élégance et d'âpreté les mœurs géorgiennes.

I.

Après deux jours de maladie, le vendredi 13 juillet 1853, le prince Dimitri Domenti avait rendu le dernier soupir dans son palais de Tiflis. Le médecin ignorait quel mal avait causé sa mort; mais il avait quitté son chevet en ordonnant qu'on l'enterrât au plus vite, car la chaleur était excessive. Tout le monde était surpris d'une fin si prompte, si prématurée; le prince n'avait que trente ans. On s'apitoyait sur lui, sur sa fille unique encore au berceau; on plaignait le sort de la princesse Daria, qui atteignait à peine sa vingtième année. Chacun, la tristesse sur le front, allait et venait dans la maison, se racontant l'événement de la journée; les serviteurs se parlaient à voix basse, les servantes pleuraient. Quant à la nouvelle veuve, agenouillée devant une image de la Vierge qu'éclairait une petite lampe, elle sanglotait à l'écart, déchirait les dentelles de son voile blanc, se frappait la poitrine et essuyait ses larmes avec ses longues tresses brunes. Peu à peu le désespoir s'enfuit devant une douleur plus calme, et aux phrases incohérentes et entrecoupées de cris succéda un abattement morne et silencieux. Puis, pâle, épuisée et comme lasse de son affliction même, elle se jeta la face contre terre en poussant des sanglots qui retentissaient au loin dans la maison. Malgré les caresses de Salomé, sa camériste favorite, elle refusa toute nourriture, même une tasse de thé. — Puisqu'il est mort, criait-elle, je veux mourir! Seigneur, seigneur Dieu! me pardonneras-tu? Sois pour moi miséricordieux! — Elle demanda des habits de deuil, et avec l'aide de Salomé elle se vêtit d'une robe noire bordée d'une bande blanche. Exaltée par son chagrin, elle fit ensuite le vœu d'aller pieds nus sur le tombeau de son époux le vendredi de chaque semaine pendant trois mois, de ne pas manger de viande durant le temps de son deuil, et d'habiller sa fille en rouge jusqu'à l'âge de sept ans. La servante l'écoutait silencieusement; mais quand la veuve implora d'elle des ciseaux pour couper les quinze tresses qui la rendaient si belle, Salomé, fière elle-même des longs cheveux de sa maîtresse, s'écria que Dieu n'exigeait point tant de sacrifices. La princesse n'insista pas et se laissa tomber tout en larmes dans les bras de la fidèle camériste.

Pendant ce temps-là, Manoel, le frère de la veuve, qui était accouru en toute hâte, s'occupait des apprêts douloureux du lendemain; il commandait le cercueil, les cierges, le char funéraire, la musique de deuil et les pleureuses. Le jour même, à la tombée de la nuit, on apporta la bière, dont les ornemens contrastaient avec l'idée grave de la mort, car sur un fond jaune et violet se croisaient des

lames d'or et d'argent enroulées en capricieuses guirlandes. D'heure en heure, la princesse Daria quittait sa chambre pour venir s'agenouiller devant le mort, que veillaient un prêtre géorgien, une jeune servante et un garçon d'une douzaine d'années. Là, ses sanglots éclataient encore; elle s'arrachait les cheveux et prononçait souvent à mi-voix ce mot : — Pardon! — La plupart des domestiques de la maison, profitant du désordre général, s'étaient esquivés, et cherchaient des consolations dans les *doukans* (cabarets) du voisinage en buvant pour quelques *chaours* (1) de vin de Kakhétie.

Un peu avant la nuit, on avait revêtu le prince Dimitri de ses plus beaux habits et on l'avait couché sur un lit de parade, les bras collés le long du corps. A ses côtés brillaient, à la lueur des cierges, des armes précieuses, et sur sa poitrine reposait un rameau de buis bénit. Plusieurs fois on lui avait fermé les yeux, qui se rouvraient soudain, comme à demi vivans, mais froids et sans regard. Si ses traits eussent été moins blêmes, moins immobiles, on aurait pu le croire endormi d'un sommeil magnétique, tant la mort avait respecté la calme beauté de son visage.

Vers minuit, toute la maison se livrait au repos, à l'exception de ceux qui veillaient le prince et de deux domestiques qui stationnaient dans l'antichambre. Le prêtre, qui avait copieusement soupé, sommeillait le nez sur sa poitrine; une servante, jolie Géorgienne fraîche et blanche, déjà femme, dormait profondément aussi, allongée sur un tapis persan et la tête appuyée sur un coussin. Le petit drôle, voyant ses compagnons plongés dans le sommeil, se glissa doucement vers la servante, rampa sur ses mains et sur ses genoux, se signa trois fois et baisa la joue de la jeune fille, qui sans doute crut avoir été embrassée en songe, car elle ne s'éveilla point. Aux craquemens du plancher, le prêtre ouvrit les yeux, et, comme il avait soupé de caviar et de poisson salé, il demanda à boire. Le domestique lui apporta une lourde cruche d'argile pleine de vin que le saint homme tarit en un instant. Il marmotta une courte prière, aspergea le corps d'eau bénite, et se rendormit.

Les domestiques de l'antichambre, Basili et Iacob, las de jouer au loto, s'accroupirent l'un en face de l'autre et se mirent à causer.

— Aurais-tu cru, Basili, que le prince serait mort si vite?

— Dame! c'est aujourd'hui un vendredi, et le treize encore!

A ces mots, Iacob et Basili firent une demi-douzaine de signes de croix.

— Il était jeune, brave, robuste comme un platane; cet âne de médecin l'aura tué.

(1) Petite monnaie géorgienne. Le *chaour* vaut environ quatre sous.

— Basili, ne dis pas de mal des médecins; cela porte malheur.

— Écoute, frère Iacob, je ne m'étonne pas que le maître soit trépassé : l'an dernier, au mois de septembre, je l'accompagnais au pèlerinage de Mtzkhèta; nous revenions le soir à Tiflis; tout à coup la lune se leva derrière une montagne, et le cheval du prince s'effraya et jeta son cavalier à terre. Alors je me dis en moi-même que le maître ne referait ce pèlerinage que dans le ciel...

— Ou dans l'enfer, interrompit Iacob, car il ne s'est pas confessé, et il a eu une jeunesse...

— Tais-toi, murmura Basili, les murs ne sont ni aveugles ni sourds.

— Après cela, il était bon, indulgent, généreux.

— C'est vrai; jamais il ne nous a fait fouetter, quoique nous l'ayons mérité plus d'une fois, n'est-ce pas, Iacob?

— Oui, oui; mais la princesse, je ne l'aime guère, elle est orgueilleuse, parce qu'elle descend de nos anciens rois; je hais comme la fièvre Vamiran, ce riche Arménien qui vaut moins que ses chevaux, qui oublie que son père était usurier, et qui rôde sans cesse autour des jupes de la princesse Daria.

— J'ai vu ici des choses qui...

— Parle, Basili, parle.

— Seras-tu discret?

— Que ma langue se change en scorpion si je te trahis!

Basili approcha sa bouche de l'oreille de son compagnon.

— En es-tu sûr? demanda Iacob.

— Je l'ai vu, te dis-je; le maître était allé à Telaw, chasser sur les terres du prince Tchavtchavadzé.

— Et il n'a rien su?

— Est-ce que le buffle voit ses cornes?

— Ces chiens d'Arménie! s'écria Iacob indigné, une bonne peste ne viendra donc pas de la Perse pour les empoisonner tous! Si nous, enfans de la belle Géorgie, nous sommes pauvres, c'est la faute de ces misérables qui ont tout acheté, tout pillé, tout volé.

— Ami Iacob, dit Basili en bâillant, j'ai soif; cours à la cuisine, apporte la grande cruche, nous boirons à la santé de l'âme du prince Dimitri.

— J'ai peur, reprit Iacob, il y a un mort, et la vieille Sophio, qui est un peu sorcière, m'a assuré que l'esprit du défunt erre dans la maison jusqu'à ce qu'on ait mis le corps en terre.

— Tu es brave comme un poulet de Mingrélie. Jouons une partie de loto, le perdant ira chercher le vin.

Tels étaient les propos qu'échangeaient dans l'antichambre de la salle mortuaire les deux plus fidèles serviteurs du prince Dimitri.

Déjà cependant le soleil empourprait les cimes neigeuses de la chaîne du Caucase. Qui n'a pas vu ces fêtes matinales de l'Asie ignore la puissance de la lumière. Ce n'est ni le soleil d'Italie, qui se lève dans un ciel d'azur, ni celui de la Grèce, qui illumine un firmament presque doré. La voûte céleste en Géorgie semble de nacre et d'opale; au loin, grâce à la transparence de l'air, on aperçoit de cinq ou six lieues les vertes dentelures des sapins sur le haut des montagnes; le soleil n'éclaire pas seulement le paysage, il le colore et l'enveloppe d'une vapeur impalpable qui adoucit les violences de la lumière. Les arbres reluisent de verdure, et dans le ciel plein de silence de grands aigles joyeux planent en rond, et d'un coup d'aile volent d'une montagne à l'autre.

Le frère de Daria alla réveiller les gens de la maison, qui dormaient tout habillés sur les balcons intérieurs. Après quelques cérémonies pieuses, selon le rite grec, Manoel et le prêtre déposèrent le corps de Dimitri dans la bière découverte, qu'ils entourèrent d'une vingtaine de cierges. Le prince avait l'air d'un guerrier que le sommeil a surpris le lendemain d'une bataille. Toute la journée on récita des prières devant les restes de Dimitri, jusqu'à l'arrivée du char funéraire. Une foule immense encombrait les appartemens et les abords de la maison mortuaire : c'étaient des nobles, des officiers, des marchands, des soldats, des serfs, des gens de toutes nations, car Dimitri jouissait d'une haute réputation de bravoure et de générosité. On plaça le cercueil sur le char, que traînaient six chevaux noirs recouverts de noires draperies. Le convoi se mit en marche. Quatre hommes portaient en avant le couvercle de la bière; derrière le char plusieurs prêtres en étoles, qui brillaient aux rayons du soleil, chantaient l'hymne des trépassés. A travers les rues inégales et mal pavées, le cercueil suspendu tremblait à chaque pas des chevaux; on eût dit que le mort était bercé pour son dernier sommeil. Après la cérémonie, qui eut lieu dans l'église de Sion, la métropole de Tiflis, le cortége se dirigea vers le cimetière de Péra. De temps en temps une musique douce, lente et plaintive, exécutée par des soldats russes, alternait avec le chant des prêtres. Devant les musiciens, en souvenir des saintes femmes de Jérusalem, des pleureuses à gages suivaient le char et jetaient dans les airs des cris aigus. Quant à la princesse et aux femmes de sa maison, on ne les voyait pas : les femmes géorgiennes n'assistent pas aux enterremens, parce que le Christ a été mis au tombeau par les apôtres et ses disciples; le lendemain seulement, comme Marthe et Marie, elles vont prier et pleurer sur la tombe qui leur est chère.

Au cimetière, d'interminables cérémonies avaient commencé. Les prêtres géorgiens, qui sont fort avides, savaient que la famille du

prince était riche et se promettaient une bonne aubaine. A côté du champ de repos s'élève une petite chapelle, garnie d'images et de reliques, où, les dernières prières achevées, on recouvre la bière avant de la descendre dans la fosse. Lorsque le prêtre eut fait l'aspersion finale et jeté une pelletée de terre sur le cercueil, la foule, comme si elle fût revenue d'une fête, sauta à travers les pierres tumulaires et se dispersa. Il était environ quatre heures du soir; la chaleur était encore étouffante, et un immense nuage de poussière flottait au-dessus de Tiflis. Le fossoyeur, demeuré seul, s'assit auprès de la fosse béante, attendant un peu de fraîcheur pour la combler. Il laissa tomber sa tête dans sa main, fit le signe de la croix et pleura. Ce fossoyeur, nommé Grigory, avait, quelques années auparavant, sauvé la vie au prince dans une attaque contre les montagnards lesghiens, et le prince reconnaissant lui avait donné la liberté et son humble emploi. Il habitait une maisonnette en bois contiguë au cimetière; il gagnait quelque argent, car tous les ans la fièvre ravage Tiflis, surtout en automne. Grigory était là, immobile, les yeux fixes, songeant à son ancien maître; de temps à autre, il regardait la fosse où gisait celui qu'il avait aimé. — Il fait jour jusqu'à huit heures, se dit-il. — Et il alluma sa pipe.

En Géorgie, la mort n'est pas entourée des mornes tristesses de l'Occident, des longs regrets, des deuils intimes. La vie orientale est tout extérieure et de surface; les larmes sortent des yeux, non du cœur. Le matin, on enterre un parent, un ami, sans qu'un tel événement change le cours des habitudes quotidiennes; le soir, on en cause à souper, et le lendemain l'oubli recouvre le mort d'un second linceul. Le corps remis à la terre, chacun retourne à ses affaires ou à ses plaisirs. Le plus souvent, le jour même, à la sortie du cimetière, la foule inonde les doukans : plusieurs amis se réunissent dans une salle, autour d'une vaste outre gonflée de vin, mangent du caviar frais, du poisson salé, des œufs durs, du pain noir, et boivent au son de la bizarre musique géorgienne. Ils choisissent un président nommé *touloumbache*, une sorte de *magister bibendi*, maître passé en buverie. Chaque fois que le touloumbache vide son *azarpèche*, vase d'or, d'argent ou de cuivre, orné d'un long manche, tous les buveurs sont obligés de l'imiter, sous peine d'une amende fixée d'avance. Des musiciens payés, accroupis à la turque le long de la muraille, chantent en s'accompagnant d'un double tambour, d'un tambourin à grelots, d'un violon à trois cordes, d'une petite guitare et d'un fifre. Au touloumbache revient l'honneur d'ouvrir la séance par quelque chant populaire tel que celui-ci :

« Je suis Bacchus, j'ai la richesse, accourez! Buvons du vin. La vigne, je l'ai plantée pour rafraîchir les buveurs.

« Nous avons de l'or et des pierreries, nous pouvons boire toujours. Soyez sans peur : je suis assis ferme sur une outre qui ne tarira jamais. »

A peine a-t-il fini de chanter, que des cris de joie éclatent, et les convives frappent tous à la fois leurs mains l'une contre l'autre d'une façon bruyante et rhythmique. Les azarpèches et les cornes de buffle, historiées de chaînettes d'or et d'argent, circulent à la ronde; la conversation s'anime, fouettée par le vin, semée de propos joyeux et de grosses plaisanteries, et ne s'interrompt que lorsqu'un musicien tatar entonne d'une voix aiguë et nasillarde une chanson indigène.

La scène que nous venons de décrire se reproduisit exactement dans les doukans de Tiflis à la suite des funérailles du prince Dimitri; mais pendant que les rires et les éclats de voix des buveurs se croisaient ainsi aux sons redoublés de la musique, le cimetière était le théâtre d'une sorte de drame étrange. Rêvant à demi, son menton dans la main, le fossoyeur avait vu s'éteindre l'une après l'autre les clartés changeantes du couchant; il écoutait le Koura gronder à travers les roches voisines, lorsque tout à coup il tressaillit, comme réveillé en sursaut d'un songe pénible : la bière du prince s'était agitée dans la fosse. Grigory, qui avait accompagné son maître dans les montagnes escarpées du Caucase, avait souvent entendu sans tressaillir siffler à ses oreilles les balles lesghiennes; mais seul, le soir, dans ce lieu silencieux et désert, en face de ce cercueil qui remuait, il fut saisi d'une superstitieuse terreur, et se sauva à toutes jambes à travers les tertres inégaux. Haletant, blême, les genoux tremblans, il arriva à l'extrémité du cimetière.

Le pauvre homme ne s'était pas trompé : un soubresaut avait secoué le cercueil. Le prince Domenti, enseveli vivant, avait été tiré de sa léthargie profonde soit par les cahots du char funèbre, soit par l'humidité de la terre. Une légère sensation de chaleur se manifesta d'abord au cœur, qui se remit à battre, et à la gorge. Après de douloureux efforts, la respiration souleva la poitrine, et quelques larmes coulèrent. Peu à peu les idées s'éveillèrent dans le cerveau, où flottaient des images confuses; bientôt l'infortuné respira à pleins poumons, et les yeux grands ouverts dans les ténèbres visibles de la tombe, mais ignorant encore toute l'horreur de son prochain martyre : — Où suis-je? se demanda-t-il. Quelle nuit! quel silence! — Puis la réalité, aidée du souvenir, se dressa devant lui, implacable et plus terrible que le trépas même, et il devina qu'il était cloué dans un cercueil, à la fois mort et vivant. Il tenta de remuer dans l'étroit cachot où il était serré de toutes parts, et sa main désespérée se crispa sur le rameau de buis bénit. Comprenant alors

qu'il allait expirer là, loin des hommes et sous l'œil de Dieu, lui qui avait jeté sa jeunesse à la débauche, et qui n'avait pas reçu le suprême pardon de l'église, au lieu de se ronger les poings de rage, il sentit soudain une foi vive descendre dans son âme comme un rayon de la divine miséricorde. Cependant, raidissant ses muscles et rassemblant par instinct ses dernières forces, par un mouvement vigoureux qui agita la bière, il frappa aux portes de la vie.

C'est à ce bruit inattendu que Grigory le fossoyeur s'était enfui. Dès qu'il eut atteint la haie du cimetière, il se retourna pour s'assurer qu'aucun fantôme ne le poursuivait; n'entrevoyant point d'ombre lugubre, il reprit un peu de courage, et après une courte prière il se sentit plus ferme sur ses deux pieds. — Par sainte Nina notre patronne (1), se dit-il, je ne suis ni un poltron ni un fou! N'ai-je pas ouï conter à mon aïeule, une bonne chrétienne, que parfois les morts sortent du tombeau? Lazaré, un pauvre homme comme moi, n'a-t-il pas été, après trois soleils de séjour chez les morts, ressuscité par le Christ, qui peut encore du haut du ciel rendre miraculeusement la vie? Non, non, à cette heure le prince est froid comme la terre; par hasard sans doute une pierre aura glissé sur le bois du cercueil, voilà tout.

Rassuré par cette dernière réflexion, il revint lentement sur ses pas, sans trop d'audace, le cou en avant, l'œil au guet, et essayant de chasser la vision qui l'obsédait et l'attirait en même temps. Il parvint enfin au bord de l'obscure profondeur de la fosse. Çà et là le soir promenait ses larges ombres sur les mausolées, les cyprès et les croix byzantines. Le fossoyeur s'approcha, tendit l'oreille et crut entendre un bruit sourd qui diminuait de seconde en seconde. Un frisson lui courut de la tête aux pieds; mais, fortifié par un signe de croix, il sauta dans le trou, et à l'aide de sa bêche il enleva d'un bras robuste le couvercle mal attaché de la bière, d'où s'exhala un gros soupir, pareil au dernier râle d'un mourant. — Il vient de rendre l'âme, pensa-t-il. — Le fossoyeur était arrivé à temps, car le moribond était complétement évanoui et inondé d'une sueur glacée. L'air pénétra par degrés à travers les interstices du couvercle et caressa le visage du malade. — Bon! le cœur bat encore, dit le libérateur, qui enleva le corps et le déposa sur le gazon. Les vêtemens dégrafés, il lui frotta la poitrine, pour y ramener les tiédeurs de la vie. Les yeux se rouvrirent sans regard, les lèvres sans voix.

— Courage, prince! cria Grigory; c'est moi, Grigory, votre fidèle

(1) Sainte Nina est la patronne de la Géorgie, et saint George en est le patron. Ces deux personnages, qui appartiennent autant à la légende qu'à la religion, datent des premiers temps du christianisme; ils sont en très grande vénération dans le *Karthli*, nom indigène qui signifie Géorgie.

serviteur. — Puis, se parlant tout bas : — A quoi tient la mort d'un homme, même d'un prince! Si j'eusse comblé la fosse après la cérémonie, ou si je me fusse assis dix pas plus loin, le noble seigneur aurait déjà rendu ses comptes à Dieu.

II.

Pour comprendre la suite de ce récit, il est indispensable de se reporter quelque peu en arrière.

Né d'une grande famille de l'Iméreth, le prince Dimitri Domenti, jeune, beau et riche, emporté par le goût des voyages, visita la Turquie, la Russie et l'Allemagne; puis, de retour à Tiflis, il prit un grade dans l'armée du Caucase. Son esprit était vif, son cœur loyal; l'agitation d'une existence nomade et aventureuse l'avait arraché à l'indolence naturelle aux gens de sa race; il était instruit et parlait plusieurs langues, comme presque tous les Orientaux.

Tiflis, grâce à son admirable soleil, à ses paysages pittoresques et à ses souvenirs, peut être un séjour agréable pour les étrangers et les touristes, qui prennent la fleur du panier; mais à la longue c'est une ville intolérable par la monotonie des hommes et des choses, par la plate uniformité de la vie. Cette immobilité de l'Asie, qui semble craindre de déranger un des plis de sa robe, abêtit le corps, anéantit la pensée. Quant au prince, doué d'une âme ardente, d'une imagination toujours en éveil, pour échapper aux ennuis de l'oisiveté, il avait donné tête baissée dans tous les plaisirs chers à la jeunesse désœuvrée, — les excès de la table, les amours les plus folles, et surtout cette dévorante passion que les Russes ont importée en Géorgie, le jeu. De jour en jour, ou plutôt de nuit en nuit, son patrimoine s'engloutissait dans ce gouffre; mais, apercevant sa ruine à l'horizon et trop fier pour supporter la pauvreté, il résolut de relever sa fortune par une riche alliance. Il épousa la princesse Daria Matchvavassé, issue de la tige royale des Bagratides, qui lui apporta en dot des biens immenses. De plus, Daria, âgée de quinze ans à peine, était la plus belle fleur du Caucase, une *vardi* (une rose), comme on l'appelait. Par malheur pour son âme tendre, les parens en Géorgie se passent du consentement de leurs filles. Dans tout l'Orient même, sans excepter les peuples chrétiens, la valeur sociale et conjugale de la femme est à peu près nulle; aussi les mères se croient-elles bénies du ciel lorsqu'elles mettent au monde des enfans mâles. Le mari est tout-puissant, il règne et il gouverne; l'épouse obéit passivement et n'oserait jamais discuter la volonté ou les caprices du maître, dont elle est la première servante. Elle s'oc-

cupe uniquement du soin de la maison, où elle vit à moitié cloîtrée, ne sortant guère que pour se rendre au bain ou à l'église, presque entièrement voilée, à la mode persane, d'une longue pièce blanche de coton, de laine ou de soie, dont elle s'enveloppe de la tête aux pieds avec beaucoup de grâce et de coquetterie.

Avant d'être unie au prince Domenti, la belle Daria s'était « blessée d'amour, » selon une charmante expression du pays, pour un jeune Arménien, nommé Vamiran, qui avait été élevé en France; aussi versa-t-elle des larmes amères lorsque dans la cathédrale de Sion l'archevêque lui donna la bénédiction nuptiale. Quoique fidèle à son mari, la nouvelle épousée n'avait pu reprendre son cœur à son amant; elle souffrit en silence, sans se plaindre, mais elle ne se résigna pas : la résignation est le courage des âmes affligées, et la jeune princesse était faible comme un enfant. La calomnie avait fait siffler ses vipères autour de son nom honoré; quelques fâcheuses rumeurs vinrent même à l'oreille du prince, qui sut contenir ses fureurs jalouses. Dès ce moment toutefois il détesta Daria et courut de nouveau aux plaisirs qui avaient dévoré sa jeunesse. La princesse, délaissée, ennuyée de sa solitude, passait la plupart de ses journées à pleurer ou à raconter ses chagrins à Salomé, sa sœur de lait, qui pleurait avec elle, ou à jouer avec sa petite fille. Salomé, jolie et coquette, adorait les bijoux, les étoffes de soie, et, séduite par les nombreux cadeaux de Vamiran, elle attisait l'amour de sa maîtresse au lieu de l'éteindre. Par son entremise, des lettres furent échangées entre les deux amans; mais un jour Dimitri surprit dans la chambre de sa femme une ballade géorgienne, oubliée sur un divan. Un horrible pressentiment, mêlé d'un soupçon plus horrible encore, s'éleva soudain dans sa pensée. — Ils s'écrivent! ils s'aiment! murmura-t-il d'une voix étouffée.

Il ne connaissait pas l'écriture de son rival, mais il ne tarda pas à éclaircir le mystère. Il courut vers le chef du bureau de poste russe, et glissant cinquante roubles dans sa main déjà ouverte : — Voici, lui dit-il, un papier. Lorsque tu auras une lettre d'une écriture semblable, tu m'apporteras le papier et la lettre; cela te vaudra encore cinquante roubles.

Ce fut ainsi qu'il apprit les relations secrètes de Daria et de Vamiran, car il ne recevait pas le jeune Arménien chez lui. En général, les Géorgiens détestent cordialement les Arméniens, au point qu'il est très rare de voir ces deux peuples s'allier par le mariage. Du reste, ces derniers sont haïs dans tout l'Orient, depuis la Turquie jusqu'à l'Inde, pour leur fausseté, leur avidité et leur bassesse. Un Géorgien vous dira : « Il faut sept Juifs pour tromper un Arménien. » Interrogez un Persan, il répondra : « Un Cosaque nous vo-

lera nos habits; mais les Arméniens, s'ils le pouvaient, vendraient notre peau. »

Dimitri, jaloux et irrité, se rendit dans la chambre où, sur d'épais coussins, sa femme se reposait mollement de l'écrasante chaleur de juin; s'approchant d'elle, il la saisit par le bras. — Connais-tu cette écriture? lui dit-il d'une voix tremblante.

— Non, répondit Daria troublée.

Alors il rompit le cachet de la lettre de Vamiran. — Et celle-ci, la reconnais-tu? — Et il lui montrait du doigt le nom de Vamiran, qui flamboya aux yeux de Daria comme une épée. Elle pâlit et s'évanouit. Le prince s'éloigna en lui arrachant les dentelles de son voile. Ce ne fut pas l'unique supplice de la pauvre femme : à tous les repas, Dimitri fit dès ce jour venir un musicien tatar qui, sans songer à mal, chantait la ballade amoureuse envoyée à la princesse par son amant. Les domestiques qui servaient à table, entendant sans cesse la même chanson, ne savaient que penser et se disaient entre eux : « Le seigneur est devenu fou. » Chaque son de la guitare, chaque vers de la ballade tombait lourdement sur le cœur de la victime. Le bruit se répandit dans Tiflis que le prince Domenti avait perdu la tête; on chercha les causes de cette manie soudaine; les dévots parlèrent de sorts, de maléfices, de punition du ciel; les plus indulgens le prétendirent amoureux, et, les commentaires n'ayant pas manqué, la réputation de plusieurs grandes dames de la ville se trouva fort endommagée. Comme cette sorte de ballade devint à la mode, comme elle peut d'ailleurs donner une idée de la poésie amoureuse en Géorgie, il n'est pas inutile de la citer :

« Ame nouvellement née au paradis, âme créée pour mon bonheur, de toi, immortelle, j'attends la vie!

« De toi, printemps en fleur, lune de deux semaines, — de toi, mon ange gardien, de toi j'attends la vie!

« Rayonne par ton visage et réjouis par ton sourire. Je ne veux pas posséder le monde, je veux ton regard. De toi j'attends la vie!

« Rose des montagnes rafraîchie par la rosée, favorite choisie de la nature, trésor doux et mystérieux, de toi j'attends la vie (1)! »

Un mois environ après cette scène conjugale, le prince était allé à cheval à Kodjor, où il avait une maison de campagne qu'il voulait donner pour prison à sa femme. A peine rentré chez lui, il se plaignit de la fièvre; il se coucha, fut malade deux jours et ne se releva pas. Dans son délire, il répétait sans cesse les mêmes mots, le refrain de la ballade : « De toi j'attends la vie! »

(1) Cette ballade populaire en Géorgie a été traduite par Pouchkine dans son *Voyage à Erzeroum*.

On connaît maintenant l'histoire de l'homme qu'un étrange hasard venait d'enlever à la tombe. Le fossoyeur cependant tremblait d'avoir commis un sacrilége, parce que, selon une tradition superstitieuse, tout ce que le prêtre a béni et mis en terre doit y rester. Quoi qu'il en soit, le prince Domenti, grâce à l'activité et à l'énergie des soins de son serviteur, commençait à articuler quelques syllabes incohérentes. La première phrase qui s'échappa de ses lèvres fut celle qu'il avait prononcée la dernière à son lit de mort : « De toi j'attends la vie ! » comme si l'âme se fût pour quelques heures seulement absentée du corps.

Grigory ne savait trop que faire de son ressuscité; il ne pouvait le laisser là, durant la nuit, au clair des étoiles. Quelles précautions prendre? Par bonheur, le prince, jeune et robuste, recouvra assez promptement l'usage de ses sens et de la parole, et il ne tarda pas à reconnaître son ancien serf.

— Grigor, c'est toi?

— Oui, seigneur, oui, votre Grigor.

— Pourquoi m'ont-ils mis là? Où suis-je?

— Vous le saurez plus tard, quand vous serez guéri.

— Je suis donc malade?

— Non, un peu de fièvre; rien, presque rien.

— Mais c'est le cimetière! s'écria Dimitri avec effroi en promenant ses regards autour de lui; voici les croix qui se détachent en noir sur le ciel... Ah! oui, je me rappelle, des cierges, de la musique, des chants d'église! Ce sont eux, vois-tu, qui m'ont jeté dans ce trou comme un chien; ce sont eux, les parjures! Oh! si je vis!

— Vous vivrez.

— La vie, toi, tu me l'as sauvée deux fois. Va! je te ferai riche. Eux, ce sont des misérables, des assassins, des Tcherkesses.

Naturellement Grigory ne comprenait rien à ces paroles; il écoutait néanmoins son ancien maître sans l'interrompre, épiant le moment propice de lui demander ce qu'il y avait à faire. — Où faut-il vous porter?

Dimitri ne répondit pas; il leva les yeux vers le ciel, où déjà s'allumaient les étoiles, absorbé dans une idée contre laquelle il semblait lutter. Au bout de trois ou quatre minutes de silence, le fossoyeur renouvela sa question : — Où faut-il vous porter? Dans votre maison?

— Non, non! s'écria le prince. Écoute, Grigor, emmène-moi dans ton logis; que tout le monde ignore ce qui s'est passé, sauf toi et ta femme!

— Bien.

— Maintenant aide-moi à marcher.

— Impossible. Je vais vous emporter sur mes épaules.

— C'est vrai, je me sens faible. Encore un mot : dès que tu m'auras caché dans ta demeure, tu iras reclouer le cercueil, et tu le couvriras de terre, comme si j'étais réellement mort.

Grigory souleva doucement le prince, le chargea sur ses larges épaules et le porta dans sa maisonnette en bois, qui fort heureusement était isolée et éloignée de soixante pas à peine. Au moment où ils allaient franchir le seuil, Dimitri fut pris soudain d'un tremblement nerveux : il venait d'entendre à peu de distance chanter par les buveurs des doukans la ballade géorgienne qui lui rappelait tant de malheurs!

Ils entrèrent. Maniska, la femme de Grigory, à la vue de son ancien bienfaiteur, qu'elle reconnut malgré son extrême pâleur, et qu'elle croyait enterré, fut épouvantée et poussa un cri. — Silence! dit Grigory en lui appuyant la main sur la bouche. Tout à l'heure tu sauras ce qui est arrivé. — Il déposa son fardeau sur des tapis grossiers et déchirés : — Tiens! il s'est évanoui de nouveau. Par sainte Nina! femme, on l'avait enseveli vivant, et sans moi c'était bien fini; mais ce n'est pas le moment de jouer de la langue, agissons! Toi, arrange vite et de ton mieux un lit avec des couvertures et des coussins, et tâche que personne n'entre ici. Moi, je cours chercher du bon vin et du pain blanc pour le restaurer un peu.

Un singulier médecin que Grigory! Il fut bientôt de retour. Le prince, qui avait repris connaissance, tremblait de tous ses membres. Un morceau de pain imbibé de vin versa quelque force aux veines du malade, qui, chaudement enveloppé, se coucha dans l'espèce de lit improvisé par Maniska et s'endormit. Grigory soupa en hâte de pain noir, d'oignons et de fromage de chèvre, et sortit pour exécuter les ordres de son maître; il recloua la bière et combla la fosse. Avant de toucher à la terre sacrée, le digne homme s'était assis, et presque à son insu il s'était rappelé la scène de la veille. Les Géorgiens sont superstitieux et doux, ou plutôt ils ont les grâces de la superstition, et leur esprit mobile s'élance vers des régions étranges sur les ailes d'une imagination toujours prompte à s'éveiller.

Le fossoyeur était misérable, et sa maison de bois, qui consistait en deux chambres étroites, n'était certes pas d'un brillant aspect. Au milieu de la salle d'entrée, sur un long bâton fiché en terre, brûlait une maigre chandelle. Aux parois pendaient au hasard un *koudi* ou bonnet en poil d'agneau, une ceinture de cuir, un fusil à canon évasé, deux *kindjals* (poignards), quelques pipes et une guitare sans cordes. Sur une petite table qui avait eu jadis quatre pieds, s'étalaient des vases d'argile au col allongé, une assiette de bois, où les deux pauvres gens mangeaient à la gamelle. Quant au verre, il n'y en avait

point : ils buvaient dans le même azarpèche. Dans un coin de cette salle, attristée encore par la demi-obscurité et les rumeurs de l'orage, gisaient sur le sol la pelle et la bêche, le double gagne-pain du fossoyeur. Par compensation, un frais bouquet de roses, cette fleur si chère aux Géorgiens, s'épanouissait dans un pot ébréché : là, il y avait une femme!

III.

Grigory, qui ne se piquait guère de coquetterie, s'était contenté, pour être prêt à l'aurore, de se remettre sur ses pieds, de se frotter les yeux, de retrousser sa moustache et de friser son *koudi;* puis il avait secoué ses amples pantalons et sa tunique de laine jaune, précaution utile dans les pays chauds où pullulent des compagnons de nuit fort incommodes pour tout autre qu'un paysan géorgien. Dimitri, dont la respiration égale présageait une prompte guérison, dormait encore au moment où Grigory, la jambe alerte et le cœur en liesse, s'éloigna de son logis en recommandant la prudence à Maniska. Il se dirigea vers le marché pour rapporter au prince du caviar frais, des œufs, du mouton, du pain blanc et du vin digne d'un si noble hôte. Le pauvre diable avait de petites économies, que sa soif quotidienne avait bien diminuées; mais par bonheur il lui restait environ deux cents *abaz* (1). D'ailleurs, avant l'épuisement de ce maigre trésor, qui sait? quelques bonnes aubaines viendraient peut-être réparer les vides de son sac de cuir... A son retour, il trouva sur le seuil sa femme qui faisait le guet. — Le maître est réveillé, dit-elle, il veut te parler.

Grigory entra. Le prince, fort pâle, les nerfs agités, accoudé sur un coussin, paraissait plongé dans de sombres réflexions. — Ah! te voilà, Grigor; viens auprès de moi et écoute-moi bien.

— Comment vous portez-vous ce matin?

— Mieux, beaucoup mieux.

— Avez-vous faim et soif?

— Non; ouvre tes deux oreilles, jamais tes lèvres.

— Par saint George, protecteur du Karthli, ma bouche sera plus fermée que la grotte du farouche Amiran, le filleul de Dieu (2)!

— As-tu de l'argent?

— Deux cents *abaz;* cette année est assez bonne, la fièvre va, et j'ai creusé...

— Bien, rends-toi au bazar où tu m'achèteras, comme pour toi-

(1) Un abaz vaut environ dix-huit sous.

(2) Allusion à une légende populaire. Cet Amiran est une espèce de Roland oriental.

même, puisque tu es de ma taille, des habits de paysan mingrélien, des sandales de porc, un *bachlik*, un *bourka* (1), car sous mes vêtemens de soie brodés d'or je serais reconnu, et je ne veux pas l'être.

— Seigneur, que désirez-vous faire?

— Point de questions, Grigor! sache attendre et souviens-toi du proverbe persan : « Avec du temps et de la patience, la feuille du mûrier devient satin. » Ton frère demeure dans une *sakli* (maison de paysan) isolée sur la route de Gori?

— Oui.

— Peut-il me cacher?

— Oui.

— Je le récompenserai plus tard... bientôt. Quant à toi, je t'achèterai une belle boutique au bazar ou sur la Perspective-Golovine, à ton choix.

— Oh! seigneur!

— Ne m'interromps pas. Je resterai ici une semaine, juste le temps de me rétablir, car quarante verstes à cheval par de mauvais chemins seraient une trop rude fatigue pour mes forces épuisées. Ce n'est pas tout : tu me rendras fidèlement compte jour par jour de ce qui se passera en ville, même dans la maison de la princesse, je te le permets; tu écouteras l'un et l'autre, tu questionneras avec adresse, tu recueilleras les moindres bruits et les propos les plus frivoles. M'as-tu compris?

— Oui, maître.

— L'heure venue, je te donnerai d'autres instructions. Maintenant que ta maison soit inaccessible à tous, car je suis mort et enterré.

Sa bourse en poche, le fossoyeur, l'air grave et méditatif, traversait les interminables rues de Tiflis afin d'acheter le déguisement du prince. Il passait vite devant les doukans, où il avait coutume de se rafraîchir sans soif; aussi, chemin faisant, entendait-il bourdonner à ses oreilles les railleries des amis qui le rencontraient.

— Tiens! Grigor a la fièvre, il méprise le vin. — Il va sans doute à la messe. — Il est aujourd'hui gai comme la citadelle Narakléa (2). — Non, il a un rat ou une grenouille dans la cervelle. — Est-il heureux, ce Grigor! il vit de la mort, lui; il fait griller du *tzvadi* (mouton rôti) deux fois la semaine, sans compter les jours de fête, tandis que nous, nous sommes réduits à éplucher nos oignons et à nous blanchir les dents avec du fromage, le tout arrosé d'eau.

Indifférent à ces persiflages, Grigory marchait sans détourner la tête et sans répondre. Une heure après, il revint chez lui avec le

(1) *Bachlik*, sorte de capuchon qui sert de coiffure aux Mingréliens. — *Bourka*, épais manteau de feutre que portent tous les paysans de Géorgie.

(2) Narakléa est le nom de la citadelle de Tiflis.

nouvel accoutrement du prince. Vers midi, la même journée, assis sur un tertre à dix pas de sa porte, Grigory fumait à l'ombre d'un haut cyprès, ayant l'air de surveiller ses domaines, je veux dire le cimetière, lorsqu'il vit au loin, du côté de la ville, s'approcher une femme enveloppée dans les plis blancs d'une *tchadra* bordée d'un filet noir (1). Avant de la reconnaître, quoiqu'il eût un œil d'oiseau de proie, il devina la veuve de la veille, et un léger sourire plissa ses lèvres. Cette forme blanche, c'était la princesse Domenti, qui, selon l'usage, venait prier et gémir sur la tombe du défunt. Grigory, par respect, ôta sa pipe de sa bouche, s'avança vers elle, le bonnet à la main, pour lui indiquer le lieu où sa douleur devait s'exhaler, et se retira. Dimitri lui ayant ordonné de lui rendre compte du moindre événement, il courut avertir son maître, qui se traîna vers le seuil et regarda par la porte entrebâillée celle qu'il avait aimée et qui l'avait trompé.

La princesse était accompagnée de sa fidèle Salomé, qui portait sur ses bras une petite fille vêtue d'une robe rouge, et dont les cheveux étaient divisés en sept nattes. La servante déposa à terre, auprès de sa mère, l'enfant, qui se mit à jouer avec les cailloux recouvrant la tombe paternelle. Daria s'agenouilla, pria, pleura, se frappa la poitrine, où battait un cœur dont les palpitations n'étaient pas d'accord avec la violence de son désespoir. A peu de chose près, Salomé imitait sa maîtresse, et l'enfant jetait de temps en temps sur les deux femmes un regard étonné. Daria portait avec une grâce singulière ses habits de deuil : sa ceinture flottante, son diadème étoilé de perles, son voile de dentelle rejeté en arrière, ses longues tresses brunes, tout la faisait ressembler à l'ange de la douleur. Quiconque l'eût vue ainsi éplorée eût compris la réputation de beauté des Géorgiennes, et la princesse passait pour la plus belle femme de Tiflis.

Dimitri, qui la voyait moins avec ses yeux qu'avec les ardeurs d'un cher souvenir, murmura d'une voix étouffée : — Pourquoi me trahir, ou pourquoi me regretter? Si elle me pleure du fond de l'âme, ne faut-il pas pardonner? — La princesse, après s'être acquittée de tous ses devoirs de veuve, se retira; le prince rentra dans son asile, incertain, inquiet, accablé de la plus profonde douleur. Revenue chez elle, Daria reçut les nombreuses visites de condoléances de ses amis et de ses proches. Chaque fois que l'on vantait une des qualités de son époux, elle renchérissait et éclatait en sanglots; puis la conversation roulait sur des sujets futiles où il n'était nullement question du mort. Nouvelle visite, nouvelle explosion de

(1) *Tchadra*, longue pièce d'étoffe de coton, de laine ou de soie, dont s'enveloppent les Géorgiennes.

chagrin! Cette comédie funèbre dura jusqu'au coucher du soleil.

Le soir, les serviteurs du prince échangèrent comme d'habitude leurs réflexions. Iacob, couché sur le balcon du palais, à côté de Basili, lui dit à l'oreille : — La princesse a tant versé de larmes aujourd'hui, qu'elle a pleuré pour toute sa vie.

— La douleur, reprit Basili, c'est comme un méchant remède, il vaut mieux l'avaler au plus vite.

— Lorsqu'elle est vraie, la douleur entre dans le cœur comme la hache dans l'arbre.

— Crois-tu que la princesse aime l'Arménien?

— Frère, répondit le sage Iacob, ne nous mêlons pas des affaires d'autrui, sinon on nous enverra place d'Érivan, tu sais où, n'est-ce pas? et tu sais aussi qu'on en revient quelquefois, mais sans peau sur le dos.

— Personne ne nous entend, nous sommes seuls.

— Seuls! hum! ici méfie-toi de tout le monde, même des rats qui nous empêchent de dormir. Et là-dessus, Basili, bonne nuit!

Pendant une douzaine de jours, Daria vint assidûment renouveler au cimetière ses prières et ses lamentations, jusqu'au moment où l'on recouvrit le tombeau d'un lourd mausolée de granit sculpté par un ouvrier allemand. Le prince, qu'informait Grigory, ne manquait jamais l'occasion de repaître ses yeux des désespoirs vrais ou faux de sa femme, et, ne sachant où arrêter sa pensée, il prononçait tour à tour les mots de vengeance et de pardon. En voyageant, il était devenu, sauf le costume, à moitié européen, et pour lui l'amour, même dans le mariage, était un poème un peu romanesque. Pour les femmes géorgiennes, qui meurent, comme les plantes, où elles sont nées, l'amour est presque toujours une passion à fleur d'âme malgré les hyperboles de leur langage poétique et imagé. Aussi n'est-il pas difficile de comprendre que le regret de Daria devait s'adoucir vite, tandis que la jalousie de Dimitri s'accroîtrait de jour en jour...

Si l'on doutait de ces brusques retours à la vie sauvage qui forment dans la société géorgienne de si bizarres contrastes avec les plus délicats raffinemens de la civilisation, la fin de l'histoire du prince Domenti convaincrait les plus incrédules. Complétement guéri, caché sous le costume d'un paysan de Mingrélie, le prince choisit une nuit nuageuse et sortit à cheval de Tiflis, suivi de son ancien domestique. Ils arrivèrent avant l'aube à la *sakli* ou chaumière de Datho, frère de Grigory, qui attendait les voyageurs.

— Prince, dit le paysan, qui s'était respectueusement élancé au-devant de la bride du cheval de Dimitri...

— Écoute, Datho, ici je ne suis prince pour personne; je suis un

pauvre Mingrélien, tu m'appelleras Naskida, tu me traiteras comme ton égal. Pour être prince encore avant de recevoir ton hospitalité, puisque tu m'appartiens, dès aujourd'hui je te donne les terres que tu cultives à mon profit et ta liberté, en attendant mieux. Il est inutile que tu connaisses le motif de mon séjour ici. Naskida mangera donc de ta cuisine et boira de ton vin.

Datho, ivre de joie, baisa la main de son seigneur. Grigory, après s'être reposé et restauré, se prépara à retourner vers ses tombes; mais avant son départ Dimitri recommanda et même ordonna à son domestique de surveiller les événemens et d'accourir chez son frère pour l'en informer.

Si les villages de Géorgie sont misérables, une chaumière isolée est plus misérable encore. La *sakli* géorgienne est basse, aux deux tiers enfouie dans la terre et assez semblable à une tanière, contrairement aux chaumières de Kakhétie, qui sont élevées d'un étage. La toiture est plate, le jour on s'y assied, la nuit on s'y couche, de sorte que le Géorgien demeure dans sa maison, à côté de sa maison et sur sa maison. A l'intérieur, la *sakli* ne renferme ni chaises, ni table, ni banc : quelques menus ustensiles s'étalent çà et là; au centre étincelle le foyer, l'ami de la chaumière. Telle était à peu près la demeure dont le prince Domenti était devenu l'hôte. Il y entra bravement, salua la femme de Datho, qui, spirituel comme presque tous les Géorgiens, débuta dans son rôle de la façon suivante : — Femme, voici Naskida, un de mes vieux camarades d'enfance, un homme bizarre, brave comme une *chachka* (sabre recourbé), chasseur comme un vautour, et paresseux comme un Mingrélien qu'il est.

Dimitri avait eu soin d'apporter des balles, de la poudre et le fusil de Grigory. Quand on a tué une vingtaine de Lesghiens, on n'a peur ni des lièvres ni des chevreuils. Il s'installa d'emblée dans la cabane enfumée, déjeuna de bon appétit, fit une courte sieste, et sortit son fusil sur l'épaule. Datho l'accompagna pour lui indiquer les collines giboyeuses. Lorsqu'ils furent seuls, le paysan, encore peu habitué à traiter familièrement son maître, se tenait sur la réserve et gardait le silence. — De ce côté-ci, prince, lui dit-il en désignant une ravine.

— Datho, même quand nous serons éloignés de toute créature humaine, je te défends de m'appeler prince; j'entends que tu me nommes Naskida, parce qu'une oreille de hasard peut être ouverte derrière un arbre ou dans un buisson.

Le prince espérait, grâce à son adresse, enrichir un peu la table trop frugale de son hôte. D'ailleurs, par son ordre, Grigory, à son prochain voyage à la *sakli*, devait apporter du poisson salé. Avec la

souplesse des Orientaux, lui, riche et habitué au luxe, même aux excès du luxe, il se plia d'un seul coup à la pitoyable vie de paysan; il poussait la bienveillance jusqu'à jouer au loto avec Datho et sa femme, qui était charmée des façons du beau Mingrélien. Un souci travaillait souvent la cervelle du paysan : pour quelles raisons un haut seigneur se donnait-il la fantaisie de vivre si misérablement dans ses propres terres? Puis comment se faisait-il qu'il passât pour mort? Las de ne pas trouver l'énigme, il cherchait encore; mais, pour apaiser sa curiosité, il songeait que lui-même, le pauvre serf, il était libre et propriétaire, et il cessait de se creuser la cervelle.

Parfois un nuage obscurcissait le front du prince, qui restait une journée entière sans desserrer les dents, morne, couché à l'ombre de la *sakli*. Deux semaines déjà s'étaient écoulées depuis son séjour dans la cabane, et il n'avait pas revu Grigory, qui arriva enfin, couvert de sueur et de poussière. Il donna familièrement le bonjour à son frère et ôta son bonnet devant le prince. — Remets ton koudi, Grigor, dit celui-ci, et pas tant de façons! Que se passe-t-il?

— Vendredi dernier, la princesse n'est pas venue sur votre tombe; elle a envoyé pour la remplacer dans ses dévotions la vieille Sophio, votre nourrice, qui avait l'air bien désolé, et qui avait apporté une couronne. Pleurait-elle, la bonne âme! Aussi les mauvaises langues ont osé dire qu'elle irait en paradis à la place de la princesse.

— Pauvre Sophio! murmura Dimitri; est-ce tout, Grigor?

— Tout... Non, j'ai apporté du poisson salé, de la poudre et du plomb.

— Quand repars-tu?

— A l'heure où le soleil tombera derrière les montagnes, car la fatigue a aiguillonné ma faim. Ne faut-il pas que le cheval se repose?

— C'est juste. Aie soin de veiller, ouvre l'œil et l'oreille; j'y tiens, Grigor, plus qu'à ma vie.

Grigory pénétra dans la *sakli*.

— Elle m'oublie promptement! se dit à lui-même Dimitri; j'aurais pardonné, mais si elle aime ce Vamiran, oh! alors il y aura du sang entre nous!

A quelques jours de là, une troupe de tziganes, ces bohémiens de l'Asie qui errent de l'Inde à la Crimée, déploya ses deux tentes près de la *sakli*. Dans l'une, des hommes et des enfans, hâves, déguenillés, vêtus de trous pour ainsi dire, allumaient le feu avec des branches sèches, suspendaient à des trépieds de bois la marmite où devait cuire le riz bouilli, seule nourriture de ces vagabonds, qui vivent de rapines. Parmi eux se trouvait un Tatar de Tiflis, que ses instincts nomades avaient enchaîné à leur destinée. L'autre tente,

rayée de couleurs fanées par le soleil ou les pluies, était occupée par des femmes en haillons, presque nues, sauf l'une d'elles, grande, belle et jeune encore, bizarrement accoutrée, couverte d'anneaux, de fausses pierreries, d'amulettes, qui se tenait au centre et paraissait être la souveraine de la horde.

Datho, pour égayer ses loisirs, filait de la laine devant sa porte; sa femme accourut et voulut savoir sa bonne aventure. Une vieille bohémienne, tannée, laide à épouvanter Satan lui-même, contenta son envie moyennant un *chaour*. Dimitri sortit en ce moment de la cabane, et, pendant qu'il s'approchait, le Tatar, qui le reconnut sous son déguisement, dit à voix basse à la grande bohémienne : — Domenti-Bek ! — Puis il ajouta d'autres mots en tatar, langue que le prince parlait aussi. — Et Naskida, demanda la femme de Datho, ne désire-t-il pas connaître l'avenir? Elle m'a prédit, à moi, que je serais riche.

Déjà la sorcière avait saisi le bras du faux Mingrélien, qui, peu crédule, se laissa faire en souriant. La mécréante fixait sur sa main des yeux attentifs et ardens, elle semblait en étudier les lignes les plus mystérieuses et regardait son visage comme pour percer les voiles de son âme; puis soudain, se dressant dans une pose de prophétesse, elle lui parla ainsi : — Je vois ! je vois ! Ta main est blanche, elle a porté le fusil, non la hache, et tu mourras deux fois. — Dimitri tressaillit. — Ta tête, continua-t-elle, est coiffé du *bachlik* de Mingrélie et non du *koudi* du Karthli; du sang coulera. Tiflis, la ville chaude, n'est pas loin, et ces lignes courbes annoncent que tu as une femme belle comme un épi de maïs. Lorsque le corbeau quitte la corneille, son nid, balancé au vent des hivers, est envahi par un autre corbeau qui pique son plumage avec son bec noir.

— Mais, s'écria le prince, qui sentit la pointe de l'allégorie lui entrer dans le cœur et arracha sa main des griffes de la tzigane, d'où sais-tu?...

Elle leva son doigt vers le ciel et répondit d'une voix gutturale : — Allah ! Allah ! Domenti-Bek !

A son véritable nom, Dimitri frissonna d'épouvante. Par prudence, il reprit son calme et lui demanda où elle allait. — A Koutaïs, en Iméreth, répondit-elle.

— Oui, cria Dimitri irrité, je suis le prince Domenti, et si jamais mon nom sort de votre bouche, je vous la coudrai avec une aiguille rougie au feu, et je ferai pendre ensuite toute votre nichée d'enfer.

Les tziganes, n'ayant nul goût pour la corde, n'attendirent pas le lendemain pour s'esquiver. Ils reployèrent leurs tentes et allèrent peut-être se faire pendre ailleurs. Les trois habitans de la *sakli* tournèrent le dos aux enfans du diable, Datho regardant le bout de

ses sandales, sa femme à demi joyeuse de devenir riche un jour et à demi effrayée du haut rang de son hôte, Dimitri sombre et songeant à la prédiction de la bohémienne.

IV.

Au grand étonnement de ses amis, Grigory était devenu sobre, vertu rare chez un Géorgien; il ne fêtait plus les doukans, il avait renoncé à sa sieste, il rôdait même de temps en temps autour de la cathédrale de Sion, et il était rêveur, presque taciturne. On le rencontrait sur la Perspective-Golovine ou dans les rues voisines, le nez au vent, jouant avec un gros chapelet d'ivoire dont ses doigts comptaient machinalement les grains. — Que peut avoir Grigory? demandait l'un.

— Il s'est réconcilié avec l'eau du Koura, répondait un autre.

— Cela m'étonne, disait un petit marchand; il m'achète une effroyable quantité de poisson salé, et l'eau ne désaltère pas.

— N'a-t-il pas plutôt l'esprit dérangé?

— Peut-être a-t-il vu des fantômes dans le cimetière.

— Non, sa grand'mère vient chaque nuit le menacer des flammes de l'enfer.

Ces bonnes gens le prenaient en pitié. Lui, il laissait jaser, il agissait, écoutait, furetait, espionnait enfin. Comme il l'avait promis à sa femme, il avait cassé sa cruche, mais si adroitement qu'elle contenait encore assez de vin pour l'enivrer un peu à huis clos le dimanche. Il n'aimait pas le son des cloches, qui lui rappelaient ses fatigues de la semaine. Au demeurant, il était dévoué corps et âme aux intérêts du prince. Muni de provisions et de nouvelles, il se rendait souvent à la *sakli* de Datho.

Sous les cieux d'Orient comme sous les brouillards du Nord, le temps adoucit les blessures intimes, quand il ne les guérit pas, et par tout pays l'oubli pousse plus rapidement dans l'âme que l'herbe sur les tombeaux. Daria, attirée avant son mariage par un autre amour, s'aperçut à son miroir que les pleurs ternissaient l'éclat de sa beauté, et de semaine en semaine elle en fut moins prodigue. — Vos larmes ne lui rendront pas la vie, lui disait l'insinuante Salomé, et il faut respecter la volonté de Dieu. — La princesse, qui était dévote, obéit, et au bout de trois mois à peine le défunt était tout à fait oublié.

Vamiran, doué de la subtilité arménienne, avait compris qu'il était prudent de ne point se heurter aux premières douleurs d'une veuve, et il évita avec soin de lui écrire, de la voir ou de la rencontrer. Lorsqu'il pensa que le chagrin avait perdu sa force, il reparut

de nouveau dans la vie de la princesse, dont le cœur se trouva entr'ouvert pour lui. Il s'y glissa sans bruit, comme une couleuvre à travers les fissures d'un rocher. Aux lettres succédèrent de rares visites; puis un jour, Salomé s'étant absentée, il arriva que la main de Daria, à moitié vaincue, tomba par hasard dans la main de Vamiran. Le lendemain, Salomé reçut de lui une riche turquoise. A Tiflis, où l'oisiveté est le fond de l'existence, les nobles et les gens du peuple ne se mêlent que des affaires d'autrui. On commenta les assiduités de Vamiran. Les Arméniens murmuraient, les Géorgiens s'indignaient de voir un Arménien cueillir la plus belle rose de leur jardin. — Oser lever seulement les yeux sur une princesse de sang royal, disaient ces derniers, lui dont le père vendait des clous!

— Oui, répondait quelqu'un, mais il les a changés en or.

— Un lâche, interrompait-on, un renégat qui a pris en France des mœurs inconnues et un costume étranger! Ah! son père n'était pas si fier : il portait, comme nous, le koudi, la ceinture de cuir, la tunique en poil de chameau, les manches longues, et toute sa défroque ne valait pas un *touman* (40 francs). Lui, on le verra bientôt jeter dans la rivière la religion de ses aïeux!

Les semaines, les mois s'écoulaient, lents et monotones, pour le prince Domenti, qui se morfondait dans sa tanière. Il passait presque tout son temps à gravir les montagnes; mais quand les pluies d'automne détrempèrent la terre, quand l'hiver couvrit de neige la nudité de la campagne, il dut se résigner, devant le foyer fumeux de la *sakli*, à dévorer l'ennui de sa solitude. Les jours de gelée, il chassait le loup et le renard. La saison rude redouble la misère du paysan géorgien; s'il est paresseux, du moins il oppose aux rigueurs de la pauvreté une force d'inertie qui révèle la douceur de son caractère. Datho et sa femme, on se l'imagine, n'étaient pas pour Dimitri de bien joyeux compagnons, car, malgré ses ordres de le traiter comme leur égal, ils n'avaient garde d'oublier le haut rang du Mingrélien. En face d'eux, Dimitri vivait silencieux, le cœur rempli de sinistres pensées, retournant le fer dans sa plaie, et attendant l'occasion de se venger. Comment? Il l'ignorait encore; mais souvent la jalousie est patiente, elle sait guetter sa proie. Les images du passé, les souvenirs de son bonheur, les insultes faites à son amour, à sa dignité de gentilhomme, tout cela voltigeait autour de lui durant les longues heures de l'hiver. Entendait-il sur la route, qui était voisine, le bruit d'un *arba* (charrette) ou le pas d'un cheval, d'un bond il franchissait le seuil de la cabane pour voir si ce n'était point Grigory. Par une pluie battante de mars, ce dernier survint un matin, mouillé jusqu'aux os. Dimitri fronça le sourcil et courut au-devant de lui. Il apprit que Vamiran visitait presque tous

les jours la princesse, et devait abjurer prochainement le culte arménien. — C'est bien, dit-il d'une voix étranglée. Viens te réchauffer.

Cinq mois cependant s'étaient passés. Daria avait quitté ses habits de deuil. La médisance et la calomnie avaient épuisé leurs malices contre elle; on s'accoutuma à la voir reparaître dans les opulens salons de Tiflis, dont son nom lui ouvrait toutes les portes, lorsque soudain la rumeur publique s'éveilla de nouveau, surtout dans les hauts rangs de la société. La princesse Domenti devait prochainement épouser l'Arménien Vamiran. Quel scandale! Une veuve se remariant! Une princesse géorgienne épousant un Arménien, même converti! Rassemblés sur la place d'Érivan, les Arméniens oubliaient leurs affaires pour envoyer sous mille formes leur malédiction au parjure Vamiran, et les Géorgiens se lamentaient de voir les idées européennes se greffer sur le vieil arbre indigène. Le prince Domenti sut par Grigory l'époque précise fixée pour la célébration du mariage, et il lui dit en souriant: — Grigory, ce jour-là, il me faut dès le matin un cheval. Je reviendrai seul à ta maison, où tu m'attendras. Là, je couperai ma longue barbe, et je me revêtirai des habits que je portais dans mon cercueil. Il est temps de redevenir prince.

— Bien, répondit le serviteur, s'imaginant que son maître allait enfin mettre un terme à ses fatigues et à ses craintes.

Vers le milieu du mois d'août, à six heures du soir, la noblesse de Géorgie se pressait dans les somptueux appartemens de la princesse Daria. Les bougies de cire parfumée rayonnaient sur les rubis et les diamans; de nombreux domestiques offraient des fruits de Perse, des confitures de Turquie, des pâtisseries, des vins de Kakhétie, et des liqueurs à profusion. Des musiciens rangés autour du salon principal animaient la joie des conviés par des chants de circonstance, les uns tatars, les autres géorgiens, en l'honneur de la nouvelle épousée, dont on célébrait les vertus et la beauté. Les dames, parées de leurs plus riches vêtemens, assises sur des divans, ressemblaient, par les éclatantes couleurs de leurs costumes, à un jardin tout en fleurs. Daria était vêtue d'une robe de soie blanche, avec une ceinture et une gorgerette roses; ses pieds se perdaient dans de petits souliers de satin; son voile de dentelle, retombant sur ses épaules, faisait ressortir quinze lourdes tresses brunes qui traînaient sur des tapis d'Ispahan. Le diadème qui couronnait son front était brodé de diamans. Au centre de ce diadème brillait une améthyste d'une valeur inappréciable, qui avait orné l'écrin de la race des Bagratides : elle avait été, disait-on, trouvée sur le mont Ararat, et contenait une goutte d'eau qui tremblait, et qui passait pour être la première larme d'Aïsha (Ève). Entraînée par la musi-

que, une jeune fille s'élança au milieu de la salle et dansa la danse géorgienne, tournant nonchalamment sur le tapis, comme si elle eût glissé, et arrondissant ses bras autour de sa tête. Les mouvemens étaient d'abord tendres, langoureux; les yeux de la danseuse se baissaient avec une pudeur charmante, puis elle les relevait, noirs d'ardeur, s'animait, courait, tourbillonnait, s'arrêtait soudain, comme pour défier un amant invisible, et bondissait encore d'un pied ailé, le corps voluptueusement ployé en arrière, et ralentissait de nouveau la mesure. Sur sa bouche passaient tour à tour un sourire amoureux et une moue de dédain. Son voile, sa ceinture, flottaient gracieusement. Les hommes accompagnaient la musique en frappant des mains. La danse cessa, et au son de la *dahira* (tambourin à grelots) et du *tchongouri* (guitare à trois cordes) un chanteur tatar entonna un hymne de fiançailles qui représente la joie de la fiancée et le désespoir de la vierge qui n'aura point d'époux. Cet hymne rappelle une cérémonie touchante nommée *vitchak*. La veille de l'Épiphanie ou du premier jour de l'année, une jeune fille s'en va, de minuit à trois heures du matin, silencieuse et cachée dans sa *tchadra*, puiser de l'eau à chacune des sources du voisinage, pour laver ses cheveux et la tête de ses amis réunis à cette fête nocturne. Elle rentre, et pendant qu'un Tatar chante, dès le lever du soleil elle effeuille une à une les fleurs d'un bouquet. Cette coutume se retrouve encore dans les villages et quelquefois chez les gens riches.

Le Tatar chanta :

« J'ai une pomme ornée; mon frère me l'a demandée, je la lui ai refusée : elle m'a été donnée par mon bien-aimé.

« Le ruisseau court à petites vagues; sur le ruisseau nagent deux pommes. Voilà mon bien-aimé qui revient; je le vois agiter sa main et son koudi.

« A côté de notre maison fleurit un potager; dans ce potager croît une herbe qu'il faut couper pour le beau garçon : A belle fille beau garçon!

« J'ai cuit du pain de froment, il m'a semblé d'orge... Et tu es loin d'ici, mon bien-aimé; mais, ton voyage fini, les paroles couleront de ta bouche, douces comme du miel.

« En chantant la rose, j'ai cueilli des fleurs; je rassemblerai ces fleurs et les mettrai dans un sac, et ce sac, je le coudrai tout alentour. J'irai rôder d'une cabane à l'autre, et je trouverai un plus beau garçon que toi.

« J'ai grimpé sur une montagne escarpée pour laver les vêtemens de noce. Le savon était doré; dans les yeux j'avais des larmes amères... O parens, ne vous affligez pas : quand je suis née, c'était déjà le destin!

« Je suis allée sous la pierre pesante, et je n'ai pris qu'un seul vêtement... Ah! dites à mes parens que la part lourde m'était échue. »

Il était environ sept heures du soir. Déjà les cloches de la cathédrale sonnaient à grandes volées et annonçaient l'arrivée prochaine

du prêtre qui allait bénir les deux époux sous le toit de la fiancée, selon l'usage du pays, avant la pompeuse cérémonie dans l'église, à la lueur des flambeaux et des cierges. A ce moment même, Dimitri, pâle comme un mort, ému, mais calme en apparence, se dirigeait mystérieusement vers sa maison par des sentiers détournés. Il escalada la muraille de la cour, et Mourzik, son vieux chien, vint lui lécher les mains. En se cachant la figure, il se fraya un passage à travers le peuple des domestiques, qui ne le reconnurent pas ou le prirent pour un invité. Il entra d'un pas ferme dans la salle en même temps que le prêtre, et, serrant la poignée de son *kindjal*, il se posa droit devant sa femme, sans ôter son koudi, et s'écria d'une voix mâle : — C'est moi, Dimitri Domenti! — La princesse, terrifiée par l'apparition du fantôme conjugal, tomba à la renverse et s'évanouit. La foule, saisie d'étonnement et d'épouvante, se précipita en tumulte vers les portes. La princesse se mourait. Dimitri, la haine dans les yeux, se retourna vers l'Arménien et lui dit froidement : — Vamiran, la noce est finie!...

Un moment de silence avait succédé à l'étrange récit du prince Alexandré. — Eh bien! me demanda-t-il un peu inquiet, que pensez-vous de mon histoire? Ne sommes-nous pas des barbares? Êtes-vous convaincu maintenant? Ce prince Dimitri Domenti a connu tous les raffinemens de la civilisation européenne, sa curiosité l'a porté dans divers pays, et cependant cet homme, au sortir de la tombe, n'a pas su pardonner; la passion qui l'agitait a étouffé en lui les sentimens généreux de l'homme civilisé. Nous, Géorgiens, quoique chrétiens, nous ressemblons un peu à certain pacha mahométan, aimable et doux à Paris, féroce à Trébizonde. L'air du pays nous rend le caractère que nous paraissions avoir perdu. Cette histoire n'est pas, je vous le jure, un conte fait à plaisir; à Tiflis, l'on s'en souvient encore, et l'on en parle le soir, à la veillée, mais en l'ornant un peu. Je la tiens de la bouche du prince Dimitri lui-même.

— Qu'est devenu Grigory?

— Son ancien maître a récompensé son dévouement. Grigor a quitté la pelle et la bêche. Tenez, cet homme rond et enluminé qui se pavane devant sa porte, c'est lui, c'est Grigory. Cette belle boutique où se mêlent les fruits, les fleurs et les légumes, lui a été donnée par son ancien maître. Datho cultive en paix son petit champ. Vamiran, qui est resté Arménien dans l'âme, spécule et s'enrichit encore.

— Et le prince Domenti?

— Il voyage.

HENRI CANTEL.

LA

GUERRE DU MEXIQUE

ET

LES PUISSANCES EUROPÉENNES

I. *Correspondence relating to affairs in Mexico.* — II. *Documens espagnols sur le Mexique.* — III. — *Documens français, Lettre au ministre des affaires étrangères,* mai 1862.

Ce n'est pas dans le vieux monde seulement que se jouent les destinées de la race humaine; elles s'agitent partout, dans le Nouveau-Monde comme dans l'ancien, à travers une multitude d'épisodes éclatans ou obscurs, et qui laissent voir la civilisation dans ses mêlées confuses, dans ses diversions, dans ses aventures. La politique de notre temps est pleine de ces épisodes hasardeux qui sont comme des défis jetés à l'inconnu. Un des plus récens, un des plus singuliers est assurément cette affaire du Mexique, si fertile en surprises, si troublée dans son cours, si énigmatique encore dans son dénoûment, et qui, sous une forme aussi dramatique qu'imprévue, résume aujourd'hui l'histoire du monde hispano-américain dans ses révolutions intérieures, dans ses rapports avec l'Europe, dans son contact avec la civilisation universelle. Certes, de toutes les républiques américaines qui, en s'émancipant de la domination de l'Espagne, se précipitaient, il y a un demi-siècle, dans les orages d'une vie indépendante, la république mexicaine n'est point la seule qui ait offert le spectacle d'une indescriptible anarchie. On parcourrait l'Amérique de la Sonora au cap Horn, qu'on trouverait partout

les mêmes phénomènes d'agitation désordonnée, — partout, excepté au Chili, où un bon sens populaire assez développé a su défendre un peu d'ordre, et au Paraguay, où la vie de claustration prolongée sous le régime du docteur Francia a contenu du moins les instincts de guerre civile. C'est un malheur peut-être inévitable, peut-être inhérent à une émancipation prématurée; mais enfin c'est la condition fatale de ces républiques que toutes ou presque toutes aient passé par ces épreuves de révolutions et de conflits extérieurs qui s'enchaînent, qui s'engendrent perpétuellement. Le Mexique n'a qu'un privilége, celui de résumer sous une forme plus saisissante et dans un cadre plus étendu ce travail de décomposition inexorablement croissant, à peine interrompu par quelques trêves, et en présence duquel un dictateur rentrant dans son pays, le général Santa-Anna, disait un jour : « Mexicains, nous nous sommes trop laissé dominer par des idées chimériques; nous avons perdu trop de temps en dissensions intestines. Une triste réalité est venue nous apporter la plus funeste déception. Où en sommes-nous après trente ans d'indépendance? Jetez un coup d'œil sur la carte de votre patrie, et vous trouverez une grande partie de votre territoire perdue. Quel est votre crédit au dehors? Quelle est votre réputation auprès des nations étrangères?... » Le dictateur mexicain parlait ainsi il y a près de dix ans, avant que la guerre civile, se réveillant de nouveau, n'eût fait passer cette malheureuse république par des alternatives plus terribles encore, à l'issue desquelles elle s'est trouvée en face de l'intervention étrangère.

C'est là en effet l'histoire du Mexique depuis sept ans : la guerre civile est devenue la condition fatale et permanente du pays. On a tant abusé de ces mots de conservateurs, de libéraux, de constitutionnels et même de *constitutionnalistes*, — expression nouvelle de quelque nuance sans doute inconnue de libéralisme, — que ce serait la plus puérile des erreurs de chercher dans ce mirage une sérieuse réalité politique, le secret des révolutions mexicaines. La vérité est que depuis sept ans le pays est livré à des partis qui occupent alternativement Mexico, sans étendre le plus souvent leur autorité au reste de la république, et que dans ces chocs de factions contraires, sous l'apparence de conflits d'opinions, c'est le règne universel de la dictature errante des chefs de bandes. Un jour, tout à l'origine de la situation actuelle, c'est une insurrection, conduite par un vieil Indien du sud, Alvarez, qui triomphe de Santa-Anna et inaugure une nouvelle ère radicale, démocratique. Un autre jour, c'est la réaction conservatrice qui triomphe à Mexico, qui se personnifie bientôt dans un jeune homme énergique de plus de hardiesse militaire que de sens politique, le général Miguel Miramon, tandis que

la révolution, momentanément vaincue, se réfugie à la Vera-Cruz avec M. Benito Juarez, qui commence à devenir un personnage, et dès lors une lutte acharnée s'engage entre ces deux pouvoirs ennemis. Sont-ils conservateurs? sont-ils libéraux? Je ne sais. L'un, il est vrai, représente le clergé, l'armée, les classes supérieures, des intérêts opiniâtres, des traditions surannées; l'autre, M. Juarez, inscrit sur son drapeau le libéralisme, les réformes; il groupe autour de lui des intérêts nouveaux par la dépossession du clergé; il a une armée composée de chefs de partisans, de *licenciés* transformés en généraux. Au fond, c'est une désorganisation universelle, une lutte où le pays est la première, la grande victime, jusqu'à ce qu'enfin M. Juarez reste maître de la situation et aille à son tour régner à Mexico après avoir régné à la Vera-Cruz. Si on regardait de plus près ces événemens, on y découvrirait peut-être un phénomène bien autrement caractéristique, bien autrement grave que la victoire de certaines idées libérales, quelque rôle que jouent ces idées dans les programmes du parti triomphant; on y verrait l'avénement au pouvoir de la race indienne dans la personne du nouveau président, Indien lui-même, ayant les passions, la ruse, le fanatisme de l'Indien et l'ambition d'une race qui sent sa force au sein d'une société incohérente où sur sept millions d'hommes il n'y a pas plus d'un million d'Européens. Sans doute dans les guerres civiles mexicaines tous les partis se sont toujours servis de ces malheureux Indiens, en les poussant à des luttes dont ils ne recueillaient aucun bienfait et dont ils ne comprenaient pas même le sens. La victoire de M. Juarez, il y a deux ans, avait une bien autre signification; elle représentait l'importance nouvelle de l'élément indien dans la politique. Alors, en présence de cet événement, la scène change. C'est le parti de M. Juarez qui devient le gouvernement à peu près reconnu du Mexique, d'insurgé qu'il était la veille; ce sont les bandes conservatrices qui tiennent la campagne, conduites, non plus par Miramon, qui va rejoindre tous les présidens exilés, mais par des chefs tels que Leonardo Marquez, Vicario, Cobos, qui étaient la veille des généraux du gouvernement et qui deviennent à leur tour des insurgés, opposant drapeau à drapeau, harcelant le pouvoir de M. Juarez et le menaçant quelquefois jusque dans Mexico. Ce n'est pas un dénoûment, c'est un changement de rôles entre les partis toujours en armes.

Deux faits se sont surtout développés dans cet enchaînement de convulsions qui sont l'essence de la vie mexicaine depuis quelques années. La guerre civile, en se prolongeant, en se compliquant, a pris un caractère d'implacable fureur, de déprédation violente, et cette invasion de l'élément indien que je signalais n'est peut-être

pas étrangère à l'acharnement de la lutte. Quoi qu'il en soit, entre les deux partis c'est un combat à outrance plein de meurtres et de dévastations, et sur ce terrain, il faut le dire, c'est une sinistre émulation. Il y a un an à peine, au mois de juillet 1861, un homme qui avait été le ministre des affaires étrangères de M. Juarez, don Melchior Ocampo, fut pris dans une maison de campagne par une bande d'insurgés; on le passa immédiatement par les armes sur la simple constatation de son identité. Que faisait de son côté le congrès de Mexico en apprenant cette exécution? Il répondait en mettant à prix les têtes de sept des principaux chefs conservateurs : 70,000 piastres pour sept têtes! Ce qu'était devenue cette guerre civile, on peut le voir par une sorte de programme parti au même instant du camp réactionnaire. « Que signifie la mort d'Ocampo? disait-on; c'est la plus juste, la plus convenable, la plus opportune des représailles. Ils ont dit : « Ocampo était la gloire du parti démocratique, le défenseur de la réforme, un des hommes les plus purs de la révolution; » il était naturel, par cela même, que sa mort suivît immédiatement sa capture. Depuis que le sang de l'immortel Manero fut brutalement jeté au visage de ses amis, toutes les victimes de la révolution réclament du sang. C'est du sang que veulent les ombres du vaillant Orihuela, de l'héroïque Blancarte, du brave colonel Pielago, de l'infortuné Arguelles, et aussi les froids assassinats du mont des *Cruces*, et les dernières fusillades du Palais-National... Dès aujourd'hui les événemens prendront un nouvel aspect, la comédie sera un drame. La guerre qui a été jusqu'ici dévastatrice, cruelle, sera à l'avenir féroce, sanglante, véritablement mortelle. Plus de ces traits de chevalerie, de ces considérations politiques, de ces attentions courtoises et de ces respects de l'humanité qui caractérisent la guerre chez les nations civilisées. Non, on nous exclut des garanties assurées à tous les hommes, on excite la cupidité des criminels en mettant nos têtes à prix. Soit, la réaction accepte... Guerre donc, guerre d'extermination, guerre sans miséricorde! la réaction ne demande ni n'accorde de merci!... » C'est entre ces défis sanglans et ces actes d'extermination de partis impuissans à se réduire que s'est formée au Mexique, parmi les hommes étrangers aux passions extrêmes, cette pensée d'un appel à l'Europe, invoquée comme médiatrice de civilisation et d'humanité, pensée qui n'était pas, autant qu'on le croit, le rêve de quelques émigrés jetés hors de leur pays.

Un autre caractère de cette guerre, qui mettait plus directement en cause l'Europe elle-même et qui lui créait une sorte d'obligation en lui donnant des armes, c'est que la sécurité de tous les intérêts étrangers n'a fait que devenir chaque jour plus problématique au milieu de ces scènes de meurtre et de dévastation. Des consuls as-

sassinés ou emprisonnés, des convois d'argent pillés alternativement par les deux partis, des conventions incessamment violées, tous les Européens, Allemands, Français, Anglais, Espagnols, atteints dans leur vie ou dans leur propriété, soumis au régime des exactions et des contributions forcées, c'est là depuis longtemps la désastreuse histoire des colonies étrangères au Mexique. Quelle était notamment la situation de la France, de l'Angleterre et de l'Espagne en 1861, à la veille de l'intervention? La France avait à réclamer pour une multitude de ses nationaux pressurés ou égorgés, pour deux ou trois conventions toujours inexécutées. Un de ses agens, son consul à Tepic, avait été assassiné, et c'était un des officiers des bandes libérales, le colonel Rojas, qui avait été le promoteur de ce meurtre. A Mexico même, au mois d'août 1861, le ministre de France, M. Dubois de Saligny, était attaqué à main armée et menacé dans sa vie sans obtenir aucune protection du chef de la police du gouvernement. L'Angleterre avait aussi à réclamer pour un vol officiel de 600,000 piastres fait à la légation même de vive force, pour le rapt d'un convoi d'argent récemment pillé à Laguna-Seca. Quant à l'Espagne, ses griefs étaient plus nombreux et plus graves, et ils remontaient plus haut; ils dataient originairement d'une convention de 1853 qui n'avait jamais eu d'exécution. En 1856, de véritables massacres avaient été organisés contre les Espagnols dans les environs de Cuernavaca. Dès l'avénement de M. Juarez, le lendemain, l'ambassadeur de la reine, M. Pacheco, avait été brutalement expulsé. Ce ne sont là que quelques-uns des faits principaux.

Je n'ignore pas que l'Europe, dans ses rapports avec l'Amérique et particulièrement avec la république mexicaine, peut être portée quelquefois à pousser fort loin la protection d'intérêts qui ne sont pas tous également respectables. C'est la conséquence d'une situation violente où l'excès de la protection ne suffit même pas. Je ne nie pas non plus que tous les partis n'aient leur responsabilité dans les incidens que je signalais, que des convois d'argent n'aient été pillés par les chefs conservateurs, que le vol fait il y a deux ans à la légation britannique n'ait été notamment l'œuvre de Miramon; mais ce qu'on peut dire, c'est que ces exactions, ce mépris des intérêts étrangers ont pris surtout un caractère systématique depuis l'avénement au pouvoir de M. Juarez et de son parti. Rien ne le prouvait mieux que cette résolution étrange d'un gouvernement et d'un congrès prononçant, par la loi du 17 juillet 1861, la suspension de toutes les conventions étrangères, abolissant de leur propre autorité des garanties revêtues de l'inviolabilité diplomatique, et prétendant donner une sorte de sanction légale à ce qui n'était du moins jusque-là qu'un fait criant et abusif.

Il y a des publicistes, des politiques, qui ne voient dans M. Juarez que le représentant des idées libérales, et dans le gouvernement actuel du Mexique qu'une personnification de l'esprit de progrès injustement assaillie. Ils ne devraient pas, je pense, mêler ici ce grand mot de libéralisme, qui a certes une autre signification. Ce n'est pas de libéralisme qu'il s'agit au Mexique. La moralité de ces guerres civiles mexicaines au point de vue extérieur, un journal anglais publié à Mexico l'exprimait, il y a un an, avec une brutalité qui n'épargnait aucun parti. « L'expérience que nous avons faite des procédés des deux factions qui dévastent le pays, disait-il, laisse peu d'espoir de remède, parce qu'aucune de ces factions n'a un atome de patriotisme, n'est capable de sacrifices pour le bien général, et ne se soucie d'abandonner la lucrative profession à laquelle elle se livre, c'est-à-dire la spoliation des propriétés des étrangers aussi bien que des nationaux. Je parle des deux factions, parce que, qu'il s'agisse du prétendu gouvernement ou de l'insurrection, le résultat est le même. Toute la différence consiste en ce que le premier vole au nom de la loi, au moyen d'emprunts forcés, tandis que la seconde brise nos portes les armes à la main, et enlève tout ce qu'elle trouve au cri de la religion et de l'ordre. Mais la question principale, et du plus grand intérêt pour nous, est celle-ci : ne peut-on mettre une borne à de tels actes de violence et de spoliation contre les personnes et les propriétés des sujets anglais et des autres étrangers? Il se peut que nous soyons trop intéressés dans la solution de cette question pour juger avec impartialité; mais cela nous paraît certainement une anomalie, qu'une nation aussi puissante que la Grande-Bretagne permette que ses sujets soient pillés, expulsés, maltraités par un peuple de métis, et qu'elle ne trouve aucun remède à ce mal. » J'ajouterai qu'une question plus générale et plus élevée, plus grave pour la sécurité du Nouveau-Monde lui-même, naissait irrésistiblement pour l'Europe ce cet ensemble de complications. Fallait-il attendre que la dissolution du Mexique, si étrangement précipitée par les guerres civiles, fût arrivée à son terme, et que les États-Unis, retrouvant la liberté de leur action, pussent poursuivre l'œuvre d'annexion qu'ils n'ont accomplie jusqu'ici que partiellement, tantôt par la guerre, tantôt par des traités déguisant sous des prêts des cessions de territoire, en achetant, lambeau par lambeau, les plus fertiles provinces de cette malheureuse république? S'il y avait pour l'Europe un intérêt assez sérieux à ce que le Mexique existât encore, et ne fût point définitivement condamné à être absorbé, le moment d'une tentative n'était-il point venu?

Et c'est ainsi que cette pensée d'une intervention européenne naissait d'un sentiment universel de lassitude, de l'impuissance de

tous les partis mexicains, et des conditions de rapports extérieurs créés par des révolutions sans terme; elle naissait d'une nécessité immédiate de protection, de sécurité, de réparation, d'un sentiment d'humanité aussi bien que d'une idée d'avenir, et cette pensée n'était pas même nouvelle : elle s'était manifestée déjà lorsque la guerre civile sévissait dans toute son intensité entre Miramon et M. Juarez. L'Angleterre et la France avaient offert leur médiation, et la première condition était déjà que le pays serait consulté, qu'un congrès général serait appelé à constituer la république. Que s'était-il passé depuis ce moment jusqu'en 1861, et quelle différence y avait-il entre les deux époques? Lorsque se produisait ce premier et inutile essai de médiation, Miramon occupait Mexico, M. Juarez était à la Vera-Cruz, et les bandes libérales dévastaient le pays. En 1861, je le disais, c'était M. Juarez qui siégeait à Mexico, tandis que les bandes conservatrices à leur tour se répandaient de tous côtés, tenant en échec le gouvernement nouveau. Au fond, l'anarchie était la même, les griefs n'avaient fait que se multiplier et s'aggraver.

Tout ramenait donc l'Europe à cette nécessité d'assurer la protection de ses intérêts, la réparation de ses griefs, en aidant au besoin le Mexique à se raffermir, à se réorganiser dans des conditions d'une sécurité durable. Seulement sous quelles formes et dans quelles limites cette intervention pouvait-elle se réaliser pour devenir efficace, pour faire marcher ensemble la protection des intérêts européens compromis et la reconstitution possible du Mexique? Dans quelle mesure les diverses puissances étaient-elles disposées à faire sentir leur action? Comment combiner les vues, les intérêts, les desseins de gouvernemens rapprochés par ce premier lien d'injures communes à venger? C'est alors que survient le traité du 31 octobre 1861 entre la France, l'Angleterre et l'Espagne, associant leurs griefs et leurs plaintes.

Jusque-là, les trois puissances s'étaient bornées à échanger des vues bien plus qu'elles n'avaient formé des projets; elles avaient noué, interrompu, renoué de temps à autre des conversations diplomatiques bien plus qu'elles n'avaient songé à aller au Mexique essayer de créer une situation nouvelle. Jusqu'au dernier moment, l'Angleterre négociait; son représentant, sir Charles Wike, s'efforçait d'en finir par une convention ajoutée à tant d'autres conventions : il croyait avoir réussi lorsque le congrès de Mexico refusait de sanctionner ce dernier essai de transaction. Jusqu'à la dernière heure, la France, elle aussi, en était à tenter de faire accepter ses réclamations. L'Espagne elle-même, bien qu'en rupture ouverte avec le gouvernement mexicain, négociait par l'intermédiaire du ministre de France, resté chargé de la protection des intérêts espagnols. Depuis

bien des années déjà, l'Espagne essayait périodiquement de sonder la France et l'Angleterre pour les provoquer à une démonstration collective. Agitée de velléités et de désirs d'action, elle hésitait visiblement à s'engager seule; elle sentait le danger de s'aventurer dans une entreprise sérieuse en face des États-Unis, qui alors n'étaient pas eux-mêmes livrés à la guerre civile; elle n'ignorait pas que, plus que toute autre puissance, elle pouvait rencontrer au Mexique une résistance de sentiment national, les vieilles haines de la guerre de l'indépendance; enfin elle ne se sentait pas, et elle l'avouait, des forces navales suffisantes pour en appeler définitivement aux armes. C'est ce que le ministre des affaires étrangères, M. Calderon Collantès, répondait en 1859 à M. Pacheco, qui demandait qu'on agît énergiquement. L'Espagne se préparait sans doute, elle parlait quelquefois de partir seule; mais elle n'était pas partie, et en attendant elle épuisait les dernières ressources des négociations. Il n'y avait donc encore en 1861 que des efforts isolés et divergens. Le traité du 31 octobre venait donner une forme précise à une pensée jusque-là indécise et confuse. Une situation toute nouvelle s'ouvrait dès lors. On a là l'expédition mexicaine dans son point de départ, dans sa conception première. On ne négociait plus, on s'alliait pour agir; on savait d'où l'on partait, mais savait-on vers quel but on marchait et ce qu'on allait faire?

Certes, à n'observer que la situation générale du monde occidental, cette multitude de questions qui s'agitent en Europe, tous ces problèmes de réforme, de réorganisation, de nationalité, qui d'une heure à l'autre peuvent enflammer un continent où se débattent pour nous des intérêts de grandeur bien autrement puissans, — à n'observer que cette situation, peut-être eût-il mieux valu se borner à une action sommaire, essayer encore une fois d'infliger une correction à l'anarchie mexicaine, et de conquérir un peu de sécurité pour les intérêts européens sans se hasarder dans l'inconnu. C'est un doute qui a surgi à la fois dans bien des esprits, qui a pesé et qui pèse encore sur cette expédition du Mexique. Une action sommaire se bornant à demander et à imposer des satisfactions, des réparations toutes matérielles, était-ce là cependant la pensée de l'alliance du 31 octobre? En présence de toutes les interprétations qui sont entrées en conflit et qui ont conduit à un dénoûment si étrange, il faut bien se rappeler ce que dit ce traité du 31 octobre. Il dit que la France, l'Angleterre et l'Espagne, « se trouvant placées par la conduite arbitraire et vexatoire des autorités de la république du Mexique dans la nécessité d'exiger de ces autorités une protection plus efficace pour les personnes et les propriétés de leurs sujets, ainsi que l'exécution des obligations contractées envers elles par la république du

Mexique, se sont entendues pour conclure entre elles une convention dans le but de combiner leur action commune; » il dit encore que la France, l'Angleterre et l'Espagne enverront immédiatement des forces de terre et de mer pour pouvoir saisir et occuper les diverses positions militaires du littoral mexicain, et que « les commandans des forces alliées seront en outre autorisés à accomplir les autres opérations qui seraient jugées sur les lieux les plus propres à atteindre le but spécifié dans le préambule; » il dit enfin que les puissances alliées « s'engagent à ne rechercher pour elles-mêmes dans l'emploi des mesures coercitives prévues par la convention aucune acquisition de territoire, ni aucun avantage particulier, et à n'exercer dans les affaires intérieures du Mexique aucune influence de nature à porter atteinte au droit de la nation mexicaine de choisir et de constituer librement la forme de son gouvernement. » Quelque confusion et quelques réticences qu'il y ait dans ce traité du 31 octobre, il a évidemment un sens qui se dégage de lui-même. Il ne stipule que l'occupation du littoral mexicain, mais en même temps il laisse entrevoir une marche dans l'intérieur; il éloigne toute idée d'une transformation du Mexique sous la pression d'une force étrangère, mais il va manifestement jusqu'à prévoir une transformation librement accomplie par la nation mexicaine en présence et sous la protection des armées alliées.

Il y a mieux, ce qu'il y avait de plus scabreux, de plus problématique dans l'entreprise, cette arrière-pensée de chercher une sécurité nouvelle dans la fondation d'une monarchie au Mexique, n'avait rien d'imprévu, rien qui n'eût été débattu et accepté. L'Angleterre elle-même, sans promettre une coopération matérielle au-delà d'une occupation du littoral, sans avoir une illusion bien vive sur une transformation possible de la situation intérieure du Mexique, ne voyait dans un événement semblable rien que de compatible avec le traité du 31 octobre et de moralement favorable. L'Espagne allait bien plus loin : elle voyait dans l'établissement d'un ordre plus régulier et plus stable la seule politique digne de l'Europe; elle aurait voulu qu'on évitât de s'interdire, sous forme diplomatique et ostensible, toute immixtion dans les affaires intérieures mexicaines, de peur que cette obligation ne ressemblât « à la manifestation d'un dessein irrévocable d'abandonner le Mexique à ses propres forces, en rendant impossible l'organisation d'un gouvernement raisonnable par le découragement que la seule crainte de cet abandon pourrait produire dans les esprits droits et éclairés. » Une dépêche de l'ambassadeur de la reine Isabelle à Paris, en date du 13 octobre 1861, révèle les dispositions de la France et de l'Espagne à ce moment. « M. Thouvenel croit, disait M. Mon, que l'expédition en commun

des trois puissances doit avoir pour objet d'obtenir la réparation des offenses connues, mais que si, à la vue de notre action, les Mexicains veulent établir l'ordre dans le gouvernement de leur pays, nous devons leur prêter notre appui de la manière qui nous sera possible; que si, au moyen d'un congrès ou d'un vote spontané, ils veulent fonder une monarchie, nous devons leur prêter le même appui, et que, s'ils ne veulent rien de cela, nous devons nous contenter d'obtenir la réparation de nos griefs. J'ai répondu que c'étaient là les désirs de votre excellence. — M. Thouvenel a voulu me faire quelque indication sur la convenance de choisir un bon prince, si les Mexicains voulaient un roi; mais nous sommes convenus que je ne connaissais à votre excellence d'autre volonté que celle d'aller ensemble au Mexique poursuivre la réparation de nos injures, protéger et appuyer l'établissement d'un gouvernement d'ordre, même de forme monarchique, si tel était le désir des Mexicains. » C'est en présence de cette éventualité prévue et définie, quoique laissée à la libre décision du peuple mexicain, que le traité du 31 octobre était signé, et que des forces militaires allaient partir, cinglant vers le golfe du Mexique.

Une fois sur ce terrain d'une action combinée, il faut le dire, la conséquence était naturelle. Trois puissances, dont deux étaient les premières puissances du monde, ne pouvaient évidemment s'allier dans l'unique dessein d'aller au Mexique venger quelques injures ou chercher des indemnités. Une coalition de la France, de l'Angleterre et de l'Espagne contre le Mexique et M. Juarez n'eût pas été exempte de ridicule. S'il ne s'agissait que d'aller imposer de nouveaux traités pour se retirer ensuite, ce n'était point la peine d'organiser une si formidable machine; chacune des puissances eût suffi par elle-même, on le comprend, à sauvegarder sa propre dignité et ses intérêts. Il y avait donc une autre pensée, et tout s'enchaînait par une irrésistible logique. Le simple fait d'une démonstration collective de l'Europe impliquait un système d'action plus étendu. La répression des attentats commis contre les étrangers n'était rien sans des garanties efficaces et durables; ces garanties, il n'y avait qu'un gouvernement plus stable, plus régulier qui pût les donner; ce gouvernement pouvait devenir une monarchie. C'était là, à vrai dire, la portée, le sens du traité du 31 octobre.

On peut avoir des doutes, je le répète, sur cette politique; mais du moins, pour qu'elle pût garder son prestige et son efficacité, il fallait qu'elle fût suivie avec une ferme et attentive prévoyance. Il fallait savoir où on allait, quelles ressources étaient nécessaires, sur quel terrain on s'engageait; il fallait, si on ne voulait aboutir à quelque déception solennelle, ne point laisser flotter la direction

d'une telle entreprise à la merci des interprétations divergentes et des résolutions contradictoires d'agens livrés à eux-mêmes à deux mille lieues de l'Europe, se contrariant entre eux, contrariant les vues de leurs gouvernemens, et exposés à accomplir des actes irréparables avant de pouvoir être redressés dans leur manière d'envisager les choses. Une fois au Mexique, il fallait en un mot, comme on l'a dit, pouvoir marcher et marcher d'accord. Une intelligence intime et forte était d'autant plus nécessaire qu'on allait se trouver dans une contrée lointaine, sur un terrain inconnu, en face de pouvoirs violens et faibles, dont toute la tactique est de gagner du temps, de se sauver par la ruse, de faire le vide devant les interventions, d'attirer les agens étrangers dans le piége de négociations évasives, de chercher à diviser les représentans européens quand ils ont affaire à plusieurs puissances. Malheureusement, sauf la nécessité d'obtenir des réparations, de venger des griefs, et la résolution d'agir en commun, tout était laissé dans une dangereuse obscurité, et c'est ainsi que commençait une expédition où, sous l'apparence d'une action collective, allaient éclater tous les antagonismes, toutes les contradictions, aggravées par l'éloignement, préparant à l'influence européenne une des plus difficiles épreuves qu'elle ait subies dans le Nouveau-Monde.

Qu'arrivait-il en effet? L'expédition partait au mois de novembre. Elle devait se rallier à La Havane, et, il faut le dire, ce point de ralliement, qui ne souriait pas à l'Angleterre, le gouvernement français l'avait accepté dans un sentiment de galanterie envers l'Espagne, à qui il laissait volontiers le premier rôle en ce moment. Outre les forces navales, le corps de débarquement espagnol devait être de six ou sept mille hommes; les forces françaises ne dépassaient pas deux mille cinq cents hommes; le contingent anglais se composait d'un millier de soldats de marine. L'expédition était à peine partie que les surprises commençaient. A son arrivée dans les eaux des Antilles, elle trouvait l'escadre anglaise tout occupée de l'affaire du *Trent*, qui venait d'éclater, et plus portée à tourner ses regards vers les États-Unis que vers le Mexique. L'affaire du *Trent* était une complication, en ce sens qu'elle pouvait d'un instant à l'autre attirer dans une lutte assurément plus sérieuse toutes les forces anglaises. En touchant à La Havane, on se trouvait en face d'un autre incident. L'expédition espagnole était déjà partie pour le Mexique sans attendre même le général Prim, comte de Reus, qui devait la commander; elle était arrivée devant la Vera-Cruz vers les premiers jours de décembre; elle avait sommé les autorités mexicaines de rendre la ville et le fort de Saint-Jean-d'Ulloa, et les Mexicains s'étaient retirés, laissant les Espagnols débarquer sans

combat, prendre possession du port. Tout cela s'était fait au nom de l'Espagne seule d'abord; seul, le drapeau de Castille flottait sur la ville et sur la citadelle. Les chefs des stations navales de la France et de l'Angleterre dans le golfe du Mexique n'avaient pas eu même le temps de recevoir des instructions de leurs gouvernemens, et n'avaient pu se joindre aux Espagnols.

Cette précipitation était une première complication dans l'affaire du Mexique, et elle était une double faute. Elle était peu explicable d'abord dans un moment où l'Espagne négociait les conditions d'une intervention collective avec la France et l'Angleterre. Le cabinet de Madrid avait eu tout le temps de prévenir le capitaine-général de l'île de Cuba, qui n'avait point ignoré les négociations. L'Espagne avait montré une patience peut-être extrême tant qu'elle n'avait pu compter que sur elle-même pour aller au Mexique. Elle avait vu ses conventions violées depuis 1853, ses nationaux massacrés en 1856, son ambassadeur expulsé brutalement en 1860; elle avait attendu depuis bien des années, elle aurait pu attendre quelques jours encore. Elle avait cédé visiblement à l'impatience de paraître la première en armes au Mexique, de planter la première son drapeau sur la Vera-Cruz. Elle se donnait le tort de ne paraître si impatiente que le jour où elle se sentait assurée du concours de la France et de l'Angleterre, et de plus ce débarquement prématuré, isolé, avait l'inconvénient de compromettre l'intervention européenne en la montrant tout d'abord sous son aspect le moins populaire au Mexique, en intéressant le sentiment national, car c'est un fait constaté et avoué, si les Français et les Anglais peuvent exciter des colères et des irritations au Mexique, les Espagnols seuls sont encore l'objet d'une haine nationale qui s'alimente aux souvenirs de la guerre de l'indépendance. On pourrait même dire que pour les Mexicains la haine de l'Espagne est la forme la plus réelle du sentiment d'indépendance. En arrivant trop vite et trop tôt pour rester d'ailleurs dans l'immobilité plus d'un mois, les Espagnols laissaient aux autorités mexicaines le temps de faire le vide devant l'expédition, d'organiser une sorte de blocus terrestre autour de la Vera-Cruz, et réduisaient les alliés à tout tirer d'eux-mêmes, à ne plus trouver aucune ressource dans le pays.

C'était une faute à tous les points de vue, et une faute par laquelle l'Espagne se préparait une déception d'amour-propre. C'est ce qui arrivait en effet le jour où la France trouvait dans cette précipitation même un motif d'augmenter son contingent pour faire face aux difficultés qui pouvaient surgir, pour rétablir l'équilibre. « J'ai vu le comte Flahaut, écrivait lord John Russell le 20 janvier 1862 à lord Cowley; il m'a dit qu'il était chargé de m'exposer que

le gouvernement français jugeait nécessaire d'envoyer de plus grandes forces de terre au Mexique. Le comte Flahaut croit que la précipitation avec laquelle on a commencé les opérations sans attendre les forces de la France et de l'Angleterre pourrait augmenter les difficultés de l'expédition, qu'il serait maintenant inévitable que les alliés s'avançassent dans l'intérieur, et que dans ce cas non-seulement les forces envoyées étaient considérées comme insuffisantes, mais que, l'affaire prenant ce caractère, l'empereur ne pouvait voir avec plaisir que les forces françaises fussent dans une position d'infériorité vis-à-vis de celles de l'Espagne, au risque de se trouver compromises. J'ai dit à l'ambassadeur français que je regrettais cet événement, mais que je n'avais rien à opposer dès que le gouvernement de l'empereur désirait que les forces de la France ne fussent pas inférieures à celles de l'Espagne. J'observai uniquement qu'il ne serait pas possible au gouvernement de sa majesté britannique de détacher au Mexique un plus grand nombre de troupes anglaises...» La France avait pu laisser d'abord volontiers une sorte de prééminence à l'Espagne dans l'expédition du Mexique; elle ne pouvait lui laisser le droit de peser sur la suite de la question par la supériorité de ses forces. Ainsi on était à peine parti qu'on se trouvait dans l'inconnu, qu'on n'était plus maître de ses résolutions, et que l'expédition se heurtait contre un premier hasard. Ce n'était pourtant encore qu'un commencement, un prologue un peu embarrassé.

On touche au Mexique; on est définitivement à la Vera-Cruz dans les premiers jours de janvier. Tous les plénipotentiaires se trouvent réunis. Le vice-amiral Jurien de La Gravière a le commandement en chef des forces de terre et de mer, et partage les pouvoirs diplomatiques avec M. Dubois de Saligny, ministre de France au Mexique. Sir Charles Wike, envoyé anglais à Mexico, et le commodore Dunlop représentent l'Angleterre. Le général Prim réunit dans ses mains tous les pouvoirs diplomatiques et militaires; il est à la fois général en chef du corps expéditionnaire espagnol et plénipotentiaire de la reine Isabelle. C'est ici justement qu'éclate au milieu de la division des pouvoirs, de l'incohérence des directions, de la divergence des conseils, de toutes les complications prévues ou imprévues d'hommes et de choses, une disproportion singulière entre la pensée première de l'expédition, si tant est qu'on se fût avoué exactement tout ce qu'on allait faire, et les moyens d'action. Et d'abord tout avait-il été bien calculé dans le choix de quelques-uns des hommes chargés d'aller remplir cette obscure et épineuse mission? Le général Prim avait fait sans doute ce *rêve de Vichy* qu'une lettre de l'empereur a révélé depuis, et qui a eu un si singulier réveil: il avait demandé, c'est le général O'Donnell qui l'a dit dans le congrès espagnol, le comman-

dement de l'expédition, et le cabinet de Madrid n'avait point été fâché d'éloigner à ce prix de la scène parlementaire une activité impatiente. Le comte de Reus, je le veux, est un brillant soldat, un esprit vif et hardi, une nature liante et facile : il a de la verve et de l'élan; mais il a marqué jusqu'ici dans la politique plus par sa pétulance et une excentricité un peu indisciplinée que par la maturité et le jugement. Chose à remarquer, seul de tous les généraux espagnols qui auraient pu être choisis, le comte de Reus avait des engagemens dans la question, et ces engagemens n'étaient rien moins que conformes à la mission qu'il allait remplir. Un jour, dans le sénat, dont il est membre, il avait proposé et soutenu un amendement à l'adresse tendant à blâmer nettement les querelles dont l'Espagne poursuivait le Mexique. « Le sénat est d'avis, proposait-il de dire, que l'origine de ces différends est peu honorable pour la nation espagnole, et par cela même il voit avec regret les préparatifs de guerre que fait votre gouvernement, parce que la force des armes ne peut nous donner la raison que nous n'avons pas. » Le général Prim enfin, par une circonstance plus propre à lui créer des embarras qu'à faciliter son rôle, avait des liens de parenté avec un homme d'une position et d'une fortune considérables au Mexique, M. Gonzales Echeverria, qui était le ministre des finances de M. Juarez. Ce n'était pas certainement un motif d'exclusion, et s'il acceptait et sollicitait même la mission d'aller représenter l'Espagne dans l'intervention, c'est qu'il était décidé sans doute à suivre la politique de son gouvernement. Il était difficile pourtant que l'homme ayant ses opinions, ses affinités de parti, ses vues propres, peut-être une ambition, ne se retrouvât pas en lui : en effet, à mesure qu'il s'approchait du Mexique, le général Prim semblait laisser entrevoir la pensée d'une action toute personnelle. Le général Serrano lui-même n'était pas sans le remarquer à La Havane. Le plénipotentiaire anglais, sir Charles Wike, n'était point dans la même position. Il s'était montré, dit-on, à une certaine époque, favorable à l'idée d'une intervention européenne, sans exclure une combinaison monarchique. Pour le moment, il avait des liens avec le gouvernement de M. Juarez, ou du moins avec un homme qui venait d'être appelé au pouvoir à Mexico comme ministre des affaires étrangères, M. Manuel Doblado, un esprit éclairé, souple et habile, d'un libéralisme modéré, mais peu sûr. « C'est un homme de talent et d'influence dans le pays, écrivait sir Charles Wike à lord John Russell le 27 décembre 1861. Son premier acte a été de me prier de ne pas quitter Mexico, désireux qu'il était de faire avec moi un arrangement qui donnât à l'Angleterre des garanties positives. Comme cette proposition me fut faite après l'arrivée du courrier annonçant qu'un traité

pour une intervention avait été signé, je ne pus accepter cette offre avantageuse, ainsi que je l'eusse fait certainement en suivant mes inspirations. » Sir Charles Wike comptait sur M. Manuel Doblado. M. Dubois de Saligny avait plutôt des engagemens avec le parti opposé. Seul peut-être, l'amiral Jurien de La Gravière arrivait sans lien, sans engagement, portant dans cette affaire les qualités d'un esprit conciliant et fin, d'un caractère aussi élevé que loyal, mais ayant aussi à compter avec les difficultés d'une opération où il ne disposait que de forces inférieures à celles du général Prim. C'est entre toutes ces volontés que devait se combiner une action où il y avait à interpréter à chaque pas un traité qui pouvait se prêter à toutes les politiques, et où la première question était de savoir quelle attitude il fallait prendre vis-à-vis du gouvernement existant au Mexique.

Présenter l'ultimatum des réclamations européennes, exiger en garantie l'occupation temporaire de certains points du Mexique, si ces réclamations étaient accueillies, et, si elles n'étaient point acceptées, tenter une marche sur Mexico pour en appeler au pays, pour le provoquer à se reconstituer, c'était là évidemment la pensée des gouvernemens alliés; mais c'est là que commençait la déception. Marcher d'accord et pouvoir marcher, c'était là, je le répète, la condition première. Dès le débarquement, on ne s'entendait plus sur rien. Dès la première conférence, tenue à la Vera-Cruz par les plénipotentiaires, le conflit éclatait à l'occasion des réclamations françaises, de ce qu'on a appelé la créance de la maison Jecker. Sir Charles Wike se refusait absolument à prêter l'appui de la conférence à cette réclamation. Je n'ai point certes le dessein d'apprécier la valeur et la moralité de cette créance Jecker, de cette somme de 15 millions demandée à M. Juarez pour 750,000 piastres prêtées à Miramon à la veille de sa chute; mais ici il y avait une bien autre question : il s'agissait de savoir comment les réclamations devaient être présentées, isolément ou solidairement, si chacune des puissances était juge des prétentions des autres. Le général Prim ne s'y méprenait pas, il faut le dire; il sentait la gravité de la question au point de vue de l'Espagne. « Si chacun, écrivait-il, doit présenter seul ses demandes sans s'inquiéter de celles des autres gouvernemens, l'Espagne pourrait se voir dans cette mauvaise position d'avoir à soutenir seule ses querelles car il ne serait pas impossible que a France et l'Angleterre. voyant le gouvernement espagnol se refuser à appuyer leurs réclamations, cédassent aux instances faites par les autorités mexicaines auprès de leurs représentans pour que ceux-ci se prêtent à un arrangement d'où seraient exclues les réclamations espagnoles, ce qui créerait au gouvernement de sa majesté une situa-

tion très difficile, car il n'y a pas dans ce pays contre les Anglais et les Français les haines et les rancunes qu'il y a contre les Espagnols. » Et cependant le général Prim se rangeait à l'avis de sir Charles Wike en disant qu'il ne pouvait se résigner à mettre l'influence de sa « noble et généreuse nation » et le sang de ses soldats au service de « réclamations si injustes. » Il reconnaissait d'ailleurs qu'il manquait à ses instructions. Et qu'en résultait-il? C'est que dès la première conférence l'objet immédiat de l'alliance se trouvait écarté.

On ne s'entendait pas mieux sur ce qu'on pourrait appeler la question de politique générale, sur la manière de considérer le gouvernement de M. Juarez et la réorganisation du Mexique. L'incertitude était d'autant plus grande que rien de ce qu'on s'était plu à prévoir n'arrivait. Le pays ne s'était nullement soulevé à l'approche des alliés, laissés à la Vera-Cruz dans une solitude inquiétante, et c'était, à vrai dire, fort explicable, car M. Juarez s'était hâté de publier un décret mettant hors la loi comme pirate et condamnant à mort tout individu faisant partie des forces étrangères qui avaient envahi le territoire. Un autre décret, publié dans l'état de Guanajuato, celui-là même dont M. Doblado était gouverneur avant d'être ministre, disait : « Tout individu qui, verbalement ou par écrit, répandra des nouvelles favorables à l'intervention sera expulsé sur-le-champ de l'état, s'il est étranger, et condamné au service militaire, s'il est Mexicain. Si le crime est commis par la voie de la presse, le coupable sera fusillé sur la simple constatation de l'identité. » Aussitôt qu'on touchait à ces questions de réorganisation, le conflit d'opinions et de tendances éclatait. « Vous ne me surprendrez jamais dans aucune intrigue, disait un jour du mois de janvier l'amiral Jurien de La Gravière; il est bon cependant que vous sachiez que toutes les fois que des Mexicains me demanderont conseil, je leur indiquerai le gouvernement monarchique comme étant le seul qui puisse mettre un terme aux dissensions dont le Mexique nous donne depuis si longtemps le triste spectacle. — Le gouvernement monarchique! s'écriait le général Prim, les Mexicains n'en voudront jamais. » Puis, se reprenant, il ajoutait : « Comme sujet moi-même d'une monarchie, comme représentant de la reine Isabelle, je ne saurais sans doute donner d'autres conseils que les vôtres, seulement je les donnerai sans le moindre espoir de les voir écoutés. » Que voulait alors le général Prim? C'est ce qu'il ne disait pas.

Voilà où en était l'accord dès les premiers momens, et ce qu'il y avait de plus grave, c'est qu'au sens le plus strict du mot on ne pouvait marcher et entrer en campagne. On avait bien prévu en Europe un mouvement sur Mexico; mais on n'avait pas pris garde à ceci, qu'il

y avait cent lieues à franchir, vingt-cinq étapes à faire, des déserts sans eau et sans ressources à traverser, des chaînes de montagnes à forcer, des positions fortifiées à enlever. Or, pour exécuter cette marche et ces opérations, l'expédition n'avait ni artillerie suffisante, ni moyens de transport, ni objets de campement. Dans l'armée espagnole, débarquée depuis deux mois, un seul bataillon avait des tentes. Les chefs alliés ne pouvaient qu'à grand'peine former un convoi. On avait pris d'abord quelques campemens à une petite distance de la Vera-Cruz, à la Tejeria, à Medellin. On ne pouvait cependant attendre dans ces positions l'invasion des maladies, et d'ailleurs une inaction prolongée devenait un signe trop visible d'impuissance. Ce fut l'amiral Jurien de La Gravière qui proposa de sortir de cette situation pour aller chercher des positions plus salubres. Il indiquait Jalapa, qui est une des villes principales sur l'ancienne route de Mexico, et il proposait de demander au gouvernement mexicain de ne point s'opposer à cette marche. Le général Prim s'écriait alors : « On a vu quelquefois un gouvernement consentir à laisser occuper par des troupes étrangères soit un des ports de son littoral, soit un des points de ses frontières; mais il est sans exemple qu'un gouvernement ait cédé dans le cœur du pays une position qui ouvre à l'ennemi la route de la capitale. Si vous demandez au gouvernement mexicain à occuper Jalapa et s'il répond par un refus, vous devez être résolus à marcher en avant. Eh bien! je dois le déclarer ici, nous n'avons pas les moyens de conduire à bonne fin une pareille entreprise. En sortant de la Vera-Cruz, j'aurai tout au plus cinq mille hommes disponibles, le commandant français en aura deux mille cinq cents à peine, le commodore anglais cinq cents. C'est donc avec moins de huit mille hommes que vous voulez vous engager dans le pays... Nous serons assez forts sans doute pour sortir vainqueurs d'un premier combat, nous ne le serons pas assez pour résister longtemps avec succès à toutes les attaques de guerrillas qui viendront harceler nos flancs et intercepter nos convois... Un soldat est toujours heureux quand il meurt pour son pays; mais l'effet moral d'un insuccès, l'humiliation de nos trois pavillons, les comptez-vous pour rien, et n'est-ce pas là une considération qui mérite sérieusement qu'on s'y arrête? — Sans aucun doute, ajoutait sir Charles Wike, elle le mérite. » Il y avait assurément du vrai dans ce que le général Prim disait avec feu, et il n'y avait cependant pas moins de vrai dans ce que disait l'amiral : « Nous ne sommes plus maîtres de la situation. Pouvons-nous attendre que dans l'enceinte de la Vera-Cruz un climat meurtrier vienne décimer nos troupes et nous obliger à les rembarquer? Si une pareille décision pouvait sortir du sein de cette conférence, j'ex-

pédierais à l'instant une frégate en France pour demander à l'empereur d'envoyer ici une armée qui n'eût plus à compter que sur elle-même, dussé-je lui demander en même temps de la faire commander par son plus habile général. » C'est ainsi qu'on se débattait entre des impossibilités de diverse nature. De là ce système de temporisation et de compromis où les velléités belliqueuses qui se réveillaient quelquefois cédaient aussitôt au sentiment de la situation, où toutes les divergences ne faisaient que s'accroître, où faute d'accord et de ressources d'action suffisantes on ne pouvait que s'agiter dans le vide, où enfin l'on inclinait peu à peu, sous la pression de circonstances entièrement imprévues, vers un système assez distinct de celui qui avait été primitivement dans la pensée des puissances alliées.

Au lieu d'un ultimatum précis et décisif ne laissant place qu'à un refus ou à une acceptation, on adressait de la Vera-Cruz à Mexico une note collective qui était plutôt une démonstration morale qu'un acte diplomatique, et il y a ici une chose curieuse à observer : on n'avait pu s'entendre sur la présentation des réclamations européennes, qui étaient l'objet immédiat de l'alliance, et on posait au gouvernement de Mexico cette question de réorganisation intérieure, sur laquelle on s'entendait peut-être encore moins; on lui proposait de se suicider, et les plénipotentiaires s'offraient à être « les témoins et au besoin les protecteurs de la régénération mexicaine. » Le gouvernement de M. Juarez répondit naturellement qu'il savait gré aux puissances européennes de leur sollicitude pour le Mexique, mais que le Mexique n'avait pas besoin de leur secours, que les alliés n'avaient qu'à se rembarquer tout d'abord, et puis que les plénipotentiaires pourraient se rendre avec une garde de deux mille hommes à Orizaba, où on négocierait. Ce n'était pas à la vérité une réponse bien sérieuse, et le gouvernement mexicain envoyait en même temps M. Zamacona à la Vera-Cruz pour voir les chefs alliés, pour ne pas laisser tomber la négociation, pour atténuer en un mot l'effet de la réponse officielle. Le premier mouvement du comte de Reus à cette réponse, il faut le dire, avait été de rompre immédiatement et d'entrer en campagne malgré tout; mais il s'était bientôt laissé apaiser par sir Charles Wike, et c'est au reste ce qui arrivait périodiquement à tous les instans de crise. C'est ce qui arrivait aux premiers jours de février, lorsque le général Zaragoza, commandant de l'armée mexicaine, affectant de considérer le général Prim comme le chef de toutes les forces alliées, lui adressait une lettre d'insolente bravade pour lui signifier que, si les troupes européennes dépassaient les campemens qu'elles occupaient autour de la Vera-Cruz, il croirait de son devoir et de son honneur de général mexicain de s'y opposer

par les armes. Le général Prim fut extrêmement irrité, et sur la proposition que lui fit l'amiral Jurien de La Gravière de marcher aussitôt contre Zaragoza, il répondit avec vivacité : « Si telle est votre résolution, je vous promets qu'avant deux jours le général Zaragoza n'aura plus d'armée. — C'est bien en effet ma résolution, reprit l'amiral; je me mettrai en marche au moment précis que vous m'indiquerez. » Survint une parole froide de sir Charles Wike, faisant observer que ce mouvement était impossible, et le feu du général Prim diminua sensiblement. Il écrivit d'abord une réponse très vive à Zaragoza, puis il l'atténua sous l'influence du plénipotentiaire anglais. D'ailleurs l'entreprise n'était pas sans difficulté. Il fallait aller de la Tejeria à la Soledad, où se trouvait l'armée mexicaine, faire sept lieues dans un désert sans eau, puis se battre. On retombait toujours sur cette inexorable réalité.

Au fond, à travers ces incidens, on pouvait suivre un double fait : d'abord un système de négociations pacifiques, de transaction, tendait manifestement à se substituer au système d'action qui avait été dans les prévisions de l'alliance du 31 octobre, et de plus il était visible que le général Prim se rapprochait de plus en plus de sir Charles Wike. Ce n'est pas qu'il n'eût toujours avec l'amiral français les relations cordiales et confiantes qui s'étaient formées dès le commencement de l'expédition; mais dans toutes les résolutions il y avait une évidente intelligence entre le plénipotentiaire espagnol et le plénipotentiaire anglais. Peut-être le bruit de l'arrivée prochaine du général de Lorencez et de nouvelles forces françaises qui, en élevant l'importance de notre contingent, pouvaient diminuer la prépondérance de l'armée espagnole, n'avait-il pas peu contribué a ce rapprochement. Quoi qu'il en soit, l'identité de politique devenait complète; elle résistait même à des incidens pénibles pour l'amour-propre du plénipotentiaire espagnol. Le général Prim, comme sir Charles Wike, inclinait de plus en plus à la paix. L'un et l'autre, écartant et combattant toute combinaison, à leurs yeux chimérique, croyaient pouvoir s'entendre avec l'homme que le ministre d'Angleterre signalait précisément à lord John Russell, et dans lequel ils voyaient le représentant d'un libéralisme modéré, le ministre des affaires étrangères de M. Juarez. Ce fut l'origine d'une entrevue du général Prim et du général Manuel Doblado, entrevue d'où sortait la convention préliminaire de la Soledad, qui imprimait un caractère tout nouveau à l'expédition, ou qui peut-être ne faisait que révéler le caractère qu'elle prenait par degrés, depuis le jour du débarquement, sous la pression de circonstances assurément très compliquées.

Cette convention, signée dans un petit village du Mexique, œuvre propre du général Prim, momentanément chargé de représenter

l'intervention européenne dans l'entrevue du 19 février avec M. Doblado, cette convention de la Soledad, qui a eu la singulière fortune d'exciter des sentimens si divers au Mexique et en Europe, que l'Angleterre approuvait absolument, que l'Espagne, par un prodige de souplesse, blâmait dans chacune de ses clauses pour la sanctionner dans son ensemble comme un fait accompli, et qui devenait de la part de la France l'objet d'un désaveu durement signifié, cette convention, quelle était-elle? Elle reflétait la situation telle que les événemens l'avaient faite; elle ne résolvait rien, et elle laissait tout en suspens jusqu'au 15 avril, jour où devaient s'ouvrir des négociations définitives. Elle ne reconnaissait pas précisément le gouvernement de M. Juarez, que l'on continuait à considérer comme « le dépositaire actuel du pouvoir, » selon les termes des premières communications diplomatiques; mais elle partait de ce point, que ce gouvernement possédait « les élémens de force et d'opinion pour se maintenir, et que dès lors les alliés croyaient pouvoir entrer sur le terrain des traités, afin de formuler les réclamations qu'ils avaient à faire au nom de leurs nations respectives. » Elle autorisait les alliés à aller chercher des campemens plus salubres sur les hauts plateaux du Mexique, à Cordova, à Orizaba, à Tehuacan; mais les forces européennes devaient repasser la chaîne fortifiée du Chiquihuite, qui défend les plateaux, si une rupture survenait. Le drapeau mexicain devait être arboré de nouveau à la Vera-Cruz et à Saint-Jean-d'Ulloa à côté de ceux des alliés. D'autres questions restaient indécises, telles que celle de la douane de la Vera-Cruz, dont on avait pris l'administration depuis le jour du débarquement. Sans doute ce n'était pas pour en venir là que l'alliance du 31 octobre avait été signée et qu'on était allé au Mexique dans l'appareil un peu solennel d'une intervention collective. Il y avait dans ces préliminaires des conditions qui, sans être contraires à la dignité des puissances, étaient du moins contraires à leur politique, et avaient je ne sais quoi d'agaçant. Telle qu'elle apparaissait cependant, cette convention de la Soledad était la rançon décevante, mais inévitable, de la situation, de la divergence des conseils, de l'impossibilité matérielle de marcher, de l'insuffisance des moyens; elle était aussi le résultat du rapprochement du général Prim et de sir Charles Wike, qui ne laissait plus de place à une action réellement décisive. Si d'ailleurs il eût été possible de tenter un coup hardi dès le premier jour du débarquement, ce qui est encore douteux et ce qui eût été toujours hasardeux, cette possibilité avait disparu après un séjour de deux mois, qui avait déjà affaibli les contingens européens. A la lumière d'une telle situation, les préliminaires du 19 février redeviennent un incident de cet imbroglio diplomatique et militaire dont tout le monde mêlait les fils.

Allons au fond des choses : c'était, à vrai dire, un incident à double face. Sans doute la convention de la Soledad était une déviation de la politique générale de l'intervention; elle donnait au gouvernement de M. Juarez, par une reconnaissance tout au moins indirecte, une force morale que les alliés n'avaient point eu précisément l'intention de lui donner, et c'est ce que le ministre des affaires étrangères de Madrid, M. Calderon Collantès, faisait observer au général Prim dans la dépêche qu'il lui adressait le 22 mars. Elle signalait une halte fâcheuse, une secrète impuissance de l'expédition. M. Juarez gagnait ainsi du temps, et pendant cet armistice il pouvait organiser sa défense, accroître les difficultés de l'entreprise pour l'Europe en s'efforçant d'exciter le sentiment national, tandis que d'un autre côté cette halte de l'intervention était de nature à décourager ceux des Mexicains qui ne demandaient pas mieux que de se ranger sous le drapeau de la médiation européenne; elle exaltait M. Juarez et son parti en intimidant non-seulement ses adversaires, mais encore la population neutre et modérée. Enfin dans l'intervalle une complication de plus pouvait surgir. M. Juarez était en négociation avec le ministre des États-Unis, qui offrait en échange de quelques-unes des plus belles provinces mexicaines une somme suffisante pour faire face à la guerre ou pour répondre aux réclamations pécuniaires de l'Europe, et si on laissait s'accomplir cet acte, si ce traité était ratifié à Washington, le nuage pouvait grossir du côté du nord. Je ne parle pas de la saison des contagions, du *vomito*, qui approchait sur le littoral mexicain. C'était là le désavantage de la convention de la Soledad; mais d'un autre côté, si le temps était favorable à M. Juarez, il n'était pas moins nécessaire aux alliés, qui ne pouvaient plus faire un pas sans attendre des instructions nouvelles de l'Europe. En s'avançant dans l'intérieur sans combat et sans obstacle, ceux-ci pouvaient à leur tour parler au pays, populariser l'intervention, gagner les esprits. Une chose est certaine, c'est qu'au point où l'on se trouvait, le chef de l'expédition française ne pouvait que souscrire à cette convention, qu'il considérait comme un armistice. Que pouvait-il faire? Il n'avait avec lui qu'une force disponible de moins de deux mille hommes, une garde pour le drapeau en pays ennemi. En dehors d'un acquiescement, il n'avait d'autre alternative que de poursuivre isolément une action indépendante, ce qui eût été la plus dangereuse des témérités, ou de se rembarquer, ce qui ne pouvait lui venir à l'esprit. En fait, on pourrait dire qu'il y avait en ce moment trois politiques au Mexique, la politique de l'Europe, de l'Espagne aussi bien que de la France, voyant de loin et ne comprenant rien à ces temporisations, la politique de sir Charles Wike et du général Prim s'appliquant à restreindre le sens de l'intervention pour en venir à un arrangement pacifique avec le

gouvernement mexicain, la politique enfin de l'amiral français n'abdiquant nullement la pensée de l'alliance, mais espérant obtenir par la paix, par la persuasion, ce qu'il ne pouvait poursuivre par une action plus énergique. Cette attitude, au reste, n'impliquait nullement de la faiblesse et ne voulait pas dire que l'amiral subordonnât ses mouvemens à une autorisation du gouvernement mexicain. Le 25 février, comme la ratification des préliminaires de la Soledad tardait à arriver, il faisait prévenir le général Prim qu'il se mettrait en marche le lendemain matin, ce qui irritait fort au premier instant le comte de Reus. Et l'amiral partait en effet; il rencontra bientôt des forces mexicaines, et un officier parlementaire vint au-devant de lui, l'informant qu'on n'avait rien reçu de Mexico. L'amiral répondit qu'il laissait trois quarts d'heure pour aller consulter le général mexicain, et puis qu'il s'ouvrirait un chemin par la force, si on ne lui cédait le terrain; on n'eut point à se battre.

Un fait d'ailleurs prouvait immédiatement à quel point cette temporisation, qui semblait une énigme en Europe, était une inévitable nécessité. Pour gagner les plateaux du Mexique, où on rencontre Cordova, puis Orizaba, enfin Tehuacan, avant-garde des positions assignées aux alliées, il y a de dix à quinze étapes. Il fallait franchir le défilé du Chiquihuite, au-delà duquel on trouve un climat plus sain et des campagnes plus fertiles; mais d'abord il y avait à traverser un désert immense et désolé, sous un soleil torride. Dans cette première marche de quelques lieues à partir de la Tejeria, les soldats tombaient exténués, et les plus aguerris avouaient qu'ils n'avaient jamais fait une marche plus rude en Afrique; le quart des hommes à peine suivait la colonne jusqu'au premier campement. Ce n'est pas tout : le convoi, formé à grand'peine, restait dispersé sur un espace de plus de trois lieues. Les mules sauvages qu'on s'était procurées brisaient leurs traits et se roulaient dans le sable. Malgré toutes les combinaisons, on ne pouvait être assuré que de deux jours de vivres en arrivant à Orizaba. Voilà où sept semaines de travaux et d'efforts incessans avaient mené l'armée française! Et voilà, ajouterai-je, où en était l'expédition quatre mois après le traité du 31 octobre 1861! Ce n'est que le 13 mars 1862 que la colonne française arrivait à Tehuacan, tandis que les Espagnols gagnaient Orizaba, et que le petit nombre d'Anglais qui restait au Mexique, après un rembarquement récent, s'arrêtait à Cordova. — Dans cette situation nouvelle, l'expédition était dégagée d'un péril d'insalubrité; mais politiquement elle n'avançait pas, elle ne se dessinait pas avec plus de clarté : elle faisait halte entre l'imprévu, qui pouvait surgir de toutes parts, sous toutes les formes, et l'incertitude des résolutions que les premiers actes de l'intervention pouvaient inspirer aux gouvernemens en Europe. La séparation momentanée des plénipo-

tentiaires, dispersés l'un à Tehuacan, les autres à Orizaba, à Cordova ou à la Vera-Cruz, cette séparation, en dissolvant ou suspendant la conférence, voilait les divisions sans les supprimer. La vérité est que ces divisions subsistaient plus que jamais dans les actes comme dans les idées. Que pensait et que voulait le général Prim? Il était difficile de le dire; mais autour de lui, à son camp d'Orizaba, s'était formée une sorte d'atmosphère étrange. L'expédition espagnole avait son historiographe, son attirail d'imprimerie, qu'elle traînait avec elle, son journal, *l'Eco d'Europa*, et ce journal, où rien ne se publiait qui n'eût été autorisé au quartier-général, s'occupait à combattre les idées qu'on supposait être celles de quelque autre puissance ou à exalter le comte de Reus lui-même. « Il y a des personnes dont le nom même est un programme, disait-on; il y a des individualités qui sont le symbole d'une grande entreprise. La personne et le nom du général Prim sont le symbole et le programme de cette expédition... C'est que nous avons là un noble capitaine, que la Grèce et Rome auraient élevé au rang de leurs dieux, un héros qui au moyen âge aurait été le fondateur d'une dynastie de rois... Pour condenser nos remarques, afin de nous bien faire comprendre, nous personnifions la pensée de l'expédition en un seul de ses représentans, le comte de Reus, et il nous est bien permis de le faire sans apparence de vanité nationale, car le plénipotentiaire espagnol, quoiqu'il ait toujours agi de concert avec les plénipotentiaires des deux autres nations, a été l'inspirateur et le conseiller de toutes les mesures qui ont été adoptées. En un mot, c'est l'âme de l'entreprise... Si le général Prim s'était laissé emporter par ses instincts belliqueux, le monde n'y aurait vu rien d'étrange, car ce n'eût été de sa part qu'ajouter un sujet de plus à sa galerie de tableaux, et le monde est accoutumé à cela. Ce qui semble nouveau dans sa vie, c'est l'héroïsme de la patience. La conduite du comte de Reus n'a pas seulement servi à dissiper les doutes du gouvernement mexicain, elle exerce partout une influence magique sur les populations. Au Mexique, ses amis disent de lui qu'il est l'ange exterminateur, l'ange de consolation, le demi-dieu de la guerre, et, pour faire son portrait, Homère l'eût comparé à Mars... » La question ne s'éclaircissait pas dans cette fumée. Encore une fois, que voulait le général Prim?

Ce qui devenait clair bientôt, c'est que cette situation, créée par la convention de la Soledad, en paraissant conduire à une négociation et à la paix, cachait assez d'élémens incohérens pour être toujours à la merci de quelque incident imprévu, pour aboutir à quelque déception nouvelle plus irrémédiable que toutes les autres. Et d'abord c'était le gouvernement même de Mexico, qui, au sein d'un armistice, semblait redoubler d'hostilité et préparer une rupture en

multipliant les griefs dont les puissances avaient à demander la réparation, en infligeant aux armées de l'Europe le spectacle de nouvelles violences. Le gouvernement de M. Juarez frappait d'impôts de guerre les capitaux étrangers aussi bien que nationaux; il décrétait des contributions forcées sur cinq ou six maisons financières des plus importantes de Mexico. Les édits de mort du mois de janvier contre ceux qui communiqueraient avec les armées européennes étaient maintenus et exécutés. Enfin à quelques lieues, presque à la vue des camps alliés, les autorités mexicaines fusillaient impitoyablement un des hommes les plus distingués du pays, le général Robles Pezuela, sur le simple soupçon de connivence ou d'intelligence avec les chefs de l'expédition européenne. N'était-ce pas là, comme je le disais, la continuation des hostilités à l'abri d'un armistice, et les préliminaires de la Soledad n'étaient-ils pas une chimère décevante qui n'avait d'autre effet en réalité que d'immobiliser les armées combinées? D'un autre côté, un incident imprévu surgissait tout à coup : c'était le débarquement d'un personnage mexicain qui a joué un des premiers rôles dans le parti conservateur, le général Almonte, qui arrivait à la Vera-Cruz, se présentant comme investi de la confiance de l'empereur Napoléon et comme missionnaire de l'idée monarchique, comme le promoteur de la candidature de l'archiduc Maximilien d'Autriche au trône du Mexique. Lorsque le général Almonte, qui habitait depuis quelques années l'Europe, où il a représenté longtemps son pays, était parti pour le Mexique avec une mission dont il faisait un peu trop parade, on pensait sans doute, il pensait peut-être lui-même, qu'il trouverait la question au moins à demi résolue, et qu'il pourrait exercer une influence favorable; il arrivait au contraire au milieu d'une situation qui n'avait fait un pas que dans la confusion. Il n'était pas seul d'ailleurs; il était suivi d'autres émigrés : le père Miranda, un prêtre actif et énergique, mêlé à tous les mouvemens réactionnaires; M. Haro y Tamariz, qui a eu son rôle dans les révolutions mexicaines comme un des chefs du parti conservateur. Une fortune compromettante jetait ce flot d'émigrés sur le sol du Mexique dans un mauvais moment. — De ces deux ordres de faits, les vexations exercées par le gouvernement de M. Juarez et l'arrivée des émigrés, il ne pouvait sortir que des occasions nouvelles de conflit, et cette fois le choc ne risquait-il pas d'être décisif en faisant disparaître les préliminaires de la Soledad et la conférence, en achevant de jeter le désordre dans l'intervention européenne et en suspendant tout au moins le traité du 31 octobre?

Je touche ici au plus vif de cet imbroglio, qui commence par une escarmouche diplomatique assez vive, quoique toujours cordiale, entre l'amiral Jurien de La Gravière et le général Prim, pour finir par

la rupture de l'alliance et par le rembarquement de l'armée espagnole, aussi bien que de ce qui restait encore d'Anglais au Mexique. C'est entre le 20 mars et le 9 avril 1862 que se dénoue ce drame étrange de la rupture d'une alliance. Que le système de vexations et de violences obstinément suivi par le gouvernement de M. Juarez eût attiré l'attention des plénipotentiaires, c'est ce dont on ne peut douter, et, chose remarquable, il y eut un moment où le général Prim était le plus ardent aux récriminations, le premier à parler de rouvrir les hostilités. Il était, avec sir Charles Wike, repris d'une humeur belliqueuse qu'il épanchait dans des lettres pleines d'une familière vivacité. Le 20 mars, il écrivait d'Orizaba à l'amiral français, qui ne laissait point d'être surpris :

« Cher amiral, *suceda lo que Dios quiera,* — arrive ce que Dieu veuille! — Vous me conserverez votre amitié comme vous aurez la mienne, et puisque nos engagemens sont les mêmes depuis que nous faisons de la politique ensemble, j'espère en Dieu que nous nous en tirerons honorablement pour la gloire de nos souverains, pour la grandeur de nos pays et pour notre honneur même. Votre idée comme la mienne est de ne pas brûler nos vaisseaux sur un prétexte futile, car cela aurait l'air d'une querelle allemande, et par conséquent serait indigne des hautes puissances que nous représentons et indigne de nous-mêmes; mais en même temps, vous comme moi, nous sommes décidés à brûler nos vaisseaux et à brûler le Mexique même, depuis Vera-Cruz à la Sonora, sans épargner le fameux Chiquihuite, dans le cas où le gouvernement ne ferait pas droit à nos justes réclamations. N'êtes-vous pas de mon avis? Par exemple nous avons sur le tapis la question relative aux vexations que le gouvernement commet contre nos nationaux pour leur faire payer la contribution de 2 1/2 pour 100 sur les capitaux; nous avons encore à leur reprocher un autre attentat, celui d'exiger de six maisons de la capitale, dont trois sont espagnoles, un emprunt forcé de 500,000 piastres. Nous avons aussi à les empêcher d'exécuter la menace de M. Doblado, de fermer la communication commerciale de la Vera-Cruz avec l'intérieur du pays dans le cas où la douane ne leur serait pas rendue. En voilà trop pour des puissances comme nous le sommes ici! En voilà assez pour brûler nos papiers et marcher en soldats! Réunissons-nous ici au plus tôt et agissons. J'ai prié déjà M. de Saligny de venir; venez vous-même, le commodore arrivera aussi. Sir Charles Wike est d'accord avec moi. Réunissons-nous donc, et que cela finisse! »

Le lendemain 21, le comte de Reus renouvelait ses plaintes et reproduisait ses griefs en ajoutant : « Pouvons-nous permettre que, pendant que nous sommes tranquilles dans nos cantonnemens, le gouvernement continue ses vexations contre nos nationaux dans toute la république? » Et l'amiral répondait en élevant la question :

« Je regrette beaucoup les vexations dont vous vous plaignez, mon estimable comte; je les trouve odieuses, et je suis résolu à en tirer réparation; mais ce ne sont pas nos seuls griefs. Ce dont vous vous plaignez n'est que

la continuation de l'ancienne conduite de Juarez, de ses anciens attentats. Vous avez accepté d'ouvrir de nouvelles négociations diplomatiques, et la continuation de ces outrages suffit pour les rompre : soit, je suis disposé à tout. Depuis que nous sommes ici, je vous ai demandé de nous réunir pour imposer à Juarez une amnistie vraie et sincère. Si nous désirons voir la volonté du peuple mexicain légalement manifestée, demandons à Juarez qu'il n'y mette point d'obstacle. Réclamons de lui qu'il retire les édits de mort et qu'il laisse s'exprimer librement l'opinion de ses amis et de ses adversaires, et alors si le peuple mexicain, à l'abri des menaces, libre de cette oppression et de ces perpétuelles sentences de mort, vote la république sous Juarez, soit : il est dans son droit; mais imposons ou au moins demandons à Juarez une amnistie complète. »

On ne pouvait répondre par un plus noble langage. Cependant, lorsque l'amiral français parlait ainsi, un changement soudain s'était opéré dans l'esprit du général Prim, qui écrivait le lendemain même 23 mars : « Dès aujourd'hui, je commence à faire mes préparatifs pour rembarquer mes troupes aussitôt que nous aurons tenu la dernière conférence. » Que s'était-il donc passé? On a semblé attribuer ce changement d'opinion à une entrevue que le comte de Reus avait eue le 22 avec le ministre de la justice et le ministre des finances de M. Juarez. Ce qu'il y a de curieux, c'est que le cabinet de Madrid a publié lui-même une lettre que M. de Saligny, alors chargé de la protection des intérêts espagnols, écrivait de Mexico au général Serrano quatre mois auparavant, le 29 novembre 1861, et où il disait : « On continue à affirmer ici que le général Prim commandera en chef l'expédition espagnole, et on affirme aussi que le nouveau ministre des finances, M. Gonzalès Echeverria, oncle de la comtesse de Reus, n'aura besoin que d'une demi-heure de conversation pour régler la question espagnole. » La vérité est qu'en ce moment, dans l'esprit du général Prim, les vexations du gouvernement de M. Juarez s'éclipsaient devant l'autre question dont je parlais, celle des émigrés. Le général Almonte était arrivé au commencement du mois; il s'était avancé jusqu'à Cordova sous la protection d'un bataillon français, lorsque le gouvernement de Mexico demandait qu'on le lui livrât comme traître, et qu'on cessât de le couvrir de la protection des alliés. Sir Charles Wike et le général Prim communiquaient à l'amiral Jurien de La Gravière cette demande, qu'ils considéraient comme *raisonnable et juste*. On conçoit que l'amiral ne pût penser ainsi; c'était sans son aveu, il le disait lui-même, que les émigrés s'étaient avancés dans l'intérieur, et il eût désiré qu'ils eussent attendu l'amnistie qu'il ne cessait de réclamer; mais dès que le général Almonte était sous la protection du drapeau français, pouvait-il le livrer à ceux qui venaient de fusiller le général Robles, ou à la fièvre jaune en le renvoyant à la Vera-

Cruz? Il y avait une question d'humanité, de droit d'asile, d'inviolabilité du drapeau, et c'eût été réellement une condition trop étrange pour trois puissances telles que la France, l'Angleterre et l'Espagne de se prêter à se faire les exécutrices d'un décret de mise hors la loi.

D'ailleurs était-ce donc là un de ces actes d'intervention dans les affaires intérieures du Mexique qui pouvaient être considérés comme une atteinte au traité du 31 octobre? Par une circonstance singulière, le général Prim se mettait ici en contradiction avec lui-même, avec son propre gouvernement. Quelque temps auparavant en effet, un autre émigré, un ancien président, le général Miramon, avait voulu débarquer au Mexique; il était passé à La Havane au moment où les chefs alliés s'y trouvaient eux-mêmes. Le général Serrano avait demandé au général Prim ce qu'il devait faire, s'il devait donner un passeport à Miramon, et le comte de Reus avait répondu : « Laissez-le venir, laissez-les venir tous. » Avant de toucher à la Vera-Cruz, Miramon avait été enlevé par les Anglais, qui ne voyaient en lui que l'auteur du rapt de 600,000 piastres fait à la légation britannique. Or que disait le général Prim? « J'ai manifesté à sir Charles Wike et au commodore Dunlop, écrivait-il, que notre mission au Mexique n'était pas de prêter appui ou préférence à un parti plutôt qu'à l'autre, et que le fait de refuser à Miramon l'entrée du Mexique nous ferait taxer de partialité. » Le cabinet de Madrid lui-même se plaignait vivement de ce procédé. Ce qui était vrai pour Miramon ne l'était pas moins pour Almonte, et pourquoi les portes du Mexique auraient-elles dû s'ouvrir devant l'un, non devant l'autre? Le représentant de la France ne pouvait donc souscrire à l'étrange loi qu'on prétendait lui faire, et il louait au contraire hautement l'officier qui avait refusé de livrer le général Almonte aux autorités mexicaines. Seulement, dès que le gouvernement de M. Juarez pouvait voir dans cet acte quelque chose qui ne s'accordait pas avec les préliminaires de la Soledad, l'amiral, mû par un sentiment de délicatesse et de loyauté, signifiait qu'il se remettrait en marche le 1er avril, et irait se replacer derrière le défilé du Chiquihuite pour reprendre sa liberté d'action. C'est là ce que le général Prim regardait comme inadmissible sans manquer au traité du 31 octobre, et c'est sous l'impression de cet incident ou sur ce prétexte qu'il annonçait dès le 23 mars le rembarquement prochain de ses troupes. Quelques jours après en effet, le 9 avril, tout était fini; tout se dénouait à Orizaba dans une conférence où une discussion passionnée ne faisait que mettre en lumière l'impossibilité de s'entendre. Le lendemain, la retraite de l'armée espagnole commençait, et le caractère collectif de l'intervention était effacé.

Or il est impossible ici de ne point remarquer ce qu'il y avait d grave dans cette rupture accomplie spontanément, soudainement,

par les représentans de deux des puissances alliées ne laissant plus même à leurs gouvernemens la liberté d'un jugement, du choix d'une politique. Que les Anglais prissent le parti de se retirer matériellement de l'expédition, il n'y avait là rien que d'assez conforme à leur politique, à leurs engagemens. L'Angleterre s'était toujours refusée à un mouvement dans l'intérieur; après la convention de la Soledad, elle avait retiré une partie de ses forces, le reste s'embarquait après la conférence d'Orizaba. Le gouvernement anglais n'avait pas visiblement espéré beaucoup de l'expédition; il ne pouvait s'émouvoir. Pour l'Espagne, la question était bien autrement grave. Cette retraite précipitée était une véritable déception, une sorte d'abdication d'influence. Depuis bien des années, l'Espagne attendait, cherchait cette occasion d'une intervention européenne pour paraître au Mexique; l'occasion venue, elle se hâtait de partir la première, comme emportée par son ardeur, et elle tenait à montrer sur ces rivages une armée nombreuse et brillante. Quatre mois après, où en était-elle? Ses troupes se rembarquaient obscurément sur des navires anglais sans avoir rien fait, sans avoir obtenu une réparation; elle avait perdu deux mille hommes par la maladie ou les désertions, dépensé plusieurs millions, pour en venir là. Que fera-t-elle aujourd'hui? Attendra-t-elle qu'un gouvernement soit constitué au Mexique pour présenter de nouveau la liste de ses réclamations? Ce triste et peu glorieux résultat est évidemment le prix d'une politique toujours flottante, allant de contradictions en contradictions entre ce que veut le cabinet de Madrid et ce que fait son plénipotentiaire au Mexique. — Le gouvernement espagnol veut une action énergique et prompte, et le général Prim incline visiblement à la paix dès le premier moment. Le cabinet de la reine Isabelle ne veut point donner à M. Juarez la force morale d'une reconnaissance, et le comte de Reus reconnaît indirectement le pouvoir de M. Juarez. A Madrid, on accepte l'idée d'une réorganisation du Mexique, même sous la forme monarchique; le plénipotentiaire espagnol crible cette monarchie possible de ses railleries et se fait le garant de l'attachement des Mexicains à la république. M. Calderon Collantès écrit qu'il faut aller à Mexico, qu'aucune puissance ne doit y paraître avant les Espagnols, et au même instant l'embarquement s'accomplit déjà, si bien que dans cette voie le gouvernement espagnol, toujours devancé par les résolutions de son plénipotentiaire, qu'il ne désavoue ni n'approuve, est réduit à écrire cette triste épitaphe de l'expédition espagnole : « L'embarquement des troupes est un fait regrettable et irréparable. » Et c'est ainsi que la France est restée seule au Mexique, ayant à conduire une entreprise où la question d'honneur militaire domine toute considération politique depuis que notre petite armée a été arrêtée dans sa marche sur Mexico.

C'est une phase nouvelle qui commence dans cette étrange affaire.

A regarder de près la suite et les péripéties aussi mobiles que confuses de cette expédition, il y a eu sans doute bien des illusions, et je ne puis contester la justesse de ces paroles du président du conseil de Madrid, le général O'Donnell, prononcées à un moment où il ne croyait à rien d'irréparable : « On a commis bien des fautes; mais au lieu d'en exagérer l'importance, ce qui aurait du danger à une si grande distance, il faut songer à les réparer. » La première de toutes les fautes peut-être, et elle est celle de tout le monde, a été de s'engager dans une telle entreprise sans savoir où on allait, sans un sentiment précis des difficultés réelles et sans une règle commune d'action. Une autre faute qui ne serait plus maintenant que celle de la France, dont la France seule aurait la responsabilité et paierait le prix, serait d'accepter des solidarités qui pourraient l'affaiblir plus que servir son action, d'identifier sa cause avec celle d'une des factions qui se disputent depuis si longtemps le pouvoir dans cette malheureuse république. Au milieu des partis qui s'agitent, la France ne peut avoir qu'un rôle, celui de la médiation, de la conciliation; c'est le rôle défini par les plénipotentiaires français dans la proclamation qu'ils adressaient aux Mexicains dès le lendemain de la rupture d'Orizaba. « Nous ne sommes pas venus ici, disaient-ils, pour prendre une part dans vos dissensions; nous sommes venus pour les faire cesser. Ce que nous voulons, c'est appeler tous les hommes de bien à concourir à la fondation de l'ordre, à la régénération de ce beau pays. Nul homme éclairé ne croira que nous soyons venus dans l'intention de restaurer d'anciens abus et des institutions qui ne sont plus de ce siècle. Nous voulons une justice égale pour tous, et nous voulons que cette justice ne soit point imposée par nos armes. Le peuple mexicain doit être le premier instrument de son salut. » Et si on oppose encore que c'est là une entreprise contre le principe de l'indépendance des peuples, je ferai remarquer qu'en ce moment la France est justement en guerre au Mexique avec un pouvoir qui a songé tout d'abord à vendre une portion de son territoire aux États-Unis, pour soutenir la lutte contre une puissance qui veut au contraire sauver son intégrité. La France n'a point de passions de parti à soutenir, pas plus qu'elle n'a de conquête à faire au Mexique, et dans cette double condition cette entreprise, où une fatalité nous a entraînés, qui a ses côtés ingrats, qui irrite plus qu'elle ne séduit, est encore une œuvre où la pacification d'un pays peut jusqu'à un certain point compenser des sacrifices trop dangereux pour qu'ils puissent être souvent renouvelés, et pour qu'ils ne servent pas d'enseignement.

CH. DE MAZADE.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

31 juillet 1862.

L'esprit humain, l'opinion publique, pour employer un mot plus modeste, sont ainsi faits que c'est pour eux un besoin, un soulagement, une satisfaction, de voir se dérouler les faits politiques sous l'influence d'idées simples et générales. On croit voir clair dans les événemens quand on y peut lire la réalisation partielle et successive d'un principe qui vit, marche et se développe. L'histoire politique contemporaine semble alors avoir une âme. Cette union de l'idée au fait rend la politique plus intelligible à l'opinion; l'opinion prend aux faits dont elle a le sens un plus sympathique intérêt. C'est le moindre avantage encore de ces situations où il est permis d'entrevoir l'idée sous la matière grossièrement ébauchée des événemens. Le spectacle des choses politiques parle alors aux meilleures parties de l'humanité; il émeut les plus nobles facultés et les sentimens les plus généreux de l'homme; il nous élève au-dessus de nous-mêmes. En revanche, quand le flambeau, tombant aux mains de coureurs qui ne sont plus de taille à l'agiter sur nos têtes, s'obscurcit et s'éteint, la politique s'abaisse, se corrompt, et n'offre plus à l'opinion que le jeu embrouillé, malsain, démoralisant, de petites combinaisons d'intérêts, de mesquines roueries et d'intrigues décousues.

Contraste singulier! notre temps est rempli de ces drames où les plus grands intérêts moraux sont aux prises: nous assistons aux plus gigantesques batailles d'idées qui se puissent livrer au sein de l'humanité; mais la lutte est entrecoupée d'inconcevables défaillances, et s'engourdit par momens en de bizarres marasmes. Voyez par exemple les affaires d'Italie et les affaires d'Amérique. En Italie, sur la fin du pouvoir temporel de la papauté, c'est la question de la liberté religieuse dans sa portée la plus vaste, c'est la réforme politique du catholicisme qui se débat. En Amérique, c'est l'inhumaine institution de l'esclavage qui va se dissoudre dans une affreuse

guerre civile. A en juger cependant par ce qui se passe aujourd'hui en Italie et aux États-Unis, n'est-on pas frappé de la disproportion qui existe entre les questions et les hommes, et ne semble-t-il pas que les faits vont au rebours des idées? Est-il rien de moins intelligible que l'attitude du gouvernement italien et les récentes excentricités de Garibaldi? Comment expliquer les tâtonnemens de l'Union américaine, venant, malgré l'incontestable supériorité de sa puissance, échouer aux portes de Richmond?

L'état de l'Italie mérite d'être pris en sérieuse considération par les amis clairvoyans de la révolution italienne et par ceux qui, pour les avoir comprises, se sont attachés aux destinées de cette révolution. Quant à nous, nous ne dissimulerons pas la sollicitude avec laquelle nous suivons l'Italie dans la phase difficile qu'elle traverse. Certes nous ne songeons point à nous exagérer les difficultés en présence desquelles se trouve l'Italie; nous avons la ferme conviction que les Italiens sortiront victorieux de ces embarras. Nous croyons toutefois qu'il nous importe, ainsi qu'à eux, de bien voir le côté périlleux des affaires italiennes, afin de prévenir à temps les déviations qui pourraient compromettre le succès de la révolution.

C'est au moment où la cause italienne obtenait dans la politique extérieure deux avantages corrects, les reconnaissances de la Russie et de la Prusse, que se sont trahies les difficultés intérieures du nouveau royaume. Loin de nous la pensée de déprécier l'importance des actes diplomatiques par lesquels la Russie et la Prusse ont été amenées à reconnaître le royaume d'Italie! Convenons pourtant que la révolution italienne a un objet plus élevé que d'obtenir les suffrages de deux cours, de deux chancelleries plus ou moins formalistes, plus ou moins pédantes. C'est aux sympathies des peuples bien plus qu'aux condescendances des cabinets que la cause italienne s'adresse et demande un des principaux élémens de sa force. La révolution italienne a ce privilége, qu'a eu aussi la révolution française, d'être cosmopolite, et d'engager dans sa destinée une portion des destinées du monde. C'est dans la question romaine que la révolution italienne trouve cette vertu et cette force du cosmopolitisme, car l'Italie, en revendiquant et en obtenant sa capitale, n'achèvera pas seulement son organisation comme état indépendant; elle résoudra un problème d'un intérêt universel, elle changera chez toutes les nations catholiques les bases sur lesquelles reposent les relations de l'église avec l'état, elle introduira définitivement dans le monde l'entière séparation du spirituel et du temporel, et avec cette séparation la nécessité absolue dans tous les pays catholiques de la liberté religieuse et des libertés politiques, qui sont l'indispensable garantie de la liberté religieuse. Rome n'est donc pas seulement l'objet supérieur et final de la révolution italienne; en revendiquant Rome avec une infatigable énergie, en achevant la conquête de sa capitale nécessaire, l'Italie paiera sa dette de reconnaissance à cette portion vivante du monde qui l'a soutenue dans ses efforts de toute la puissance morale de ses sympathies. Que

l'Italie réussisse, au nom du droit populaire, à enlever la puissance temporelle au pouvoir spirituel, nous tenons par exemple qu'elle aura fait assez pour s'acquitter entièrement envers le libéralisme français.

M. de Cavour, avec la virile hardiesse et la sûre sagacité de sa raison, avait embrassé de cette façon et dans toute son étendue l'immense portée de la question romaine. Il savait bien qu'en inscrivant ce nom magique de Rome sur le drapeau de l'Italie, il attachait indissolublement à la cause italienne toutes les forces de la civilisation moderne, qui aspirent à séparer le domaine religieux du domaine politique et à fonder simultanément dans le monde, par la nécessité de leurs nouveaux rapports, la liberté religieuse et la liberté politique. A notre avis, la plus sérieuse des difficultés qui apparaissent dans la situation actuelle de l'Italie, est la conséquence d'une sorte d'obscurcissement qui s'est fait dans la pensée que M. de Cavour a léguée à son pays. Le présent ministère ne parle plus de Rome avec la hauteur de langage et la persévérance éloquente qu'employait M. de Cavour. A vrai dire, il n'en parle pas du tout, car les honnêtes espérances exprimées par le général Durando à la fin de son discours sur la politique extérieure de l'Italie, — discours intéressant d'ailleurs et attachant par un sincère accent de bonhomie, — sont surtout l'aveu d'une patience résignée, et n'ont pas le caractère décidé d'une réclamation légitime et fière. Il semble, et l'on comprend qu'ici nous ne pouvons parler que d'après les apparences, que l'on laisse dormir à Turin la question romaine. Or quelle est la conséquence de ce sommeil au moins apparent? C'est une certaine hésitation dans le mouvement de l'Italie. On entend par exemple discuter cette idée : ne vaudrait-il pas mieux placer Venise avant Rome dans l'ordre des répétitions italiennes? Doute puéril et déplacé. La question de Venise ne peut être résolue que par la guerre concourant avec certaines combinaisons diplomatiques. C'est donc une question de force et d'opportunité. Assurément, dès que les Italiens croiront pouvoir résoudre à leur avantage cette question de force ou d'opportunité, ils devront être prêts à le faire, qu'ils aient ou non pris possession de Rome; mais il n'y a pas d'analogie entre la question de Venise et la question romaine. Pour l'une, il faut livrer bataille; pour l'autre, il faut plaider avec l'énergie incessante d'une conviction morale; l'une dépend de l'occasion, l'autre est liée au droit, et la puissance qui en ajourne la solution, la France, est désarmée contre ce droit par les principes de sa révolution. Rien de plus oiseux par conséquent que d'engager une discussion sur la priorité qu'il conviendrait de donner à Venise ou à Rome. Malheureusement le silence trop circonspect du ministère actuel de Turin a des conséquences plus graves. Par ce silence, il semble abandonner la direction morale du mouvement italien; c'est le parti de l'action qui a l'air de s'en emparer. Tandis qu'à Turin le ministère se renferme dans une réserve qui a l'intention d'être prudente et habile, Garibaldi est en Sicile, au foyer même de sa popularité. Le héros passionné de l'indé-

pendance italienne y prononce des discours, y prépare des entreprises, — habiles? l'avenir le dira, — mais dont le mérite, on peut le dire dès à présent, n'est point à coup sûr la prudence.

Pour nous, étrangers, c'est à distance qu'il nous est donné d'observer l'Italie. Or, vue de loin, nous sommes contraints de l'avouer sans vouloir être sévères pour personne, la confusion que produisent l'attitude du gouvernement italien et l'attitude de Garibaldi est pour les amis de l'Italie un pénible spectacle. Nous savons qu'il y a des Italiens imperturbables dans l'optimisme et poussant la finesse jusqu'à une quintessence effrayante, qui ne sont point embarrassés pour si peu, et qui trouvent le moyen de concilier les sorties de Garibaldi contre la France et l'empereur avec la déférence du ministère italien pour l'alliance française. Que Garibaldi se lance sur les États-Romains, tout le monde, suivant ces raffinés, y trouvera son compte. Les troupes françaises feront face à Garibaldi; mais une émeute éclatera à Rome. Les Français laisseront la troupe pontificale se démêler avec la population insurgée. On devine le reste. Tandis que les Français repousseront Garibaldi, les Romains se déferont de leur gouvernement, et la France, satisfaite de sa victoire sur les volontaires, s'inclinera à Rome et battra en retraite devant le fait accompli. Nous ne voulons pas troubler les ingénieux flegmatiques qui arrangent ainsi l'avenir à leur fantaisie, et à qui au surplus le passé n'interdit point absolument de se repaître de telles illusions. La politique honnête et sérieuse ne peut pas tenir compte de semblables machinations, surtout lorsqu'elles ne sont que des rêves. En dépit de cette explication un peu machiavélique, la situation que fait à Garibaldi la stagnation de la question romaine n'en demeure pas moins, et pour l'Italie et pour l'Europe, une périlleuse énigme.

Nous avons en France une école de conservateurs sommaires qui croit posséder contre des difficultés de cette sorte un remède souverain : c'est la répression par la force. Les plus modérés disent qu'il faudrait en ce moment à l'Italie un homme qui organisât la résistance des forces conservatrices contre les forces dissolvantes, un Casimir Perier; les plus violens disent qu'il faudrait à l'Italie un coup d'état. De tels jugemens appliqués à l'Italie sont absurdes. Si nous allions jusqu'à admettre que les coups d'état puissent être quelquefois nécessaires, nous pensons que l'on reconnaîtra du moins que ces extrémités ne sont jamais glorieuses pour un peuple. Les coups d'état sont pour les nations des aveux d'impuissance; ils signifient que l'on demande l'ordre à la force, parce qu'on désespère de l'obtenir de la liberté et de la raison publique. Grâce à Dieu, l'Italie nouvelle n'en est point là; l'Italie a eu le bonheur de devoir son indépendance à la liberté, au statut, aux institutions parlementaires du gouvernement subalpin. C'est sa nationalité même qu'elle frapperait au cœur, si elle avait la lâcheté impie de sacrifier la liberté. Il n'y a pas plus de place en Italie à un système de résistance suivant les idées françaises qu'à un coup d'état. Une des prin-

cipales raisons pratiques de l'inutilité d'une telle résistance, c'est que l'élément conservateur est incontestablement dominant en Italie, et qu'en persévérant dans les voies libérales il n'a nullement à craindre les turbulences d'une petite minorité. D'ailleurs sur quoi résister? Ce que les exaltés demandent avec une passion tumultueuse, — Rome et Venise, — les hommes de gouvernement, les politiques pratiques, n'ont pas eux-mêmes d'autre pensée que de l'atteindre, il est évident que sans Rome il leur est impossible d'organiser le nouveau royaume et d'y établir cet ordre auquel tant d'esprits obtus parmi nous consentiraient à sacrifier la liberté. Les conservateurs en Italie n'ont donc à faire par les moyens les plus raisonnables, les mieux concertés, les plus pratiques, que ce que les exaltés veulent faire par bonds et par élan populaire. On ne peut être conservateur en Italie qu'à la façon de M. de Cavour. Les journaux italiens viennent de publier une lettre adressée par la nièce de l'illustre ministre, Mme la comtesse Alfieri, à M. W. de La Rive, de Genève, qui prépare un récit de la vie de M. de Cavour. Cette lettre touchante raconte les derniers momens du grand homme d'état. Peu d'heures avant sa mort, après avoir reçu la visite du roi, à qui il avait parlé des affaires de Naples, le mourant continua à entretenir avec abondance du même sujet les assistans éplorés. Il prévoyait les difficultés que présenteraient les provinces méridionales; il disait le bien qu'il y voulait faire, et il s'écriait dans un élan où le scrupule de l'ami de la liberté était relevé encore par l'orgueil de l'homme d'état, par la fierté de l'artiste qui ne veut devoir le succès qu'à son intelligence et à son talent, non à l'oppression de l'esprit et du talent des autres : « Pas d'état de siége, pas de ces moyens de gouvernement absolu! Tout le monde sait gouverner avec l'état de siége; moi, je les gouvernerai avec la liberté, et je montrerai ce que peuvent faire de ces belles régions dix ans de liberté... Non, jamais d'état de siége! je vous le recommande. »

Bien loin de provoquer les Italiens à des luttes intestines et d'exciter les conservateurs contre Garibaldi et le parti de l'action, il faut bien comprendre la position de Garibaldi à côté des hommes de gouvernement qui ont travaillé à l'émancipation de l'Italie et s'efforcer de prévenir en les déplorant les déviations qui pourraient changer une émulation patriotique en une hostilité déclarée. Ici encore nous citerons M. de Cavour. Certes personne n'avait eu plus que lui à souffrir des violences de Garibaldi; ses amis sont allés jusqu'à attribuer sa mort à l'émotion que lui inspira la scène parlementaire où l'homme qui venait de donner à l'Italie le royaume des Deux-Siciles vint dénoncer « la froide et malfaisante main du ministère. » Eh bien! le collaborateur le plus intime du ministre, M. Artom, dans l'intéressante notice qu'il a placée en tête de l'*Œuvre parlementaire de M. de Cavour,* déclare que, même après cette lutte, M. de Cavour ne se repentait pas d'avoir lui-même préparé un si grand rôle au soldat populaire de la cause italienne. Bien plus, à son lit de mort, il disait à la comtesse Alfieri :

« Garibaldi est un honnête homme, un brave. Je ne lui veux aucun mal. Il veut aller à Rome et à Venise, et moi aussi. Personne n'est plus impatient que nous d'y arriver. » Aucun vrai patriote italien et hors de l'Italie aucun de ceux qui prennent un loyal intérêt à cette cause ne peuvent souhaiter la perte de Garibaldi, l'humiliation ou la destruction de ce vigoureux instrument de la révolution italienne. Sans doute Garibaldi est un auxiliaire ou un initiateur souvent incommode; mais en temps de révolution et dans un régime libre les concours les plus utiles sont par momens très embarrassans. Il vaut mieux en tirer parti malgré les désagrémens qu'ils causent que de les user et de les détruire. Or le meilleur moyen d'en tirer parti, et jusqu'à un certain point de les contenir, c'est de marcher ouvertement, par les grands chemins, comme disait M. de Cavour, au but où l'on aspire ensemble; c'est de faire flotter au moins avec éclat le drapeau commun, et non de le mettre dans sa poche. Telle a été en général la position prise par les ministères italiens depuis 1859 à l'égard de Garibaldi. Dans un discours prononcé le mois dernier, un des collègues les plus actifs de M. de Cavour et du baron Ricasoli, M. Peruzzi, définissait avec justesse cette position. Sous MM. de Cavour et Ricasoli, il y avait entre le ministère et le général Garibaldi une alliance latente. Des deux côtés, on avait le même objet, le seul que l'on puisse déclarer aujourd'hui, Rome; le ministère le poursuivait par les moyens moraux qui étaient à sa disposition, surtout par un appel incessant à l'opinion. Lorsque M. Rattazzi est arrivé au pouvoir, l'alliance entre le gouvernement et le général des volontaires a pris un caractère plus marqué de publicité. Le jour où le cabinet fut formé, le général qui était à Turin rendit visite aux nouveaux ministres. Plusieurs de ses amis les plus connus furent nommés à des postes politiques ou militaires importans. Un de ses compagnons d'armes les plus actifs, le général Bixio, a un ascendant notoire sur le ministère, dont il est le puissant défenseur. Avant Sarnico, le cabinet s'était montré disposé à affecter une somme considérable à un emploi indiqué par le parti de l'action. Quand on récapitule ces diverses circonstances, on ne sait comment expliquer la rupture qui s'est accomplie entre le gouvernement et Garibaldi. Cette rupture n'est-elle qu'apparente? Nous avouons que, s'il y avait là une feinte, elle dépasserait notre intelligence. Nous prenons donc, si le mot de rupture paraît trop fort, la séparation comme réelle. A nos yeux, le cabinet circonspect qui à Turin préconise l'alliance française et se place sous son puissant patronage ne peut pas être secrètement d'accord avec le général qui, à Palerme et à Marsala, vitupère le gouvernement français et prêche de nouvelles vêpres siciliennes. Nous nous demandons alors quelle a pu être la cause de ce divorce? Ne serait-ce pas que le ministère aurait cru à tort que les impatiences du parti d'action pourraient être apaisées par des négociations avec les personnes, en mettant à l'écart pour quelque temps le programme qui passionne l'opinion italienne, et par l'exécution duquel cependant la passion nationale peut uniquement être contenue et conduite? En émettant cette

conjecture, ce doute, nous n'avons pas la pensée d'incriminer et d'affaiblir M. Rattazzi. Nous sommes sûrs au contraire que M. Rattazzi a cru suivre la politique la plus favorable aux intérêts de son pays. Il a dû croire que moins il parlerait de Rome et plus il s'en rapprocherait. Il a dû penser que le gouvernement impérial lui saurait gré des ménagemens qu'il avait pour nos propres embarras à Rome. Il a dû espérer qu'une telle conduite obtiendrait de la France une récompense prochaine. Nous ne blâmons pas M. Rattazzi d'avoir fait ainsi, à ses propres dépens, gagner du temps à la politique française. Sa conduite sera suffisamment justifiée par le succès. C'est vers notre propre gouvernement que nous nous tournons. De plus longues temporisations à l'égard de la question romaine ne feraient qu'user irréparablement en Italie un ministère qui a montré le prix qu'il attache à notre alliance. Ce n'est pas tout : elles condamneraient l'Italie à un état de désorganisation dont la conduite de Garibaldi est déjà un symptôme assez manifeste, et qui pourrait se compliquer des plus tristes accidens. Il ne faut pas trop croire aux folies dont Garibaldi nous menace, il ne faut pas non plus les trop mépriser. S'il réalisait son coup de tête contre les États-Romains, nous le battrions assurément, nous le punirions sans doute de son audace; mais l'effet moral de sa démonstration nous enchaînerait à Rome, et en prolongeant indéfiniment notre occupation, nous deviendrions pour l'Italie une cause permanente de désordre et de faiblesse.

En effet, malgré l'unanimité apparente qui le soutient dans le parlement, malgré la confiance du roi et la faveur de la France, il est visible que le ministère Rattazzi ne possédera point les conditions véritables de la force et de la durée, s'il ne peut bientôt relever son prestige par quelque avantage signalé obtenu dans la question romaine. Nous l'avons déjà montré, ce ministère renonce à un grand levier de popularité en s'abstenant, par égard pour le gouvernement français, de parler à l'imagination italienne de ce qui l'émeut et la passionne, et de parler à l'opinion publique de l'Europe de ce qui l'intéresse surtout dans les affaires d'Italie. M. Rattazzi a sans doute dans son administration des collaborateurs distingués, pleins de zèle et d'activité. En première ligne, il faut citer le ministre du commerce, M. le marquis Pepoli, le ministre des finances, M. Sella, et notre savant ami M. Matteucci, ministre de l'instruction publique. Il est impossible d'avoir plus d'aimable bonne volonté et plus d'ardeur au travail que M. Pepoli. Nous le signalerons volontiers comme un modèle à nos propres administrateurs, qui depuis deux sessions surtout se font remarquer par une si curieuse indolence. Les projets de loi utiles se sont multipliés sous la féconde élaboration de M. Pepoli : unification des monnaies, loi sur les courtiers et les agens de change, canaux d'irrigation, crédit foncier, le jeune ministre du commerce a rapidement mis la main à toutes les branches de son département. Bien que nous ayons pris la liberté de présenter, à propos de certaines dispositions de son projet de crédit foncier, quelques critiques dont il paraît d'ailleurs que le gouvernement italien a compris la justesse, nous devons reconnaître que

les projets de M. Pepoli annoncent de sérieuses études et sont inspirés par un esprit libéral. Le ministre des finances, M. Sella, dans un département où ne semblaient pas l'appeler ses occupations antérieures, a fait preuve de netteté d'esprit et d'intelligence. Quant à M. Matteucci, il a obtenu un succès qui passe pour rare dans le parlement italien : il est parvenu, après cinq jours de discussion, à faire voter une loi relative à l'instruction supérieure qui, bien qu'elle ne touche qu'aux émolumens des professeurs et aux inscriptions payées par les étudians, ouvre la voie à une organisation plus systématique des universités italiennes. Tout en rendant justice aux efforts des collaborateurs de M. Rattazzi, nous sommes forcés de reconnaître qu'ils ne suffisent point à donner au ministère l'ascendant parlementaire d'une administration vigoureuse.

Bloqué du côté de la question romaine, c'est-à-dire du côté de la politique générale italienne, il semble que le cabinet Rattazzi ait cherché une diversion dans ce que nous appelons en France les lois d'affaires. La pensée était louable. Il y a en matière de finances et d'intérêts matériels beaucoup à faire en Italie. C'est dans les finances que l'œuvre de l'unification laisse le plus à désirer, et c'est par les finances qu'il faut surtout chercher à consolider l'unité politique de l'Italie. Les finances italiennes vivent de ressources qu'on peut dire précaires, qui sont loin d'être en rapport avec la véritable richesse de la péninsule. L'on ne s'est pas occupé encore d'appliquer à tout le royaume un système uniforme d'impôts. Les contributions varient suivant les provinces; le régime de l'égalité des taxes n'existe donc pas encore. En un mot, l'Italie n'a point jusqu'ici organisé son revenu public. On n'a pas pris cette année la question de si haut; on n'a présenté que des lois partielles au lieu d'une conception systématique. Ce retard nous paraît regrettable. Les lois d'affaires paraissent arides, elles semblent ne toucher qu'à des intérêts subalternes; elles n'occupent pas l'opinion publique lorsqu'elles sont présentées fragmentairement et sans lien, lorsqu'elles n'ont pas l'air d'appartenir à une conception d'ensemble. Elles deviennent séduisantes au contraire dans les pays libres, elles y attirent et exercent les intelligences les plus distinguées, elles éclairent et intéressent utilement l'opinion, lorsqu'elles se classent dans un système général. Il y a un art de faire valoir et de mettre pour ainsi dire en scène les lois d'affaires. Cet art est possédé surtout par les ministres des finances d'Angleterre, et la façon dont il a été appliqué depuis Pitt jusqu'à M. Gladstone a beaucoup contribué aux progrès économiques de l'Angleterre, et a en quelque sorte appris l'économie politique au peuple anglais. S'il eût été déjà possible en Italie de trouver dans les affaires une diversion à la politique, c'est à la manière anglaise que l'on eût dû procéder. On ne l'a pas fait, et ici ce n'est pas un blâme, mais un regret que nous exprimons. Une conséquence de cet état de choses, c'est que les affaires n'ont pas donné à la session du parlement italien le brillant que la politique lui refusait, et que les débats sont demeurés ternes. Une autre conséquence, c'est que les projets ministériels,

n'émanant pas d'une pensée fermement arrêtée et mûrie, ont quelquefois porté les traces de la précipitation, et sont restés incomplets : ils ont dû être remaniés par les commissions. Comme les bureaux nomment ordinairement pour commissaires les députés les plus capables, et que les députés les plus capables à Turin ne sont pas généralement ministériels, le cabinet a perdu quelque chose de son autorité dans ses conflits avec les commissions. Nous ne citerons qu'un exemple de l'imperfection de l'élaboration ministérielle, et nous le prendrons dans les finances. Le gouvernement a pris une résolution heureuse, croyons-nous, en décidant l'aliénation des biens domaniaux et de ceux de la caisse ecclésiastique. La vente de ces propriétés associera par les intérêts une classe nombreuse de propriétaires au nouvel ordre de choses, et en même temps doit fournir au trésor une ressource considérable. Ces biens, d'après le ministre des finances, produisent un revenu net de 26 millions. D'après un tel revenu, en tenant compte de l'administration imparfaite par laquelle ils sont régis, il n'y a pas d'exagération à attribuer à ces biens une valeur d'au moins un milliard en capital. Il y a là pour le crédit italien une réserve puissante, qu'il faut se garder d'avilir et de compromettre par des ventes précipitées. Que le gouvernement italien ait laissé voir cette réserve dans son budget comme une ressource pour l'avenir, rien de mieux; mais il paraît étrange que l'on ait fait figurer une partie notable de cette ressource comme un moyen de trésorerie dans l'exercice courant, celui même de 1862, qui est déjà si avancé, et que l'on ait eu la pensée de lier à une opération qui doit être conduite avec une prudente lenteur la création immédiate d'une institution de crédit foncier, laquelle serait ainsi devenue, elle aussi, dès cette année, un autre moyen de trésorerie. On comprend encore plus difficilement cette hâte inconsidérée lorsqu'on étudie de près la situation du trésor. Le déficit annoncé par le ministre est en grande partie apparent. Le royaume d'Italie a un système de comptabilité imparfait, et qui a l'inconvénient de manquer de clarté. Toutes les dépenses votées sont loin d'être faites dans le courant de l'exercice; celles qui n'ont point été effectuées figurent sous le titre de *residui passivi*, reliquats passifs. De même les ressources prévues ne sont pas toutes réalisées, et ce qu'il reste à recouvrer s'appelle *residui attivi*, reliquats actifs. Il va sans dire que les reliquats passifs s'élèvent toujours, depuis quelques années, à des sommes bien plus considérables que les reliquats actifs; mais il ressort de cet usage des reliquats passifs et actifs que les déficit pour le trésor sont plus apparens que réels en fin d'exercice. En 1861 par exemple, les reliquats passifs ont dépassé les reliquats actifs de plus de 280 millions. Cependant les rentrées effectives du trésor avaient dépassé de 143 millions les sommes payées par lui; le trésor, en fin d'exercice, avait un encaisse de 143 millions contre une circulation de bons qui ne dépassait pas 37 millions. On doit s'attendre pour l'année courante à un résultat analogue; une partie considérable du déficit prévu par M. Sella entrera dans la catégorie des reliquats passifs; le ministre n'aura probablement pas à faire usage de

la totalité de la seconde émission de 100 millions de bons du trésor qu'il a sollicitée. A bien voir les choses, au lieu de prendre l'attitude d'un besoigneux pressé de faire argent de ce qu'il peut vendre, le gouvernement italien peut attendre, sans péril et au contraire avec grand profit pour son crédit, la session du mois de novembre, afin de donner aux discussions des lois relatives aux biens domaniaux et au crédit foncier le développement ample et réfléchi que réclament des débats de cette importance.

Il faut déplorer les derniers événemens des États-Unis : ils ne retardent pas seulement le triomphe d'une juste cause, ils jettent dans une lutte déjà si terrible de nouveaux et plus graves fermens d'irritation. Tous ceux qui en Europe encouragent le sud à une résistance désespérée vont directement contre les intérêts qu'ils ont à cœur : ils éloignent le moment où pourront se rétablir les prospères relations commerciales des États-Unis avec l'Europe; ils se condamnent à la longue privation du coton américain et au pénible chômage du travail. De même tout avantage partiel obtenu par le sud prépare contre lui d'infaillibles et redoutables représailles. De ce que nous jugeons ainsi cette querelle, il ne s'ensuit pas que nous approuvions dans toutes ses parties la politique des États-Unis. Le gouvernement de Washington a commis sans doute bien des fautes. Ses erreurs dans la conduite des affaires militaires n'ont été que trop manifestées par le changement de position que le général Mac-Clellan a été obligé d'opérer avec tant de pertes devant l'armée de Richmond. Il était clair qu'en attaquant les confédérés sur tous les points de la circonférence où régnait l'insurrection, et en les refoulant, on les conduisait à une concentration de forces sur le point le plus important, Richmond. La plus simple prévoyance commandait de prodiguer les renforts au général qui aurait à supporter tout le poids des forces confédérées. Des rivalités, des jalousies se sont mises en travers des inspirations de la prudence; mais même au milieu de ces fautes la cause du nord nous paraît digne de l'intérêt des libéraux du monde. Qu'on le remarque en effet, ces fautes sont l'accompagnement inévitable de l'état de liberté que les Américains du Nord maintiennent parmi eux, même pendant la guerre. C'est volontairement qu'ils subissent les inconvéniens de la liberté, tandis que leurs adversaires ont sur eux la supériorité que donnent le pouvoir dictatorial, le pouvoir révolutionnaire, le gouvernement par la terreur et par les supplices. Au surplus, l'échec de l'armée du Potomac ne décourage pas le gouvernement de Washington. Le général Pope lui promet la prompte reddition de Wiksburg. Le cabinet de M. Lincoln croit que dans un mois les armées fédérales entreront à Richmond; il combine froidement et résolûment ses préparatifs militaires et maritimes contre toutes les éventualités de l'avenir.

Chez nous, les questions de liberté ne s'agitent encore que sourdement; mais, quelle que soit la scène où elles se présentent, c'est notre devoir de les signaler. Dans l'étroite enceinte scientifique où se dresse la chaire d'hébreu, c'est la cause de la liberté qui se présente avec M. Renan, traversé

dans l'exercice de son professorat par une interdiction administrative. Il est heureux, qu'on nous permette de le dire, que si la liberté devait être atteinte, ce soit dans la personne de M. Renan qu'elle ait eu à souffrir : en passant par un tel organe, elle peut au moins faire entendre des plaintes dignes d'elle. Tout le monde voudra lire les *explications* adressées par M. Renan à ses collègues du Collége de France. Il était impossible d'établir avec plus d'élévation et d'autorité dans le langage les droits de l'enseignement libre. Ici revient la nécessité de la séparation du spirituel et du temporel. Seulement c'est contre les empiètemens de l'état s'arrogeant la défense d'une doctrine religieuse qu'il faut protester. Nous le ferons avec les propres paroles de M. Renan : « L'état n'a pas de doctrine particulière, tel est l'axiome fondamental auquel on revient toujours quand on veut fonder dans les matières intellectuelles le droit des individus, c'est-à-dire la liberté. »

E. FORCADE.

ESSAIS ET NOTICES.

Tableau de l'Empire romain depuis la fondation de Rome jusqu'à la fin du gouvernement impérial en Occident, par M. Amédée Thierry. — Didier, 1862.

Fidèle aux traditions de son illustre frère, M. Amédée Thierry interroge les vaincus. Vaincus d'hier, ils seront sans aucun doute les vainqueurs demain, si leur combat a fait partie de la lutte générale de l'humanité. Or comment en douter pour les peuples qui sont finalement entrés dans la grande unité romaine? Les historiens anciens les ont fort dédaignés et se sont contentés de raconter le perpétuel triomphe de l'ancienne république aristocratique dont les débris subsistaient encore sous l'empire. En étudiant l'action de Rome sur ces peuples, M. Amédée Thierry a bientôt aperçu dans les vicissitudes de sa vieille constitution l'effet d'une réaction qu'ils exerçaient à leur tour, et il a pressenti là une nouvelle lumière sur la formation de nos sociétés modernes.

On connaît la curieuse légende rapportée dans Plutarque : Romulus, ayant ouvert un asile, fit creuser un fossé dans lequel chacun de ses nouveaux compagnons jeta une poignée de terre apportée du pays d'où il était venu. De même, au xe siècle de notre ère, les émigrans scandinaves qui, fuyant la centralisation monarchique et la civilisation chrétienne, allaient fonder en Islande une république pendant quatre cents ans florissante, emportaient sur leur navire un peu de terre norvégienne ou danoise pour édifier leurs nouveaux autels sur le sol sacré de la mère-patrie. Peut-être s'agit-il, dans le récit de Plutarque, d'une fête religieuse se rattachant au mythe du *mundus* étrusque, qui communiquait par les entrailles de la terre avec le monde souterrain des mânes. Quoi qu'il en soit, on a interprété cette légende (Plutarque lui-même, ce semble) dans le sens d'une allégorie historique que les destinées ultérieures de Rome devaient pleinement justifier. Rome était

destinée à devenir l'asile universel et à comprendre le monde, comme le *mundus* réunissait toutes les immigrations diverses. Dès l'origine de cette histoire, un naïf emblème donnait une forte idée de cette puissance d'assimilation et de cette soif d'unité au service desquelles Rome allait déployer une force si intense. — De quelle manière son action devait-elle se développer? De la manière la plus libérale, en se faisant toute à tous, c'est-à-dire en distribuant tout d'abord autour d'elle par une répartition inégale, mais constante, les démembremens du précieux droit de cité. L'aristocratie romaine croyait diviser par là et dominer en divisant; mais il arriva que, les Latins prétendant au droit de cité, les Italiens au droit latin, la guerre sociale abattit toute barrière devant les uns et les autres; fort contraire à l'esprit exclusif de la cité grecque, qui avait péri pour n'avoir pas voulu s'étendre, le génie héroïque et vraiment libéral de Rome allait se livrer sans réserve, au risque de se disperser dans une diffusion infinie. L'aristocratie s'était vainement opposée à ce mouvement énergique d'assimilation qui, en provoquant une réaction inévitable, avait accéléré à l'intérieur le progrès vers l'égalité. Ce dernier progrès, la démocratie romaine l'avait voulu dès les premiers temps avec passion; elle le réalisa autant que cela était possible dans un état de civilisation qui reposait sur le paganisme et sur l'esclavage, et ce fut son triomphe. Comment la liberté politique s'accommoda de ce triomphe, le passage de la république à l'empire suffit pour le montrer.

C'est un des mérites de M. Amédée Thierry d'avoir compris et montré par ses travaux quelle place importante doit occuper l'étude du droit dans l'interprétation de l'histoire. M. Amédée Thierry n'a eu qu'à se rappeler et à résumer les curieuses études insérées par lui jadis dans nos recueils de législation et de jurisprudence pour nous donner aujourd'hui de la révolution impériale un commentaire qui, reproduisant ces études publiées il y a vingt ans, échappe dans notre temps à des interprétations combattues par sa véritable date. Il y a fort bien montré comment, la cité ayant dû s'ouvrir aux populations diverses de l'Italie et des provinces, ces nouveau-venus ont accéléré par une pression nouvelle un mouvement déjà très rapide à l'intérieur vers l'égalité. Puis, prenant les textes rédigés plus tard par les grands jurisconsultes romains, textes qui contiennent dans son expression la plus rigoureuse la formule légale de l'empire, il commente cette formule, expression rigoureuse elle-même des faits qui se sont accomplis, et nous fait voir clairement la démocratie enivrée, sacrifiant, pour obtenir l'extrême égalité, tous ses pouvoirs et tous ses droits, les rejetant loin d'elle tous l'un après l'autre et les accumulant sur une seule personne, l'empereur chargé de réaliser et de maintenir une formidable unité. Un jour, pendant un de ses voyages sur mer, Auguste se vit abordé par un navire d'Alexandrie. Équipage et passagers demandèrent à être admis devant lui et s'y présentèrent, comme devant un dieu, vêtus de robes blanches et couronnés de fleurs, au milieu de la fumée de l'encens et des parfums : « O césar! lui disaient-ils, c'est par toi que nous vivons, par toi que nous naviguons, par toi que nous jouissons de notre liberté et de nos biens! » Auguste, par une réponse muette dont ils comprirent vivement le sens, leur fit distribuer à tous la toge romaine et fit prendre à son équipage romain le pallium grec; il voulut aussi que d'un navire à l'autre on échan-

geât les idiomes, que les Romains parlassent la langue des Grecs, et les Alexandrins le latin. Ainsi grandissait la majesté de l'empire, aux acclamations de tant de peuples qui demandaient à Rome de les admettre au partage de sa civilisation supérieure, dût sa propre liberté y périr. « Ainsi le voulait, dit M. Amédée Thierry, le progrès du monde; l'ambition de César l'avait mieux compris que la vertu des derniers Romains. »

Assisté par le christianisme, l'empire a du moins, il faut le reconnaître, fondé la liberté civile, que le monde ne connaissait pas avant lui. L'histoire de l'empire nous touche donc plus intimement encore, à vrai dire, que celle de la république. Au point de vue un peu étroit de la morale éloquente et didactique, point de vue qui a préoccupé la plupart des historiens du XVIIe et du XVIIIe siècle, alors qu'on représentait Sésostris arrêtant par pure modération l'élan de sa conquête, les vertus de la république romaine, racontées par Tite-Live et Plutarque, avaient assurément leur prix; mais nous avons eu depuis les vertus chrétiennes, qui ont, elles aussi, créé des héros. Au point de vue de la vérité historique et de la philosophie morale, qui intéresse pardessus tout nos modernes écrivains, le développement politique dont la constitution républicaine a été l'objet n'a produit en définitive ses résultats que pendant la période impériale, sans la connaissance de laquelle il resterait, peu s'en faut, lettre morte. L'empire a été, comme dit Plutarque, « l'ancre du monde prêt à flotter. » Bien plus, sa grande unité a été le creuset dans lequel s'est faite, dit avec raison M. Amédée Thierry, la refonte des nations; c'est là en effet qu'a eu lieu la transformation des peuples en nations modernes, et M. Thierry a consacré bien justement la meilleure partie de son livre à observer de près, comme le chimiste habile, cette intime opération qui a fixé à l'avance les destinées de l'Europe moderne.

En exposant les principaux traits de l'histoire impériale, M. Thierry avait deux mouvemens distincts à suivre : d'une part celui qui amenait les peuples dans le cercle d'action de l'empire, d'autre part celui par lequel cette action s'exerçait. L'étude de la première question a entraîné le savant auteur dans des recherches entièrement nouvelles. Personne encore n'avait osé interroger patiemment cette masse confuse de peuples qui se presse dès le Ier siècle sur toutes les frontières impériales, qui s'agite, se divise, se groupe de cent façons diverses, et qui peu à peu réclame sa place dans le monde civilisé et chrétien. A travers cette obscurité, M. Thierry distingue deux révolutions principales qui compromirent gravement l'œuvre d'assimilation à laquelle travaillait l'empire. « Une première fois, dit-il, sous l'influence religieuse de l'odinisme, les nations scandinaves, rejetées vers l'est et le midi, forcent la civilisation à recommencer son œuvre. Une seconde fois ce sont les hordes nomades de l'Asie qui viennent avec les nations finnoises écraser les races européennes, en partie civilisées, et les précipitent sur l'empire romain. Il y a dès lors une lutte, à l'intérieur même de cet empire, entre Rome et des peuples façonnés par elle, mais qui ne sont encore qu'à demi Romains. Dans cette lutte domestique, la forme politique périt, l'unité du gouvernement est brisée, et de l'organisation des peuples barbares jetés sur le territoire romain sortent les nations modernes. » Sur ces migrations gothiques et finnoises, on a bien peu de lumières, et c'est une raison pour accueillir avec intérêt les conjectures et

les systèmes, quand ils s'appuient sur l'étude et la réflexion. L'ouvrage de M. Amédée Thierry mériterait, pour cette partie et pour les autres, une étude critique étendue. Sans dépasser les limites d'un simple exposé tel que nous entendons le donner ici, nous pouvons dire qu'il a décrit avec une certitude fondée sur les meilleurs textes l'habile travail par lequel l'empire romain, cédant à un instinct ou plutôt à une mission providentielle, a su gagner ces peuples et les retenir par des attaches communes. Or l'histoire de ce travail grandiose n'est autre que celle de l'administration municipale et du gouvernement civil. Rome, en distribuant autour d'elle différens droits politiques, a fondé la future indépendance, a créé, pour ainsi parler, la personnalité des peuples destinés à figurer sur la scène moderne, en même temps qu'elle les rattachait à elle-même par une même sorte de liens; les pouvoirs municipaux ont été les germes de ces individualités nouvelles, filles de Rome; ils ont été les nœuds qui ont retenu les nations modernes fixées au sol pendant les premières et terribles tempêtes du moyen âge, les premières enveloppes enfin des institutions politiques modernes. Et quant à l'administration publique et au gouvernement purement civil, c'est de la Rome impériale aussi que la société européenne a reçu les plus directs enseignemens. L'auteur du *Tableau de l'Empire* a consacré un chapitre ingénieux aux transformations par lesquelles le droit local de la Rome primitive est devenu une formule générale applicable à toutes les sociétés. Il a montré comment, le droit primitif de l'ancienne aristocratie romaine devenant insuffisant en présence des nécessités qui découlaient de la conquête, on se vit amené à comparer les législations les plus considérables des nations conquises; en les comparant, on reconnut certains traités analogues ou identiques dans ces législations diverses, et l'on tira peu à peu de ces règles communes un droit commun qui fut le droit des gens, *jus gentium;* puis on s'élança vers des spéculations abstraites, l'élément importé de la philosophie grecque venant développer la faculté de l'abstraction, dont l'usage avait été jusque-là peu familier à l'esprit romain; on s'éleva ainsi jusqu'au droit naturel, et c'est le résultat de tout ce travail intellectuel et moral qui se traduit dans les écrits des jurisconsultes romains en axiomes dignes du beau nom de *raison écrite*. L'empire fut la période pendant laquelle ces règles furent rédigées en même temps qu'appliquées.

Nous en avons assez dit peut-être pour faire comprendre dès à présent quel est le caractère particulier du volume que M. Amédée Thierry vient de publier. L'histoire classique y est considérée d'un point de vue nouveau; l'auteur y a observé et suivi surtout les institutions issues de la démocratie romaine, et il est bien vrai que ces institutions, étudiées dans leurs origines, dans leur formation, dans leurs applications premières, présentent une idée exacte de la vie politique et morale que Rome a su faire naître et communiquer ensuite au reste du monde.

A. GEFFROY.

Essai sur la Situation russe, par M. N. Ogaref; Londres, chez Trubner, 1862.

Depuis qu'une certaine lumière commence à se faire en Russie et que la situation de cet immense empire devient l'objet d'une attention croissante

mêlée d'étonnement, tout ce qui touche à un pays si longtemps mystérieux prend un intérêt singulier. On se préoccupe de tous les incidens qui se succèdent dans l'intérieur de l'empire des tsars, et qui arrivent en Europe si souvent défigurés. On s'est ému récemment de ces incendies sinistres qui se sont développés tout à coup dans des proportions redoutables à Saint-Pétersbourg comme sur d'autres points, et qui semblent moins un fait accidentel échappant aux prévoyances ordinaires que le signe d'une situation. A travers ces flammes allumées par des mains qui restent cachées, on entrevoit le travail des partis, la tension dangereuse des passions, l'inquiétude du présent et de l'avenir. Tout annonce que le cabinet de Saint-Pétersbourg lui-même se sent en présence d'une fermentation sourde qui peut avoir ses dangers, et qui se révèle au moins tout d'abord d'une façon assez sinistre. Or, à part ces incendies, qui semblent heureusement cesser pour l'instant, comment s'est formée cette situation? quels en sont les élémens et les caractères? quelles passions, quels intérêts s'agitent dans cette demi-obscurité de la vie russe? Voilà ce que chacun recherche, et les Russes eux-mêmes, on le comprend, ne sont point les derniers à scruter leur propre histoire, à sonder le mystère d'une crise si profonde et si complexe, à rendre témoignage dans les affaires de leur pays. C'est un témoignage de ce genre que rend M. Ogaref dans son *Essai sur la situation russe,* un petit livre qui vient de paraître à Londres, et où sont débattus presque tous les problèmes agités à cette heure dans l'empire des tsars, réforme du servage, réforme financière, organisation communale, église, bureaucratie, hiérarchie sociale.

L'auteur est un de ces émigrés russes campés avec M. Hertzen à Londres. C'était autrefois un poète distingué. Les événemens l'ont jeté dans la politique, et il contribue aujourd'hui à la rédaction de *la Cloche,* de ce journal étrange qui se publie en Angleterre et qui est souvent mieux au courant des affaires de la Russie qu'on ne l'est à Saint-Pétersbourg même. M. Ogaref est évidemment un publiciste de l'école révolutionnaire. Il incline à certaines idées socialistes, ou plutôt on pourrait dire que ce sont les phénomènes qu'il décrit qui ont un caractère socialiste et qui communiquent à son langage la teinte de l'école. Au fond, en laissant de côté ce socialisme d'idées et une certaine phraséologie, ce qui est curieux dans cet *Essai,* c'est l'analyse pénétrante et instructive de tous les élémens de la situation politique et économique de la Russie que l'auteur décompose avec une verve substantielle, pour en arriver à cette conclusion, que de toutes les utopies la plus grande et la plus dangereuse aujourd'hui serait la prétention de ne rien faire, de maintenir ce qui existe. On peut ne point partager toutes les idées de M. Ogaref dans les développemens auxquels il se livre; mais son *Essai* n'en est pas moins un tableau curieux, animé et instructif, où les chiffres mêmes ont leur couleur et leur éloquence. CH. DE MAZADE.

V DE MARS.

ieux
i se
rope
qui
int-
ac-
ion.
en-
tude
ourg
ses
stre.
ant,
ca-
scu-
eux-
opre
ndre
enre
qui
emes
orme
iale.
dres.
poli-
rnal
des
f est
ines
ènes
lan-
dées
ana-
ique
sub-
es la
e ne
s les
son
à les
E.